

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Golfe

L'autre blocus

par Michel Jobert

D E Bagdad à Washington, il n'est qu'un cri, qu'une dénonciation : « Intolérable ! ». Et, en effet, depuis deux mois maintenant, alors que l'irréparable - c'est-à-dire la guerre - n'est pas encore survenue, chacun des adversaires clame très haut que les manœuvres de l'autre sont « intolérables » (mais jusqu'à quel point bien supportées). La liste en est longue, vue soit avec les lunettes américaines, soit avec les lunettes irakiennes. Bref, l'indignation est sélective, selon les sentiments et les intérêts. Pour vêtir un droit transcendantal et, dit-on, respecté. Il faut le chérir, et il faudrait mourir pour lui.

Je n'ai pas le cœur, après avoir chaque semaine, depuis le début du mois d'août, dénoncé les périls et les illusions, à dresser la liste, en partie double, de l'intolérable. J'ajouterais seulement que, dans le répertoire du comique sinistre, la mobilisation des Nations unies, télévisée depuis Washington, au nom du respect du

droit international, rassemble, y compris sous sa forme militaire, des États qui n'ont pas respecté naguère les résolutions des Nations unies quand elles les concernaient et qui n'ont aucune intention d'y satisfaire quand l'épreuve irako-américaine sera terminée, d'une manière ou d'une autre. Ces États, il faut les citer : la Turquie, qui occupe Chypre ; la Syrie, qui occupe le Liban ; Israël, qui occupe le Golan, Jérusalem et la Palestine. Étranges alliances, de pure circonstance, et qui se soucient du droit international comme d'une guigne ! Mais qui prétendent le défendre maintenant pour, eu égard au service rendu, camper plus superbement encore demain sur leurs positions acquises en violation de ce droit. Quant aux États-Unis, le bon et juste droit, c'est toujours lui qui guide leur lourde main.

Aujourd'hui, contentons-nous, si nous en avons encore le temps, d'évoquer l'autre blocus. Pas le blocus aérien de l'Irak qui vient de s'ajouter au blocus terrestre et maritime. Ce dis-

positif-là, on ne sait combien de temps l'Irak pourra le supporter et l'accepter. Mais il faut s'interroger aussi sur le blocus que les États industrialisés se sont imposés, sans le vouloir. Voici deux mois qu'il exerce ses effets sur leurs économies et il n'est pas sûr que celles-ci puissent tenir encore de longues semaines. La mobilisation dans les sables d'Arabie saoudite et autour de ses puits de pétrole est un fait considérable. Mais les réactions de l'économie mondiale, nationales ou pas, en sont un autre, plus important encore. L'incertitude rouge le moral de l'arrière-économie : hausse des prix, à partir de celui du pétrole, relance de la course prix-salaires, chute du dollar, hausse des taux d'intérêt, ralentissement de l'activité économique, et ses conséquences sur l'emploi. Pour illustrer chaque jour ces menaces qui se précipitent et l'inquiétude qui en résulte, les places financières internationales se contentent de chuter et continuent.

Les grandes réunions financières de cet automne ont évoqué et évoqueront

la récession générale qui, à coup sûr, ébranlerait en profondeur l'ordre politique mondial. Or, les coalisés des Nations unies n'ont même pas encore réussi à financer la Jordanie, l'Égypte et la Turquie, aux fragiles équilibres, éprouvés par l'embargo décrété contre l'Irak. Les États-Unis, au bord de la récession, paraissent incapables, le lendemain, de réduire le déficit de leur budget fédéral et de stabiliser la situation de leurs banques. Ni l'Allemagne, ni la Grande-Bretagne, ni l'Italie ne sont prêtes, actuellement, à une politique de rigueur budgétaire. Voici quelques certitudes, qu'aggravent les menaces de guerre.

Il faut donc lever cette hypothèque, soit par la paix, soit par la guerre. L'une et l'autre sont indéfinies. Mais cette incertitude ne peut se prolonger. Espérons encore que les choix ne se feront pas à la légère !

► Michel Jobert est ancien ministre des affaires étrangères (1973-1974).

Economie mixte

Pour une Europe européenne

par Jacques Fournier

ETRE pour ou contre l'Europe, cette question n'a plus aujourd'hui aucun sens. L'Europe se construit sous nos yeux. L'évolution est suffisamment engagée pour qu'on puisse la juger irréversible. Mais quelle Europe se met ainsi en place ? Cette interrogation fondamentale est au cœur des débats que le Centre européen de l'entreprise publique (CEEP) organise au cours de son congrès, à Montpellier, du 3 au 5 octobre.

Deux modèles s'offrent aujourd'hui aux citoyens de notre continent.

Le premier est celui qui, peu ou prou, préside au développement des différents pays constituant la Communauté des Douze. C'est un modèle d'équilibre. Tous ces pays sont en économie de marché. Ils font confiance à l'esprit d'entreprise et à la concurrence pour créer et accroître les richesses. Mais tous, à des degrés divers, ont également été conduits, pour corriger les effets négatifs d'un système purement libéral, à développer un certain nombre d'interventions publiques visant à préparer l'avenir, à lutter contre les inégalités et à mieux satisfaire certains besoins fondamentaux. Il en est résulté un modèle d'économie mixte qui fait place aux notions d'intérêt général et de service public, qui combine secteur public et secteur privé, et dans lequel les politiques menées par les pouvoirs publics encadrent solidement le fonctionnement du marché.

Qu'il faille transposer ce modèle, avec les adaptations nécessaires, au niveau de la Communauté des Douze paraît aller de soi. Pourquoi, en effet, les pays européens iraient-ils s'engager dans une voie de développement contraire à celle que leur dicte leur culture et leur tradition ? C'est pourtant ce à quoi pourrait conduire, si l'on ne réagissait pas en temps utile, une certaine dynamique de la

construction européenne. D'une part, en effet, la priorité donnée, avec l'adhésion du 1er janvier 1993, à la réalisation du marché unique légitime les efforts de tous ceux qui travaillent à créer les conditions d'une libre concurrence sur l'ensemble du territoire européen. D'autre part, dans le même temps, les politiques prenant en compte les intérêts généraux de la Communauté et les aspirations des populations qui la composent tendent à se mettre en place.

La concurrence et rien d'autre

On voit ainsi s'esquisser un second modèle possible de l'Europe future. A la différence du premier, il n'a pas, même aux États-Unis, de référence historique réelle. C'est un modèle purement libéral. L'Europe ne trouvera son salut que dans et par la concurrence. L'essentiel est d'assurer le fonctionnement du marché. Les interventions publiques, dès lors qu'elles dépassent la simple fixation d'un certain nombre de règles du jeu nécessaires à son fonctionnement, deviennent suspectes par nature et doivent être strictement contrôlées.

Le projet de communication sur les aides de l'État aux entreprises publiques, actuellement soumis par le commissaire Britan aux réflexions de la Commission, pousse ce modèle jusqu'à la caricature. Devrait être considéré comme aide de l'État tout comportement de celui-ci vis-à-vis d'une entreprise publique qui s'engagerait à différents de celui qu'aurait sur le marché un investisseur avisé. Tout comportement de ce type devrait être au préalable porté à la connaissance des services de la concurrence. Et il reviendrait à ceux-ci de se prononcer sur la licéité de l'action envisagée, en regard des règles, au demeurant fort

vagues, du traité de Rome. Le dispositif de contrôle ne serait appliqué dans un premier temps qu'à l'industrie manufacturière. Mais les principes posés ont une portée plus générale et pourraient faire ultérieurement l'objet d'autres applications.

A prendre ce document à la lettre, ce serait dès aujourd'hui la politique industrielle, demain peut-être celle de l'énergie et des transports qui passeraient sous la coupe d'une autorité de la concurrence établie à l'échelle européenne.

On peut penser que, pour partie au moins, les exagérations de ce projet seront corrigées avant qu'il ne prenne force exécutoire. Et il existe fort heureusement, au niveau communautaire, des initiatives qui s'inscrivent dans une tout autre perspective. Ainsi de l'accent mis sur la réalisation progressive de réseaux européens en matière d'infrastructures de transport, de communication et de transmission de données, d'éducation et de formation. Ainsi, également, des tentatives, encore bien timides il est vrai, visant à la constitution d'un espace social européen.

Dans ce contexte, la stratégie des entreprises publiques (qui représentent dans l'économie européenne plus de 10 % des effectifs, près de 12 % de la valeur ajoutée et près de 18 % des investissements de l'ensemble des entreprises) se définit comme résolument constructive. Il ne s'agit pas d'opposer aux initiatives de la Commission les prérogatives des États dont ces entreprises dépendent. A ce jeu, elles seraient toujours perdantes. Il s'agit au contraire pour elles d'aller de l'avant et d'apporter, dans leur secteur d'activité comme à l'échelle de l'économie tout entière, leur concours à des politiques prenant en compte l'intérêt général européen.

Cela suppose qu'elles sachent surmonter leur particularisme et s'engager, en accord avec les gouvernements, dans des actions de coopération qui sont naturellement appelées à déboucher, un jour ou l'autre, sur le concept d'entreprise publique ou de service public européen.

Je donnerai trois exemples d'application de cette stratégie. Le premier se situe sur le plan d'un secteur d'activité, celui des transports ferroviaires. Les réseaux de chemins de fer européens ont constitué, au sein de leur organisation internationale, l'UIC, un « groupe des douze » qui réunit les chemins de fer de la Communauté. Ce groupe a préparé et soumis aux services de la Commission un projet de schéma directeur du futur réseau européen des liaisons à grande vitesse. Ses propositions ont été prises en compte par le commissaire Van Miert dans une communication présentée à la Commission des Communautés en novembre 1989.

Les axes d'une action communautaire dans ce secteur commencent ainsi à se dessiner. Ils incluent, outre l'élaboration de lignes à grande vitesse, le développement des transports combinés. Dans le même temps, un projet de directive sur les rapports entre l'État et les compagnies de chemins de fer est en cours d'élaboration. Il offre une base sérieuse à la réflexion, même si certaines de ses orientations appellent encore la discussion.

Une politique commune pourrait ainsi se mettre progressivement en

place. Encore faut-il qu'elle soit dotée des moyens nécessaires, notamment pour le financement des investissements d'intérêt communautaire. Prédominants dans ce secteur, les entreprises publiques, en tout cas, se doivent d'y contribuer.

Le deuxième exemple concerne les rapports sociaux au sein de la Communauté. Les entreprises publiques ont une forte expérience en ce domaine. Sous des formes diverses, elles ont toutes organisé en leur sein une représentation des travailleurs. C'est donc sans arrière-pensée qu'elles participent au côté de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE) au dialogue social initié à Bruxelles par Jacques Delors. Dans le prolongement de ce dialogue, le CEEP vient de conclure avec la CES un accord-cadre visant à permettre l'application concrète du principe de libre circulation des travailleurs entre les entreprises publiques de transport ferroviaire et de distribution d'énergie des différents pays de la Communauté.

Un modèle pour l'Est

Ce n'est qu'un accord-cadre, dont l'application reste donc subordonnée à des actions décidées au niveau des entreprises. Il ne concerne que deux secteurs d'activité. Il n'a pas même une grande portée symbolique. C'est la première fois que des partenaires sociaux s'entendent au niveau européen pour mener de telles actions communes. Et celles-ci visent à permettre aux travailleurs salariés d'exercer effectivement, grâce à des échanges de personnes, des actions de formation, des garanties sociales, les possibilités nouvelles de choix que leur ouvre la construction européenne.

L'Europe ne sera qu'un mythe pour la grande masse de la population tant que des initiatives de ce genre n'auront pas été multipliées.

Mon dernier exemple porte sur les relations de l'Europe des Douze avec les pays de l'Est. Au moment où ceux-ci entreprennent, d'une manière souvent désordonnée, de passer à une économie de marché, je suis persuadé que le modèle d'économie mixte tel qu'il est pratiqué en Europe occidentale peut constituer le point d'ancrage de leur nouvelle organisation. Il existe en tout cas là-bas une très grande curiosité vis-à-vis de ce modèle, du rôle qu'il impartit à l'État et de la manière dont il organise les rapports entre l'État et les entreprises publiques. Il va de soi que les entreprises publiques d'Europe occidentale sont, tant au niveau européen qu'à leur niveau national, à participer à toute action d'information ou de formation visant à saisir ce courant d'intérêt et, par là, à créer les bases d'un rapprochement progressif entre des systèmes jusqu'à présent séparés.

C'est une autre manière de construire une Europe qui, au sens de la géographie comme à celui de l'histoire et de la culture, soit vraiment européenne.

► Jacques Fournier est président de la SNCF et du Centre européen de l'entreprise publique.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » d'octobre.

Les facs de la réussite

Plus d'un million d'étudiants font leur rentrée ce mois d'octobre dans les soixante-quinze universités françaises. L'heure est aux chiffres : on compte les centaines d'enseignants supplémentaires, les dizaines de milliers de nouveaux entrants, les centaines de milliers de mètres carrés à construire... Mais, par-delà ces calculs, l'heure est à la réflexion qualitative. En mettant en place une mosaïque d'innovations, certaines universités travaillent à améliorer les chances de réussite de leurs étudiants de premier cycle. Et elles anticipent sur les mutations - d'attitude, de pédagogie - indispensables si l'on veut remplir l'objectif officiel socialement nécessaire : accueillir deux millions d'étudiants vers l'an 2000. Catherine Bédarida a enquêté auprès de ces « facs de la réussite » : ce qu'elle a découvert est dans le *Monde de l'éducation* d'octobre.

Également au sommaire

Une interview de Lionel Jospin : sur six pages, le ministre de l'éducation nationale s'explique sur la nouvelle école primaire, le recrutement des ensei-

gnants, les IUFM, la rentrée universitaire, la construction de nouveaux établissements d'enseignement supérieur, etc.

Dans nos rubriques

Politique éducative : « Quel avenir pour l'école rurale », à l'heure de la « mission Mauger ».

École au quotidien : « Les difficultés de recrutement à la tête des lycées et collèges : le « bourdon » des apprentis chefs d'établissement » ; « L'ambition des enfants d'immigrés » : la réussite scolaire, naturellement » ; « Est-ce heureux à l'école ? » : une enquête du bimensuel *Astrapi* analysée par le *Monde de l'éducation*.

Société : « Qui sont les héros de nos enfants ? ».

Carrières : « Les métiers de l'humanitaire ».

Et nos chroniques habituelles : « Livres et revues » ; « Cinéma, théâtre » ; « Étranger » ; « Guide » (Le sport stimule l'intellect » ; « A Paris » : pour les juniors » ; Parents/Enfants (Le Ces bébé qui pleurent la nuit ») ; « Recherches » en éducation, etc.

FIDEL CASTRO. CONVERSATION AU CLAIR DE LUNE de Jean-Edern Hallier. Ed. Messidor, 248 pages, 95 F.

FAUT-IL discuter avec Jean-Edern Hallier ? Régis Debray disait que non. Apparemment, son ancien ami, Fidel Castro, en a jugé autrement, puisqu'il a bavardé toute une nuit avec l'ex-directeur de *l'Idiot international*. La conversation ayant eu lieu « au clair de lune », rien d'étonnant qu'elle ait tourné à l'idylle. L'auteur est allé d'extase en extase en écoutant le Commandante : il en arrive même à confier que, s'il avait été femme, il aurait aimé se « faire caresser » par lui.

Cet aveu lâché, on n'est plus surpris par la suite. Fidel est un « chef générique », un « libérateur des peuples ». Ce qui est « magnifique », dans l'« utopie concrète » qu'est Cuba, d'où toute « dictature », toute « tyrannie » est absente, c'est de voir « un peuple en armes ». Dire que les Cubains n'ont rien à manger est un « lieu commun accablant ». La preuve : ils s'empiffrent de foyos qui font pêter.

Entre l'interviewer et l'interviewé, que d'émouvants points communs ! Enfants, ils ont été

arrachés à leur mère par une institutrice, et ils ont été tous les deux battus par les « bons pères » qui leur enseignaient les humanités : on sait ce que ces épreuves enfantines ont de déterminant pour les grandes destinées.

Après avoir rêvé de guerroyer dans la Sierra Maestra, Jean-Edern serait prêt à renouer avec ses rêves si Cuba était envahi. « Je viendrais me battre avec vous », dit-il au *Lider maximo*, qui lui dit que, dans ce cas, il devrait venir avec un peu d'avance, sous peine de ne jamais arriver. « Je veux bien renier ici... pour écrire », répond notre valeureux chevalier, qui s'engage, par la même occasion, à amener des intellectuels français « influents » - pour aider. La pleine lune produisant ses effets, Jean-Edern Hallier demande : « Que manque-t-il au socialisme pour être parfait ? »

On comprend que Fidel Castro se dise « stimulé » par une telle conversation. Il est devenu rare, par les temps qui courent, de voir débarquer à La Havane, venant des « latinités parapses », un fan aussi parfait. Que ce dernier soit parvenu à faire les éditions Messidor, du PCF, ne fait qu'ajouter à sa

drôlerie. La dialectique anti-impérialiste, sous la plume de J-EH, se résume à des affirmations du genre : « Les Américains sont des merdes » et les Français « des encu-

lés de l'Amérique ». Régis Debray avait tort. Il faut discuter avec Jean-Edern Hallier, il faut même le lire. Pour s'amuser.

CHARLES VANHECKE

BIBLIOGRAPHIE

Castro au clair de lune

drôlerie. La dialectique anti-impérialiste, sous la plume de J-EH, se résume à des affirmations du genre : « Les Américains sont des merdes » et les Français « des encu-

lés de l'Amérique ». Régis Debray avait tort. Il faut discuter avec Jean-Edern Hallier, il faut même le lire. Pour s'amuser.

CHARLES VANHECKE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-28-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

051 71149

L'UNIFICATION DE LA RFA ET DE LA RDA



« Enfin le jour est venu. L'Allemagne est unie. L'Allemagne est totalement libre », a déclaré le président George Bush, saluant avec « grand plaisir » la réunion des deux Allemagnes le 3 octobre. « Aujourd'hui commence un nouveau chapitre dans l'histoire de votre nation ; quarante-cinq ans de conflit et d'affrontement entre l'Est et l'Ouest sont maintenant derrière nous », a poursuivi le chef de l'Etat américain dans un message adressé au peuple allemand. Les Etats-Unis « sont fiers d'avoir bâti avec vous les fondations de la liberté, fiers d'avoir été un partenaire résolu dans la quête d'une seule Allemagne, une et libre. L'Amérique est fière de se compter parmi les amis et alliés de l'Allemagne libre, maintenant et à l'avenir ».

Le président François Mitterrand a placé ses vœux aux dirigeants allemands sous le signe de la construction européenne. « Vous vivez les heures intenses de votre unité nationale, a-t-il dit

dans des messages adressés au président Richard von Weizsäcker et au chancelier Helmut Kohl. Nous avons fait ensemble beaucoup de chemin. Nous allons continuer. La Communauté et l'Europe tout entière attendent de nous l'élan nécessaire. Notre conviction est la même. Dites à vos proches, dites à tous les Allemands, la solidarité de la France ».

Dans une interview accordée aux chaînes de télévision allemandes ARD et ZDF, M. Mitterrand a d'autre part estimé qu'il n'était pas « opportun » de laisser des troupes françaises en Allemagne. « Un grand pays comme le vôtre a-t-il besoin de troupes étrangères sur son sol, même si ce sont des troupes amies ?, a interrogé le président français. S'il estime cela nécessaire dans le cadre de la défense européenne, alors c'est tout autre chose : il faut un nouvel accord, il faut qu'on en parle clairement ».

La CEE a, dans une déclaration de la commission européenne, souhaité « la bienvenue aux nouveaux citoyens de la Communauté. Depuis le début, la RFA a fourni une éminente contribution à l'intégration européenne. Une Allemagne unifiée continuera d'être un facteur puissant de cohésion qui aidera l'Europe sur le chemin de l'union politique ».

Pour M^{me} Catherine Laminière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, par l'unification de l'Allemagne, « l'Europe veut guérir l'une des plus graves blessures générées par sa propre histoire ».

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a elle aussi félicité le chancelier Kohl, avec une chaleur contrastant avec les craintes qu'elle a récemment exprimées sur le poids de l'Allemagne en Europe. « L'unification de l'Allemagne constitue une étape importante pour parvenir à surmonter la division de notre continent », a-t-elle dit. De son côté, M. Gorbatchev a estimé,

dans un message de félicitations au président de RFA, M. von Weizsäcker, que l'unification n'est pas seulement « un grand événement pour les Allemands, elle est un symbole, et je l'espère, deviendra un facteur de consolidation d'un ordre de paix général ».

L'unification « n'aurait pas eu lieu si une profonde transformation démocratique interne ne s'était produite dans nos pays. L'histoire, l'influence et l'attrait réciproque ainsi que la place de nos deux Etats dans le monde rendent souhaitable et naturelle une coopération multiple ». M. Gorbatchev pourrait se rendre en Allemagne en novembre, indiquait-on mardi de source proche du gouvernement ouest-allemand à Bonn.

L'économie est-allemande donne des signes de reprise

L'économie est-allemande a probablement touché le fond et donne désormais des signes encourageants de reprise. C'est en substance le discours qu'a tenu M. Johann Wilhelm Gaddum, le directeur de la Bundesbank, qui fut chargé de mener à bien l'introduction du deutschemark à l'Est le 1^{er} juillet dernier, dans une conférence de presse tenue mardi 2 octobre à Leipzig.

M. Gaddum présentait à la presse le nouveau billet de 100 marks à l'effigie de Clara Schumann (née à Leipzig). Il en a profité pour révéler les résultats d'une enquête de la Bundesbank auprès des entreprises est-allemandes : 60 % d'entre elles ont qualifié de « satisfaisant » le niveau actuel de leurs carnets de commandes. Un résultat « relativement surprenant » et bien sûr encourageant, selon M. Gaddum. L'introduction du deutschemark a infligé un « traitement de choc » à l'économie.

M. Gaddum a indiqué que la flamme inflationniste tant redoutée ne s'était pas produite : les prix à la consommation hors pétrole n'ont pas augmenté, ceux des denrées alimentaires ont même diminué de 5 %, tandis que le revenu réel moyen des Allemands de l'Est a, lui, progressé. Le directeur de la Bundesbank a mis en garde une nouvelle fois contre certaines hausses de salaires « qui dépassent les gains de productivité, mettant ainsi en danger le processus d'adaptation en cours ».

A la fin de la semaine dernière, l'Institut de recherche économique IFO de Munich a publié sa première enquête de conjoncture sur les entreprises est-allemandes, qui révèle elle aussi une «ueur d'espoir » : 26 % des entreprises prévoient une augmentation de leur production au cours des trois prochains mois, contre 24 % qui envisagent une diminution.

C'est dans le secteur des biens de consommation que la reprise semble la plus nette, et dans celui du bâtiment qu'elle paraît la plus lointaine. Dans celui des biens d'équipement, les choses sont plus contrastées : 28 % des entreprises s'apprêtent à augmenter leur production et 23 % à la réduire.

Cela n'empêchera pas, dans un premier temps, le chômage de continuer à progresser : 86 % des entreprises interrogées s'attendent à une réduction de leurs effectifs, et 14 % à une stagnation.

S. Gh.

Des Mig-29 pour la nouvelle armée

Dans un long document publié avant l'unification des deux Allemagnes, le ministère ouest-allemand de la défense indique que la Luftwaffe va recevoir une vingtaine d'avions de combat Mig-29 de conception soviétique, dont étaient dotés auparavant les forces aériennes de la RDA. Les Mig-29 avaient été achetés par la RDA à l'Union soviétique dans leur version destinée à l'exportation. Ils étaient principalement stationnés sur la base Vladimir-Komarov (du nom d'un cosmonaute soviétique mort en mission en 1967) à Preschen, près de Cottbus, dans le sud du pays.

En revanche, si l'on se croit des informations de source française, les Soviétiques ont ramené chez eux les missiles sol-sol Scud et les missiles sol-air SA-10 qui avaient été déployés en RDA dans les rangs de la NVA. De même, selon les mêmes sources, les Soviétiques procèdent à l'évacuation des 20 000 à 30 000 tonnes de munitions chimiques qu'ils avaient stockées dans ce pays. « C'est un véritable défi lancé à la logistique soviétique », explique un spécialiste français du renseignement, en raison des précautions à prendre.

Dans les rues de Berlin

Décontraction et bonne humeur

BERLIN

de notre envoyé spécial

Parmi les « journées historiques » ayant ponctué la marche de l'Allemagne vers son unité, celle du 2 octobre restera plus marquée par sa décontraction et sa bonne humeur que par son intensité dramatique. Ces dernières heures de la République démocratique allemande avaient, à Berlin, des allures de saint-sylvestre.

On attendait minuit en flânant dans les rues, remontant et descendant Unter den Linden, la prestigieuse avenue qui va de la porte Brandebourg au Palais de la République, siège de l'ex-Chambre du peuple fermée pour cause de pollution à l'amiante. Les marchands de bière et de saucisses avaient installé leurs caisses aux portes des palais néo-classiques, surveillés de haut par la statue équestre de Frédéric le grand.

La porte de Brandebourg avait été pour l'occasion débarrassée de ses échafaudages, mais semblait bien que sans son quadrige déposé pour être restauré. Peu à peu, à mesure que la soirée avançait, la foule se faisait plus dense, convergeant vers le Reichstag pour attendre la levée des couleurs devant cet édifice chargé d'histoire, témoin des grandeurs et des misères de ce peuple allemand auquel il est consacré. Quelques notes humoristiques ajoutaient au caractère bon enfant de cette journée. Devant la porte de Brandebourg, des militants du parti Vert distribuaient des cartes de vœux : « Amusez-vous bien, mais faites attention ! », pouvait-on lire. Et à l'intérieur de la carte se trouvait un préservatif... Il eût été judicieux d'y adjoindre un cachet anti-migraïne, car l'absorption intensive de mousses de mauvaise qualité, vendue par milliers de bouteilles dans la rue se traduisait, quelques heures plus tard, par un nombre à peu près équivalent d'estomacs retournés.

Moins bruyante et brillante que les soirées de victoires en coupe du monde de football, la nuit de l'unité n'a pas été cependant d'un niveau culturel particulièrement élevé. On ne se bousculait pas pour regarder les groupes folkloriques du monde entier qui se produisaient sur la place de l'Opéra.

Les nouveaux uniformes des vopos

L'attraction la plus prise consistait à essayer d'atteindre, à l'aide de fusées de feu d'artifice, une Trabant juchée en haut d'une grue et ornée du drapeau de la RDA. Les symboles de l'ancien régime, comme les casquettes de la Volkspolizei ou les casques de l'armée populaire sont devenus objets de dérision. Bradés par les marchands ambulants, ils se transformaient en accessoire de carnaval.

Le degré d'enthousiasme national peut être mesuré par le type convaincu. Quelques jeunes portant des badges des Républicains de Franz Schönhuber brandissent un drapeau de la marine de Guerre impériale, celui qui se rap-

droite que les festivités de l'unité ne soient marquées par ces accès de violence dont Berlin est coutumier. L'impressionnante mobilisation policière – plus de 7 000 agents venus de Rhénanie du nord-Westphalie avaient été appelés en renfort – a dissuadé les casseurs de passer à l'action. L'unification policière de la capitale avait été réalisée la veille en prévision des actions de la nuit du 2 au 3 octobre.

Les ex-vopos avaient touché des uniformes neufs encore raides d'apprenti et les policiers de Berlin-Ouest avaient parcouru, plan de la ville en main, les secteurs de Berlin-Est qui leur étaient attribués pour se repérer dans ce territoire encore inconnu. On sentait se déteindre à mesure que la nuit s'avance sans incidents, et que leur rôle se limitait à canaliser une foule toujours plus dense sous la porte de Brandebourg.

Les violents étaient restés chez eux, les grognons aussi. Le PDS (parti communiste renoué) avait annulé la manifestation « adieu à la RDA » qu'il avait prévue, demandant à ses militants de « se réunir entre eux à la base ». L'un de ses militants, rédacteur de la revue politique *Horizont* nous a assuré qu'il consacrerait la journée du 3 octobre à « nettoyer ses vitres ». Demain, il verra peut-être plus clair.

LUC ROSENZWEIG

MASPERO

PHOTOGRAPHIES D'ANAÏK FRANTZ

Des impressions fortes et remarquablement sensibles de cette zone diffuse où des horizons fragmentés se juxtaposent sans jamais s'enchaîner.

J'aime bien ce livre. A cause du talent ? Parce qu'il nous lance dans un pays plus exotique que le désert des Tartares ou que le château de Franz K. (...) Et puis, la générosité.

Les passagers du Roissy-Express, plus qu'une enquête et un reportage, se présente comme l'insoutenable chronique de nos frères les humains. Lâchez donc tout, et collez-vous-y.

Les prises de vue ont la poésie d'un conte arabe ou d'un palabre africain.

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche - 120 F

Fiction & Cie

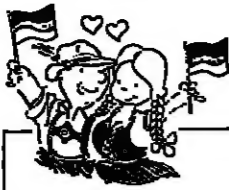
François Maspero

Les passagers du Roissy-Express

Photographies d'Anaïk Frantz

Seuil

Editions du Seuil



L'UNIFICATION DE LA RFA ET DE LA RDA

En Bavière A Rosenheim, la célébration sans la fête

Pour célébrer l'unification allemande, la soirée a été calme à Rosenheim. A 60 kilomètres de la capitale bavaroise, dans cette ville où l'extrême droite a obtenu 22 % aux dernières élections municipales, le retour des frères de l'Est inquiète plus qu'il ne réjouit.

ROSENHEIM

de notre envoyé spécial

Par centaines, par milliers peut-être, ils s'entassent sur la place Max-Josef, les arcades sont près d'exploser, les fontaines débordent. Pour l'occasion, certains ont sorti la traditionnelle culotte de peau bavaroise et l'inévitable chapeau vert. Au sommet des mâts, la bannière de Rosenheim accompagne le drapeau allemand.

De klaxons, de pétards ou de feux d'artifice, il n'a pas été question dans la nuit du 2 au 3 octobre à Rosenheim. A 23 h 55, une cinquantaine d'adolescents sont sortis des tavernes avoisinantes pour se réunir sur la place Max-Josef. Quelques bouteilles de mousseux, des canettes de bière, trois tentatives pour lancer l'hymne national, interrompues avant la fin du premier couplet, et ce fut tout. A minuit et demi, les plus tenaces étaient rentrés chez eux.

A minuit, les cloches de l'église n'avaient pas non plus dépassé les douze coups réglementaires. La hiérarchie catholique avait laissé à chaque prêtre le soin de décider. Johann Huber, curé de l'église Saint-Nicolas, n'a pas hésité : « C'est ceux qui voudront entendre les cloches n'auront qu'à venir mercredi à la messe. »

« Une légendaire rivalité »

C'est qu'en Haute-Bavière on ne voit pas d'un très bon œil la réunification allemande. Dans son principe, tout le monde y est naturellement favorable. « Maintenant, ils sont libres », répète-t-on à l'envi. Mais le prix à payer en effraie plus d'un.

Hubert, Claudia et les autres ont donc fêté la naissance de la Grande Allemagne sur les marches du McDonald's. Aucun d'eux n'a dépassé vingt ans, mais leurs propos rejoignent ceux de leurs grands-parents : « Il n'y a aucune raison pour que l'on paie pour eux. Ce sont des gens différents, avec une culture différente. Nous parlons la même langue, c'est tout. » Et

Michael, pourtant fils d'immigrés yougoslaves, d'ajouter : « Les Allemands de l'Est, Rosenheim à Rosenheim. » Culture différente, caractère différent, la légendaire rivalité entre Bavarois et Prussiens est effectivement omniprésente. Les « Ce sont des gens prétentieux », les « Ils sont arrogants » et autres variations sur le même thème fusent d'un peu partout. « Ils pensent que tout leur est dû, ajoute une vieille dame, mais ils oublient que nous avons travaillé pour reconstruire notre Allemagne. »

Tous n'ont pas la même virulence, et surtout pas les mêmes conclusions. Klaus Schultz a trente-six ans. Pour ce gérant d'un magasin de matériel informatique, « la réunification est inscrite dans l'histoire et tout le monde l'attendait. Mais les gens ne sont pas prêts à réduire leur niveau de vie. Le gouvernement dit qu'on va pouvoir s'en sortir sans sacrifices, mais personne ne peut croire cela. »

Alors la peur s'installe, suivie par les rumeurs. « On va leur proposer des appartements pour 10 deutschemarks par mois, alors que nous devons bientôt payer cent fois plus pour nous loger », affirme une lycéenne. « Une vague d'immigration sans précédent se prépare », avertit un bijoutier. Son assistant trouve les mots pour le rassurer : « C'est mieux que les Grecs ou les Turcs... »

La mairie se veut apaisante. « Il suffit que nous apprenions à nous connaître », Diethard Schinzel, directeur de cabinet du maire de Rosenheim, prêche l'optimisme, comme tous ses collègues du conseil municipal, des Verts à l'extrême droite. « Ce sera un peu difficile pendant trois ou cinq ans, mais ensuite tout ira bien », pense-t-il.

Pour réduire encore cette période délicate, la municipalité a choisi le travail sur le terrain. Les fêtes que tout le monde attendait pour le 3 octobre ont été supprimées, et l'argent ira aux enfants nécessiteux et aux vieillards de Greiz, une petite ville de Thuringe. Mais, surtout, le maire a lancé une souscription publique. L'objectif était de réunir 52 000 deutschemarks, soit un mark par habitant. Le 2 octobre, à quelques minutes de son départ pour la cité est-allemande, il manquait encore 17 000 marks.

NATHANIEL HERZBERG

Israël est partagé entre la sérénité officielle, l'indifférence et les craintes inavouées...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au moment où était célébrée l'unification de l'Allemagne, mercredi 3 octobre, le personnel de l'ambassade de RFA en Israël s'est rendu à Yad Vashem, le mémorial de l'Holocauste, à Jérusalem.

Ce fut un geste de recueillement pour dire que l'Allemagne n'oublie pas, qu'elle veut apaiser les sentiments d'une partie de la population d'un État né le lendemain du génocide, enfin qu'elle n'ignore rien des appréhensions que peut faire naître ici l'unification. L'événement est lourd de réminiscences douloureuses, de craintes inavouées, de malaise non dit.

Entre l'Allemagne et l'État juif, aucune des étapes de la « normalisation » de l'histoire n'a été facile. Quand Ben Gourion conclut avec la RFA, en 1952, des négociations sur l'attribution de réparations allemandes à Israël, la droite descendit dans la rue pour animer une série de manifestations violentes. Lorsque furent établies des relations diplomatiques entre l'État hébreu et la République fédérale, en 1965, le premier ambassadeur allemand en Israël, le Dr Rolf Pauls, fut reçu à coups de pierres.

Par comparaison, l'unification est aujourd'hui accueillie avec beaucoup de sérénité – au moins officiellement. Le gouvernement se veut froidement réaliste. L'unification est une évolution inévitable sur laquelle l'État hébreu n'a

aucune prise ; les relations tissées avec la RFA incitent à la confiance – c'est l'Allemagne démocratique qui s'exporte ; les dirigeants allemands ont d'ores et déjà, et publiquement, fait savoir que l'Allemagne unie reconnaît ses responsabilités et devoirs envers le peuple juif.

Il n'y a donc pas d'inquiétude à avoir, dit-on encore, même si, dans le même souffle, tel haut fonctionnaire spécialiste du dossier confie gravement : « C'est vrai, c'est une Allemagne différente, à tous points de vue, mais tout de même cette puissance qui réémerge au milieu de l'Europe, chargée de symboles et de souvenirs, c'est très impressionnant. »

Wagner toujours paria

Le malaise est partagé. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, dont presque toute la famille a disparu dans les camps de la mort, serait des plus réservés. « Sa position », dit un de ses conseillers, M. Avi Peizer, est qu'il est impossible d'oublier ce qui s'est passé quand l'Allemagne était unie, mais que cela s'est fait parce qu'elle avait à sa tête le régime nazi et non parce qu'elle était unie. Récupéré de la Shoah, le président du Parlement, M. Dov Shilansky, un homme qui n'a jamais voulu savoir les personnalités ouest-allemandes en visite en Israël, se refuse au moindre commentaire.

Spécialiste des questions allemandes et éditorialiste au quotidien *Haaretz*, Tom Segev parle de « tabous » : « On ne joue toujours pas Wagner ici, la télévision ne montre pas de films allemands » ; le seul poste qu'un diplomate israélien puisse refuser est l'Allemagne.

Pourtant, poursuit Segev, l'évolution qui compte à l'heure de l'unification, « c'est qu'un changement fondamental (dans le sens de la normalisation) est bel et bien intervenu dans les attitudes israéliennes à l'égard de l'Allemagne ». Les plus récents sondages l'expriment : on ne trouve que 20 % des personnes interrogées pour s'opposer à l'unification ou dire que telle devrait être la ligne du gouvernement ; une majorité d'Israéliens affirme « ne pas avoir d'opinion » et estime que l'État hébreu n'a pas à prendre position (les plus gros bataillons dans cette majorité se recrutent chez les jeunes séfarades nés en Israël).

Les premiers ébranlements du mur de Berlin, l'hiver dernier, avaient été perçus avec plus d'émotion. Puis l'onde de choc s'est dissipée et c'est à peine si M. Moshe Arens, alors ministre des affaires étrangères, fut contredit lorsqu'il déclara en février qu'une Allemagne unifiée ne devait provoquer aucune inquiétude des « instant qu'elle serait parfaitement consciente de ses obligations à l'égard du peuple juif ».

Quelques semaines plus tard, au lendemain des premières élections

libres en RDA, les nouveaux responsables est-allemands firent part de leur désir d'établir – pour la première fois – des relations diplomatiques avec Israël. Il fallait y voir un geste destiné à bien marquer la rupture avec le précédent régime. Celui-ci, estimant n'avoir à porter aucune responsabilité pour la période nazie, s'était toujours refusé au versement de réparations à Israël et aux rescapés de l'Holocauste en général ; de tous les pays du bloc de l'Est, la RDA fut la plus violemment hostile à l'État hébreu, apportant son soutien aux groupes palestiniens les plus radicaux.

Le 12 avril, le nouveau Parlement est-allemand adopta une déclaration solennelle reconnaissant ses responsabilités historiques et formulant des excuses à l'égard du peuple juif. La voie de l'établissement de relations diplomatiques était tracée et des discussions engagées sur la question des réparations (au terme de l'accord de 1952, un tiers du montant de la somme convenue devait être versée par la RDA).

Mais l'accélération de l'histoire a rendu inutile cette étape : c'est avec l'Allemagne unie qu'auront lieu les discussions. Très symboliquement, les présidents des Parlements des deux Allemagnes, M. Rita Süssmuth (RFA) et M. Sabine Bergmann-Pohl (RDA), s'étaient rendus ensemble, au juin dernier, en visite officielle à Jérusalem.

ALAIN FRACHON

A l'ambassade de RFA A défaut d'être à Berlin...

L'ambassade de la République fédérale d'Allemagne avait ouvert ses portes au grand, mardi 2 octobre, quand sonna 21 heures. Et l'on y entra sans plus de formalités que dans un moulin. Des Allemands de Paris, quelques amis français et américains affluèrent par milliers pour fêter l'unification. Loin du pays natal, on venait en famille vivre l'unique moment où le passé bascule et fait une ère nouvelle.

A 0 heure, l'ambassade devint celle d'une seule Allemagne : la RFA enrichie de Berlin et des cinq Länder de l'ex-RDA. « Ce sera désormais notre fête nationale. Cette nuit, nous la célébrons pour la première fois. Je ne veux pas louer ce rendez-vous avec l'histoire. » Pour la hyémienne née à Francfort, les festivités avaient commencé dès l'après-midi à l'école allemande de Paris. « Demain, nous affronterons nos différences sociales et culturelles. Et puis, ici, sur les ondes de télévision nous pourrions suivre en direct ce que vit Berlin, à défaut d'y être. »

La rue sur les buffets

Assis discrètement dans un coin de l'immense salon, Son Excellence l'ambassadeur, le docteur Franz Pfeiffer, écoutait l'annonce de l'Est. M. de Maizière, probable vice-président du futur Parlement. Pas plus qu'il n'avait existé de carton d'invitation, l'ambassadeur ne ferait de déclaration. Cette fête avait lieu en effet « entre amis ». Une autre réception officielle était d'ailleurs prévue à sa résidence de l'hôtel de Beunharnais.

Il y avait bien, non loin de lui, le chargé d'affaires représentant l'ancienne RDA. Mais il était seul, son personnel ayant plus bagages quelques jours auparavant. Le Centre culturel est-allemand avait lui aussi fermé ses portes le 29 septembre. L'Institut Goethe avait récupéré l'essentiel de la bibliothèque. On avait bu tristement un dernier verre de vin à défaut d'argent et l'on avait tiré un trait définitif.

Mais ce 2 octobre, à l'ambassade de RFA, les buffets furent pris d'assaut. On s'arracha les wurstchen (saucisses) et les salades de pommes de terre. On se rua sur les chopes et sur les tonneaux. Dans la fraîcheur du jardin, on piqua-niqua en cercle, plaisantant de tout et de rien. On s'embrassait à la polonoise. « On se croirait à la fête de la bière », avança Andréas. Etudiant, il errait en solitaire dans les salons. Mais il préférait tout de même « être ici ». Car la semaine passée, il vit « à Berlin-Est le désastre sur les visages et le désastre économique, et à l'Ouest des jeunes brandir leur badge sur lequel était inscrit « je suis fier d'être allemand » ».

0 heure, 3 octobre 1990 : quand à Berlin on bissa le drapeau de la nation unie, à Paris, dans les salons de l'ambassade, jaillit l'hymne de la RFA. Celui d'hier devenu celui de demain. Ainsi basculait l'histoire.

DANIELLE ROUARD

En Italie Une certaine jalousie

ROME

de notre correspondant

« Vaux profonds et chaleureux » de la part du président de la République au chef du nouvel État allemand réunifié, M. von Weizsäcker, « félicitations sincères » du ministre des affaires étrangères à son homologue, M. Hans Dietrich Genscher, l'Italie officielle, au soir de la grande fête allemande, n'a pas manqué de se réjouir de ce que M. Francesco Cossiga a appelé dans son message « un événement historique de première importance ».

Mais si, d'une façon générale, les commentateurs transalpins se congratulent à la « une » de tous les journaux du mercredi 3 octobre, certains, et non des moindres, n'ont pas baissé, dans les heures précédant la solennelle unification, à émettre quelques réserves sur « les inconnues » que recèle, pour l'avenir, le grand événement béni. « La réunification allemande », écrit ainsi le célèbre politologue Galli Della Loggia dans la *Stampa*, « contient plus d'un élément inquiétant, voire potentiellement dangereux ».

La renaissance du colosse d'outre-Rhin, poursuit le « professeur », a-t-il mené une politique du fait accompli. Ce n'est pas la bonne voie.

« On peut en aucune façon être considéré comme un processus parallèle ou idylliquement conjugué à celui de la construction européenne ».

Tout le problème, « toutes les inquiétudes diffusées » également observées, et déplorées, par *Il Corriere* de Milan tournent bien sûr autour de l'Europe. « Nous attendons de l'Allemagne nouvelle, écrit mardi soir M. Gianni De Michelis, le chef de la diplomatie transalpine, un apport essentiel au processus d'intégration politique et économique de la Communauté ». Même ton un peu comminatoire au Parti communiste réformateur et très européen, dirigé par M. Achille Occhetto. « Ce n'est pas sans préoccupation », déclarait mardi encore le secrétaire général du PCI, que nous avons noté dans l'action du chancelier Kohl une tendance à diminuer le rôle de la CEE, à mener une politique du fait accompli.

« Un Commonwealth teuton »

Pour le chef de l'opposition, comme d'ailleurs pour la plupart des dirigeants de la coalition au pouvoir à Rome, « l'Allemagne unie doit absolument se développer dans une Europe unie ». Or, regrette par exemple M. Giorgio La Malfa, numéro un du Parti républicain, allié à la démocratie chrétienne au gouvernement, pour l'instant, il faut bien reconnaître que « les conséquences de la réunification sur l'intégration européenne constituent encore une question ouverte ». « Tout le monde fait aujourd'hui de sa réjouissance, affirme M. Pino Rauti, chef des néofascistes du MSI, mais pour éviter de retomber dans les travers qui ont conduit à la guerre civile entre Européens, il faut faire montre d'un européisme plus lucide ».

Ne serait-ce que pour éviter sur le Vieux Continent « la constitution de cette espèce de Commonwealth teuton » que craint tant M. Galli Della Loggia, effrayé « par la déjà virtuelle hégémonie politico-économique allemande sur l'Europe ». Mais « cet alarmisme est-il vraiment justifié ? », demande, dans sa livraison du lundi 1^{er} octobre, l'hebdomadaire *Panorama*. Ou bien « la germanophilie est-elle devenue une réflexe conditionné né du passé ? ».

Une chose est sûre, regretent la plupart des commentateurs, l'unité retrouvée des Allemands prend effet au moment même où celle de l'Italie, qui n'a jamais été très puissante, est remise en cause avec force par divers mouvements régionalistes et centrifuges. En clair, la Péninsule se sent peut-être un peu jalouse d'une unification qu'elle-même – il suffit de voir à quelle vitesse la déchirure entre le Sud et le Nord s'accroît – n'a pas encore pu mener à son terme. « L'Europe », écrit encore le *Corriere della Sera*, « ne peut se faire sans l'Allemagne ». Or l'Italie, sans l'Europe... ?

PATRICE CLAUDE

Dans la presse internationale

Après Bismarck, après la défaite de 1918, c'est maintenant la troisième fois que l'Allemagne se voit offrir la chance de « devenir ce qu'elle doit devenir : la pièce centrale d'un ordre européen stable », estime le *Financial Times* dans son éditorial du 3 octobre. Le quotidien britannique est optimiste : « Le pays ne peut pas satisfaire les attentes de chacun (...), écrit l'éditorialiste, mais la tâche est beaucoup plus facile pour le Reich de Bismarck. La troisième fois devrait être chanceuse. »

« L'unité allemande ne marquera qu'un modest changement dans la position d'assez de l'Allemagne de l'Ouest. Cette position n'a pas changé – et ne présentera – aucun danger. Si ce n'est en période de guerre, la prospérité d'un voisin est un avantage, pas une menace », ajoute le *Financial Times*. L'éditorialiste du *Times* est beaucoup plus prudent : « Margaret Thatcher a raison de se demander comment, à présent, éviter que l'État allemand agrandi ne domine politiquement l'Europe, alors que son autorité économique semble de plus en plus évidente. » « L'Allemagne n'est pas encore la reine du continent, mais la probabilité qu'elle devienne le banquier et le gestionnaire de l'Europe paraît inévitable. Cela à moins que la Communauté européenne ne prenne des mesures pour favoriser l'intégration de la Pologne, de la Hongrie et

de la Tchécoslovaquie dès la mise en place du marché unique, à la fin de 1992 », note le quotidien londonien.

Plus serein, *The Independent* estime que « la nouvelle Allemagne n'est pas l'ancienne. Elle est plus petite que celle de Weimar ou de Hitler, elle vit en paix avec elle-même et avec ses voisins, relativement confiante dans son succès et solidement ancrée dans des institutions démocratiques. Pour la première fois de leur longue et turbulente histoire, les Allemands possèdent un véritable État-nation ».

Pour le *Wall Street Journal*, l'« ancrage » de l'Allemagne dans la Communauté européenne écarte tout danger : « En s'impliquant dans le marché unique européen, le gouvernement allemand a montré qu'il ne veut pas devenir un pouvoir politique et militaire autonome. » Et l'éditorialiste de conclure : « L'Allemagne réunifiée est un pays qui cultive la liberté de l'individu et le bonheur humain. Malgré les inquiétudes quant au prix à payer et aux turbulences induites au plan social, c'est un grand jour. »

Enfin, *Die Welt* estime que « la très grande majorité des Allemands ne veulent pas d'une nouvelle grande Allemagne. Tous nos voisins les plus proches doivent le savoir. Notre futur se trouve dans une autre voie ».

HENRI DE BRESSON

Les trois coups de l'unité allemande

Suite de la première page

La joie de l'unité ne fait pas oublier les difficultés à surmonter, et ils sont nombreux sans doute ceux qui ont dû avoir un pincement de cœur, à côté de ce Reichstag symbole du meilleur mais aussi du pire de l'histoire allemande, en songeant à l'héritage à assumer.

A côté de M. von Weizsäcker avaient pris place, face à la foule, tous les principaux dirigeants politiques allemands. Le chancelier Kohl était là, flanqué de ses ministres et de M. Lothar de Maizière, premier ministre de la défunte RDA, qui doit siéger désormais dans le gouvernement élargi de la nouvelle RFA. Pour l'opposition, étaient présents le candidat du Parti social-démocrate à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, et bien sûr M. Willy Brandt, président d'honneur du SPD, père de l'Ostpolitik allemande, qui vint serrer la main du chancelier.

Aucune personnalité étrangère de premier plan n'a participé, à titre officiel, aux cérémonies. Les chefs d'État des quatre puissances

ayant exercé depuis la guerre la tutelle sur l'Allemagne avaient finalement décliné l'invitation.

« En plein exercice de notre autodétermination, nous voulons rétablir l'unité de l'Allemagne dans la liberté », a déclaré le président de la République dans sa brève allocution. Pour accomplir nos tâches, nous sommes conscients de notre responsabilité devant Dieu et les hommes. Nous voulons servir la paix du monde dans une Europe unie. »

« Auspices porteurs d'espoir »

L'unité de l'Allemagne en harmonie avec ses voisins : c'est ce qu'avait également souhaité quelques heures plus tôt M. Lothar de Maizière au cours de la dernière cérémonie officielle de la RDA, organisée mardi soir sous les lambris de la Schauspielhaus, en présence des membres des deux gouvernements et des deux Parlements. Le premier et dernier chef de gouvernement librement élu de RDA a remercié M. Mikhaïl

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA
EN UNIVERSITÉ USA
En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus
5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier.
Études du stage fringuistique.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.02.19.

**officielles,
vouées...**

les négociations salariales qui se tenaient parallèlement en RFA aboutissaient à une augmentation du pouvoir d'achat réel des salaires de 3 % à 5 % et à des engagements précis sur l'instauration progressive de la semaine de trente-cinq heures...

L'Allemagne a donc franchi rapidement la première phase de la processus d'unification qui l'a surprise tout autant que ses voisins : jamais en fait la confiance du pays en lui-même et des autres nations dans la capacité de la République fédérale de réunifier économiquement et socialement une RDA à l'économie dévastée par quarante ans de planification et de ponction soviétique n'a été sérieusement mise en doute. Dès le mois de janvier 1990, le ministre fédéral de l'Intérieur de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, qui donnait la juste mesure du défi que constituait pour son pays et son institution l'intégration de la RDA : « Sa tâche est de réunifier la République de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et son produit national comparable à celui de la Hesse. »

Aujourd'hui, le défenseur de la sacro-sainte stabilité du dollar de Mark ne se souvient plus des réactions manifestées lorsque le chancelier Kohl décida d'instaurer l'union monétaire au taux de franc-Mark-Ouest pour un Mark-Est : il constate, pour s'en réjouir, que le franc a été racheté des Allemands à 16,66 % ! L'Est a augmenté, en moyenne, de 5 % à 6 % — ce qui donne un coup de fouet à l'activité en RFA, et accroissement dans le reste de l'Europe des Douze. Les facilités se multiplient, le chômage monte, des millions de chômeurs en Allemagne. Même un syndicaliste de pointe comme M. Franz Steinkühler, président de l'IG Metall, et bon nombre de sociaux-démocrates ne croient pas à un embrasement social dans l'ex-RDA : « oublier le socialisme », dit-il, « l'Allemagne qui "vient là-bas", nous font-ils remarquer, presque découragés devant le sage comportement de leurs compatriotes de la RDA, qui font, pour l'instant, une confiance aveugle aux vertus de l'économie libérale et de la démocratie ». Plus ardens, les partis de droite et le patronat.

Angoisses et obsessions...

A l'heure de son unification, l'Allemagne est, dans toutes ses régions, *« une terre de tribus »* de l'expression populaire, un pays où le calme, la stabilité et même l'optimisme ne font que faire place à l'angoisse, le ressentiment, la mauvaise conscience. Les années 80 avaient été marquées par les grandes peurs qui s'étaient abattues sur la conscience publique : la menace d'un accord crédit à tous les prophètes d'apocalypse : on s'était fait peur successivement avec la guerre atomique, Tchernobyl, le sida, le trou dans la couche d'ozone... Ces préoccupations restent présentes dans le débat public, mais n'engendrent que des réactions d'habitants quasi hystériques qui avaient surpris, et inquiété, les voisins des Allemands. Le slogan *« Plus tôt rouge que mort »* a perdu toute signification depuis que Mikhaïl Gorbatchev a rendu évident aux yeux du monde entier qu'un monde meilleur dans le système soviétique n'est pas dans le système dont il cherche lui-même désespérément à sortir.

M. Peter Gauweiler, ce secrétaire d'Etat bavarois qui défraya il y a peu la chronique en proposant d'enfermer tous les séropositifs dans des camps, a été prié de s'oc-



supérieur de la politique du logement social de son Land et de mettre une sourdine à sa croisade antisida. Reste l'angoisse devant la destruction de l'environnement, le rejet de l'énergie nucléaire : ces obsessions allemandes sont devenues un « langage d'un peuple tout entier, et non plus seulement d'une minorité d'écologistes organisés dans le parti des Verts. En se diffusant dans l'ensemble du monde politique et médiatique d'outre-mer, ces préoccupations ont pris quelque peu assagi dans ses formes d'expression, mais s'est entrée en résonance avec les croyances profondes d'un peuple toujours partagé entre la méfiance vis-à-vis du progrès scientifique et technique et la volonté de maîtriser l'évolution du savoir et du savoir-faire.

seules quelques exceptions devraient survivre.

L'avenir dira si le PDS, parti communiste «renové», héritier du SED d'Erich Honecker, qui obtenu 15 % des voix aux premières élections libres de mars 1990, sera lui capable de conserver une place significative dans le spectre politique de l'Allemagne unie. Mais il est sûr qu'il s'agit d'un parti qui se maintient au-dessus de la barre lui assurant une représentation parlementaire, cela ne témoignerait que d'une normalisation de la démocratie allemande par rapport à celle de ses voisins occidentaux : à la britannique dans le premier cas, à la française ou à l'espagnole dans le second...

L'Allemagne nouvelle qui prend place au centre de l'Europe se présente donc comme un pays et une nation dont le visage et l'âme sont familiers à ses voisins. Elle sera, certes, comme le note l'hebdomadaire *Die Zeit*, « plus nordique, plus orientale et plus protestante », mais cela ne devrait pas modifier fondamentalement son comportement sur la scène internationale. Il suffit de voir comment la population allemande, nourrie il est vrai de différences par la télévision de l'Ouest, s'est adaptée, dès qu'elle en a eu les moyens, aux modes de vie et de consommation occidentaux pour en être convaincu.

Les cadres idéologiques et politiques qui ont fait le succès de la République fédérale s'adaptent comme un gant à l'ex-RDA. Une langue de bois chasse l'autre, et le credo de la « soziale Marktwirtschaft », l'« économie sociale de marché » de l'ancien chancelier Ludwig Erhard se substitue à la vulgate marxiste.

La Société pour la défense de la langue allemande notait récemment la rapidité avec laquelle disparaissaient les mots créés du temps du régime communiste, dont

Est-il alors incongru de s'interroger sur le rôle futur de l'Allemagne unifiée ? D'exprimer des craintes en raison du poids trop important pris par une nation dans un ensemble européen fondé sur l'équilibre des principales puissances qui la composent ? Nous avons suffisamment donné de preuves de notre attachement à la démocratie, à la construction de l'Europe de la paix européenne, au maintien de la paix pendant quarante ans pour que l'on ne nous fasse pas de mauvais procès », rétorque-t-on à ceux qui manifestent leurs inquiétudes.

A cette argumentation difficilement réfutable s'ajoute maintenant le fait proclamé par ses dirigeants qu'ayant rempli la mission que lui confiait sa Loi fondamentale, l'Allemagne est achevée : en unifiant la RFA, la RDA et Berlin, elle se trouve dans une situation inédite dans son histoire de n'avoir plus de revendication territoriale. Cela ne s'est pas passé sans douleur : l'acuité du débat sur la reconnaissance du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse en témoigne.

Cependant, un problème demeure : en renonçant à l'idée d'un Reich englobant tous les Allemands de souche « de la Meuse jusqu'à la mer », l'Allemagne ne s'est pas pour autant déchargée de sa mission de protection des populations « de souche allemande » vivant dans les territoires occupés : les millions d'Allemands d'URSS, les Saxons de Transylvanie, les Soubes de Hongrie, les Allemands de la région de la Baltique, toujours de ce « droit du sang » fondement de l'identité germanique, qui garantit à tous ceux qui en manifestent le désir l'accès à la « métropole ». Déjà, on surprend quelques visionnaires à rêver d'un « territoire de Königsberg » regroupant les Soviétiques de souche allemands dispersés dans l'immensité de l'URSS.

Déjà, on entend les fameuses associations de réfugiés des territoires de l'Est réclamer aux nouveaux dirigeants polonais le droit d'établissement et des droits nationaux spécifiques pour des Allemands fortunés qui rachèteraient, hectare après hectare, des terres perdues en 1945. L'Allemagne, inscrite par la dure épreuve de la seconde guerre mondiale, a défini

tivement abandonné l'habit du guerrier pour ne se revêtir que de celui du marchand. Cela ne veut pas dire qu'elle renonce pour autant à défendre ses intérêts, bien au contraire. Plus grande, plus forte, plus sûre d'elle-même, elle va s'attacher à faire la conquête « pacifique » d'une Europe qu'elle fascine plus qu'elle n'effraie.

Elle va s'efforcer de rendre universels des axiomes issus de son expérience singulière, de transformer les vérités relatives en vérités absolues. Elle a les moyens, on le constate depuis quelque temps, d'imposer ses conceptions sur les catalyseurs dans l'automobile et sur les normes industrielles ; elle souhaite maintenant être entendue et suivie dans une conception du destin européen qui lui est propre. Une fois de plus, elle donne raison à la formule controversée selon laquelle « tout pays fait la politique de sa géographie ».

La dépendance, géographique autant qu'historique, de l'Allemagne à l'égard de la Russie lui fera désormais donner priorité aux bonnes relations avec un puissant voisin oriental auquel elle va être liée par une dette soviétique énorme et une dépendance énergétique résultant du choix du gaz naturel contre l'énergie nucléaire.

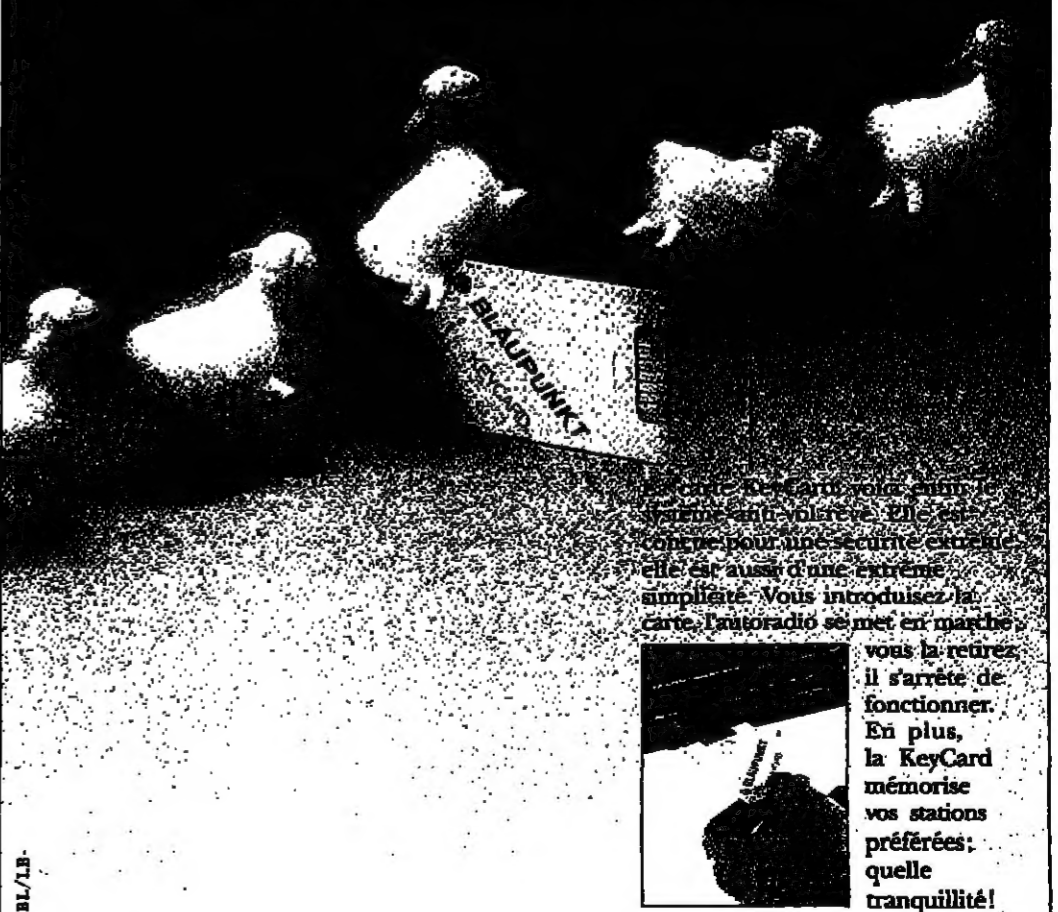
En s'unifiant, l'Allemagne ne rompt pas ses liens tissés dans le cadre de la Communauté européenne, mais elle met ses partenaires les plus proches dans une position pour le moins incommode. Celle d'accepter, chaque jour un peu plus, la vision allemande du l'Europe, puissance uniquement marchande, déléguant aux deux Super Grands la gestion de l'ordre du monde pour ne pas risquer la résurgence d'antagonismes dévastateurs.

LUC ROSENZWEIG

Prochain article :

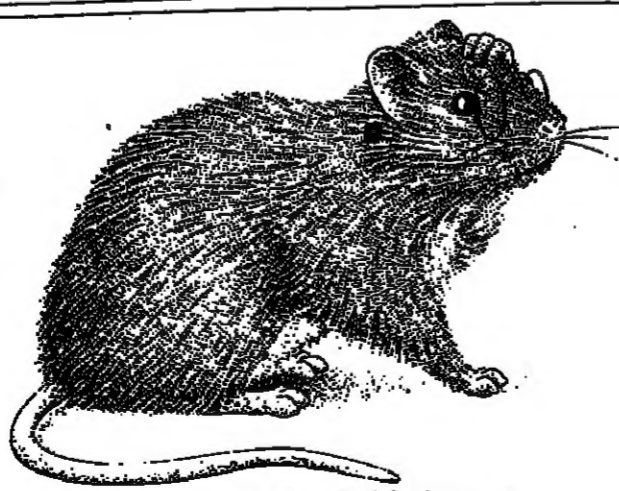
Les nationalismes croisés de Helmut Kohl et de Hans Dietrich Genscher par Luc Rosenzweig

Contre le cauchemar du vol de l'autoradio,
nous avons, aujourd'hui,
un excellent tranquilliZZZZant.



● BLAUPUNKT
Bosch Telecom

Découvrez la KeyCard
au Mondial de l'automobile. Hall n°1



Comment bien choisir mon ordinateur parmi 200 modèles et 24 constructeurs ?

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE 174 CONCILIUM

RELIGIONS ET ÉGLISES EN EUROPE DE L'EST

**NORBERT GREINACHER - VIRGIL ELIZONDO
DERRIERE LE RIDEAU DE FER EN 1982**

LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

EH BIEN OUI, LA CFDT EST FAVORABLE A LA CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE

Vous voulez faire peur aux Français ? Parlez-leur d'un nouvel impôt ! Mais cette fois la ficelle est un peu grosse. Ceux qui, avec véhémence, s'opposent à la Contribution sociale généralisée (CSG) en agitant l'épouvantail fiscal cherchent à escamoter un débat de fond : le financement de la Sécurité sociale. Oui, la CFDT est d'autant plus favorable à cette réforme que c'est elle qui, depuis 1982, l'a proposée aux gouvernements successifs. Devant les amalgames et les manipulations, il est temps de rétablir la vérité des faits. —> La vérité c'est que la Sécurité sociale repose depuis son origine sur le principe de solidarité. Et de fait

**Le faux débat sur
"l'impôt Sécu"
est un mauvais
prétexte pour
faire l'économie
de la solidarité.**

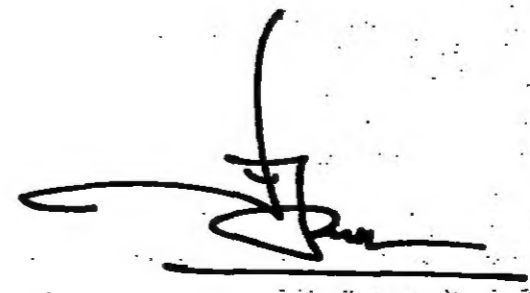
tout le monde en bénéficie. Mais son financement est source d'inégalités car seuls ou presque les revenus du travail sont soumis à cotisation. Et peut-on vraiment parler de solidarité quand on sait qu'en France proportionnellement plus on gagne moins on paye ?

—>> La vérité c'est que la CSG va introduire plus de justice dans le financement de la Sécurité sociale par une contribution étendue à l'ensemble des revenus. Non seulement les salaires mais aussi les revenus du capital et les revenus de remplacement imposables. Il va de soi que les faibles ressources ne doivent pas être touchées.

Mais qu'y a-t-il de scandaleux à demander un effort de solidarité à un retraité percevant deux ou trois fois le SMIC alors que des salariés non imposables avec charge de famille paient des cotisations ? —>>> La vérité c'est que la CSG va permettre — pour la première fois depuis dix ans — de faire baisser les cotisations sociales. 85% des salariés pourront constater sur le bulletin de paie une augmentation de leur salaire net. —>>>> La vérité c'est que la CSG n'est pas un impôt. Pour une bonne raison : plus de 80% des contributions seront prélevées directement par la Sécurité sociale et le reste lui sera automatiquement affecté. —>>>> Si l'on veut assurer l'avenir de notre système de protection sociale, on ne peut plus faire l'économie de la solidarité. La contribution de tous permet un financement plus équitable, mieux réparti. Bien sûr, la CSG ne résoudra pas tous les problèmes financiers. Bien sûr, il faut agir contre les gaspillages, pour la maîtrise des dépenses, la qualité de la santé, une politique de la famille et une garantie des retraites. Bien sûr, il faut s'opposer à la mainmise de l'Etat sur la Sécurité sociale. La CSG est aujourd'hui une étape nécessaire. Evidemment, il est plus confortable de défendre le statu quo ou le "laissez faire" que de construire ensemble les nouvelles formes de la solidarité. Pour notre part nous avons choisi.

Jean Kaspar, Secrétaire Général de la CFDT

CFDT
SÉCU-VÉRITÉ



M. Kinnock
à l'économie mixte

lecture du dialogue
entre le Kremlin et l'Occident

M. Mitsotakis annonce
deux années difficiles

CHP 10/10

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : devant le congrès travailliste de Blackpool

M. Kinnock fait l'éloge de l'économie mixte à la française

Les congrès du Parti travailliste commencent à ressembler singulièrement à ceux des conservateurs. Ovation interminable pour le leader et son conjoint, mise en scène soignée, spectacle sur le débat d'idées...

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock a changé radicalement de style dans la harangue annuelle traditionnelle qu'il a prononcée mardi 2 octobre devant les délégués travaillistes. Celle-ci a duré une heure pile (télévision oblige). Elle a été encore ponctuée de quelques « camarades ! » mais plus des « frères et sœurs » de jadis.

Le leader travailliste a centré son propos sur la nécessité de consacrer plus d'argent à l'éducation, « qui est en crise faute de moyens comme tout le monde - parents, enseignants, élèves - le sait, sauf le gouvernement ». Il a eu le courage de chiffres cet objectif. Il faudrait revenir selon lui aux 5,5 % du PNB promis par le dernier gouvernement travailliste, celui de M. Jim Callaghan (1976-1979), lequel était d'ailleurs présent dans la salle. M. Kinnock propose de multiplier les classes de maternelle, très rares ici, en abaissant à quatre, voire trois ans l'âge auquel l'Etat se sent tenu d'accueillir les plus jeunes dans le système scolaire si leurs parents le souhaitent.

A l'autre bout de la chaîne il veut développer la formation continue,

qui souffre elle aussi de la comparaison avec les autres pays européens. Après onze ans de gouvernement conservateur, un tiers seulement des salariés britanniques bénéficie d'une quelconque formation permanente, alors que la proportion est de deux tiers en France, en Italie et en Allemagne, a-t-il affirmé.

La France a été plus d'une fois l'honneur. « Elle n'a pas de pétrole, à la différence de la Grande-Bretagne, et elle subit une forte pression économique en raison de la crise du Golfe, mais le budget public le mois dernier comporte une augmentation de 9 % des crédits destinés à l'éducation », a relevé, admiratif, le leader travailliste, qui a longuement cité en exemple cette « priorité » française.

Ce n'est pas une partie de cricket mais une concurrence imminente.

La France a été également évoquée à propos des transports. « Il faut construire une liaison ferroviaire à grande vitesse depuis l'Écosse et le pays de Galles jusqu'au tunnel sous la Manche. Nous y procéderons grâce à un partenariat entre les secteurs public et privé. C'est ainsi que la TGV a été construite en France. Il n'aurait jamais vu le jour si le gouvernement socialiste français n'avait pris les engagements à long terme que le gouvernement conservateur britannique se refuse précisément à souscrire au nom d'une idéologie aussi perverse que dogmatique », a déclaré M. Kinnock.

Il n'est pas sûr que cet éloge appuyé de la France socialiste soit électoralement payant. Mais M. John Smith, le chancelier de

l'échiquier du cabinet fantôme travailliste, a été apparemment convaincu des mérites de l'économie mixte à la française, et pas seulement dans le domaine des transports en commun, lors d'une visite à Paris, il y a exactement un an, au cours de laquelle il a été fort bien reçu par MM. Rocard et Bérégovoy. Il a converti à son tour M. Kinnock.

Ce dernier s'est même donné le luxe d'attaquer les conservateurs sur ce terrain. Ils sont tellement réticents, explique-t-il, qu'ils ne veulent laisser l'Etat intervenir nulle part. Pourtant l'Etat intervient en France, en Allemagne et au Japon, les pouvoirs publics apportent un soutien à long terme souvent décisif à des secteurs industriels entiers. « Pas chez nous, s'exclame M. Kinnock, ils crieraient aussitôt à la tricherie. Mais ils feraient mieux de comprendre que ce dont il s'agit n'est pas une partie de cricket mais une concurrence imminente ».

La politique étrangère a été traitée sur le mode de la sincérité et de l'enthousiasme avec un idéalisme sans complexe mais sans qu'il soit une seule fois fait explicitement mention de l'existence de la CEE. « L'année écoulée a été la plus rapide de l'histoire », a affirmé M. Kinnock, citant l'effondrement du communisme dans les pays d'Europe centrale, la disparition du pacte de Varsovie en tant qu'alliance militaire et l'apparition d'un « nouvel ordre mondial » sur les ruines de la guerre froide. Il a évoqué l'unité allemande, qui paraît offrir le soir même à minuit, le salut de la voix et du geste l'ambassadeur d'Allemagne, M. Herman von Richthofen, présent dans la tribune des invités étrangers.

A propos du Golfe, le leader travailliste a réaffirmé la position selon laquelle le déploiement de forces et les sanctions doivent faire céder M. Saddam Hussein et l'obliger à rendre le Koweït. M. Kinnock est allé nettement plus loin que lors de la session spéciale du Parlement consacrée cet été à cette crise. Le leader travailliste demande maintenant qu'après son retrait du Koweït la communauté internationale fasse en sorte que l'Irak ne puisse pas se doter de l'arme nucléaire.

DOMINIQUE DHOMBRES

URSS : la crise de l'Union

Ouverture du dialogue officiel entre le Kremlin et Vilnius

Les premières discussions officielles entre le Kremlin et les dirigeants de Vilnius, depuis la déclaration d'indépendance lituanienne du 11 mars, se sont déroulées mardi 2 octobre à Moscou, mais cela ne signifie pas encore que Moscou soit prêt à reconnaître cette indépendance, ont indiqué les délégués lituaniens. Les quatre heures d'entretiens entre le président lituanien Vytautas Landsbergis, le premier ministre Kazimieras Prunskis et son adjoint Romualdas Ozas d'une part, le premier ministre soviétique Nikolai Rykov de l'autre, ont porté sur « les questions ayant trait à l'ouverture de négociations bilatérales officielles », selon un communiqué lituanien.

Une seconde réunion consultative, préparée par des groupes d'experts, doit se tenir dans deux semaines, ont déclaré les responsables lituaniens, qui ont fait part d'un optimisme modéré. « Le chemin sera encore probablement long avant d'arriver aux négociations », a reconnu le président du Parlement lituanien. M. Prunskis a indiqué pour sa part que la

Lituanie « respectera ses engagements commerciaux jusqu'en 1990 ». C'est-à-dire qu'elle ne s'engage pas à la faire pour 1991, bravant le dernier décret de M. Mikhaïl Gorbatchev sur le strict maintien des contrats entre entreprises jusqu'à la fin de l'an prochain.

Le premier ministre lituanien a souligné que son engagement pour 1990 « n'exclut pas la conclusion d'accords bilatéraux entre Républiques, comme la semaine dernière à Tallinn », en référence à la création dans la capitale estonienne d'un Comité permanent de consultation économique par sept des quinze Républiques de l'URSS, dont les trois baltes et la Russie. L'Ukraine n'y participait pas, mais, malgré l'échec d'une grève organisée lundi 1^{er} octobre par les nationalistes ukrainiens, les dirigeants communistes de cette République d'une importance capitale en URSS, enfouissant la vague séparatiste, se montrent de plus en plus partisans d'une souveraineté économique totale. (AFP, Reuters)

GRÈCE

M. Mitsotakis annonce « deux années difficiles »

Le premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis, a pris en charge, lundi 1^{er} octobre, le ministère de l'économie, en remplacement de M. Georges Souflis, en congé de maladie pour trois mois. La fille de M. Mitsotakis, M^{me} Dora Bakoyannis, entre au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

M. Mitsotakis a, d'autre part, annoncé qu'il présenterait un budget d'austérité dans le cadre de sa politique d'assainissement de l'économie et de sa lutte contre l'inflation et les déficits publics. Ce budget prévoit notamment une augmentation des recettes, qui devraient être de 33 % supérieures à celles de l'année dernière, des « coupes drastiques » dans les dépenses de l'Etat et une lutte accrue contre l'évasion fiscale, a précisé M. Mitsotakis au cours d'un débat au Parlement consacré à la situation économique.

Il a annoncé « deux années difficiles » en 1991 et 1992 pour sortir le pays de la profonde crise dans laquelle il est plongé. Il a également rappelé que la dette publique globale pour cette année se monterait à 15 000 milliards de drachmes (100 milliards de dollars), garanties comprises, et la dette extérieure à 12,7 milliards de

dollars. « Notre économie est en faillite, nous devons vivre selon nos moyens », a fait remarquer le premier ministre.

Par ailleurs, l'ancien vice-premier ministre socialiste, M. Agamemnon Koutsyorgas, impliqué dans le scandale résultant des activités du banquier escroq Georges Koskotas, a été placé en détention provisoire. M. Koutsyorgas est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 2 millions de dollars sur un compte suisse pour avoir fait passer, alors qu'il était ministre de la justice, une loi sur le secret bancaire favorable à Koskotas. Le banquier, actuellement emprisonné aux Etats-Unis, est accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars de la banque de Crète.

Enfin, l'ancien premier ministre socialiste, M. Andréas Papandréou, a été hospitalisé d'urgence, mardi 2 octobre, à la suite de complications cardiaques. Agé de soixante et onze ans, M. Papandréou dont l'état est qualifié de satisfaisant, avait subi une opération à cœur ouvert en août 1988 à Londres et avait de nouveau été hospitalisé en juin 1989. (AFP, Reuters)

POLOGNE

L'élection présidentielle aura lieu le 25 novembre

L'élection présidentielle polonaise, qui permettra de désigner au suffrage universel le successeur du général Jaruzelski, aura lieu le 25 novembre, avec un éventuel second tour le 9 décembre si aucun candidat ne remporte plus de 50 % des voix, a annoncé mardi 2 octobre le président de la Diète, M. Mikolaj Kozmiewicz.

M. Lech Walesa, pour l'instant encore seul candidat déclaré, a donné lundi le coup d'envoi de sa campagne électorale officielle au cours d'un meeting à Torun, au nord de Varsovie. Pressé de questions par l'assistance sur la dégradation du niveau de vie, le président de Solidarité a évité, cette fois-ci, d'attaquer le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki.

Revenu à l'aube, mardi matin, de New-York où il avait participé aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Mazowiecki a reconnu que le moment de vérité approchait pour lui : tout le monde attend en effet de savoir en Pologne s'il va être candidat contre M. Walesa. De toute évidence, le premier ministre, homme prudent s'il en est, aura été partagé jusqu'au dernier moment sur cette question. La perspective de faire campagne contre Lech Walesa, auquel il a été très lié, ne l'enthousiasme guère, d'autant plus qu'il sait que le vainqueur de la victoire du chef de Solidarité sera grand. Mais l'entourage de M. Mazowiecki le pousse à se présenter, escomptant soit qu'il l'emportera, soit au moins qu'il permettra de limiter l'ampleur de la victoire de M. Walesa et donc du « danger populiste ».

Le mouvement Action démocratique (ROAD), qui soutient l'action du gouvernement, a proposé lundi la candidature de M. Mazowiecki, mais a précisé qu'au cas où ce dernier ne se présenterait pas, il soutiendrait la candidature du professeur Andrzej Stelmachowski, actuel président du Sénat, dont le nom a été avancé par Solidarité rurale. Enfin, le parti social-démocrate créé sur les cendres du POUP, l'ancien parti communiste, a fait savoir qu'il présenterait vraisemblablement un « candidat de gauche ».

Des élections législatives seront organisées au printemps prochain.

S. K.

Les parlementaires du Conseil de l'Europe se sont prononcés en faveur de l'adhésion de la Hongrie

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a donné, mardi 2 octobre, à Strasbourg, un avis unanimement favorable à l'adhésion de la Hongrie à l'organisation, composée jusqu'à présent de vingt-trois pays d'Europe occidentale. L'adhésion officielle de Budapest devrait intervenir lors de la prochaine réunion des ministres du Conseil, les 5 et 6 novembre à Rome.

La Hongrie, qui bénéficie depuis l'été 1989 du statut d'invité spécial de l'Assemblée parlementaire, avait été le premier pays de l'Est à déposer officiellement - le 16 novembre 1989 - une demande d'adhésion. L'avis favorable de l'Assemblée constitue une reconnaissance du processus démocratique entamé par Budapest en 1988 : mise en place d'une nouvelle Constitution fondée sur la préminence du droit, respect des droits

fondamentaux, séparation des pouvoirs, organisation d'élections législatives et municipales.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est par ailleurs prononcée en faveur de l'adhésion de la Pologne, mais seulement après « la tenue d'élections législatives libres dans ce pays. L'avis favorable mais assorti d'une importante condition traduit le souci de l'Assemblée de ne pas offrir un chèque en blanc à la Pologne, a indiqué un parlementaire.

Enfin, l'Assemblée a refusé d'attribuer à la Roumanie le statut d'invité spécial de cette session, en se disant « préoccupée » par les excès de violence intervenus en mars et juin dernier et par les risques de maintien au pouvoir de la Securitate. (AFP, Reuters)

AFRIQUE

RWANDA : venus d'Ouganda

Des réfugiés armés envahissent le nord-est du pays

NAIROBI

correspondance

Les autorités rwandaises ont instauré, mardi 2 octobre, un couvre-feu jusqu'à nouvel ordre sur tout l'étendue du territoire à la suite de l'incursion depuis l'Ouganda, la veille, d'un groupe de rebelles, près de Mutara, dans le nord-est du pays. Des centaines de civils, essentiellement des femmes et des enfants, fuyant la zone des combats, sont déjà arrivés à Kigali. La situation a été jugée suffisamment grave pour obliger le chef de l'Etat, le général Juvénal Habyarimana, au pouvoir depuis 1973, à écarter un séjour aux Etats-Unis. Dans un communiqué lu à la radio, le ministre de la défense nationale a invité « la population à rester vigilante pour identifier et, surtout, dénoncer tous ceux qui se seraient infiltrés parmi elle ».

La situation de l'Ouganda depuis plus de trente ans. Officiellement, quelque quatre-vingt-quatre mille Rwandais, d'origine tutsie pour la plupart, ont trouvé refuge en Ouganda après les massacres ethniques de 1959, qui ont permis aux Hutus (90 % de la population) de prendre le pouvoir jusque-là aux mains de la minorité tutsie.

Des milliers de ces réfugiés se sont engagés dans l'Armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni, qui, après des années de guérilla, s'est rendu maître du pays en janvier 1986. Certains détiennent, aujourd'hui, des postes-clés dans le gouvernement ougandais, mais les hommes qui ont pénétré au Rwanda ne bénéficieraient d'aucun soutien des autorités de Kampala. Selon une source américaine, Fred Rwi-



L'armée a immédiatement dépêché des renforts sur place et, a-t-on appris de sources officielles, les soldats auraient réussi à contenir l'avance des rebelles. Mais, d'après des informations recueillies à Nairobi, ces derniers, quelque deux mille hommes puissamment armés, se seraient emparés de la ville de Gabiro, au bord du parc national de l'Akagera, à une centaine de kilomètres au nord-est de Kigali.

Le gouvernement ougandais a condamné « l'action de ces réfugiés rwandais qui ont profité de l'hospi-

gya, leur commandant, un ancien officier supérieur de la NRA, avait été limogé, à la fin de l'an dernier, par le président Museveni, pour cause de corruption.

Un mouvement contestataire qui milite pour le retour au pays et la défense de la minorité tutsie du Rwanda s'est développé ces derniers temps parmi les réfugiés de la deuxième génération, affirmant certains observateurs à Kampala. Il pourrait avoir pris l'initiative de cette « invasion » du Rwanda.

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : le chef de l'Inkatha refuse de rencontrer M. Mandela. - Le chef du parti Inkatha à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthelezi, a décliné l'invitation du Congrès national africain (ANC) à participer, vendredi, à une réunion au cours de laquelle il aurait rencontré M. Nelson Mandela, en compagnie des chefs de cinq autres banoutans d'Afrique du Sud. M. Buthelezi souhaite rencontrer M. Mandela en tête-à-tête en tant que dirigeant d'une formation politique. (AFP)

CAP-VERT : adoption du multipartisme. - L'Assemblée nationale a approuvé, vendredi 28 septembre, l'instauration du multipartisme en abolissant l'article 4 de la Constitution qui érigeait le parti unique PAICV en force dirigeante de la société et de l'Etat. Des élections législatives et présidentielle auront lieu en janvier et février 1991. (AFP)

KENYA : constitution d'une commission d'enquête judiciaire sur le meurtre de M. Onko. - Le président Daniel Arap Moi a annoncé, lundi 1^{er} octobre, la constitution d'une commission d'enquête judiciaire pour élucider le meurtre, en février, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Robert Onko, meurtre qui avait provoqué de sanglantes manifestations antigouvernementales. (AFP)

LIBERIA : offensive de la force d'interposition. - La force ouest-africaine d'interposition a lancé, mardi 2 octobre, à Monrovia, une offensive contre les troupes rebelles de Charles Taylor. Elle a ainsi attaqué à l'artillerie lourde des bâtiments du gouvernement dans le centre-ville, près du palais présidentiel. (Reuters)

MAURITANIE : exécutions sommaires dans le sud. - Plusieurs centaines de Noirs ont été exécutés, cette année, en Mauritanie et de nombreux autres ont « disparu », affirme Amnesty International dans un rapport rendu public, mardi 2 octobre. « Des violations très graves des droits de l'homme ont été régulièrement perpétrées dans tout le sud du pays. Des centaines de villageois non armés ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires », précise l'organisation humanitaire.

ZAIRE : nouveau rapport sur le massacre de Lubumbashi. - La Ligue zairoise des droits de l'homme a estimé, dans son premier rapport sur l'état des libertés au Zaïre, rendu public lundi 1^{er} octobre, « qu'il y a eu bel et bien un massacre » par les forces de l'ordre, en mai, à l'université de Lubumbashi et que « plusieurs dizaines d'étudiants ont été tués ». A son avis, le pouvoir qui a refusé la création d'une commission d'enquête indépendante, a entrepris de brouiller les pistes pour que la vérité n'éclate jamais sur cette affaire. (AFP)



Etudier, comparer, c'est le secret pour trouver les meilleurs logiciels.

REPLZ VOTRE PORTEFEUILLE
SANS SÉRIER

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution
de chacune de vos valeurs
et le montant global
de votre portefeuille

BOURSE

36.15 L'EXEMPLE

LA CRISE DU GOLFE

Selon un rapport d'Amnesty International

Les forces irakiennes ont tué et torturé un « très grand nombre » de Koweïtiens

Les forces irakiennes ont torturé et tué un « très grand nombre de personnes » au Koweït, y compris des adolescents, affirme un rapport d'Amnesty International publié mardi 2 octobre. L'organisation de défense des droits de l'homme, qui a envoyé une mission dans la région, précise qu'elle a pu recueillir de très nombreux témoignages de personnes ayant fui le pays après l'invasion irakienne.

Les témoignages « font état d'arrestations massives, de tortures et d'exécutions sommaires », précise Amnesty International dans son rapport, indiquant que des centaines de Koweïtiens et de ressortissants d'autres pays sont emprisonnés au Koweït et en Irak. « Les forces irakiennes ont arrêté non seulement des personnes suspectes de résistance armée mais aussi des hommes, des femmes et des enfants trouvés en possession de drapeaux koweïtiens ou de portraits de l'émir », déclare l'organisation.

La possession de tels objets est effectivement considérée comme un crime passible de la peine de mort. Selon Amnesty, certaines personnes ont été arrêtées ou tuées pour avoir refusé de remplacer la photo de l'émir du Koweït par celle de Saddam Hussein.

Des prisonniers, selon Amnesty, sont détenus dans des commissariats, des écoles et autres bâtiments publics au Koweït, d'autres ont été transférés en Irak. Ceux qui ont été libérés affirment que les forces de

sécurité se livrent à des tortures systématiques.

D'après Amnesty, les forces de sécurité irakiennes utilisent pour leurs interrogatoires des chocs électriques ou des passages à tabac prolongés. Certains prisonniers ont eu des côtes brisées, d'autres les cheveux ou les ongles arrachés, indique Amnesty. « Nous ne pouvons pas donner de détails sur les victimes de tortures de peur d'exposer leur famille à des représailles », ajoute le rapport.

Des médecins ayant travaillé dans des hôpitaux au Koweït après l'invasion irakienne témoignent que les soldats amenaient de nombreux cadavres de jeunes gens abattus à bout portant, d'une balle dans la tête ou le cœur. Les médecins étaient contraints, sous la menace, de signer des certificats de décès affirmant que ces personnes étaient mortes après leur arrivée à l'hôpital. D'autres témoins font état de pendaisons d'opposants au régime irakien sur le campus de l'université de Koweït.

Une résistance dispersée

Amnesty condamne les exécutions sommaires et la torture ainsi que l'instauration de la peine de mort pour les personnes cachant des ressortissants occidentaux ou coupables de pillage et de stockage de vivres. Un Koweïtien a été exécuté en septembre pour avoir caché un Américain, et l'Irak a confirmé que dix personnes avaient été exécutées pour pillage.

Par ailleurs, la résistance s'étend au Koweït en dépit de la répression

brutale de la part des forces irakiennes d'occupation, selon l'ambassadeur du Bangladesh au Koweït, de retour à Dacca. « La résistance libérale est dispersée, mais assurément elle s'étend », a ainsi déclaré M. K. M. Shahabuddin Ahmed. « L'écho des coups de feu résonne toutes les nuits à Koweït. Même pendant la journée, il arrive qu'on voie soudain un char ou un véhicule blindé prendre feu en pleine rue et des soldats irakiens blessés qui crient à l'aide », a-t-il ajouté.

« Mais, après, il y a les représailles. Des soldats prennent immédiatement position dans les environs. On entreprend des recherches, on interroge des gens, et personne n'a plus le droit de passer d'un quartier à un autre », a-t-il poursuivi, précisant que l'invasion du Koweït n'avait pris que deux ou trois heures le 2 août, et qu'elle a été suivie d'actes de torture et de pillages de la part des soldats irakiens.

Au Caire, un rapport du ministère égyptien de l'intérieur indique que les corps de ressortissants égyptiens décédés en Irak et au Koweït arrivent au Caire au rythme d'environ 140 par mois depuis le début de la crise, alors que la moyenne mensuelle se situait entre 30 et 40 corps avant l'invasion du Koweït par l'Irak.

Selon ce rapport, qui avait été demandé par le président Hosni Moubarak, les corps jusqu'à présent rapatriés sont ceux d'hommes âgés de dix-neuf à quarante-quatre ans, 60 % de ces corps portent des traces de mort violente : éclatement de la boîte crânienne, impacts de balles, traces de décharges électriques, fractures des cervicales. — (AFP, Reuters)

D'ici à la fin de 1991

La CEE accordera 10 milliards de francs à la Jordanie, à l'Egypte et à la Turquie

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Après presque un mois de tergiversations, les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis le 1^{er} octobre à New-York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, ont finalement confirmé leur intention d'accorder d'ici à la fin de 1991 une aide de 1,5 milliard d'euros (10,5 milliards de francs) aux trois pays les plus immédiatement affectés par la crise du Golfe, à savoir l'Egypte, la Jordanie et la Turquie.

Cette aide sera fournie à hauteur de 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs) par la Communauté elle-même sur son propre budget,

principalement sous forme de dons, et le reste, soit 1 milliard d'euros (7 milliards de francs), par des contributions volontaires des Etats membres.

Les ministres des finances des Douze, qui se réunissent lundi prochain à Luxembourg, devraient préciser comment répartir entre eux la prise en charge de ce milliard d'euros. L'exercice ne sera pas forcément facile dans la mesure où il a été entendu qu'il serait tenu compte, sans préciser davantage, des contributions militaires consenties par certains pays, en particulier par la France et le Royaume-Uni.

La commission européenne avait proposé que le concours proprement communautaire soit fixé à 750 millions d'euros (5,25 milliards de francs)

mais elle n'a pas été suivie. De même que les ministres n'ont pas retenu son idée de mobiliser, au-delà de 1,5 milliard d'euros, une réserve de 150 millions d'euros (1,05 milliards de francs) afin de les affecter ensuite à d'autres pays tels le Maroc ou Djibouti, eux aussi sérieusement affectés par les événements.

L'effort de la communauté est intégré à un programme international qui doit être prévu que les pays du Golfe prendraient en charge les deux tiers, le reste étant financé par la CEE, le Japon, les autres pays de l'OCDE et la Corée du Sud. On ignore comment ce projet sera exactement mis en œuvre, alors que l'Arabie saoudite a fait connaître son intention d'interrompre son aide à la Jordanie.

PHILIPPE LEMAÎTRE

La libération de neuf otages suscite une polémique parmi les Français de Bagdad

Les neuf otages français dont Bagdad a annoncé la libération devaient regagner la France via Amman, mercredi 3 octobre, en compagnie de M. Gilles Munier, secrétaire général de l'association des amitiés franco-irakiennes. Ils n'étaient pas retenus sur des sites stratégiques, contrairement aux premières affirmations irakiennes (le Monde du 2 octobre), et leur rapatriement ainsi que les conditions dans lesquelles il a été obtenu a fait éclater au grand jour une polémique qui couvait au sein de la communauté française.

Les neuf otages ont effectué mardi matin à Bagdad les formalités nécessaires à l'obtention de leur visa de sortie, mais l'annonce de ces libérations, lundi en milieu de journée, par les médias officiels irakiens qui ont publié la liste des bénéficiaires, a provoqué la surprise. « Pourquoi ne laissent-ils pas partir ceux qui sont sur les sites ou alors ceux qui sont malades ? » a été la première réaction de la plupart des otages français rencontrés soit à l'ambassade de France, ouverte en permanence, soit dans les hôtels où ils résident, pour certains depuis bientôt deux mois.

Sur un total de l'ordre de 5 500 Occidentaux, un peu plus de 300 Français sont retenus en Irak et au Koweït, dont 67, selon le Quai d'Orsay, sont répartis sur des sites stratégiques où les irakiens les utilisent comme des « boucliers humains ».

Parmi les neuf otages libérés figurent un oncologue de Lyon, M. Jean-Yves Robin, et un étudiant — tous les deux de passage à Bagdad au mauvais moment —, un chef d'entreprise dont la société était menacée par la faillite, et deux employés qui venaient de recevoir une lettre de licenciement.

Les premiers communiqués officiels irakiens ont accordé le crédit des libérations à M. Munier, en visite à Bagdad depuis deux semaines.

Dans une déclaration à l'AFP, M. Munier a indiqué avoir établi « lui-même » la liste des personnes qui ont été libérées « en y mettant les noms de personnes qu'il connaissait, qui étaient venues lui présenter leurs problèmes ». Il n'a pas pu expliquer pourquoi il avait demandé la libération de neuf personnes et non de trois ou de douze et a ajouté qu'il n'avait pas songé à demander celle de tous les otages français et occidentaux. « Il ne faut pas rêver », a-t-il répondu, Jesse Jackson [l'homme politique américain] n'a sorti, lui, que sept otages et [l'ancien président algérien] Ben Bella quatre.

« Démarches marginales »

L'annonce de la libération a provoqué des réactions négatives d'une autre délégation actuellement à Bagdad, celle de l'Association des rapatriés d'Algérie de confession musulmane, dirigée par son président, M. Hachemi Boumin. Celui-ci, a-t-on appris de bonne source, affirme que sa liste à lui — qui n'a pas été prise en considération — comptait douze noms, des malades et des cas particuliers dont la libération était, selon lui, prioritaire. Les choses se sont cependant apparemment arrangées et MM. Munier et Boumin, associés au dernier moment, ont tenu en commun, mardi matin à Bagdad, une conférence de presse avec les otages libérés.

Au cours de cette rencontre avec la presse, les otages ont confirmé ne pas savoir pourquoi ils avaient été libérés. M. Munier, pour sa part, a profité de la conférence pour réaffirmer le bien-fondé, selon lui, de la position irakienne dans le conflit actuel.

La venue de MM. Munier et Boumin avait conduit certains Français, avant l'annonce des neuf

libérations, à faire circuler une lettre rejetant catégoriquement les « démarches marginales » de « personnalités de divers horizons animées par des motivations qu'il nous est parfois permis de suspecter ». Dans cette lettre adressée à M. Michel Rocard, qui a recueilli dix-sept signatures, il est aussi affirmé que, « face au terrorisme d'Etat pratiqué par les autorités irakiennes, seule est acceptable la détermination officielle de la France à obtenir la libération de l'ensemble de ses ressortissants, par tous les moyens diplomatiques, économiques et, en dernier ressort, militaires ».

Un autre Français, M. Michel Sergent, se réclamant du Front national (FN), se trouve à Bagdad pour manifester son soutien au gouvernement irakien. Dans une lettre adressée de Bagdad à M. Mitterrand, M. Sergent écrit que « si, mise à la remorque des pirates anglo-saxons, l'armée française devait attaquer l'Irak, elle achèverait de déshonorer la France ». M. Sergent annonce avoir « demandé, et obtenu, à être placé sur un site stratégique irakien ». Aux dernières nouvelles, cependant, M. Sergent devait rentrer lui aussi mercredi à Paris. — (AFP)

(1) M. Michel Sergent est adhérent du FN dans le septième arrondissement de Paris (NDLR).

□ Hanoï est prêt à envoyer un bateau pour rapatrier ses ressortissants. — Le Vietnam est prêt à envoyer un bateau en Irak pour amorcer le rapatriement de ses seize mille travailleurs bloqués dans le pays et leur apporter des vivres, a annoncé le Nhan Dan mercredi 3 octobre. « Le bateau partira dès qu'une autorisation sera délivrée par la commission des Nations unies chargée de l'enquête au Conseil de sécurité », a annoncé le quotidien du PC. Le Nhan Dan a souligné que le gouvernement indien a décidé de réserver aux Vietnamiens 240 tonnes de riz, 1 600 kg de lait et 2 tonnes de vivres prélevés sur les stocks que New-Delhi a achetés en Irak pour ses propres ressortissants. Le ministre vietnamien du travail, M. Tran Dinh Hoa, s'est rendu récemment à Bagdad pour discuter du sort de ces travailleurs vietnamiens. Hanoï a adopté une attitude prudente depuis le début de la crise du Golfe, exprimant son désir d'une solution pacifique, sans condamner ouvertement l'occupation irakienne du Koweït. — (AFP)

□ Une réunion euro-arabe reportée. — Une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE et de la Ligue arabe, prévue pour dimanche et lundi prochains, a été reportée à cause des divisions du monde arabe, a annoncé, mardi 2 octobre, un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. Tous les membres de la Ligue arabe, à l'exception de l'Irak, avaient été invités à cette réunion qui devait avoir lieu à Venise. — (Reuters)

L'aide aux entreprises en difficulté

L'Etat prend partiellement en charge les salaires d'une trentaine d'otages

Le ministère du travail et de l'emploi a rendu public, mardi 2 octobre, le dispositif d'aide aux salariés français, retenus dans le Golfe. Ces mesures ne concerneront, a précisé le ministère, qu'une trentaine de salariés employés dans la dizaine de petites et moyennes entreprises « dont la situation financière ne permet pas de conserver sans aide extérieure les contrats de travail ».

Rétroactif à compter du 2 août, le dispositif prévoit de prendre en charge « jusqu'à 100 % » le salaire de ces salariés, tandis que leurs employeurs seront exonérés des

cotisations sociales correspondantes.

Ces mesures seront financées par quatre contributions émanant, pour moitié et à hauteur de 25 % chacune, du Fonds de garantie contre les actes de terrorisme, alimenté par une taxe prélevée sur tous les contrats d'assurance, et de l'UNEDIC, régime d'assurance-chômage géré par les partenaires sociaux. L'autre moitié des salaires sera prise en charge, par une participation de l'entreprise, « ajustée en fonction de sa situation financière », le complément émanant du Fond national de l'emploi.

ASIE

CHINE

Un ou plusieurs pirates de l'air avaient tenté de détourner sur Taiwan l'avion qui s'est écrasé à Canton

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est rendu à Canton sur les lieux de la catastrophe aérienne survenue mardi 2 octobre et qui a fait, selon le dernier bilan fourni par les autorités locales, 127 morts et 46 blessés.

PÉKIN

de notre correspondant

Le déplacement du chef du gouvernement est la manifestation la plus visible de la dimension politique de cette catastrophe. Celle-ci survient en effet au moment où le régime pensait s'être refait une image de respectabilité grâce aux Jeux asiatiques, qui se poursuivent à Pékin, prétexte à des précautions minutieuses pour garantir la sécurité des transports. Un autre signe en est la discrétion des médias officiels, qui confine à la tentative de maquillage des responsabilités.

L'agence Chine nouvelle n'a fourni aucune indication sur l'identité ou le nombre des pirates, dont l'un aurait

été tué dans l'accident. Il est vraisemblable que la destination du ou des auteurs du détournement s'était pas Hongkong, comme l'affirment les officiels de Canton, mais plutôt l'île de Taïwan, située à quelques dizaines de minutes de vol d'Amoy (Xiamen), d'où l'avion avait décollé. Il apparaît également que la décision d'empêcher l'avion de se poser à Taïpeh, comme l'avait fait le premier avion civil du continent détourné en 1988, a été prise au plus haut niveau. On a sans doute jugé à Pékin qu'un tel détournement ferait trop mauvais effet tandis que la Chine empêche des brassées entières de médailles d'or.

Chine nouvelle affirme que l'ordre avait été donné de laisser l'avion se poser où le pirate le souhaitait, de manière à assurer la sécurité des passagers, alors que l'appareil a été envoyé à Canton, sa destination normale. Un important dispositif de sécurité y était mis en place. C'est vraisemblablement en découvrant la supercherie que le pirate a compris que la peine de mort l'attendait et a fait exploser sa bombe. Un épisode que la version officielle résume en

une phrase laconique : « Quelque chose d'anormal s'est produit » à bord. Déstabilisé, l'appareil s'est jeté sur deux avions au sol. Les ambassadeurs étrangers s'efforçaient, mercredi, non sans difficulté, d'obtenir des informations précises sur la présence éventuelle, parmi les victimes, de certains de leurs ressortissants.

FRANCIS DERON

□ AFGHANISTAN : roquettes sur Kaboul : 22 morts. — Des tirs de roquettes ont fait au moins 22 morts et plus de 30 blessés, mardi 2 octobre à Kaboul, ont rapporté des témoins. La plupart des victimes faisaient la queue pour acheter du charbon dans le quartier de Khusht-Khan quand les roquettes sont tombées. C'est la deuxième attaque majeure lancée par les moudjahidins contre la capitale afghane en trois jours. Au moins dix personnes avaient été tuées, dimanche 30 septembre, par des tirs de roquettes. — (Reuters)

VOYAGEURS AU CANADA A CHOISI AIR CANADA

Randonnée hivernale au Québec

Expéditions motoneige 8 jours 12 100 F

Découvrez au cours du même voyage, les paysages grandioses du Québec enneigé et les sensations grisantes de la motoneige, sous la conduite de guides expérimentés.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS AU CANADA faire la tournée des carnivals, de l'héiski dans l'Ouest, des randonnées en traîneau à chiens, ou louer un chalet dans les Laurentides.

Demandez à VOYAGEURS AU CANADA, 5, place André Malraux 75001 PARIS, Tél.: (1) 40.15.06.60, le programme complet de ses circuits et expéditions.

VOYAGEURS AU CANADA

Air Canada

Un seul pays, tous les voyages.

Les Français d'une C

Le porte-avions américain est entré

LA CRISE DU GOLFE

Sous leur cocarde ou celles de pays clients de la région

Les Français devraient être en charge d'une centaine de Mirage

Huit avions de combat français devaient arriver, mercredi 3 octobre en début d'après-midi, sur la base saoudienne de Hufuf (et non pas Yufuf comme nous l'avons précédemment écrit par erreur) pour protéger le dispositif terrestre qui s'installe près de Hafar-al-Batin, à quelque 100 kilomètres de la frontière avec le Koweït. C'est le premier groupe aérien envoyé par la France en Arabie saoudite depuis que M. François Mitterrand a décidé, le 15 septembre, d'y déployer des forces. Sous sa cocarde ou celles de pays clients de la région, l'armée de l'air française devrait, au total, soutenir une centaine de Mirage dans la zone du Golfe.

Dès mercredi 3 octobre à 13 h 30 (heure de Paris), la première cellule venue d'Istres (quatre intercepteurs de défense aérienne Mirage-2000, quatre avions de reconnaissance Mirage-F1 CR et leurs deux ravitailleurs C-135) devait se poser à Hufuf, après cinq heures et trente minutes de navigation et trois ravitaillements en vol, au travers de Rome, au large de la Crète et non loin de la côte ouest de l'Arabie saoudite.

Une deuxième cellule composée à l'identique devrait suivre au début de la semaine prochaine. Pour compléter le dispositif, huit avions Jaguar d'attaque au sol pourraient être déployés dans une dizaine de jours, mais la date de leur transfert n'a pas encore été

Saoudiens, eux-mêmes, entreprennent d'agrandir les parcs de stationnement pour recevoir, au total, une trentaine d'avions. Une véritable base aérienne a été aménagée pour accueillir jusqu'à sept cents Français, le double de ce qui était prévu.

Des avions à Qatar

La frontière avec le Koweït, plus au nord, est à environ 360 kilomètres. Mais, surtout, la garnison française (la brigade formée de régiments d'hélicoptères et d'infanterie antiaérienne) à Hafar-al-Batin est à moins de trente minutes de vol pour les différents Mirage qui pourraient, si besoin était, demeu-

avions-radars AWACS (« Au besoin », ajoute le chef d'état-major de l'armée de l'air, on aura des contrôleurs à bord pour assurer nos liaisons) et avec certains avions de ravitaillement en vol (comme ceux des marines, de l'US Navy ou des Britanniques).

C'est tout juste si le général Fleury ne déplore pas le fait que la densité du trafic aérien en Arabie saoudite, ajoutée à la nécessité de son contrôle permanent, conduira à diminuer le rythme de l'instruction de ses pilotes par rapport aux normes de leur entraînement en France.

En réalité, l'armée de l'air française, en s'installant dans le Golfe, va directement ou va devoir indirectement entretenir entre quatre-vingt-dix et cent avions de combat Mirage de plusieurs modèles, qu'ils lui appartiennent en propre (comme c'est le cas en Arabie saoudite et à Djibouti) ou qu'ils soient la propriété de pays voisins (comme les Mirage-F1 du Koweït et de Qatar, ou les Mirage-2000 et Mirage-5 des Émirats arabes unis) auxquels la France prêterait des mécaniciens et des électroniciens pour la maintenance.

Dans une semaine, de nouveaux Mirage-F1 de la défense aérienne, commandés par le général Bernard Norlain, seront encore envoyés à Qatar, à la demande de cet émirat. A quelques unités près, l'armée de l'air française soutiendra dans la région autant de Mirage qu'il en demeure aux mains de l'Irak.

JACQUES ISNARD

M. Chirac regrette d'avoir approuvé l'opération « Daguet »

Devant les députés de son groupe réunis, mardi 2 octobre, à l'Assemblée nationale, le président du RPR, M. Jacques Chirac, a durci le ton contre l'attitude du gouvernement dans la crise du Golfe. Déjà, à plusieurs reprises, M. Chirac avait interrogé le gouvernement sur sa stratégie après l'envoi de 4 000 hommes en Arabie saoudite en riposte à la violation de la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït (opération « Daguet »).

« En envoyant des forces terrestres, nous avons modifié notre stratégie. Quelle est-elle, exactement, aujourd'hui ? Je souhaite des explications, qu'on ne nous a toujours pas données, nous a déclaré M. Chirac à l'issue de cette réunion. Si nous sommes sortis d'une stratégie de blocus pour entrer dans une stratégie de combat, il faut nous le dire, car, alors, des questions se posent : quelles sont les missions de nos soldats, sous quel commandement combattront-ils en cas de conflit, etc. ? »

Devant les députés RPR, M. Chirac a été encore plus explicite. Il a déclaré qu'il avait sans doute, avec M. Valéry Giscard d'Estaing, commis une erreur en collant, le 13 septembre, « sous le coup de l'émotion », à la position du chef de l'Etat après la violation de la résidence de l'ambassadeur.

Lors de la première réunion du bureau politique de l'Union pour la France (UPF), les deux hommes avaient estimé « justifiées » les décisions prises par la France (le Monde du 18 septembre). M. Chirac a expliqué que M. François Mitterrand avait commis une erreur en changeant de stratégie, alors que les intérêts de la France dans cette région du Golfe « ne sont pas les mêmes » que ceux des États-Unis, qui chercheraient, avant tout, à protéger leurs approvisionnements en pétrole et Israël.

M. Chirac regrette « l'attitude potentiellement offensive » de la France. « Nous ne savons pas où l'on

va, la stratégie française n'a pas été clarifiée depuis qu'elle est entrée dans sa troisième phase (l'envoi de 4 000 hommes) : la première fut marquée par le flottement du chef de l'Etat, la seconde par l'appui au blocus. » Le président du RPR s'est montré particulièrement réticent à voir la France s'engager dans un éventuel conflit.

M. Georges Gorse, député RPR, estime que la France « liquide la politique arabe du gouvernement » en suivant les Américains sur le chemin de la guerre. M. Jean de Lipkowski, que le président de la République avait chargé d'une mission d'explication dans plusieurs pays, s'est montré totalement opposé à cette analyse, affirmant que la politique arabe de la France n'est pas bradée. « Nos intérêts rejoignent le combat pour la morale et le respect du droit international. On ne peut avoir aucune indulgence pour un homme qui viole les lois internationales et qui risque de prendre le contrôle de 40 % des ressources pétrolières », a expliqué le député de la Charente-Maritime.

Au dire de plusieurs participants, M. Chirac s'est montré sensible à l'argumentation de M. Gorse tout en ne la faisant pas complètement siéner.

Des parlementaires de l'UEO envisagent la création d'une « force d'action rapide européenne ». — L'Union de l'Europe occidentale réfléchit à la création d'une « force d'action rapide européenne » qui pourrait intervenir militairement hors de la zone d'opération de l'OTAN, a indiqué mardi 2 octobre, à Bruxelles, M. Armand De Decker, président de la commission politique de l'Assemblée de l'UEO. Un rapport en ce sens sera soumis lors de la prochaine réunion de l'Assemblée, en décembre, à Paris. — (AFP)

Dans le détroit de Bal-el-Mandeb

Premier tir de semence d'un navire de la marine nationale

L'avis-escorteur Doudart-de Lagrée de la marine nationale a tiré, mardi 2 octobre, un coup de semence, puis un coup d'arrêt contre un cargo nord-coréen, le Sam-i-Po, qui refusait de se laisser reconnaître au nord du détroit de Bal-el-Mandeb, dans le cadre du blocus naval décrété par l'ONU contre l'Irak. C'est la première fois depuis le 25 août, date de la participation de la France au contrôle de l'embargo, qu'un navire de la marine nationale a ouvert le feu.

Donné à la mitrailleuse de 12,7, le coup de semence a été appliqué à 300 mètres de la proue du cargo, hors des eaux

territoriales yéménites dans le détroit de Bal-el-Mandeb. Avec la même mitrailleuse de bord, le Doudart-de-Lagrée a ensuite effectué un tir d'arrêt, à 100 mètres devant le Sam-i-Po. Le cargo nord-coréen s'est alors arrêté. Après une fouille, il a été autorisé à reprendre sa route.

A ce jour, la marine française a effectué près de mille cent reconnaissances dans les détroits de Bal-el-Mandeb, de Tiran (en mer Rouge) et d'Ormuz (dans le Golfe). Sur ce total, seize reconnaissances se sont achevées par des visites à bord de navires jugés en infraction.

ter au-dessus de la zone — pour la défendre à basse altitude, c'est-à-dire à moins de 1 500 mètres — pendant quinze à vingt minutes sans ravitaillement.

« C'est de la défense aérienne de l'Arabie saoudite contre toute intrusion étrangère et de la couverture de nos propres troupes à terre contre toute attaque qu'il s'agit », dit le général Fleury, en évoquant les missions des Mirage.

Le dispositif aérien est autonome. Mais, naturellement, il est à même de coopérer, comme c'est déjà le cas en Europe, avec les

officiellement arrêté. « Dès lors qu'il n'y a pas bousculade, explique le chef d'état-major des armées, il n'y avait aucune raison impérative de précipiter le mouvement. »

A Hufuf, une piste civile de 3 000 mètres de long, avec les moyens de navigation adaptés au trafic commercial, trois avions de transport Transall ont précédé, lundi 1^{er} octobre, la cellule partie d'Istres. Les Français ont dû, en effet, installer le soutien logistique, le support technique et les transmissions nécessaires à une base à vocation militaire, pendant que les

Une organisation seraine

« On a dû débattre avec les Saoudiens pour trouver une base cohérente avec l'emplacement de nos forces terrestres », a dit le général Schmitt, et avec un circuit convenable pour profiter des avions-radars AWACS américains ou saoudiens et de la défense aérienne alliée. Dès le 16 septembre, nos aviateurs étaient prêts et le retard dans la mise en place n'est pas dû au délai de la montée en puissance des forces françaises sur le terrain. »

La communauté internationale est plus encline à envisager une action militaire

estime M. James Baker

Comme on lui demandait, lors d'une conférence de presse à New-York, mardi 2 octobre, s'il y aurait une large participation à une éventuelle intervention militaire décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a répondu : « Il semble qu'il y ait une plus grande disposition à envisager une chose pareille qu'on ne pouvait s'y attendre il y a une semaine », à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avait rappelé mardi dernier à l'Irak que les Nations unies avaient le pouvoir de repousser l'invasion du Koweït et le feraient s'il refusait de se retirer.

M. Baker a par ailleurs estimé que les analyses des discours prononcés lundi par le président George Bush étaient excessives. M. Bush avait déclaré qu'un retrait inconditionnel de l'Irak du Koweït offrirait des possibilités pour le règlement du conflit

israélo-arabe. Le président américain ayant auparavant refusé catégoriquement de lier ce conflit à la crise du Koweït comme Bagdad a tenté de le faire, cette petite phrase a été lue par beaucoup comme une ouverture envers l'Irak. « C'est chercher des signaux là où il n'y en a pas », a déclaré M. Baker.

Les États-Unis, a-t-il répété, préfèrent de loin une solution diplomatique pacifique mais n'excluent pas une option militaire. — (AFP)

Le déploiement des forces

Le porte-avions américain « Independence » est entré dans le Golfe

Pour la première fois depuis 1974, un porte-avions américain est entré dans le Golfe mardi 2 octobre. Selon le Pentagone, l'Independence va s'y familiariser avec des « conditions opérationnelles particulières » et fournir une « démonstration visible de ses capacités opérationnelles (...) à ses amis et alliés de la région ».

Le même jour, Washington a annoncé que l'effectif des troupes américaines dépassait 170 000 hommes dans la région du Golfe, où elles font désormais face à la moitié de l'armée irakienne, soit près de 500 000 hommes. Par

ailleurs, de nouveaux renforts ont quitté l'Égypte pour l'Arabie saoudite.

Dans le même temps, le blocus de l'Irak se renforce. La Turquie a confirmé avoir interdit un déchargement de produits chimiques sensibles — du cyanure de sodium fabriqué en RFA — officiellement destiné à l'Iran mais qui pourrait avoir pour acheteur véritable l'Irak.

Londres a demandé à Ankara de « faire attention » au destinataire de la cargaison de blé d'un navire britannique. A Chypre, la police a arrêté trois membres de l'équipage,

de nationalité libanaise, d'un cargo battant pavillon hondurien suspecté d'avoir violé l'embargo ; le Fiona est retenu dans le port de Larnaca.

En RFA, un haut fonctionnaire a été placé sous mandat d'arrêt pour espionnage militaire en faveur de l'Irak, a annoncé mardi le parquet fédéral de Karlsruhe. Enfin, selon le vice-président de la Commission politique de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), le parlementaire belge Armand de Decker, l'Irak pourrait avoir placé des mines dans le Golfe au large du Koweït. — (AFP, Reuters, AP)

Pologne

Son histoire se joue sous nos yeux, sa mémoire est inépuisable.

Dirigé par Emmanuel Wallon
232 pages, 89 F.
En librairie.

autrement



Je me demande si le nouvel Amstrad est dans le coup...

VOYAGEURS AU MEXIQUE

AA American Airlines

Un seul pays, tous les voyages.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition réclame un débat sur l'agriculture

L'opposition s'est mise en jambes, mardi 2 octobre, à la rentrée du Parlement, en exigeant un débat à l'Assemblée nationale sur la situation de l'agriculture, débat jugé « vital » par le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie. Le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Popere, a fait savoir que la date du débat du budget de l'agriculture sera avancée. Les députés de l'opposition estiment que l'Assemblée est brimée par rapport au Sénat, qui, dès le 9 octobre, doit se saisir de ce dossier. L'agriculture devait, cependant, occuper une bonne part de la séance des questions au gouvernement mercredi. Les députés ont, par ailleurs, adopté en première lecture deux projets de loi.

• Interdiction du « 4 x 4 » et de la moto verte hors piste. — L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi du nouveau ministre délégué à l'environnement — dont la promotion a été saluée par M. Hugues Bouchardau, — M. Brice Lalonde, interdisant la pratique hors piste du « 4 x 4 » et de la moto verte, ainsi que l'utilisation du « scooter des neiges ». Tous les groupes ont voté pour ce texte, sauf le PCF, qui s'est abstenu.

L'objectif du texte est d'interdire la circulation en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'Etat (300 000 km), des départements et des communes, des chemins ruraux (1 400 000 km) et des voies privées ouvertes à la circulation publique. Le rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Pierre Baumeier (PS, Haut-Rhin), a souligné la nécessité de dégager « de nouveaux instruments juridiques ».

« La législation actuelle est insuffisante. Si les épreuves et les conditions sportives sont soumises à autorisation, pour la pratique individuelle, la règle est la liberté, sauf dans certaines zones protégées, en montagne notamment », a-t-il expliqué.

Le ministre a développé la même argumentation, estimant que la législation actuelle ne permet pas de combattre « la dégradation que subissent les milieux naturels, des dunes aux sous-bois et aux friches temporaires ».

L'un des amendements adoptés prévoit que, désormais, la charte constitutive de chaque parc naturel régional doit comporter un article réglementant la circulation des véhicules sur les voies et chemins de chaque commune adhérente du parc. Contre l'avis du gouvernement, un amendement a été retenu, permettant à toute commune d'avoir un ou plusieurs gardes champêtres, ou à des communes d'en avoir un ou plusieurs ensemble. M. Lalonde souhaitait que ce sujet fût renvoyé au texte sur les polices municipales.

route pour réduire les comportements agressifs, cela, à la fois, par la coercition et par l'éducation », a-t-il expliqué. Ce projet permettra aux officiers de police judiciaire de procéder à des contrôles préventifs d'alcoolémie. Les véhicules à deux roues dont les conducteurs seront surpris à piloter sans casque pourront être immobilisés, voire conduits à la fourrière.

Après immobilisation, les conducteurs disposeront, toutefois, de quarante-huit heures pour présenter un casque avant la mise en fourrière. Par ailleurs, le vendeur d'un véhicule doit prouver, avant tout transfert de carte grise, qu'il a acquitté les amendes infligées pour des contraventions au code de la route. Les députés ont souhaité qu'un délai soit prévu pour permettre aux préfets de se doter des moyens informatiques nécessaires.

PIERRE SERVENT

France unie crée son amicale parlementaire

M. Jean-Pierre Soisson a présidé, mardi 2 octobre, à l'Assemblée nationale, l'installation de l'Amicale des parlementaires de France unie. Autour des ministres de l'ouverture étaient présents des députés M. Alain Bonnet (MRG), M. Hugues Bouchardau (apparentés PS), MM. Jean Charbonnel (ex-RPR), Bernard Chades (MRG), Jean-Marie Daillet (ex-UDC), Jean-Pierre Defontaine (MRG), Serge Franchis (ex-UDF), Claude Galts (MRG), Kamille Gara (MRG), Jean Rigal (MRG) et Emile Zuccarelli (MRG); des députés européens, MM. Jean-Paul Benoit (Association des démocrates) et Jean-François Hory (MRG); des sénateurs, MM. François Abadie (MRG), Gilbert Baumeier (ex-PS), François Giacobbi (MRG), François Lesein (Association des démocrates), Albert Pen (apparentés PS), Jean Roger (MRG) et Jacques Rocca-Serra (apparentés PS).

Cette amicale devrait se réunir chaque mardi. Sa présidence est confiée à M. Zuccarelli, président du MRG. Dans l'immédiat, ces parlementaires ont l'intention d'adopter une démarche législative commune par le biais d'amendements.

« Les socialistes, a résumé M. Michel Durafour, sont nos alliés, nous sommes des alliés loyaux et personne ne peut nous faire de procès d'intention ».

Le MRG, dont le prochain congrès se réunira les 24 et 25 novembre à la Défense, devait décider, le 3 octobre, de confier à M. Jean-Denis Bradin le soin de coordonner la rédaction de son nouveau programme.

A propos du projet de regroupement des élections cantonales et régionales, le président de l'UDC demande que l'ensemble des modalités des élections soient fixées une fois pour toutes et que le gouvernement envisage, de préférence, de regrouper les élections régionales et européennes. De leur côté, M. Charles Millon, président du groupe UDF, et M. Jean-Yves Haby (UDF, Hauts-de-Seine) ont déposé une proposition de loi aux termes de laquelle les conseillers généraux élus en 1991 et 1994 le seraient pour quatre ans au lieu de trois. La concomitance entre les élections régionales et cantonales serait établie, ainsi, en 1998.

France unie crée son amicale parlementaire

M. Jean-Pierre Soisson a présidé, mardi 2 octobre, à l'Assemblée nationale, l'installation de l'Amicale des parlementaires de France unie. Autour des ministres de l'ouverture étaient présents des députés M. Alain Bonnet (MRG), M. Hugues Bouchardau (apparentés PS), MM. Jean Charbonnel (ex-RPR), Bernard Chades (MRG), Jean-Marie Daillet (ex-UDC), Jean-Pierre Defontaine (MRG), Serge Franchis (ex-UDF), Claude Galts (MRG), Kamille Gara (MRG), Jean Rigal (MRG) et Emile Zuccarelli (MRG); des députés européens, MM. Jean-Paul Benoit (Association des démocrates) et Jean-François Hory (MRG); des sénateurs, MM. François Abadie (MRG), Gilbert Baumeier (ex-PS), François Giacobbi (MRG), François Lesein (Association des démocrates), Albert Pen (apparentés PS), Jean Roger (MRG) et Jacques Rocca-Serra (apparentés PS).

Cette amicale devrait se réunir chaque mardi. Sa présidence est confiée à M. Zuccarelli, président du MRG. Dans l'immédiat, ces parlementaires ont l'intention d'adopter une démarche législative commune par le biais d'amendements.

« Les socialistes, a résumé M. Michel Durafour, sont nos alliés, nous sommes des alliés loyaux et personne ne peut nous faire de procès d'intention ».

Le MRG, dont le prochain congrès se réunira les 24 et 25 novembre à la Défense, devait décider, le 3 octobre, de confier à M. Jean-Denis Bradin le soin de coordonner la rédaction de son nouveau programme.

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs affaiblissent la protection du « conseiller du salarié »

Les sénateurs ont adopté, mardi 2 octobre, une proposition de loi, émanant de M. Louis Mermaz et du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui tend à créer la fonction de « conseiller du salarié ». Cette proposition complète la loi du 2 août 1989, donnant aux salariés des petites entreprises, dépourvues d'institutions représentatives du personnel, le droit de se faire assister par un conseiller lors de l'entretien préalable à un éventuel licenciement.

La majorité sénatoriale a refusé d'aligner le statut des conseillers

sur celui des salariés protégés que sont les représentants du personnel. Les sénateurs ont préféré au terme de « conseiller » celui d'« assistant ». Ils ont supprimé la nécessité de l'accord de l'association du travail pour le licenciement d'un assistant, permis à l'employeur de récusar un assistant et allégé les sanctions pénales applicables à l'employeur en cas de défil d'entrave. Les représentants des groupes communiste et socialiste ont voté contre la proposition ainsi modifiée.

G. P.

Renforcement de la lutte contre le trafic de drogue

Les sénateurs ont adopté en première lecture, mardi 2 octobre, le projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention des Nations unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes.

Ce projet de loi constitue le troisième volet d'un dispositif législatif de renforcement de la lutte contre le recyclage des fonds provenant du trafic de drogue, adopté par le conseil des ministres le 9 mai 1990. Le premier volet était la ratification, acquiesce en juillet dernier, de la convention de l'ONU, et le deuxième prévoyait la participation des organismes financiers à la lutte

contre le blanchiment de capitaux (le Monde du 17 juillet). Le projet de loi examiné au Sénat dispose que les Etats signataires de la convention déterminent, dans leur ordre juridique et sur leur territoire, « les conditions d'exécution des décisions de recherche et d'identification, de confiscation de biens et de saisie conservatoire prononcées par les autres pays parties à la convention », les droits de la défense et les libertés individuelles étant sauves.

Les sénateurs ont introduit une disposition renversant la charge de la preuve pour les personnes soupçonnées de participer à un trafic.

G. P.

M. Mazaud (RPR) propose de supprimer les départements. — A l'occasion du débat sur le projet de loi relatif au renouvellement des conseils généraux et régionaux, M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) devait déposer, mercredi 3 octobre, un amendement tendant à supprimer les départements. M. Mazaud estime que la « superposition » de trois niveaux de collectivités territoriales « est un luxe que la France ne peut pas s'offrir ». Le député RPR ne souhaite remettre en cause ni les communes, qui « trou-

vent leur légitimité dans l'adhésion incontestable de leur population », ni les régions, qui sont « les structures les mieux adaptées aux défis de l'avenir », mais il juge que le département est « un cadre territorial dépourvu, insupportable sur les plans technique, financier, géographique et administratif ». Soulignant la « superposition des zones rurales » dans les conseils généraux, l'ancien président de la commission des lois observe que, « même régulièrement élus, ces assemblées sont d'une légitimité douteuse ».

A la Réunion

« Fin de guerre » proclamée entre les Virapoullé et les Vergès...

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

« J'ai averti mes hommes que la violence et la bagarre nous donnaient une mauvaise image de marque au plan national et qu'il fallait arrêter la guerre », c'est ce que déclare M. Jean-Paul Virapoullé, maire de Saint-André, député UDC, dans la dernière livraison de Témoignages, l'organe du Parti communiste réunionnais (PCR).

Cette interview constitue en soi un événement. C'est la première fois depuis sa création, en 1945, que le PCR ouvre les colonnes de son journal à l'un de ses plus farouches adversaires. Au cours de ces vingt dernières années, les relations entre M. Jean-Paul Virapoullé — le « départementaliste » — et M. Paul Vergès, secrétaire général du PCR — le « séparatiste » — ont été fort tumultueuses et souvent violentes.

A Saint-André, on ne compte plus les échanges de coups entre les partisans des deux camps à l'occasion des campagnes électorales. On ne recense plus, également, les nombreuses plaintes introduites au tribunal de Saint-Denis par le dirigeant du PCR contre son adversaire. Pour sa part, le député centriste n'a eu de

cesse de dénoncer, ces dernières années « l'affairisme » du Parti communiste réunionnais.

M. Jean-Paul Virapoullé est depuis 1987 maire de Saint-André, une municipalité convoitée par les communistes locaux, plus pour des raisons sentimentales que politiques. Le père de M. Paul Vergès, le docteur Raymond Vergès (l'ancien député qui avait fait approuver, en 1946, la loi de départementalisation des quatre « vieilles colonies » des Antilles-Guyane et de la Réunion) fut, en effet, maire de Saint-André de la fin des années 40 jusqu'en 1957.

A plusieurs reprises, tant M. Paul Vergès lui-même que son jeune fils Laurent (ancien député, décédé), avaient essayé en vain de faire chuter M. Virapoullé. Dans cette « guerre » entre deux familles, un premier armistice était intervenu en 1974 et cette année-là le secrétaire général du PCR avait réussi le tour de force d'appeler les grands électeurs communistes à voter en faveur de M. Louis Virapoullé (frère du député centriste) aux élections sénatoriales. Cette réconciliation avait été fêtée au champagne. Par la suite, M. Jean-Paul Virapoullé s'était constamment félicité d'avoir pu, au moins une fois, « rouler Paul Vergès dans la farine... »

AUX DIJOUX

ARNO MAYER
LA "SOLUTION FINALE"
DANS L'HISTOIRE

Préface de Pierre Vidal-Naquet

Pour Pierre Vidal-Naquet ce livre est « le plus grand effort jamais fait pour penser de façon critique l'impensable ».

Il constitue une contribution fondamentale au débat qui divise les historiens contemporains autour de la question de l'annéantissement des Juifs : celui-ci était-il, oui ou non, inscrit dès le départ dans le plan nazi ?

Arno Mayer explique comment l'ordre social et politique de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier avait préparé dès la guerre les horreurs à venir. Et pour la première fois, il replace le génocide dans le contexte de l'histoire européenne en montrant comment, dans le passé, des circonstances similaires ont provoqué des atrocités analogues, même si elles ont été moins massives.

LA DÉCOUVERTE



Qui va me dire si l'I.B.M. PS 1 est vraiment fait pour moi ?

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie de « Le Monde »
12, rue de la République
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2077

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vals normale-CEE
3 mois	498 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 490 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Luxembourg

**...affaiblissent
conseiller du salarié.**

[illegible]

at de la lutte fic de drogue

[illegible]

Les ventes de
disposition par
la seule partie
concernée

pour leur
protection.
Les régions
des états
fluviaux
communi-
cations.
Leur rôle
dans l'éco-
nomie de la
ville.

World

ADM: 5747-01
1. PLACE IN CONTAINER
SWISS IVRY-SUB-SEAN
TM 4 400000
Tel: 400000
Fax: 400000

Le Monde
PUBLICITE

1951

Le Monde
TELEMATIQUE

ELEMENTS
RECHERCHES
LUXEMBOURG

ABONNEMENT



**MICRO-INFORMATIQUE. APPRENEZ A LIRE A VOTRE SOURIS
OU DECOUVREZ LE NOUVEAU SCIENCE & VIE MICRO.**

Le nouveau Science & Vie Micro, c'est encore plus de rubriques : actualités, conseils, comparaisons, bancs d'essais... pour vous permettre de mieux exploiter votre ordinateur et ses périphériques.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Plus percutant, pertinent, plus utile que jamais... SVM est le prolongement naturel de votre micro-ordinateur, il vous permettra de l'utiliser à 100 %.

LE N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE.



Trois départs, quatre arrivées et la confirmation de la volonté présidentielle d'élargissement

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a rendu public, mardi 2 octobre, peu après 19 heures, un remaniement de l'équipe gouvernementale.

C'est la sixième modification qui touche le deuxième gouvernement de M. Michel Rocard depuis sa nomination le 28 juin 1988. La première concernait la démission, le 7 juillet 1988, de M. Léon Schwartzenberg, ministre délégué chargé de la santé; la deuxième, le 16 février 1989, la transfert à M. Louis Le Pen de la fonction de porte-parole du gouvernement, dont M. Claude Evén avait la charge; la troisième, le départ, le 22 février 1989, de M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement nommé au Conseil constitutionnel et son remplacement par M. Michel Delebarre, comme ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer; la quatrième, la nomination, le 29 mars 1989, de M. Louis Besson,

comme ministre délégué chargé du logement et des modifications des attributions de MM. Gérard Renon et Brice Lalonde; la cinquième, la démission, le 4 juillet dernier, de M. Olivier Stirn, remplacé le 17 juillet par M. Jean-Michel Baylet et la nomination, le même jour, de M. Philippe Marchand, comme ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile.

Ce remaniement est toutefois le plus important au regard du nombre de postes concernés. Trois départs: ceux de deux ministres (M. Pierre Arpaillange et M^{me} Edith Cresson) et d'un ministre délégué (M. Théo Braun). Quatre arrivées: celles d'un ministre, M. Louis Mermaz, et de trois ministres délégués (M^{me} Elisabeth Guigou, MM. Georges Kiejman et Bruno Durieux). Trois changements d'attribution: M. Henri Nallet quitte le ministère de l'agriculture et de la forêt pour celui de la justice; M. Claude Evén voit son titre modifié (protection sociale devenant affaires

sociales à côté de solidarité, et il perd au passage la charge de la santé, confiée à M. Durieux, ministre délégué auprès de lui); M^{me} Hélène Doribac voit s'ajouter à son secteur de la famille celui des personnes âgées, dont avait la charge M. Braun. Un changement de titre: M. Brice Lalonde garde les mêmes attributions mais prend le titre de ministre délégué auprès du premier ministre.

A cette promotion d'un non-socialiste s'ajoute, sur le plan de l'équilibre des sensibilités, un « dosage » subtil. Le départ de M. Braun est plus que compensé par l'entrée d'un bariste, M. Durieux, confirmant la volonté présidentielle d'ouverture. Le choix d'un avocat pour succéder à un magistrat est là pour signifier que le recours à la société civile n'est pas abandonné. Si le Parti socialiste perd M^{me} Cresson, il « place » M. Mermaz. Le choix de M^{me} Guigou relève davantage d'un choix personnel de M. Mitterrand

que d'une représentation politique. Quant à la représentation régionale, elle provoque, avec le départ de M. Braun, des critiques de la part des Alsaciens, traditionnellement sensibles à ce que l'un des leurs fasse partie de l'équipe gouvernementale.

La sortie de M^{me} Cresson ne revêt pas cet inconvénient puisque M. Philippe Marchand, nommé en juillet dernier, assure la présence d'un défenseur de la région Poitou-Charentes. En revanche, les régions Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais gagnent chacune, avec MM. Mermaz et Durieux, un avocat supplémentaire.

Au passage, le décret du 2 octobre 1990 relatif à la composition du gouvernement publié au Journal officiel du 3 octobre actualise les attributions du ministère de la culture en lui retirant celle du bicentenaire de la Révolution...

ANNE CHAUSSEBOURG

Un souci d'ouverture

Suite de la première page

Le premier ministre, en prenant ses fonctions, avait ses deux premiers gouvernements - celui d'avant et celui d'après les élections législatives des 5 et 12 juin 1988 - ne seraient pas les siens, mais qu'ils seraient fabriqués, pour l'essentiel, par le président de la République. Depuis plusieurs mois, il hésitait à parler à M. Mitterrand d'un remaniement justifié par les départs inévitables de M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, qui ne se sentait plus en charge de quoi que ce soit et du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, dont l'expérience gouvernementale, malgré les qualités de l'homme et du magistrat, n'a pas tenu - c'est le moins que l'on puisse dire - ses promesses.

Il savait qu'un remaniement de quelque ampleur donnerait au gouvernement une autre image, qu'il serait perçu comme un peu le sien et non plus tout à fait comme celui du chef de l'Etat. La gestion, délicate, des relations entre les deux têtes de l'exécutif, rendait ce grand pas difficile à franchir. Or un pas, même s'il est encore menu, n'est rien. Retenu même s'il porte l'empreinte du président de la République, a été fait mardi.

Chacun sait, au Parti socialiste plus encore qu'ailleurs, que M. Rocard a besoin de gagner les élections législatives pour mettre les meilleures chances de son côté à l'élection présidentielle. Chacun sait aussi que M. Rocard, sauf accident, sera candidat quoi qu'il arrive puisqu'il s'est effacé, la mort dans l'âme, à deux reprises, en 1981 et en 1988, devant M. Mitterrand, et que ce dernier, selon toute probabilité, ne se représentera pas pour un troisième mandat. La stratégie des socialistes, de son point de vue, ne peut que se confondre avec la sienne.

« Parler dans le vide »

Que M. Brice Lalonde - promu au rang de ministre délégué - soit plutôt « traité » par l'Elysée, et que M. Bruno Durieux, nouveau ministre tout droit venu des rangs centristes et du proche entourage de M. Raymond Barre, soit « traité » par Matignon et l'Elysée à la fois, ne change rien à l'affaire. Pas plus que les entrées au gouvernement de deux proches du président de la République, M^{me} Elisabeth Guigou, sa collaboratrice à l'Elysée, et M. Georges Kiejman, l'un de ses compagnons préférés de promenade. Ni l'un ni l'autre ne sortent de l'appareil du Parti socialiste. Ni l'un ni l'autre n'ont de mandat électif.

Les éclats de M^{me} Cresson, mitterrandiste de choc et militante du même acabit - « J'en avais assez de parler dans le vide » - La puissance politique de la France risque de s'affaiblir faute d'une mobilisation industrielle. Il y a une guerre économique mondiale et la France ne la mène pas... - s'adressent d'abord, compte tenu de la fonction qu'elle occupait et des dossiers dont elle traitait, au chef de

l'Etat. Quant au retour de M. Louis Mermaz, après neuf années d'absence, il satisfait pleinement le premier ministre, tant le président du puissant groupe socialiste de l'Assemblée nationale était devenu l'une des bêtes noires de Matignon, son principal empêchement de tourner en rond. Il vaut mieux, du point de vue de M. Rocard, l'avoir à l'intérieur du gouvernement plutôt qu'à côté, voire contre lui.

Pied de nez aux socialistes

La promotion de M. Lalonde - si elle répond au souci de mieux traiter un dossier de société central, l'écologie - a des incidences électorales évidentes. Comme l'entrée d'un centriste, M. Durieux, qui professait il y a peu que « le centre doit être autonome s'il veut reprendre des parts de marché aux socialistes » et la présence dans l'équipe gouvernementale de onze ministres et secrétaires d'Etat membres de France unie (formation qu'animait M. Jean-Pierre Soisson et M. Michel Durafour), elle pour- rait être considérée comme un pied de nez aux socialistes au moment où ces derniers s'interrogent sérieusement sur leurs alliances.

Génération écologie, formation animée par M. Lalonde, ne s'est d'ailleurs pas privée de leur en adresser un, et de taille, dès mardi, en affirmant qu'elle continuerait de soutenir qui elle veut aux élections partielles ou générales, quoi qu'en pense et qu'en dise un Parti socialiste dont elle refuse qu'il « décide pour les autres ». De tout cela, le Parti communiste fait ses choux gras: l'arrivée de M. Durieux lui paraît confirmer une logique ancienne en donnant le poids supplémentaire d'un « ministre de droite » à une « politique gouvernementale de droite ».

Même si M. Rocard peut trouver matière, avec ce gouvernement, à peaufiner sa stratégie, il devra en gérer les retombées avec doigté. Car c'est maintenant, dira-t-on, que les ennemis recommencent. Que le RPR, par l'intermédiaire du suppléant de M. Durieux, dispose d'un député de plus à l'Assemblée nationale reste anecdotique, même si M. Rocard a dû dépenser beaucoup d'énergie pour se construire des majorités parlementaires et constituer une « réserve anti-censure » en puisant parmi les bar- ristes et autres centristes. Il devra surtout canaliser la méfiance et l'irritation accrues de ses amis socialistes envers les ambitions de France unie et l'impertinente arrogance de M. Lalonde. Et, accessoirement, se débrouiller avec son ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dont il n'était pas question de se séparer en pleine crise du Golfe.

JEAN-YVES L'HOMEAU

Ceux qui arrivent

Louis Mermaz : neuf ans de patience

Enfin ministre! Louis Mermaz n'osait plus l'espérer. Les députés socialistes non plus. Depuis juin 1988, le maire de Vienne était, à l'Assemblée nationale, un président de groupe qui avait la tête ailleurs. Il faut dire qu'il n'avait pas précisément recherché cette fonction: il y avait été envoyé en service commandé par le président de la République. M. Mermaz, qui avait reçu le portefeuille des transports dans le premier gouvernement de Michel Rocard, formé après l'élection présidentielle, l'avait quitté sans plaisir, d'autant que, attaché à l'union de la gauche, il allait animer un groupe en situation de majorité relative, tenu de pratiquer l'ouverture vers le centre.

La mésaventure avait, au surplus, un goût fade de répétition. En juin 1981, déjà, après les élections législatives, M. Mermaz, ministre de l'équipement et des transports dans le premier gouvernement de Pierre Mauroy, avait laissé la place pour devenir président de l'Assemblée nationale, parce que Gaston Defferre, à qui cette fonction était destinée, avait préféré rester au ministère de l'Intérieur afin d'attacher son nom à la décentralisation. Il est vrai que M. Mermaz avait, alors, transmis son portefeuille au numéro deux du Parti communiste, Charles Fiterman, sacrifice qui ne pouvait être, pour lui, qu'idéologiquement suave. Et que l'entrée du gouvernement était fermée à Hubert Dubedout, le maire de Grenoble,

son rival dans l'Isère. Fidèle de M. Mitterrand depuis 1955, le maire de Vienne n'avait pu prendre acte du choix de Lionel Jospin pour assurer l'intérim du premier secrétaire, candidat à la présidence de la République, puis pour lui succéder à la tête du PS.

La victoire de la gauche n'apportait donc pas à M. Mermaz une

joie sans partage, mais elle couronnait un long combat, et il l'aurait, en réplique à l'indignation de la droite chassée des palais nationaux: « Nous ne sortons pas des égouts. Nous savons nous servir de couverts à poission! » L'épreuve du pouvoir allait, néanmoins, être cruelle pour M. Mermaz. Après l'avertissement des élections cantonales de mars 1982, il a vu Grenoble passer, en 1983, aux mains du RPR en la personne d'Alain Carignon,

qui, deux ans plus tard, lui a enlevé la présidence du conseil général de l'Isère.

La querelle entre M. Jospin, premier secrétaire du PS, et Laurent Fabius, premier ministre, donnait aux mitterrandistes plus anciens l'espoir de reprendre leur place dans l'ordre de succession. M. Mermaz a tenté sa chance en mai 1988, lorsque le conflit entre les deux héritiers est devenu irréductible. A M. Mauroy, candidat de M. Jospin, comme à M. Fabius, préféré du président, le député de l'Isère a proposé de se retirer en sa faveur. Le premier a accepté, pas le second. A défaut de pacifier la part, M. Mermaz a repris le chemin du Palais-Bourbon, pour faire coexister au sein du groupe ces deux tribus nouvelles, appelées « fabusiens » et « jospinistes ».

La familiarité du chef de l'Etat et un humour froid ne lui ont pas rendu plus légère une fonction qu'il exerçait à contre-cœur. M. Mermaz, pourtant capable d'égayer sans vergogne un intérieur, dissimulait de moins en moins son impatience d'entrer enfin, pour de bon, au gouvernement. Chacune de ses initiatives était interprétée comme une tentative pour se rapprocher de ce but. Tel avait été le cas de la contribution qu'il avait déposée, au nom de la vieille garde mitterrandiste, lors de la préparation du congrès de Rennes de mars dernier, alors même qu'il paraissait viser, en priorité, la succession éventuelle de M. Mauroy.

sur le fonctionnement d'un groupe et les améliorations à y apporter dans ses rapports avec le gouvernement ». Habitué de cercles restreints de l'hôtel de Lassay, M. Aurox n'a pas pour autant l'image d'un fabusien de combat. Un atout qui pourrait lui valoir le soutien - nécessaire - d'une bonne partie des députés rocardiens (dont le nombre est estimé à quarante-sept) et des amis du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperey (une quinzaine de députés).

Le second, porte-parole du groupe, très proche du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, revendique la succession de M. Mermaz au nom de l'équilibre entre les courants. L'argument pourrait ne pas suffire, car les socialistes n'ont pas envie d'offrir, une fois de plus, le spectacle de leurs divisions internes. « Il est légitime que la motion [celle de M. Mauroy, Mermaz, Jospin] récupère la présidence », observe M. Daniel Vaillant, jospiniste, dans les couloirs du Palais-Bourbon, mais cela dépasse les problèmes de courants. Le président du groupe devra avant tout être un gestionnaire, un fédérateur, avec une capacité de résistance au gouvernement.

Une façon voilée d'annoncer avant l'heure que les signataires de la motion 1 ne seront peut-être pas tous d'accord pour tenter d'imposer un candidat. Les mermaziens auraient pu sans peine revendiquer le bénéfice

de la continuité, mais leur seul candidat incontestable, dont le nom avait d'ailleurs été évoqué en juin, était M. Philippe Marchand, entré au gouvernement en qualité de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur. Les mauroyistes, qui soutiennent, bien sûr, M. Le Garrec, observent toutefois, avec réalisme, que leur faiblesse numérique ne leur permet pas de prétendre exercer à la fois la direction du parti et celle du groupe.

Restent les jospinistes, qui, par définition, ne peuvent invoquer, pour prétendre à ce poste, ni le particularisme des mermaziens, ni l'écumenisme des mauroyistes. Ils l'entendent pas, pour autant, abandonner la partie d'entrée de jeu, car cela reviendrait à considérer que le courant 1, qu'ils s'emploient à consolider, n'existe pas. Or, suivant la règle du parti, ce courant, détenteur de la présidence du groupe avec M. Mermaz, doit la conserver après lui. Sauf à remettre en question toutes les responsabilités réparties entre les différents courants du PS, à l'Assemblée nationale, depuis juin 1988.

Dès lors, selon M. Jospin et ses amis, si le groupe est appelé à voter - et, donc, à se diviser - c'est M. Laurent Fabius et les siens qui en auront pris la responsabilité.

PATRICK JARREAU
et PASCALE ROBERT-DIARD

Fabiusiens et jospinistes pourraient se disputer la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

L'entrée de M. Louis Mermaz au gouvernement comme ministre de l'agriculture laisse vacant le poste de président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui devrait être pourvu lors de la prochaine réunion plénière du groupe, le 9 octobre. Ou plus tard, si les courants du PS ne sont parvenus, d'ici là, à un accord.

Lorsque M. André Labarrère, en pleine réunion du groupe socialiste, mardi 2 octobre dans l'après-midi, a lancé à M. Mermaz: « Mon cher Louis, excusez que je dois l'appeler monsieur le ministre », nombreux sont les députés qui n'ont pas compris. Arrivés directement de leur circonscription, la plupart n'avaient pas encore eu vent des multiples rumeurs concernant la nomination de leur président au ministère de l'agriculture. M. Mermaz s'est d'ailleurs bien gardé de décrypter la question, en répondant, laconique, à son interlocuteur: « Tu lis trop les journaux », avant de poursuivre sur le seul débat inscrit à l'ordre du jour de la réunion du groupe, la contribution sociale généralisée.

Le départ de M. Mermaz n'aura pas, pour autant, pris tout le monde de court. Depuis juin dernier, des premiers murmures sur sa probable entrée au gouvernement, deux

députés avaient clairement laissé entendre qu'ils se porteraient candidats à sa succession: M. Jean Aurox, fabusien, et M. Jean Le Garrec, mauroyiste. Avec la prudence qu'imposait une nouvelle encore non confirmée, tous deux ont renouvelé, mardi, leur offre de services. « Un homme politique est toujours disponible pour des postes », confiait M. Aurox, tandis que M. Le Garrec déclarait: « Je n'ai pas changé d'avis, je serai candidat si la question se pose ».

Deux autres noms ont circulé, cette fois parmi les proches de M. Lionel Jospin, réunis mardi soir: celui du président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn, et celui du numéro deux du PS, M. Henri Emmanuelli. Tous deux ont déclaré n'avoir aucune envie d'abandonner leurs actuelles fonctions, mais ils sauraient sans doute se plier, le cas échéant, aux servitudes de la politique. Jusqu'à nouvel ordre, cependant, c'est entre les deux candidats déclarés, MM. Aurox et Le Garrec, que le titre de président de groupe devrait se jouer.

Le premier a pour lui l'appui du courant majoritaire dans le groupe (les amis de M. Fabius sont estimés à une centaine sur les deux cent cinquante-sept députés socialistes) et il bénéficie d'une bonne image auprès de ses collègues. Ancien ministre, redevenu député, il a « quelques idées

sur le fonctionnement d'un groupe et les améliorations à y apporter dans ses rapports avec le gouvernement ». Habitué de cercles restreints de l'hôtel de Lassay, M. Aurox n'a pas pour autant l'image d'un fabusien de combat. Un atout qui pourrait lui valoir le soutien - nécessaire - d'une bonne partie des députés rocardiens (dont le nombre est estimé à quarante-sept) et des amis du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperey (une quinzaine de députés).

Le second, porte-parole du groupe, très proche du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, revendique la succession de M. Mermaz au nom de l'équilibre entre les courants. L'argument pourrait ne pas suffire, car les socialistes n'ont pas envie d'offrir, une fois de plus, le spectacle de leurs divisions internes. « Il est légitime que la motion [celle de M. Mauroy, Mermaz, Jospin] récupère la présidence », observe M. Daniel Vaillant, jospiniste, dans les couloirs du Palais-Bourbon, mais cela dépasse les problèmes de courants. Le président du groupe devra avant tout être un gestionnaire, un fédérateur, avec une capacité de résistance au gouvernement.

Une façon voilée d'annoncer avant l'heure que les signataires de la motion 1 ne seront peut-être pas tous d'accord pour tenter d'imposer un candidat. Les mermaziens auraient pu sans peine revendiquer le bénéfice

de la continuité, mais leur seul candidat incontestable, dont le nom avait d'ailleurs été évoqué en juin, était M. Philippe Marchand, entré au gouvernement en qualité de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur. Les mauroyistes, qui soutiennent, bien sûr, M. Le Garrec, observent toutefois, avec réalisme, que leur faiblesse numérique ne leur permet pas de prétendre exercer à la fois la direction du parti et celle du groupe.

Restent les jospinistes, qui, par définition, ne peuvent invoquer, pour prétendre à ce poste, ni le particularisme des mermaziens, ni l'écumenisme des mauroyistes. Ils l'entendent pas, pour autant, abandonner la partie d'entrée de jeu, car cela reviendrait à considérer que le courant 1, qu'ils s'emploient à consolider, n'existe pas. Or, suivant la règle du parti, ce courant, détenteur de la présidence du groupe avec M. Mermaz, doit la conserver après lui. Sauf à remettre en question toutes les responsabilités réparties entre les différents courants du PS, à l'Assemblée nationale, depuis juin 1988.

Dès lors, selon M. Jospin et ses amis, si le groupe est appelé à voter - et, donc, à se diviser - c'est M. Laurent Fabius et les siens qui en auront pris la responsabilité.

PATRICK JARREAU
et PASCALE ROBERT-DIARD



Bruno Durieux



MINISTÉRIEL

Ceux qui arrivent

Me Georges Kiejman : la fierté de l'attaque

Après Robert Badinter et Roland Dumas, voilà donc un autre grand avocat du barreau de Paris appelé à des fonctions ministérielles depuis 1981. A cinquante-huit ans, Georges Kiejman, né à Paris le 12 août 1932, touche au bord séduisant, mais quelquefois mouvant, de l'exercice du pouvoir. Il est vrai que le domaine où il aura à l'exercer lui est familier. S'il se voit confirmer plus précisément, Place Vendôme, le soin d'une réforme judiciaire, il est assurément de ceux qui doivent savoir à la fois ce qu'il y a à réformer et la difficulté de faire ensuite adhérer à la réforme. Après trente-huit ans de palais et d'une activité incessante, le nouveau ministre délégué aura suffisamment vécu, travaillé, plaidé, peiné lorsqu'il le fallait pour connaître le poids des inerties, l'étendue des susceptibilités, la difficulté de se faire toujours bien comprendre.

Comme par l'émission « Vive le cinéma »

Inscrit au barreau en 1953, il y est, à quelques années près, le contemporain d'hommes dont la notoriété professionnelle dans les années 70 fut comparable à la sienne, comme y sont comparables les traits de la pensée : Robert Badinter et Roland Dumas, déjà nommés, mais aussi Jean-Denis Bredin, Henri Lachère et quelques autres. Comme eux, il s'est toujours senti, dans l'exercice quotidien de son métier, un battant et, si possible, un gagnant. Si, demandeur au civil, partie civile au pénal, il doit per-

ler le premier, il est bien rare qu'il n'ait pas d'avance les réponses à donner aux arguments de son adversaire, qu'il sait toujours pressentir. Au cas où il découvre, après coup, qu'il a omis un point important, il aime volontiers répliquer, ce qui, dans une décision concernant telle ou telle de ses propres affaires, lui semble primordial. S'il s'agit d'une affaire d'importance, il aime de la même façon préciser ce qui, dans une décision concernant telle ou telle de ses propres affaires, lui semble primordial. S'il s'agit d'une affaire d'importance, il aime de la même façon préciser ce qui, dans une décision concernant telle ou telle de ses propres affaires, lui semble primordial.

Un magistrat a dit un jour de l'avocat que le meilleur est celui qui sait donner aux juges l'envie de le faire gagner. Georges Kiejman a retenu le conseil. Cela vaut également pour des fonctions de réformateur. Dans la forme, c'est un classique. Passé par ce moule très particulier qu'est la Conférence des avocats à la Cour de Paris, il en fut un brillant deuxième secrétaire. La phrase qu'il commence à s'achever toujours en contemplant avec la syntaxe et la grammaire, fût-ce au plus vif d'un de ces échanges imprévus que réserve si souvent le débat judiciaire.

Il est tout autant à son aise dans l'écrit. Les lecteurs du Monde ont pu s'en rendre compte. Curieusement, ce n'est pourtant pas le Palais qui lui confère sa première notoriété, celle qui dépasse l'univers des pairs. Ce qui le fit nommer et connaître d'abord fut une émission de télévision intitulée « Vive le cinéma » dont il était le concepteur. L'ORTF décida d'en suspendre la diffusion « devant un ton très particulier qui utilise les

films à des fins politiques et publicitaires ». Ce fut un beau tollé. Georges Kiejman commençait son combat contre toute censure, pour la libre circulation des idées et, d'une façon générale, pour la défense des droits de l'homme et de toutes les conventions qui les protègent.

Ainsi l'avocat s'est affirmé. Il est devenu un maître aussi bien dans la connaissance de la loi sur la propriété littéraire et artistique de 1957 que dans celle d'une autre loi, sur la liberté de la presse, du 31 juillet 1981. Ceux pour lesquels il plaide sont rarement des obscurs : Gaston Daffre, Jacques Attali, Danièle Mitterrand, Roger Hanin, Léon Schwartzberg, le juge Jean-Michel Hayat dans la mouvance de l'affaire Jobic, Régis Dabray ou encore Coluche.

Pierre Goldman et la famille Oufkir

Se renommée maintenant n'est plus à faire. Elle a été acquise du jour où il fit son entrée dans le procès de Pierre Goldman, après que ce militant eut été condamné par la cour d'assises de Paris pour des agressions qu'il reconnaissait mais aussi pour un double meurtre dont il se défendait. L'arrêt ayant été cassé, le procès recommença devant les assises de la Somme. Georges Kiejman devait, devant cette juridiction, emporter l'acquiescement qui avait été refusé à l'origine sans lui.

Dès lors, et parce que, quoi qu'on en dise, un succès aux assises dans

une affaire, de surcroît retentissante, fait souvent plus dans une carrière d'avocat que cent procès gagnés devant une chambre civile, Georges Kiejman, sans délaisser ses activités ordinaires, prend rang parmi les pénalistes. Bien qu'il n'ait pas pour les assises un goût immodéré, on l'y verra, malgré tout, en plusieurs occasions. Les causes qu'il y sou-



Il n'était pas indifférent, on ne pouvait que le remarquer.

On le remarque pour sûr en février 1987 lorsque Georges Ibrahim Abdallah comparait devant les assises de Paris. Le trouver en cette occasion au banc de la partie civile avait de quoi surprendre dans la mesure où il occupait cette place au nom du gouvernement américain et

de la famille de Robert-Charles Ray, attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis, assassiné en 1982 par les Fractions armées révolutionnaires libanaises. Ce n'en fut pas moins Georges Kiejman qui domina ce procès, imposant constamment la force de ses interventions au point de faire oublier un défenseur de la réputation de Jacques Vergès auquel il se trouvait pour la première fois confronté. C'est la même énergie qu'il déploya, la même autorité qu'il afficha, toujours au banc de la partie civile, pour la famille de Malik Oussakine, victime, le 6 décembre 1986, de deux policiers du peloton de voltigeurs motocyclistes.

La vraie Georges Kiejman serait-il alors celui d'autres combats, comme celui mené en faveur d'un directeur adjoint des douanes contre un juge d'instruction dont l'avocat obtiendra finalement le désaisissement ? Serait-il encore dans l'homme qui, en 1988, s'intéresse passionnément au sort malheureux de l'épouse et des enfants du général Oufkir, retenus au Maroc sans raison légitime, et qui cherche désespérément à avoir de leurs nouvelles ?

Morigéniser la presse

En politique, sa première fidélité, lors d'un bref passage au PSU, l'entraînera d'ailleurs dans le sillage de Pierre Mendès France, dont il sera à la fin des années 60 le secrétaire. Une figure idéaliste dont il se réclame toujours, même si, aujourd'hui admis dans l'un des premiers

cordes de l'entourage présidentiel, il sait épouser les causes plus pragmatiques que lui confie François Mitterrand.

Alors s'efface l'image du flegmatique à la silhouette britannique distillant dans un débat le mot qui fait mouche. L'avocat qui, de la sorte, s'engage pour imposer un respect des droits de la défense comme pour dénoncer un abus de pouvoir se met au rang de celui des « grands ancêtres » auquel il ferait le plus penser, Maurice Garçon. C'est la même fierté qui s'exprime, la même hauteur aussi et, au besoin, la même dédain. Comme Maurice Garçon, Me Kiejman sait quand il faut descendre dans l'arène, comme il sait en appeler, pour les besoins d'une cause, à la presse. Comme lui, il en appelle, et une intervention dans la revue *Le Débat* de mai-août 1990 est venue le montrer. Il peut s'offrir le luxe de morigéniser cette même presse et d'appeler contre elle une loi plus rigoureuse.

S'il s'agit aujourd'hui pour lui de réformer une institution, il doit pourtant bien mesurer que, dans l'ordre des urgences, une meilleure manière de sanctionner la diffusion même peut-être une réflexion mais assurément pas la priorité des priorités.

JEAN-MARC THÉOLÉYRE

[Né le 12 août 1932 à Paris, Georges Kiejman est diplômé d'études supérieures de droit public. Avocat à Paris depuis 1953, il est également administrateur de la Fondation Saint-Simon depuis 1983, de la Fondation France Liberté, animée par Danièle Mitterrand depuis 1985 et vice-président de la Société des lecteurs du Monde depuis 1985. Me Kiejman est chevalier de la Légion d'honneur.]

Bruno Durieux : le premier des barristes

Cela faisait des mois que ses amis centristes ne le saluaient plus, histoire de plaisanter un peu, qu'à coups de pomfrits « Monsieur le ministre ! ». On savait qu'il avait été sollicité dès juin 1988 mais qu'il avait alors refusé, plus par souci de ne point brusquer ses électeurs du Nord que par égard pour l'opposition. On n'ignorait point non plus ses bonnes relations avec Pierre Bérégovoy, bien plus amicales qu'avec Edouard Balladur. On l'avait vu invité, avant l'élection, à se joindre au déplacement de Michel Rocard au Japon, et on savait que, là-bas, entre deux bouffées de cigarette, les deux hommes avaient appris à se connaître.

Un pied-de-nez aux frileux

Puis, sa défection lors des journées parlementaires centristes de Vitry, le 18 octobre dernier, n'avait pu échapper à personne. Ce jour-là, les députés centristes firent acte d'allégeance à l'UMP et à ses pompes giscardiennes et, lui, dernier héritier d'un centre libre et indépendant, fut l'un des rares à oser dire que ce ralliement était « une connerie ». Deux années de cahincah sur le terrain miné de l'ouverture envolée du jour au lendemain ! Il était fatal que le sous-lieutenant Durieux, qui connut jadis la méthode Bigard, abandonnât dans la tranchée son paquetage centriste, pour monter au feu au gouvernement, battant le barriste au canon.

Bruno Durieux fait aujourd'hui un pied-de-nez à tous les centristes frileux et l'on se doute que, dans la coulisse, Raymond Barre doit s'en amuser. Car bon sang barriste ne saurait non plus mentir. Bruno Durieux n'aurait certainement pas dit oui à Michel Rocard si Raymond Barre avait dit non, ou simplement sussuré, entre deux soupirs, la formule d'usage : « Cher ami, vous êtes libre... ». Plus que Jean-Pierre Soisson, Michel Durieux, Lionel Stoléru, Bruno Durieux peut porter, lui, au revers de son nouveau veston ministériel, la légion d'honneur du barrisme.

Homme du premier cercle et du dernier carré, ce nouveau ministre pratique le barrisme bien avant de songer à faire de la politique. Polytechnicien décon-

tracté, s'ennuyant ferme dans l'administration de l'INSEE, il vient proposer ses services, en 1976, au tout nouveau ministre du commerce extérieur de l'époque, le professeur Raymond Barre, qu'il a rencontré quelques années plus tôt, à un jury de thèse. « Il m'avait enthousiasmé



par sa rigueur mais aussi son respect de l'autre », se souvient-il.

Depuis quatorze ans, dans les bons comme les mauvais moments, cet enthousiasme n'a jamais pris en défaut. En août 1976, quand le ministre du commerce extérieur part à Matignon, c'est lui qui, dans sa 404 décapotable, déménage les rares membres du cabinet acceptant de suivre le mouvement.

Poil à gratter

En 1981, il reste, contre vents et marées socialistes, sur le bateau barriste, acceptant même de se mettre aussi en plonge à Lyon. Sous-directeur au ministère de l'économie et des finances, il devient l'un des principaux animateurs des groupes d'experts du futur candidat Barre. Arrivent 1988 et la période de la cohabitation, honnie des barristes. Jacques Chirac tente de le débarrasser en agitant déjà la carotte d'un maroquin, mais ce fils de nordiste préfère retrouver ses racines en se faisant pour la première fois élire député du Nord, avec le label CDS, recommandé encore par M. Barre.

A l'Assemblée, il deviendra le poil à gratter de M. Balladur, distillant dans la politique économi-

que chiraquienne un acide barriste dévastateur. Le RPR patientera un an, jusqu'aux élections municipales de Lille, pour lui faire payer ces affronts, en lui refusant l'investiture officielle RPR-UDF.

Dans la campagne présidentielle de 1988, M. Durieux est l'un des premiers amiraux du navire barriste, allant à sa compétence reconnue une élégance et une séduction presque exceptionnelle dans ces eaux-là. Au lendemain du naufrage de juin 1988, il se replie sur ses terres filloises pour défendre avec succès son siège de député. En gage d'amitié, M. Barre fait une entorse à sa cure de silence en venant le soutenir à Lamberville.

Les deux hommes restent très proches et ils disposent de plus de loisirs pour confondre leurs vus sur les thèses de Schumpeter, parler musique, sculpture, voyages, pour rire aussi, comme ils savent si bien le faire entre quatre murs, de tout et de rien. M. Durieux a un humour froid mais ravageur et cela le rapproche également de l'ancien premier ministre. Ensemble, ils rallient, à l'Assemblée nationale, le groupe centriste de l'UDC. On y rit beaucoup moins. Ils s'efforcent tant bien que mal d'emmener leurs amis sur les chemins de l'audace et de l'autonomie. Diffi-

cile, voire impossible. Avec son départ, c'est le groupe UDC qui va perdre beaucoup.

On dit qu'en privé M. Barre lui-même songerait à dériver vers les non-inscrits. L'irruption de ce nouveau ministre de la santé, qui sera chargé de faire accepter la contribution sociale généralisée, pourrait bien déclencher également une contribution barriste généralisée.

DANIEL CARTON

[Bruno Durieux est né le 23 octobre 1944 à Montigny (Seine-et-Marne). Ancien élève de l'Ecole polytechnique, diplômé de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, il est, en 1970, chargé de la conjonction et du plan à la division emploi de l'INSEE.

En 1975, il devient rédacteur en chef d'Economie et statistiques, la revue de l'INSEE. Conseiller technique, en 1976, du cabinet de M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, il devient d'août 1976 à mai 1981, conseiller technique de M. Barre, à Matignon. D'octobre 1981 à mars 1986, M. Durieux est sous-directeur des études à la direction générale de la concurrence et de la consommation au ministère des finances. Elu député (CDS) du Nord, (en troisième position sur la liste UDF), M. Durieux fut réélu, en juin 1988, député de la quatrième circonscription du Nord (Lille-Ouest) avec un score de 57,14 % au second tour.]

Cohérences

Depuis le 6 juillet 1988, date de la démission du professeur Léon Schwartzberg, M. Claude Evin n'avait plus à ses côtés de ministre délégué chargé de la santé. Comme s'il avait été une bonne fois pour toutes « vacciné » contre l'idée même de se voir adjoindre un second. A maintes reprises, lorsque la question du successeur de M. Schwartzberg lui était posée, M. Evin répondait que « la cohérence » voulait qu'il ait en charge, seul, l'ensemble des différents domaines de la politique sanitaire et sociale.

Un emploi du temps surchargé, surtout à l'occasion des conflits sociaux qu'il a eu à affronter, ne semblait pas constituer pour le ministre de la

santé, de la santé et de la protection sociale une raison suffisante pour se faire alder par un ministre délégué à la santé.

Avant lui, ni M. Georgin Dufoix (qui était secondé par M. Edmond Hervé) ni M. Philippe Séguin (qui avait un ministre délégué à la santé en la personne de M. Michèle Barzach) n'avaient eu à affronter seuls des dossiers aussi complexes que ceux de la Sécurité sociale, du financement des retraites, de l'immigration, de l'hôpital ou des professions de santé.

Aujourd'hui, ouverture oblige, M. Evin accueille M. Bruno Durieux avenue de Ségur. La cohérence y trouvera-t-elle son compte ?

F. N.]

La question des alliances à gauche

M. Leroy : « Voilà des hommes de droite ! »

Dans l'édition de l'*Humanité* du mercredi 3 octobre, le directeur du quotidien du PCF, M. Roland Leroy, répond aux dirigeants socialistes, qui s'interrogent sur leurs perspectives électorales d'alliances à gauche, en écrivant notamment, à propos du remaniement du gouvernement : « Les électeurs socialistes ont voulu voter pour une politique de gauche, et un gouvernement de gauche. Mais voilà des hommes de droite - Jean-Pierre Soisson et quelques autres participant au gouvernement, et voilà de grandes manœuvres entreprises pour aller plus loin. (...) Fier soit, le président de la République nomme Bruno Durieux, nouveau ministre de droite. Et, dans un mouvement naturel, Jean-Pierre

Soisson pose ses conditions. Pour lui, « il faudrait d'abord que le Parti communiste soit disposé à abandonner la politique du pire ». Avant de rassurer : « Nous ne cherchons pas à nous aller à lui, et quant à notre « politique du pire », elle est simple, c'est la politique du mieux. Nous sommes disponibles, prêts immédiatement à prendre toutes nos responsabilités, jusqu'au gouvernement, pour mettre en œuvre la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la formation, du progrès économique et national. C'est pour cette raison, parce qu'il n'est possible de poursuivre une politique de droite qu'en surmontant l'obstacle que nous représentons, que tant de hargne se déchaîne contre nous. »

Une enquête GLOBE • FRG/SOIR

les parisiens sont-ils cinglés ?

- Un sondage CSA, 55 % des Parisiens aimeraient quitter la capitale.
- Des portraits de masos, d'accros, de megalos, de schizos, de rigolos...
- Et la paristocratie mise à nu.

GLOBE

octobre

Ceux qui arrivent

Elisabeth Guigou : l'Européenne du président

Si toutes ses biographies ne le précisent pas, on aurait du mal à imaginer qu'Elisabeth Guigou est née (en 1948) au Maroc, dans une modeste famille de pieds noirs. On la croirait plutôt venue de Neuilly ou de Passy, tant son élégance et sa courtoisie sont réservées. Il ne s'agit pas cependant de froideur, tout au plus d'un masque protecteur, bien utile quand on est femme et qu'on veut s'imposer au plus haut niveau dans un monde paillard surtout d'hommes.

Si sa réussite étonnante, Elisabeth Guigou le doit peut-être à d'autres qualités, bien réelles : celle-là : grande « bêcheuse », elle assimile avec rapidité les plus arides des dossiers, sait y déceler les faibles exploitables et sait les exploiter. Elle peut être, quand elle le veut, une excellente pédagogue et il y a fort à parier qu'elle a beaucoup contribué à l'initiation économique et financière d'un président de la République peu passionné par ces matières. En ce sens, c'est un rouage essentiel du pouvoir présidentiel qui quitte aujourd'hui l'Elysée.

Il serait fort surprenant cependant, et M. Rocard le sait parfaitement, qu'Elisabeth Guigou tempère pour autant sa fidélité à M. François Mitterrand qui constitue sa seule allégeance politique depuis 1982, lorsqu'elle a quitté le cabinet de M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances, pour intégrer l'équipe rapprochée du président de la République.

Bien que peu connu, le rôle d'Elisabeth Guigou a été essentiel pendant les années de la cohabitation dans la guerre de tranchées que menait l'Elysée pour résister aux assauts du gouvernement Chirac. Nommée à l'automne 1985 à la tête du Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCE), elle a pu suivre, de ce lieu aussi stratégique que mystérieux pour les néophytes, la moindre initiative européenne du gouvernement Chirac et tirer la sonnette d'alarme à chaque entorse à la doctrine présidentielle. Que le SGCE dépende sur le papier de Matignon, n'enlève rien à l'efficacité de la méthode Guigou.

Responsable de la cellule euro-

péenne de l'Elysée depuis 1984, Elisabeth Guigou se vit ajouter une corde à son arc au début de cette année lorsqu'elle fut char-



gée par le président de la République de coordonner la politique française à l'égard des pays de l'Europe centrale et orientale. Même pour une telle tâche, elle n'avait pas de s'en offusquer.

Il est symbolique que sa nomination ait été annoncée le jour de la proclamation de l'unité allemande, car c'est bien sûr le plus gros dossier qu'elle va retrouver. On peut lui aussi lui faire confiance pour sonner l'alarme quand elle l'estimera nécessaire. On le sait à Bonn, où elle est considérée comme une négociatrice particulièrement habile et tenace même si on doit faire son deuil, avec elle, des coups de colère médiatiques à la Cresson.

JACQUES AMALRIC

[Née le 6 août 1946 à Marrakech, Elisabeth Guigou a une licence de lettres et un DES d'anglais. Elle est sortie de l'ENA en 1974, date à laquelle elle entre au Trésor avant d'être nommée attachée financière près de l'ambassade de France à Londres (1979-1981). Après un retour au Trésor, elle entre en février 1982 au cabinet de Jacques Delors avant d'être appelée à l'Elysée en octobre de la même année.]

Celui qui change

Henri Nallet : la passion retenue

Courtois, britannique d'allure, animé en apparence par une douce froideur, Henri Nallet est passionné — une passion toute de retenue — par la politique. Non pas celle des appareils de parti — militant très jeune à la JEC, il a dédaigné le PSU, « trop barbant », pour s'approcher du Parti socialiste qu'il rejoint en 1974 durant la campagne présidentielle et n'y adhère qu'en 1988 — mais celle de la réflexion, de l'action et du service public. Henri Nallet veut « faire », au pouvoir, sans jamais oublier de faire fonctionner sa tête. A cette condition seulement, dit-il, « le culier tient

dans la soupe ». Bien que les agriculteurs l'aient empêché de faire ce qu'il voulait, il n'a certainement pas renoncé pour autant à mener à bien son ambition d'action.

Né le 6 janvier 1939 à Bergerac (Dordogne), Henri Nallet a versé dans la politique en classe de cinquième, à l'âge de treize ans, lorsque, élève du collège de Bergerac, il est entré à la Jeunesse étudiante chrétienne. Sa famille — père ex-communiste, résistant, radical puis poujadiste, mère militante pour les droits de l'homme — était un encouragement permanent au débat.

Secrétaire général de la JEC, il a affronté en 1964 l'appel de l'Eglise et singulièrement Mgr Vuillard. Il se battait à l'époque pour faire reconnaître la nécessité de ce qu'il appelait « l'action institutionnelle », c'est-à-dire de l'engagement dans la société civile et rapproché à l'école de « reproduire les valeurs bourgeoises ». Conseiller de Michel Debrès à la FNEA de 1966 à 1970, il avait persévéré dans son goût pour les désaccords avec la hiérarchie et se heurtait aux convictions droitières de son patron qui le licencia.

Maire de Tonnerre (six mille cent quatre-vingt-six habitants) dans l'Yonne depuis mars 1989, il est « passionné », dit-il, par l'expérience locale, mais refuse toute idée de s'en contenter un jour car il finirait par s'y « ennuier trop ». Il préfère se contenter aux affrontements, aux contradictions, aux conflits d'une société dominée par le règne de la « marchandise » et celle de la bureaucratie. D'ailleurs, il a eu son lot au ministère de l'Agriculture. Quant à son ministère de la Justice, il sera servi au ministère de la Justice.

J.-Y. L.

Demi-échec, demi-succès

« Je veux rassembler en France des professionnels et des hommes politiques sur un objectif : maintenir une agriculture compétitive et ouverte sans fabriquer d'exclus ». Ces propos de M. Henri Nallet au lendemain de son retour Rue de Varenne, en juin 1988, donnent la mesure du demi-succès ou du demi-échec de son action au ministère de l'Agriculture. Au moment où le monde paysan exprime, parfois violemment, son désarroi, force est de constater que M. Nallet a mieux commencé qu'il n'a fini, laissant une profession divisée, en butte à la marginalisation, traversée par de fortes inégalités et incertaine sur son avenir.

La menace d'exclusion qui guette nombre de petits exploitants ne doit cependant pas éclipser le réel brio avec lequel M. Nallet a traité les dossiers agricoles : dans la négociation bruxelloise en particulier mais aussi à travers la difficile réforme des cotisations sociales qu'il est parvenu à

imposer, malgré les réticences de la profession à devenir, fiscalement parlant, une profession comme les autres. Bon technicien, maître de ses nerfs au point de traiter par l'humour froid les syndicalistes qui, de congrès en manifestations, s'appliquaient à le chahuter, M. Nallet laissera sur leur fait ceux qui espéraient de lui l'élaboration d'une grande loi susceptible de préfigurer l'agriculture de demain, à l'image des lois d'orientation conçues dans les années 1960 par M. Edgar Pisani.

M. Henri Nallet (et ce sera probablement moins le cas pour son successeur M. Louis Mermaz) avait en main tous les atouts pour conduire avec bonheur la mutation du monde agricole : une parfaite connaissance du milieu (il fut naguère chargé de mission à la FNEA à l'époque de M. Michel Debrès), puis chercheur à l'INRA et conseiller à l'Agriculture du président Mitterrand de 1981 à 1985 ; et une réflexion réelle sur ce

secteur dont il admettait peu à peu qu'il ne pouvait survivre en se cantonnant à la seule fonction séculaire de production de biens alimentaires.

C'est seulement en avril 1990 que, malmené par son collègue Brice Lalonde, il reconnut officiellement le rôle des agriculteurs comme protecteurs de l'environnement. Une prise de conscience tardive qui n'emporta pas la conviction de ses interlocuteurs, ces derniers l'interpellant en permanence sur l'éternelle question des prix et de leurs revenus. Si l'agriculture de haut rendement n'a pas eu à souffrir de l'époque Nallet, le ministre n'a que moyennement réussi à préserver l'agriculture défavorisée, en dépit de son opiniâtreté à mettre en œuvre un traitement ad hoc pour les exploitants en difficulté. L'agriculture française n'a pas eu son plan social comme le demandaient les professionnels. Le ministre n'a pas pu, ou, en soustraire les paysans les moins compétitifs (mais indispen-

sables pour le maintien du milieu rural) aux lois du marché.

Durant les derniers mois, et pendant la période estivale de sécheresse, M. Nallet est apparu cruellement absent aux yeux des agriculteurs qui multipliaient depuis longtemps les appels. M. Nallet semblait ailleurs.

En juin 1986 il n'était par revenu par plaisir rue de Varenne. Ses propos laissent entendre qu'il aspirait à un plus grand portefeuille, l'intérieur ou le Quai d'Orsay. En le nommant à la Justice, M. Mitterrand récompense un fidèle. Il le sort à point nommé d'un dossier agricole dans lequel il commençait à s'enliser. Dès mardi soir, avant l'annonce officielle du remaniement ministériel, le président de la FNEA, M. Raymond Lacombe, s'est entretenu avec M. Louis Mermaz. Pour parler d'agriculture sans doute.

ERIC FOTTORINO

Ceux qui partent

Pierre Arpaillange : la fin d'un long sursis

La tête un peu penchée, comme si, en fixant son interlocuteur, il cherchait à se mettre à sa portée, à percer le mystère des pensées de l'autre, Pierre Arpaillange aurait pu être un séducteur. Il en a sans doute l'allure, avec sa silhouette de jeune homme long et fin, dont l'élégance est soulignée par de jolis costumes et des chemises rayées qui lui vont bien. Il affecte d'être sans chichis, appelle ses collaborateurs par leur prénom, demande des nouvelles des enfants, s'inquiète de la mine de l'un ou de l'autre, suscite d'emblée la sympathie par une simplicité, où l'on se demande parfois quelle est la part de la sincérité ou du calcul. Il fait du charme, enfin et, le temps passant, admet mal qu'on y reste insensible. Mais il n'en est pas encore au stade des déconvenues, lorsqu'il est nommé ministre de la Justice, en mai 1988.

On croit alors que le bon sens, la morale et la compétence vont faire leur entrée place Vendôme. Après la période Chalandon et ses relents d'affairisme — des prisons privées à l'affaire Chaumet — Pierre Arpaillange paraît l'homme de la situation. Il a beaucoup de choses pour lui : c'est un ancien résistant, qui évoque parfois, mais toujours discrètement, le maquis ; c'est un haut magistrat, qui a fait toute sa carrière au parquet et au ministère de la Justice. Il n'attend plus d'honneurs, puisqu'il ne fait de doute pour personne que sa brillante carrière aurait dû s'achever à la tête de la Cour de cassation, dont il était, depuis quatre ans, le procureur général, disputant la vedette à Simone Rozès, un premier président de caractère. Il n'est ni farfelu, ni aventurier.

Ses idées sur la Justice sont bien connues. Il les a exposées dans son fameux rapport de 1972, dont chacun sait qu'en réalité il ne l'a pas rédigé lui-même, même s'il en est l'inspirateur, toujours habile à sentir l'air du temps, et dans un livre, *Simple justice*, il veut des juges indépendants, compétents ; il souhaite une justice égalitaire et sereine ; il s'intéresse aux prisons, qu'il voudrait plus humaines. Il n'a pas hésité à prendre courageusement position contre la loi Sécurité et liberté de M. Peyrefitte.

Qui, en 1988, ne lui ferait confiance ? Beaucoup ont alors le sentiment que la Justice a enfin trouvé son homme. Dans un passé tout récent, il a pris des positions tranchées et courageuses, qui lui ont valu de solides inimitiés et, peut-être aussi par calcul, des amitiés. Que ce soit à propos de la Nouvelle-Calédonie, où la Justice n'avait craint ni le délit de droit, ni la ridicule, en prononçant un non-lieu

après la fusillade de Henghène ou à propos de la raison d'Etat, dont le ministre de l'Intérieur de la cohabitation paraissait faire un usage quelque peu extensif, ou encore de l'affaire Droit-Grellier, où M. Arpaillange avait, en vain, mis son poids dans la balance pour éviter le dessaisissement du juge d'instruction, la morale, donc, enfin, serait aux commandes.

Un homme du sérail

Si quelques-uns ricanent bien un peu — déjà — en taxant le haut magistrat d'opportunisme (n'avait-il pas servi sous trois gardes des sceaux de droite, Jean Foyer, Louis Joxe et Jean Taittinger et fait un étrange crochet par la politique, en dirigeant la campagne présidentielle de Marie-France Garmud en 1981 ?), on faisait alors taire les fâcheux en les soupçonnant d'être jaloux. On haussait les épaules lorsqu'ils rappelaient le surnom du futur ministre à l'époque où il n'était qu'un obscur conseiller technique : Eliacin, ce personnage manipulé de l'Athlète de Racine, sur lequel le jour où il faisait ruer sa grand-mère.

Les magistrats paraissent contents, pour la plupart, d'être dirigés par un homme du sérail. Les avocats se rappelaient, qu'attaché aux droits de l'homme, M. Arpaillange avait toujours semblé favorable à une défense plus équitable. Les surveillants de prison, repus parmi les premiers par le nouveau ministre (ce qui les avait flattés) ne semblaient pas prêts à lui faire subir le même sort qu'à Robert Badinter.

Mais l'état de grâce ne dura pas pour Pierre Arpaillange que quelques semaines à peine. Vingt-huit mois plus tard, au soulagement général, c'est un ministre bien dévot qui quitte la Place Vendôme : le ratage paraît, en effet, total.

La première maladresse, bien sûr, ce fut la décision de lever l'isolement des détenus politiques : généreuse initiative sans doute, qui se transforma vite en gaffe. On examinait, ce jour-là, le projet de loi d'amnistie à l'Assemblée nationale. Ni Matignon, ni l'Elysée n'étaient au courant des décisions de la Chancellerie : les services du ministère avaient agit seuls, inconscients de l'effet boomerang qui allait frapper leur garde des sceaux de plein fouet.

M. Arpaillange voit alors se lever contre lui les témoins du RPR. Son baptême du feu est terrible. Lui, le procureur, le voilà interrogé comme un vulgaire délinquant de correctionnelle. Il se défend comme il peut, c'est-à-dire très mal. « Je ne suis ni un bourgeois et les établissements pénitentiaires ne sont pas des

camps de concentration », parvient-il à dire en faisant trembler les notes que ses collaborateurs rédigent à la hâte.

C'est la stupefaction. L'humanisme ne trouve pas les bons arguments. Lui qui croyait un homme d'autorité se fait pléier. A gauche, on est affreusement embarrassé. Le départ du professeur Schwartzberg du ministère de la Santé sauve Pierre Arpaillange. Faire « sauter » deux représentants de la société civile d'un coup, cela aurait été trop. Mais, dès ce moment, on a pris la mesure de la fragilité, de l'émotivité de la garde des sceaux. Dès ce moment, Pierre Arpaillange est un ministre en sursis.

La crise pénitentiaire, dont les signes avant-coureurs étaient pourtant bien perceptibles, paraît surprendre tout le monde. Le garde des sceaux ne trouve pas le ton juste avec les gardiens en colère. Il accumule les maladroites. Il va même jusqu'à expliquer aux syndicats que le problème du surveillant est un problème « avant tout culturel ». Même si c'est aussi vrai, les personnels pénitentiaires comprennent seulement qu'on les prend pour des arriérés. Désormais avec le ministre, ce sera classe contre classe.

M. Arpaillange n'est pas plus diplomate avec Gilbert Bonnemaison qu'on lui impose pour le tirer de ce mauvais pas. Le médiateur des prisons est perçu comme un gêneur qui veut tirer la couverture à lui. On ne fera rien pour lui faciliter la tâche. Et, pour un peu, on se réjouirait ouvertement, dans l'entourage de M. Arpaillange, de son échec. Trois graves successives en un an, l'armée appelée à la rescousse pour maintenir l'ordre dans les prisons ; dès l'automne 1988, la tactique de Pierre Arpaillange, c'est le motus que l'on puisse dire, n'a pas payé.

Le fardeau de l'amnistie

Il ne fera pas mieux sur les autres dossiers : peu à peu, avec un singulier talent, il se met à dos toutes les professions qu'il a en charge. Les avocats, qui se sentent en grève pour obtenir une réforme de l'aide légale et, malgré la remise d'un rapport très conciliant du Conseil d'Etat — qui ne demande qu'à se transformer en projet de loi — ne voient toujours rien venir, ne comprennent plus rien à l'échec de la réforme des professions juridiques et judiciaires.

Mais le coup le plus dur vient, sans doute, des magistrats. De ses pairs, qui ne lui ont pardonné ni la piètre image du corps qu'il renvoie, ni, la hiérarchie aux mains tremblantes, ni son absence totale de sens de la répartition, sa voix incapable de couvrir les vociférations d'une droite sans pitié... Et, pire encore, le maintien des affaires sensibles et la loi amnistiant les crimes et délits liés au financement des partis politiques, que M. Pierre Arpaillange, quoi qu'il en ait pensé, a été chargé de défendre dans un terrible tohu-boulu.

Le vrai-faux passeport de l'affaire Chahier ? Etouffé. L'affaire Nucet ? Enterrée. Les abus vendus à l'Iran

Théo Braun : ouvrier, syndicaliste, banquier

Théo Braun, soixante-neuf ans, aura été successivement ouvrier, permanent syndical et banquier avant de devenir en juin 1988 ministre délégué chargé des personnes âgées.

Né à Rombas (Moselle) le 24 octobre 1920, il débute comme ouvrier imprimeur avant d'entamer une carrière syndicale qui le mènera à la vice-présidence de la CFTC. Très rapidement, il se lance dans la politique, sous la bannière de la démocratie chrétienne et conquiert plusieurs mandats locaux (conseiller municipal de Strasbourg, conseiller général, conseiller régional).

M. Braun prend les rênes du Crédit mutuel à la fin des années 60 et devient peu à peu l'un des piliers financiers du CDS. « Patron » du centrisme alsacien, il entre en 1983 au gouvernement de M. Michel Rocard où il est chargé d'un dossier qu'il connaît bien : celui des personnes âgées. A l'âge de vingt-cinq ans, n'est-il pas devenu président de la caisse régionale d'assurance-vieillesse d'Alsace-Moselle ?

Au cours de ses deux années passées sous le drapeau de Claude Evin, ministre de la solidarité, M. Braun a fait preuve d'une discrétion qui tenait à la fois à son peu de goût pour le tapage médiatique et à la modestie de ses moyens financiers et administratifs. Handicapé par une médiocre

par la société Luchaire ? Envoyés. Les fausses factures du Sud-Est ? Effacées pour les élus, mais pas pour les entrepreneurs et les intermédiaires qui ont accepté des marchés de complaisance pour financer le PS. Quoi qu'il en soit des explications de droit abondamment fournies, ni les juges, ni l'opinion publique n'acceptent de voir les comptes si complaisamment apurés. Pierre Arpaillange laisse entendre qu'il n'y est pas pour grand chose ; mais c'est lui tout de même qui porte le chapeau.

Quand André Santini, ancien ministre du gouvernement Chirac et blagueur invétéré, se répond avec un jeu de mots de corps de garde : « Saint-Louis rendait la justice sous un chêne ; Pierre Arpaillange la rend comme un gland », le ministre fait mine d'en rire, mais le cœur n'y est pas. Pas plus que, lorsque le jury du Prix de l'humour vache le distingue pour avoir, à la tribune de l'Assemblée nationale, annoncé fièrement que, sur cinquante-deux évadés, « cinquante-trois ont été repris ».

On disait que François Mitterrand était le soutien le plus ferme de Pierre Arpaillange. C'est lui qui l'a nommé à Michel Rocard, vice-conseiller qu'il s'agissait d'une fausse bonne idée. Ce dernier soutien a lâché. L'Elysée a souvent été exaspéré par Pierre Arpaillange : certes, il pouvait tenir le président au courant de l'évolution des affaires, mais il n'a pas montré qu'il savait « tenir » ses juges. Certes, il a soutenu la réforme du code pénal, à laquelle tient tant Robert Badinter ; mais on a bien vu que c'était à son corps défendant. Bien sûr, il s'est attaché à la réforme de l'instruction ; mais les fruits de la Commission Delmas-Marty n'ont rien à voir avec la réforme, dont le même Robert Badinter se fait toujours l'avocat pressant. Et l'ombre portée du président du Conseil constitutionnel n'est sans doute pas pour rien dans la disgrâce de son successeur.

A soixante-six ans, Pierre Arpaillange va quitter un poste trop exposé, où ses talents, réels, se sont abîmés. La République, bonne fille, lui a fourni, avec la Cour des comptes, une sortie honorable. Non sans avoir fait un crochet par la Dordogne, dont il a gardé l'accoutrement et traîné et où vit toujours sa mère, qui fut institutrice, comme son père fut maître d'école.

Pierre Arpaillange aura le temps de méditer sur les raisons de son échec, sur cette fragilité dont il n'a pu se débarrasser et qui lui fit si fort détester la pension où on l'envoyait étudier. Jamais il n'en a oublié les barreaux, poissant dans ce souvenir angoissé de petit garçon sans solidarité toute particulière avec ceux qui sont enfermés, et on achèvement jamais démenti à faire tout ce qui était en son pouvoir pour qu'on n'enferme plus les enfants en prison.

Homme de l'ombre, passé de l'autre côté du miroir et qui s'est brûlé les ailes.

AGATHE LOGEART

MINISTERE
Edith Cresson

BERG
A
LINE

EXCLUSIF
CONVERSATION
AVEC BERGMAN
ROVETTE EN TOURNAGE

MINISTÉRIEL

Ceux qui partent

Edith Cresson : une battante contrariée

La démission de M^{me} Cresson était attendue depuis plusieurs mois. Le ministre des affaires européennes, ce n'était plus un secret pour personne, considérait que la tâche qu'elle s'était assignée était achevée au 1^{er} janvier 1990, après les six mois de présidence française de l'Europe. Ensuite, la main étant passée aux Irlandais, puis aux Italiens et aux différents pays chacun leur tour, comme il est de règle pour l'Europe, M^{me} Cresson ne

voulait guère - ce n'est pas dans son tempérament - se limiter aux discussions des multiples « directives » techniques.

Difficulté de départ d'ailleurs. Ce ministère a été créé de toutes pièces en mai 1988 pour elle, pour souligner aussi l'importance consacrée par M. Mitterrand à l'Europe. Mais il se heurte, sitôt créé, aux autres départements ministériels qui ont affaire avec cette Europe, c'est-à-dire un peu tous. Heurts



avec le Quai d'Orsay d'abord, qui n'entend pas se décharger de ce dossier considérable dans la politique étrangère de la France. Heurts avec le secrétariat général du gouvernement, dont l'objet est de coordonner l'action gouvernementale.

Heurts avec le comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, créé en 1985 et qui est dirigé à l'Elysée par Elisabeth Guigou, aujourd'hui chargée de succéder à M^{me} Cresson. Heurts avec le ministère de l'Industrie ensuite, qu'elle accuse de manquer singulièrement de volontarisme.

Dans ce dédale administratif, l'élu de Châtelleraut se trouve mal à l'aise. Depuis 1981, au

« La France ne mène pas la guerre économique »

« Je démissionne du gouvernement parce que la puissance politique de la France risque de s'affaiblir faute d'une mobilisation industrielle », nous a déclaré M^{me} Edith Cresson mercredi 3 octobre. « Il y a une guerre économique mondiale, et elle poursuit, la France ne la mène pas. On ne se rend pas compte, en particulier, combien c'est la puissance industrielle allemande qui lui a permis, hier, d'obtenir son indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique et qui lui donnera, demain, une supériorité politique en Europe. La réunification va accroître encore le danger d'un déséquilibre dans le couple franco-allemand sur lequel repose tout l'édifice de la Communauté. Pour construire l'Europe, il faut conserver cet équilibre fondamental et cela ne passe pas par des lamentations mais par un renforcement industriel français. En RDA, depuis mai dernier, mon ministère, sans guère de moyens mais avec de la volonté, a prouvé qu'une étroite coordination des efforts entre l'Etat et les industriels portait ses fruits : les entreprises françaises sont les premiers partenaires de l'est de l'Allemagne. Mais ce n'est qu'une exception. »

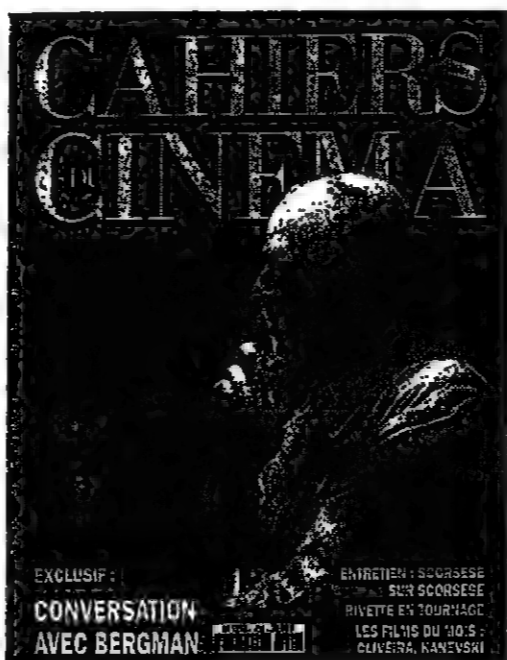
avec le Quai d'Orsay d'abord, qui n'entend pas se décharger de ce dossier considérable dans la politique étrangère de la France. Heurts avec le secrétariat général du gouvernement, dont l'objet est de coordonner l'action gouvernementale.

Heurts avec le comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, créé en 1985 et qui est dirigé à l'Elysée par Elisabeth Guigou, aujourd'hui chargée de succéder à M^{me} Cresson. Heurts avec le ministère de l'Industrie ensuite, qu'elle accuse de manquer singulièrement de volontarisme.

Dans ce dédale administratif, l'élu de Châtelleraut se trouve mal à l'aise. Depuis 1981, au

BERGMAN ET SCORSESE A CONFESSE (LISEZ, QUE DIABLE !)

Bergman, le silencieux. Le lointain. Presque l'invisible. Et aujourd'hui un homme éloquent, heureux de dialoguer avec les Cahiers, soucieux d'être clair et de donner les clés de son œuvre. Scorsese, le sorcier. Disert et turbulent. Son travail, ses équipes, ses références cinématographiques, ses obsessions, ses projets, il dit sa vérité et toute sa vérité. Deux interviews d'enfer comme vous rêvez d'en lire, comme nous rêvons d'en faire... plus souvent. Et puis, ce numéro d'octobre abrite aussi d'autres enchantements : Rivette en tournage dans le sud, Kanevski ou l'enfance volée, et Oliveira à la fois père et fils du Portugal. Le tout à lire d'urgence !



EXCLUSIF : CONVERSATION AVEC BERGMAN

RIVETTE EN TOURNAGE

ENTRETIEN : SCORSESE SUR SCORSESE

LES FILMS DU MOIS : OLIVEIRA, KANEVSKI

Le gouvernement

Premier ministre : M. Michel Rocard, PS.

MINISTRES D'ÉTAT

Education nationale, jeunesse et sports : M. Lionel Jospin, PS. Economie, finances et budget : M. Pierre Bérégovoy, PS. Fonction publique et réformes administratives : M. Michel Durafour, France unie - Association des démocrates. Affaires étrangères : M. Roland Dumas, PS.

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice : M. Henri Nallet, PS (*). Défense : M. Jean-Pierre Chevènement, PS. Intérieur : M. Pierre Joxe, PS. Industrie et aménagement du territoire : M. Roger Fauroux, France unie. Agriculture et forêt : M. Louis Mermaz, PS (*). Equipement, logement, transports et mer : M. Michel Delebarre, PS. Travail, emploi et formation professionnelle : M. Jean-Pierre Soisson, France unie. Coopération et développement : M. Jacques Pelletier, France unie-Association des démocrates. Culture et communication, grands travaux : M. Jack Lang, PS. Départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement : M. Louis Le Pen, PS. Postes, télécommunications et espace : M. Paul Quilès, PS. Relations avec le Parlement : M. Jean Poperen, PS. Affaires sociales et solidarité : M. Claude Evin, PS (**). Recherche et technologie : M. Hubert Curien, PS. Commerce extérieur : M. Jean-Marie Rausch, France unie.

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Auprès du premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs : M. Brice Lalonde, Génération écologie (*). Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : M. Michel Charasse, PS. Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie : M. Alain Decaux. Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères : M^{me} Edwige Avice, PS. Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : M^{me} Elisabeth Guigou, PS (*). Auprès du garde des sceaux, ministre de la justice : M. Georges Klejman (*). Auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile : M. Philippe Marchand, PS. Auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions : M. Jacques Chérèque, PS. Auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat : M. François Doublin, France unie-MRG. Auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme : M. Jean-Michel Baylet, France unie-MRG. Auprès du ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer : M. Jacques Mellick, PS. Auprès du ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé du logement : M. Louis Besson, PS. Auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé de la communication : M^{me} Catherine Tasca. Auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la santé : M. Bruno Durlieux, CDS (*).

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Chargé des droits des femmes : M^{me} Michèle André, PS. Chargé des anciens combattants et des victimes de guerre : M. André Méric, PS. Auprès du ministre de la défense : M. Gérard Renon, PS. Auprès du premier ministre : M. Lionel Stoléru, France unie, chargé du plan. M. Tony Dreyfus, PS. M. Bernard Kouchner, France unie, chargé de l'action humanitaire. Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique : M. Robert Chapuis, PS. Chargé de la jeunesse et des sports : M. Roger Bambuck, PS. Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : M^{me} Véronique Neiertz, PS. Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales : M. Thierry de Beaucé, France unie-Association des démocrates. Auprès du ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux : M. Georges Sarre, PS. Auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle : M. André Laignel, PS. Auprès du ministre de la culture et de la communication, grands travaux, chargé des grands travaux : M. Emile Biasini. Auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la famille et des personnes âgées : M^{me} Hélène Dorfhac, France unie (*). Chargé des handicapés et des accidentés de la vie : M. Michel Giffert. (*) Nouveau membre du gouvernement. (**) Membre du gouvernement précédent ayant changé d'attribution. (***) Membre du gouvernement précédent ayant changé de titre sans changer d'attributions.

SOCIÉTÉ

L'affaire Doucé et les renseignements généraux

Les insinuations du « témoin » Dufourg

Chargé d'enquêter sur les activités du pasteur Joseph Doucé peu avant la mystérieuse disparition de celui-ci, le 19 juillet, l'inspecteur des renseignements généraux Jean-Marc Dufourg a été remis en liberté mardi 2 octobre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. Il a été placé sous contrôle judiciaire. Membre du groupe des enquêtes réservées (GER) de la préfecture de police de Paris, spécialiste de la manipulation d'indicateurs, le policier avait été inculpé de « violences et voies de fait avec arme » pour avoir tiré un coup de feu, dans la nuit du 3 au 4 juillet, au domicile de M. Pierre Didier, ancien militant d'extrême gauche, à Sèvres (Hauts-de-Seine).

Jean-Marc Dufourg avait tenté, sans succès, de recruter ce dessinateur industriel pour infiltrer l'association et la librairie dirigées par le pasteur homosexuel. La découverte de cette méthode d'intimidation bien singulière, la preuve de la présence de Dufourg à proximité du domicile du pasteur quelques minutes avant son enlèvement, la révélation d'un premier incident provoqué le 19 juin par ce policier bien singulier au point de chasser le pasteur à sa porte à 1 heure du matin, ont peu à peu mis à mal l'éventuel sentiment de confraternité chez les inspecteurs de la brigade criminelle, saisis de l'enquête sur la disparition du pasteur. D'autant qu'ils soupçonnaient leur collègue d'avoir cherché à travestir ses irrégularités professionnelles par l'intermédiaire de faux rapports antidotés.

Les inspecteurs de la criminelle sont troublés mais pour autant ils ne disposent d'aucune preuve matérielle établissant l'implication directe de Dufourg dans l'enlèvement du 19 juillet. Bien au contraire, l'ami du pasteur, M. Guy Bondar témoin de la scène du rapt, n'a pas reconnu

Dufourg, ni même quelques-uns de ses informateurs réguliers à qui il aurait pu sous-traiter — hypothèse encore théorique dans l'esprit des enquêteurs — ce « travail ». Par ailleurs, Dufourg a avancé un alibi — il déclare avoir quitté le voisinage du pasteur quelques minutes avant son enlèvement pour effectuer une surveillance à Saint-Maur — alibi que les enquêteurs ont bien du mal à démontrer à moins d'établir la complicité de deux de ses collègues qui confirment le scénario de Dufourg.

Le procès-verbal du 27 septembre

Jean-Marc Dufourg n'est donc devenu un suspect numéro un qu'en raison de la découverte de ses multiples égarements avant l'enlèvement du pasteur. Mais la piste Dufourg s'arrête là, une suspicion sans preuve, laquelle semble insuffisante au juge d'instruction, M. Catherine Courcol, pour prononcer son inculpation. L'inspecteur Dufourg n'est donc inculpé par la justice que pour le coup de feu tiré dans la porte de l'ex-militant de Sèvres qu'il a voulu recruter.

Ainsi, ce n'est qu'au seul « titre de témoin » qu'il a été interrogé, le 27 septembre, par les policiers parisiens chargés d'élucider la disparition du pasteur. Se sentant sans doute fortement suspecté, ce « témoin » a tout de même cru bon de dissoudre quelques « révélations » qui, par sa position dans le groupe des enquêtes réservées des RG de la préfecture de police, seraient de nature à mettre dans l'embarras tout à la fois les autorités judiciaires et policières. Si du moins elles étaient fondées...

Sur procès-verbal, l'inspecteur Dufourg accuse la hiérarchie d'avoir voulu monter des « pièges » visant des personnalités qu'il qualifie d'« objectifs ». Il se serait agi non pas d'enquêter sur d'éventuelles affaires de mœurs mais de les provoquer en manipulant des prostituées, hommes et femmes. Parmi les victimes de ces supposées machinations, Dufourg cite les

noms de MM. Pierre Arpaillange, garde des sceaux jusqu'au 2 octobre, et Philippe Guillaume, PDG d'A 2 - FR 3. Contrairement à certaines rumeurs, le procès-verbal d'audition ne fait pas état d'opérations ayant pour nom de code « Junon » ou « Jupiter », ce qui laisserait supposer qu'elles étaient déjà engagées. Ces noms de code correspondant, selon Dufourg, à des imitations d'indicateurs. N'ayant juridiquement aucun lien avec l'affaire Doucé, ces affirmations sont invérifiables par les enquêteurs, qui sont contraints par le code de procédure pénale à limiter leurs investigations au cadre strict de l'affaire dont ils sont saisis.

L'inspecteur du GER monte donc d'un cran dans son système de défense : non seulement il maintient que sa hiérarchie était parfaitement associée à son travail et à ses méthodes peu reluisantes, mais il lâche des insinuations autrement plus compromettantes si elles ne se révélaient pas fantaisistes. Cette stratégie de défense est, est-il vrai, devenue une spécialité de l'avocat choisi par Jean-Marc Dufourg, M. Jacques Vergès. Celui-ci déclarait dès le début de l'affaire que son client était le lampiste « payant les pots cassés d'une opération de chantage politique » menée par les RG contre des hommes politiques. L'avocat du compagnon du pasteur disparu, M. Olivier Metzner, parle, lui, d'un enlèvement « comparable à celui de l'abbé Popieluszko ».

Pour le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, l'affaire Doucé relève « d'une enquête de la justice, d'une enquête administrative, elle relève aussi du phénomène ». Alors que la première semble engluée dans le brouillard, il apparaît urgent que la seconde puisse clairement établir les responsabilités des uns et des autres dans cette affaire. Les démentis vigoureux mais officieux de la hiérarchie des RG aux accusations de Dufourg, qui promettent d'être de plus en plus virulentes, ne suffisent plus à dissiper la confusion qui règne autour de cette affaire.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

La préparation du schéma directeur de la région parisienne

Remous parmi les élus RPR du conseil de l'Ile-de-France

La préparation du nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France crée des vagues au sein des élus RPR du conseil régional. Les quatre vice-présidents RPR ont diffusé, mercredi 3 octobre, un texte sans l'accord du président de l'assemblée régionale, M. Pierre-Charles Krieg, qui appartient pourtant à la même formation politique.

Ce texte, signé par MM. Didier Julia, Charles Ceccaldi-Raynaud, Paul Violet et Robert Brame, s'intitule « Aménagement de l'Ile-de-France, désaccords fondamentaux », formule qui fait écho aux propos tenus par M. Pierre-Charles Krieg après un long entretien avec le premier ministre, le 12 juillet dernier. « Il n'y a pas de désaccords fondamentaux entre le gouvernement et nous sur les problèmes essentiels », avait alors déclaré M. Krieg, entouré de deux vice-présidents. « L'opposition, écrivent aujourd'hui les quatre signataires, ne peut se borner à croire qu'il n'y a pas de désaccord fondamental ».

Depuis la rencontre de Matignon, il y a eu l'annonce, le 1^{er} août, par le ministre de l'équi-

pement, M. Michel Délébarre, du plan d'extension du quartier de la Défense, dans laquelle la droite a vu « un mauvais coup contre les libertés locales ». M. Krieg a lui-même élevé une « solennelle protestation » et convoqué le conseil régional pour le 9 octobre, déclarant à l'adresse du gouvernement : « Nous ne nous prêterons pas à un simulacre de concertation » (le Monde du 26 septembre).

Opposition dure

C'est dans ce contexte que surgit la démarche des quatre vice-présidents RPR. Le conseil régional, lit-on dans leur lettre, s'étant vu refuser, dans la préparation du schéma directeur, « un pouvoir de décision à partager avec l'Etat à égalité, la région ne peut plus participer à la rédaction du projet. (...) On ne peut écrire à deux si un seul décide. (...) Au surplus, comment copiloter quand les caps sont contraires ? »

Les quatre vice-présidents RPR concluent : « Des divergences fondamentales séparent l'Etat et la région. Le consensus qui finit de les nier ressemble à un miroir brisé. Il ne renvoie qu'une image brouillée ».

qui déroute l'opinion. La vraie raison d'être de leur lettre est bien cette dénonciation du « consensus » avec le gouvernement auquel se prêtent leur président. Ils redoutent que M. Krieg ne faiblisse dans son opposition au pouvoir socialiste. Question de stratégie, car le président de la région, lui, ne peut pas céder à la tentation. Avec 93 élus (61 RPR, 32 UDF) sur 197, la majorité qu'il dirige au conseil de l'Ile-de-France n'est que relative. Pour éviter la paralysie, il a besoin des voix ou de l'abstention des 65 élus socialistes, à défaut des 20 communistes, puis qu'il refuse le soutien des 19 lepnistes. Cette équation incite le président à la prudence.

M. Pierre-Charles Krieg peut considérer que la région ne tirerait aucun profit à laisser sa chaise vide dans la préparation de son avenir.

Les vice-présidents RPR préfèrent jouer l'opposition dure. Deux d'entre eux, au moins, MM. Ceccaldi-Raynaud et Paul Violet, ne sont pas loin de penser que cela ne peut que les rapprocher, en 1992, du siège de... président.

CHARLES VIAL

(Lire aussi page 36

notre rubrique Paris-Ile-de-France.)

REPÈRES

ÉDUCATION

La voile islamique interdite au collège de Ferny-Voltaire

Le conseil d'administration du collège international de Ferny-Voltaire (Ain), dont une élève de onze ans portant la voile islamique s'est vu interdire l'accès (le Monde du 30 septembre-1^{er} octobre), a confirmé cette interdiction, mardi 2 octobre, en incluant dans son règlement intérieur un article selon lequel « la port ostentatoire de tout signe distinctif, vestimentaire ou autre, d'ordre religieux, politique ou philosophique, est strictement interdite ».

Le vote a été acquis par vingt-sept voix contre une et deux abstentions. La jeune Nour Ali Khadim, élève de sixième, n'est plus admise en classe depuis le 24 septembre. Son père, un réfugié irakien, n'a pas changé de position après avoir dialogué avec le principal de l'établissement, qui a également reçu les représentants du comité de défense de la jeune fille, constitué à la mosquée de Genève.

Manifestation lycéenne au Mans

Une manifestation a regroupé de 1 500 à 2 000 jeunes mardi 2 octobre dans les rues du Mans

[Sarthe]. Le cortège, composé de lycéens, mais aussi de quelques étudiants, protestait contre les sureffectifs dans la seconde, la faiblesse des crédits et le manque de professeurs. Les manifestants ont occupé les voies ferrées durant près d'une heure, retardant ainsi plusieurs trains, dont deux TGV.

L'inspection académique du Mans a étonné de ce mouvement en soulignant que les effectifs des lycées ont légèrement diminué cette année dans le département, passant de 36,8 élèves par classe en 1989 à 34,97 en 1990.

POLLUTION

Circulation interdite pendant cinq heures dans Athènes

La pollution atmosphérique a atteint un niveau tel dans la ville d'Athènes que les autorités ont été dans l'obligation d'interdire toute circulation, mercredi 3 octobre, dans le centre de la capitale grecque entre 6 heures et 11 heures. La veille, en raison du taux de dioxyde d'azote et de monoxyde de carbone, deux cents personnes avaient dû être hospitalisées d'urgence pour des troubles cardiaques et respiratoires. Après l'alerte, les automobilistes obéiront jusqu'à 20 heures à la règle de la circulation alternée : les propriétaires d'un véhicule dont le plaque d'immatriculation se terminant par un numéro pair circuleront un jour et ceux ayant un numéro impair le lendemain. — (AFP.)

Une patrouille du Groupe d'intervention du métro parisien blesse un policier par méprise. — Une patrouille du Groupe d'intervention et de protection des réseaux (GIPR), le service de sécurité créé au début de l'année par la RATP, a légèrement blessé un policier antillais, lundi 1^{er} octobre dans le métro parisien. L'incident s'est produit vers 22 heures à la station Oberkampf, alors que deux policiers membres du Service de protection et de sécurité du métro (SPSM), tous deux antillais, contrôlaient l'identité de deux usagers. Croyant avoir affaire à des délinquants, une équipe du GIPR est intervenue : l'un des deux policiers a été légèrement blessé dans la bousculade. Selon la RATP, l'action de son équipe de sécurité a consisté à faire circuler des individus stationnant indûment depuis plus d'une demi-heure et à leur demander leur titre de transport. L'agent de sécurité a « mis fin à son intervention » dès que l'un de ces personnes a « effectivement montré sa qualité » de policier, ajoute la RATP.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

SCIENCES

La tapisserie de Bayeux est-elle un faux ?

Les brochettes d'un autre siècle

La célèbre tapisserie de Bayeux, chef-d'œuvre médiéval qui retrace la conquête de l'Angleterre par les Normands, est-elle un faux ? C'est ce que prétend un Britannique, M. Robert Chenciner, spécialiste dans l'étude des techniques de fabrication des tapis et des broderies persanes, orientales et européennes.

Cet expert estime que la tapisserie exposée à Bayeux n'a pu être fabriquée au onzième siècle. Un détail le chagrine : la représentation sur la broderie d'un cuisinier faisant cuire des brochettes découpées en cubes, ce qui lui paraît anachronique pour cette région de l'Europe. Selon lui, cette technique de cuisson ne pourrait au mieux remonter en France qu'à 1722, à la suite d'échanges culturels avec les pays maures.

Poussant ses recherches, M. Chenciner a acquis la certitude, selon le quotidien britannique The Observer daté du 30 septembre, que son doute était fondé. A ses yeux, la tapisserie est trop bien conservée pour avoir neuf cents ans, « mieux conservée même que les tapisseries et les broderies des quinzième et seizième siècles ». En outre, le style des cartons lui semble bien pauvre comparé à celui d'autres œuvres médiévales. Enfin, il croit avoir découvert sur la tapisserie des traces de piquage d'aiguille et de tirage de fils communément utilisés pour faire des copies.

Pour lever le doute, M. Chenciner souhaiterait que l'on procède à une datation au carbone 14 de la tapisserie. En novembre 1982, avant le transport de la tapisserie vers son

lieu d'exposition actuel, l'ancien séminaire de Bayeux (le Monde du 21 mai 1983), le chef-d'œuvre avait été livré aux mains des spécialistes du laboratoire de recherche des Musées de France, du Centre de recherche pour la conservation des documents graphiques, de l'Institut textile de France et du Centre international d'étude des textiles anciens.

La date approximative de fabrication de la tapisserie — les années qui ont suivi la bataille de Hastings (1066) — et son authenticité n'avaient pas alors suscité de contestation. D'ailleurs, M. Chenciner n'a pas convaincu l'un des ses éminents compatriotes. Toujours selon The Observer, Sir David Wilson, directeur du British Museum, reste persuadé que la tapisserie de la reine Mathilde n'est pas un faux. « Si elle est si bien conservée, dit-il, c'est qu'elle a été gardée roulée sur elle-même pendant longtemps ».

Un argument que conforte M. Brigitte Oger, responsable de la section textile au laboratoire de recherche des Monuments historiques, qui affirme avoir étudié des tissus copiés des quatrième et cinquième siècles qui étaient « comme neufs ». « L'état, dit-elle, dépend uniquement des conditions dans lesquelles les tissus ont été conservés et non de leur âge. » Une chance pour ce chef-d'œuvre qui a connu bien des vicissitudes. En 1793, il faillit en effet servir de bûche de chariot, puis de décoration du char de la déesse Raison.

SPORTS

Après la publication du rapport de la Commission de discipline

La Fédération française de football se dit « déterminée » à poursuivre l'enquête

La publication dans le Monde du 3 octobre de larges extraits du rapport remis le lundi 1^{er} octobre par la Commission nationale de discipline (CND) de la ligue nationale à MM. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF) et Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football (LNF), rapport évoquant « divers faits graves, précis et concordants » qui pourraient conduire à des sanctions contre certains dirigeants et joueurs, a provoqué de nombreuses réactions.

M. Jean Fournet-Fayard, tout en déplorant vivement la publication d'un certain nombre d'éléments d'un document « confidentiel », a confirmé que les conclusions de ce rapport seraient examinées comme prévu par les instances dirigeantes du football les vendredi 5 et samedi 6 octobre.

Dans une déclaration au journal L'Equipe du 3 octobre, le président de la FFF indique que « même si la preuve a été établie qu'il n'y a eu aucun fait de corruption active ou passive lors du dernier championnat », la Fédération entend « aller au fond des choses, de la manière la plus correcte et objective possible, mais aussi la plus ferme (...). Nous sommes là pour trancher. On tranchera ».

Il semble en fait qu'au vu de ce rapport, les dirigeants de la FFF et de la Ligue aient l'intention de demander à la CND de poursuivre son enquête et, ainsi que l'a indiqué M. Fournet-Fayard, de « convoquer qui bon [leur] semble à des fins disciplinaires ».

M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, a de son côté indiqué à l'Agence France-

Presse « qu'il ne se sentait pas risé » par les conclusions du rapport et que rien dans celui-ci n'était « de nature à le déstabiliser lui ou son club ».

Enfin, M. André Soulier, avocat au barreau de Lyon et président de la CND, tout en déplorant la publication « intempestive » du document, a indiqué que la commission souhaitait « être à nouveau saisie, si les instances nationales du football en prennent la décision ». Ce souhait, selon M. Soulier, répond aux trois questions que la CND s'est posées et continue à se poser, questions que le président de l'instance disciplinaire a tenu à rappeler dans un entretien accordé au journal L'Equipe :

« 1. A-t-il existé un système de

pressions psychologiques sur des joueurs-clés d'une équipe à la veille de telle ou telle confrontation importante avec l'Olympique de Marseille au cours du dernier championnat : promesses d'embauche ou sollicitations diverses ?

2. Que faut-il penser des divers moyens mis en œuvre pour tenter d'établir des faits allégués de tricherie à l'aide de cassettes reproduisant des enregistrements de communications téléphoniques, de production de fax et de télécopies ?

3. Est-il acceptable que les arbitres puissent être après les matches l'objet de critiques, voire d'intimidations, à l'aide de lettres ou d'envelopes de l'enregistrement des matches qu'ils ont arbitrés ? »

FOOTBALL : la sélection française contre la Tchécoslovaquie, le 13 octobre. — La sélection nationale Michel Platini a communiqué, mardi 2 octobre, la liste des dix-sept joueurs retenus pour le match France-Tchécoslovaquie, comptant pour les éliminatoires (groupe 1) du championnat d'Europe des nations 1992, qui aura lieu samedi 13 octobre au Parc des Princes. Cette sélection est la suivante : gardien : Bruno Martini (Auxerre), Gilles Rousset (Lyon) ; défenseurs : Manuel Amoros (Marseille), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille), Luis Fernandez (Cannes), Emmanuel Petit (Monaco), Franck Sauzeo (Monaco) ; milieux de terrain : Laurent Blanc (Montpellier),

Didier Deschamps (Bordeaux), Jean-Philippe Dumand (Bordeaux), Bernard Pardo (Marseille), Philippe Vercruyse (Marseille) ; attaquants : Eric Cantona (Marseille), Jean-Pierre Papin (Marseille), Christian Perez (Paris-SG), Pascal Vahirua (Auxerre).

Qualification de Bordeaux en Coupe de l'UEFA. — Les Girondins de Bordeaux se sont qualifiés pour le deuxième tour de la Coupe de l'UEFA en battant deux buts à zéro, mardi 2 septembre, l'équipe de Glenavon (Irlande du Nord). Les buts bordelais ont été marqués par Christophe Dugarry (6^e min.) et Jean-Marc Ferreri (10^e min.). Au match aller Glenavon et Bordeaux avaient fait match nul (0-0).

Le Monde

EDUCATION

Les nouveaux profs essuient les plâtres

Au moment où est lancée une grande campagne de recrutement les nouveaux Instituts universitaires de formation des maîtres ouvrent leurs portes. Un pari délicat

Le coup d'envoi de ce qui pourrait bien être la plus importante réforme lancée depuis longtemps par l'éducation nationale vient d'être donné. Le décret en conseil d'Etat fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) est paru, samedi 29 septembre, au Journal officiel.

Ces IUFM sont les établissements qui formeront désormais tous les enseignants de la maternelle au lycée. Ils devront donc répondre au double défi lancé par l'éducation nationale : recruter et former. Ils ont pour cela à leur disposition 300 000 nouveaux instituteurs et professeurs d'ici à l'an 2000. C'est dire l'importance de la réussite ou de l'échec de ces nouvelles structures.

Pour l'instant, les IUFM ne sont que des coquilles à peu près vides. Une plaque discrète signale leur existence sur un bâtiment aménagé à la hâte dans les trois villes - Grenoble, Lille et Reims - où ils ouvrent ces jours-ci à titre expérimental.

deux mondes que personne n'a jamais réussi à faire coïncider : celui des universitaires, qui privilégient généralement la connaissance d'une discipline sur l'art de la transmettre, et celui des professeurs d'école normale, pour qui la pédagogie s'apprend au même titre que les mathématiques.

Tinidés innovations

Les contorsions sont enfin syndicales puisque les IUFM ont été conçus autour d'un compromis complexe entre les deux principaux syndicats de la FEN. Le Syndicat des instituteurs (SNI) défend l'héritage des écoles normales, revendique une véritable « formation au métier » et fait pression en faveur d'une formation commune aux futurs instituteurs et professeurs, propice à la réalisation du projet de « corps unique » qui favoriserait les instituteurs. Le Syndicat des enseignants du secondaire (SNES) jure de son côté pour se désemparer du « primaire » en exigeant un ancrage réel de l'IUFM dans l'université et l'élévation de la licence à la maîtrise du niveau de recrutement des professeurs.

Sur le terrain, les premières pierres des nouveaux édifices sont tout juste posées, non sans difficultés. Les trois « chefs de projet » désignés pour essuyer les plâtres dans les trois académies expérimentales deviennent officiellement ces jours-ci « directeurs d'IUFM » et s'apprêtent à mettre en œuvre de tinidés innovations.

A Reims, un tronc commun de deux modules, l'un de sciences de l'éducation et de psychologie, l'autre portant sur « le système scolaire et son environnement » va être proposé aussi bien aux professeurs stagiaires qui ont obtenu le CAPES en juin dernier qu'aux élèves instituteurs qui viennent de réussir le concours de recrutement. Tous les élèves enseignants de l'académie, répartis entre Charleville, Chaumont, Châlons-sur-Marne et Reims, se retrouveront quatre fois par an pour des journées de travail en commun. Les étudiants seront d'autre part réunis deux fois par mois, par groupes de quinze, afin de discuter de méthode pédagogique avec leurs enseignants et de faire l'apprentissage du travail en équipe. Il sera possible de choisir un approfondissement dans sa discipline et des « modules libres » en langues et informatique, qui ne seront donc

JE VIENS DE LIRE
UN RAPPORT SUR
LE MALAISE DES
ENSEIGNANTS EN 2010



pas obligatoires, faute de formations.

Les deux années de formation des futurs instituteurs se répartiront grosso modo ainsi : 30 % d'enseignement des disciplines scolaires, 25 % de stages dans les écoles, 20 % de didactique, de psychologie et de connaissance du système, le reste étant consacré aux éventuelles options et à un projet personnel, ce qui ne représente pas de bouleversement par rapport à la formation classique des écoles normales. Le cocktail servi aux futurs professeurs sera composé, quant à lui, de stages (60 %) et, à part presque égale, de cours dans leur discipline, et de pédagogie.

Inquiétude existentielle

L'IUFM de Lille insiste de son côté sur la préparation par chaque étudiant d'un « dossier professionnel », sorte de mini-mémoire collectif portant sur un travail concret (transposition dans une classe des connaissances théoriques, analyse des choix d'orientation des élèves, par exemple) dont la soutenance,

individuelle, pourrait être prise en compte au moment de la titularisation.

Ces innovations restent cependant limitées. En effet, les concours de recrutement n'ont pas été modifiés et les règles du jeu concernant le rôle des différents formateurs ne sont pas encore fixées. Les conventions qui doivent régir la collaboration des universitaires aux IUFM ne sont pas signées, et les professeurs d'écoles normales restent en poste cette année en attendant de choisir entre les trois options proposées par le ministère : être affectés de façon permanente à l'IUFM, être mis à disposition de l'université moyennant un service partiel à l'IUFM, ou être nommés dans un lycée pour notamment y accueillir les enseignants en formation.

Cette assurance de réemploi autour de l'IUFM donnée aux professeurs de l'école normale, le ministère presque intégral de leur privilège horaire (service hebdomadaire de deux heures), ont rassuré les deux mille cinq cents membres de cette corporation, qui avait pu, à juste titre, se sentir visés par les projets ministériels. « Notre inquiétude, qui était existentielle, est repoussée, mais nous ignorons toujours dans quelles conditions nous allons devoir travailler », commente une intéressée, tandis que le syndicat des professeurs d'école normale se félicite d'avoir réussi un « sauvetage collectif ».

Mayonnais

De fait, faute de moyens spécifiques en postes d'universitaires - deux à Grenoble, deux à Reims, trois à Lille - les IUFM expérimentaux se lancent dans l'aventure avec une forte sur-représentation des formateurs des anciens centres, tandis que les universitaires interviennent surtout par le biais d'heures complémentaires. Le fait que les rares postes universitaires créés en IUFM ne soient pas tous pourvus est symptomatique du peu d'attrait qu'ils présentent dans une carrière d'enseignant du supérieur.

« Il faut se montrer persuasif, expliquer aux universitaires l'enjeu de la formation des enseignants et l'intérêt qu'il y a à prendre en compte le terrain, assure M. Joseph Losfeld, le directeur de l'IUFM de Lille, ancien responsable de la formation continue des enseignants de l'académie de Lille. Si on laisse l'excellence académique devant son miroir, rien ne changera. » Mais les

réalités sont lourdes, et bien des observateurs estiment que la mayonnaise mettra des années à prendre. A Lille, M. Michel Migeon a démissionné du poste de chef de projet de l'IUFM en juillet dernier, cinq mois après sa nomination par M. Joseph. Ancien recteur de l'académie de Lille et professeur à l'université Lille-I, il justifie son départ par la difficulté de se situer entre le recteur et les présidents d'université après avoir occupé ces fonctions. Mais il ne cache pas non plus les pesanteurs auxquelles il a dû faire face : « Tous ceux qui exercent une parcelle de pouvoir dans le domaine de la formation des maîtres s'y cramponnent, déclare-t-il. Je ne pensais pas que ce serait à ce point. » M. Jacques Meyer, le directeur de l'IUFM de Reims, est plus optimiste : « Au début, les gens se sont regardés en chien de foin dans les réunions, mais le courant commence à passer. »

D'ailleurs les IUFM ne sont-ils pas condamnés à réussir ? La réponse

tion de l'énorme crise de recrutement qui frappe l'éducation nationale passe désormais par eux. Dans les trois académies expérimentales, des objectifs volontaristes extrêmement ambitieux ont été fixés pour attirer les licenciés. Ce qui n'empêche pas d'embaucher des maîtres auxiliaires et des instituteurs tout juste bacheliers.

Dans l'académie de Lille, championne du déficit d'enseignants, comme dans celle de Grenoble, on vise un quasi-doublement des performances actuelles. L'on compte sur les allocations pour attirer les étudiants, et sur une meilleure « visibilité » des parcours qui mènent au métier d'enseignant. Reste à donner une cohérence à la nouvelle formation, des statuts et des missions clairs aux personnels chargés de la dispenser, et une réalité aux nouveaux instituts. On en est encore loin.

PHILIPPE BERNARD

Le parcours du futur enseignant

La création de trois IUFM dans les académies de Grenoble, Lille et Reims le 1^{er} octobre dernier et la généralisation de ces établissements à toutes les académies dès la rentrée 1991 vont progressivement modifier les conditions d'accès aux professions de l'enseignement. Ouvertes aux titulaires d'une licence sélectionnés sur dossier et entretien, les études en IUFM dureront deux ans. L'étudiant sera admis soit en qualité d'allocataire, avec une aide d'environ 68 000 F sur un an s'il s'engage à préparer un concours de recrutement, soit comme « auditeur libre ». Dès l'entrée, il faudra choisir entre la préparation au métier d'instituteur (rebasé par « professeur des écoles ») ou à celui de professeur du second degré.

La première année sera consacrée à un complément de formation disciplinaire, complété par des cours de didactique, de psychologie et une information sur le fonctionnement du système éducatif, ces derniers éléments

devant être enseignés en commun aux futurs instituteurs et professeurs. Ce n'est qu'à la fin de cette première année qu'interviendront, à partir de 1992, les nouveaux concours de recrutement organisés à l'échelon académique pour les « professeurs des écoles » et à l'échelon national pour les professeurs du second degré.

Héritier du CAPES, le concours de recrutement des professeurs devrait être du même niveau scientifique, mais il comportera, en outre, une épreuve destinée à vérifier les compétences professionnelles des candidats. Il sera ouvert non seulement aux titulaires de l'IUFM mais à tout titulaire d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

En deuxième année, les candidats admis aux concours deviendront des professeurs-stagiaires rémunérés comme tels. Leur formation sera théorique mais surtout pratique, avec de nombreux stages dans les classes. Des épreuves finales déboucheront sur la titularisation.

Recherche universitaire : la redistribution des cartes

Dans la région parisienne, le ministère de l'éducation a procédé à une spectaculaire remise à plat des crédits de la recherche

Au début de l'année le ministère de l'éducation avait déclenché un vent de fronde et d'inquiétude dans les laboratoires universitaires en décidant de mettre en œuvre une nouvelle politique contractuelle de répartition des trop maigres crédits de la recherche. Les motivations du ministère étaient claires et compréhensibles : il s'agissait de mener une politique de financement plus rigoureuse, étayée par une évaluation de la qualité des équipes et destinée à éviter les gaspillages favorisés par l'opacité générale des circuits de financement de la recherche. Pour tester le nouveau système, les universités de la région parisienne devaient servir de banc d'essai. Elles étaient invitées à renvoyer, dès février, des dossiers exhaustifs sur leurs activités de recherche (le Monde du 18 janvier).

A l'époque, beaucoup avaient crié au « coup de force », voire à l'asphyxie de la recherche universitaire et quelques conseils scientifiques avaient fait mine d'organiser une résistance... au moins passive. A la veille de la rentrée universitaire, le calme semble revenu dans les labos. Ainsi,

M. Vincent Courtillot, directeur de la recherche et des études doctorales, vient d'adresser, sans provocation, aux responsables des universités et des grands établissements des régions Aquitaine, Bourgogne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, afin d'étendre à ces six académies la nouvelle politique contractuelle en matière de financement de la recherche.

Comme pour la région parisienne au printemps dernier, chaque université devra d'abord établir un dossier précis sur ses activités, ses moyens et ses projets de recherche et le renvoyer au ministère d'ici au 15 novembre prochain. Les dossiers seront ensuite évalués par les experts des sept directions scientifiques mises en place auprès de la direction de la recherche. Sur la base de cette évaluation, le ministère fera, au début de 1991, des propositions de financement à chaque établissement et il espère que les contrats seront discutés, négociés et signés d'ici à mars 1991.

Il est vrai que l'expérimentation en région parisienne, qui rassemble une bonne moitié du potentiel de recherche français, peut inciter le ministère à un rela-

tif optimisme. En effet, en dépit de la grogne du printemps, une quarantaine de contrats avec les universités en grande établissements parisiens ont été signés en juillet et exécutés en août dernier. Seuls le Muséum, qui changeait de directeur, et l'Institut Curie n'avaient pas encore signé à la fin de l'été.

D'autre part, la répartition des crédits par grands types d'activités de recherche a donné consistance et « visibilité » au choix que le ministère entend mettre en œuvre pour renforcer les missions spécifiques de la recherche universitaire : la formation des thésards et de jeunes chercheurs susceptibles de fournir, demain, les enseignants dont l'université aura massivement besoin.

Ainsi le ministère a mis le paquet dans la répartition des crédits sur la formation doctorale. Dans les DEA (diplômes d'études approfondies), tout d'abord, qui bénéficient en 1990 d'une enveloppe en très forte augmentation par rapport à 1989 (67 millions de francs pour l'ensemble des universités françaises, contre 38 millions l'an dernier) et qui sont incités à se regrouper progressivement au sein d'« écoles doctorales ». D'autre part, le ministère a remplacé la

plupart des anciennes équipes « recommandées » par des « équipes d'accueil de doctorants » qui se sont vu attribuer environ 15 % de l'enveloppe globale des crédits de recherche (350 millions de francs, hors infrastructure). Au total, un peu plus de 450 équipes parisiennes ont obtenu ce label d'équipe d'accueil. Autre innovation, le ministère a pu habiliter 75 « jeunes équipes » constituées à l'occasion du recrutement d'un nouvel enseignant-chercheur dans une université. Enfin, un certain nombre d'unités « associées » au CNRS et aux grands organismes de recherche ont également reçu des crédits au titre de l'accueil des doctorants.

Divine surprise des littéraires

Mais l'expertise de l'ensemble des laboratoires et équipes universitaires de la région parisienne a également permis une sérieuse remise à plat et un traitement plus rationnel et plus équilibré des différentes disciplines. Le résultat est spectaculaire pour les crédits à des DEA trop petits (moins de 5 millions par an), sauf dans quelques disciplines rares, en plafonnant les sommes

allouées à des DEA trop gros, enfin en affectant des niveaux de financement transparents selon les grands domaines de discipline. Les experts du ministère ont abouti à des résultats étonnants.

Les lettres et sciences humaines, qui étaient dramatiquement sous-dotées, voient leurs crédits de recherche augmenter de 50 % à 100 %. De même pour le droit et les sciences économiques. En revanche, les sciences de la matière ou celles de l'ingénieur, traditionnellement très grosses consommatrices de crédits, voient souvent leur dotation diminuer. Il est certain que ce rééquilibrage explique en grande partie l'acceptation des contrats par les littéraires qui en avaient été les détracteurs les plus virulents au début de l'année. Le maintien d'une cinquantaine d'équipes « recommandées » a également contribué à calmer les inquiétudes.

Cette rationalisation a enfin des effets radicaux sur les dotations établissement par établissement. Ainsi l'Institut d'études politiques ou les universités de Paris-III ou Paris-IV voient leurs crédits doubler ou davantage. Paris-I augmente les siens de plus de 70 %, Paris-IX et Paris-X de plus de 40 %, Paris-XII et Paris-

VIII de 20 % à 30 %. En revanche, Paris-VI, le plus gros budget de recherche universitaire, n'augmente pas. Et des établissements comme le CNAM, l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, le Muséum ou l'Ecole supérieure d'électricité subissent des coupes claires de 5 % à 20 %.

Enfin, le ministère continue à avancer sur le chemin d'une réorganisation des relations entre les équipes universitaires et les grands organismes auxquels elles sont associées. L'éducation nationale et le CNRS semblent bien s'être mis d'accord sur un partage différent des frais de fonctionnement des laboratoires « associés » : le CNRS en prendrait désormais 12 % à sa charge, au lieu de 7 % environ jusqu'à présent. En revanche, le CNRS résiste toujours à l'idée que les universités puissent prélever 15 % sur l'ensemble des crédits de recherche dont bénéficient les laboratoires. Sans attendre le dénouement de ce bras de fer, le ministère de l'éducation invite les universités à prélever ce « bonus qualité recherche » sur tous les crédits recherche, à l'exception de ceux du CNRS et des grands organismes. Ce feuilletton n'est sûrement pas terminé...

GÉRARD COURTOIS

EDUCATION

REPÈRES

ARTS DÉCO. M. Richard Paduzzi, décorateur de renommée internationale, va succéder à M. Michel Tourlière à la direction de l'École nationale supérieure des arts décoratifs. M. Paduzzi a notamment été le collaborateur du maître en scène Patrice Chéreau pour de nombreux décors de théâtre ou d'opéra.

AUTONOMES. Le conseil national de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur vient de procéder au renouvellement de ses instances dirigeantes. M. Aymond Tranquard, professeur de physique à l'université Lyon-I, succède à la présidence à M. Pierre Chauvin. M. Paul Colonge, professeur d'études germaniques à l'université Lille-III, sera le nouveau secrétaire général, en remplacement de M. Jean-Jacques Bienvu.

BOURSES. Les taux des bourses d'enseignement supérieur ont été majorés à compter du 1^{er} septembre. À l'échelon le plus élevé (9^e échelon) dont bénéficient, sur critères sociaux, environ 40 % des boursiers, les étudiants bénéficiaires toucheront, pour l'année, 17 442 francs contre 16 236 francs l'an dernier, soit une augmentation de 7 %. Les majorations sont relativement plus fortes pour les premiers échelons. Au 5^e échelon, par exemple, le taux annuel des bourses passe de 10 620 à 11 952 francs (+ 12 %) et au premier échelon de 4 680 à 6 210 francs (+ 32 %).

FRANCO-SUISSE. Une convention transfrontalière universitaire Rhône-Alpes, signée le 25 septembre à Genève, va permettre à 160 000 étudiants suisses et français de choisir désormais le pays où ils feront leurs études. Cette convention, négociée depuis dix-huit mois, scelle le rapprochement de douze établissements d'enseignement supérieur de Lyon, Grenoble et

Saint-Etienne et de six établissements suisses : les universités de Genève, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel et Berne, ainsi que l'École polytechnique de Lausanne.

PRIMES. Un arrêté du 13 septembre, publié au Journal officiel du 28 septembre, vient de préciser les catégories de bénéficiaires des primes d'administration instituées pour les universitaires. Une prime de 48 000 francs par an sera attribuée aux présidents d'université, aux présidents des instituts polytechniques nationaux et aux directeurs de grands établissements et d'écoles normales supérieures. Une prime de 30 000 francs sera accordée aux directeurs des établissements, des instituts ou écoles internes aux universités, notamment les instituts universitaires de technologie (IUT), les instituts nationaux des sciences appliquées (INSA), les instituts d'études politiques et les écoles d'ingénieurs sous tutelle de l'éducation nationale.

SYNDICATS. Les élections 1990 au comité technique paritaire des enseignants universitaires, pour lesquelles le taux de participation a été de 46 %, permettent d'actualiser la photographie de l'audience des différents syndicats du supérieur. Malgré une baisse de sept points, le SNESup reste en tête avec 36 % des voix, devant la Fédération des syndicats autonomes, qui présentait une liste pour la première fois au CTP et recueille 23 % des suffrages. Le SGEN-CFDT obtient 22 % contre 26 % en 1987. La présence de l'Autonomie fait en revanche fortement chuter la liste FO, qui ne recueille que 18 %, contre 31 % il y a trois ans.

Le casse-tête de l'inspecteur Augustin Botis

Première rentrée scolaire de l'après-Ceausescu.
La Roumanie relance l'éducation après des années de jachère

SIGHETU-MARMATICI
de notre envoyé spécial

LILIA, quinze ans, est nouvelle au lycée de Sighetu, petite ville de Transylvanie du Nord, proche de la frontière soviétique. Dans la cavalcade joyeuse qui résonne le long des couloirs, sa jupe marine et son pull gris sur lequel brille une croix argentée, ne la différencient pas des autres élèves. Un détail cependant : la tournure archaïque de certains de ses phrases, qui provoque les réflexions moqueuses de ses nouvelles copines.

Lilia est soviétique. Elle parle le roumain que ses parents parlent à la maison, là-bas, en République socialiste soviétique de Moldavie. Une langue figée par quarante années de séparation et de domination russe. Alors que le Danube n'est plus, aujourd'hui, une frontière évanouie entre les deux pays, près de 2 000 Moldaves se sont inscrits dans les écoles de Roumanie pour y perfectionner leur langue « maternelle ». Avec onze compatriotes, Lilia est arrivée au lycée pédagogique de Sighetu dans le but de devenir, au terme de ses études, institutrice.

« Nous avons été sélectionnés à la suite d'un concours pour lequel il y avait trois candidats pour une place », explique-t-elle. Mais nous avons dû prêter serment devant le ministre de l'éducation que nous reviendrions ensuite enseigner au pays. L'arrivée de ces « cousins » moldaves n'est pas la seule innovation de la rentrée au lycée de Sighetu. Le vénérable établissement, dont les bâtiments abritent 1 400 élèves depuis la première année (cours préparatoire) jusqu'aux classes d'école normale, a aussi créé une classe spéciale pour la minorité ukrainienne de cette région frontalière.

Aux yeux de la directrice adjointe, Rodica Losak, le plus important est encore ailleurs : « Pour la première fois, nous avons commencé l'année par une prière collective », annonce-t-elle avec jubilation. Longtemps interdite de séjour, la religion effectue un retour en force dans l'enceinte scolaire : « J'ai expliqué aux parents et aux enfants qu'il s'agissait seulement de renouer avec la tradition, dit cette enseignante catholique. Ces retrouvailles avec la religion ne sont pas un retour en arrière, mais la volonté de retrouver les valeurs humanistes qui manquent à notre société. »

Pour un peu, ces nouveautés symboliques mais marginales feraient oublier les vrais défis de la rentrée scolaire : faire entrer, à la hussarde, une réforme d'inspiration générale dans le carcan étroit de la réalité roumaine.

Pas d'écoles depuis douze ans

Ainsi, pour respecter les nouvelles normes en matière d'effectifs (de 20 à 25 élèves par classe selon les niveaux) et d'heures de cours pour les enseignants (dix-huit heures hebdomadaires), l'établissement de Sighetu a dû doubler le nombre de ses classes de collège et tripler celles de lycée. Fort heureusement, ici les locaux ne manquent pas et la bonne réputation de l'institution a favorisé le recrutement de nouveaux enseignants.

Inspecteur général de l'éducation pour le département de Maramures, Augustin Botis aurait bien aimé que tout se passe comme à Sighetu. Mais comment restaurer en quelques mois un secteur que la dictature avait laissé en jachère. « Il n'y a pas eu de construction d'écoles depuis douze ans », rap-

pelle-t-il. Cette année non plus, on n'a pas inauguré de bâtiments neufs pour la rentrée. Selon les calculs de l'inspecteur, il en manque pourtant 90. Alors que les besoins du département pour la rénovation de ses 550 établissements scolaires sont estimés à 500 millions de lei sur deux ans, M. Botis refuse de citer la somme allouée par Bucarest : « Presque rien », lâche-t-il à regret.

Impuissante à régler les problèmes matériels, l'inspection départementale s'est attelée à la condition du personnel. Pour les affectations de postes, il s'agissait de faire (enfin) coïncider les vœux des enseignants et les besoins du ministère de l'enseignement et de la science. Dans le département de Maramures, il a fallu organiser, en quelques semaines, le mouvement de 3 000 profs sur un effectif total de 7 000. Ce casse-tête a occupé une bonne partie des vacances d'Augustin Botis.

A Mara, petit village montagnard, la rentrée semble s'être déroulée sans histoire pour les quarante élèves. Dans les classes déjà glacées, des fillettes emmitouflées dans des lainages et des jupes traditionnelles s'appliquent sur de petits cahiers. A plus de 500 kilomètres de la capitale, au cœur d'un pays de mines et d'agriculture, la réforme qui introduit l'apprentissage des langues étrangères est déjà réalité. Trois jours à peine après le début des classes, Lucia, neuf ans, compte fièrement en français jusqu'à dix, puis, sans se faire prier, entonne de sa voix aigrelette une comptine bien de chez nous : « Mon petit oiseau a pris sa volée. »

Se prof de français aurait préféré être affectée à Baia Mare, la capitale de Maramures, mais elle a rejoint son poste sans trop rechigner. En zone rurale, l'horaire heb-

domadaire est réduit à seize heures et le salaire augmenté de 300 lei (environ 15 %). « Nous voulons favoriser l'installation durable des enseignants », explique M. Botis. Dans ce département, notre unique espoir est l'éducation, c'est pourquoi nous voulons y concentrer toutes nos forces. Notre principal adversaire, c'est l'ancienne administration qui freine de manière consciente ou non, les efforts des nouveaux dirigeants. »

Mécontentement des enseignants

A Maramures, la gestion de la pénurie a finalement débouché sur une rentrée calme. Tous les départements de Roumanie ne peuvent en dire autant. Les manifestations de mécontentement d'enseignants ont retenti dans de nombreuses préfectures. A Bucarest, où il manquerait quelque 7 000 salles de classe, les établissements scolaires reçoivent couramment trois sessions dans la même journée. On a vu, par exemple, une école de quartier bouleverser tous ses horaires au cours de la première semaine pour abriter de manière imprévue les 400 élèves d'un lycée errant. La Roumanie n'a pas fini avec l'éducation : le Parlement sera saisi dans les prochains mois d'un projet de loi d'orientation pour une refonte globale des contenus et du système d'enseignement. Le ministère souhaite que la réforme entre en application à la rentrée 1991. Vaste perspective pour l'inspecteur général Botis et ses pairs, chargés des travaux pratiques d'une révolution sur tableau noir.

JEAN-JACQUES BOZONNET

COURRIER

Le débat sur le Conseil national des universités

Bavure à Strasbourg ?

Le titre « Bavure à Strasbourg » donné dans le journal du 13 septembre à une lettre de deux de nos collègues à propos du conseil national des universités, écrit-il un jugement péjoratif de la rédaction ? Si les données du problème avaient été honnêtement présentées, les commentaires proposés paraissent singuliers.

Dans ce recrutement d'un professeur d'Archéologie de l'orient ancien, la commission de spécialité de Strasbourg a, en effet, tranché par un vote à « une voix » de majorité (9 contre 8) en se prononçant dans le sens opposé des quatre rapports qu'elle avait entendus. Et cela dans une composition de commission où ne siégeait aucun véritable spécialiste et où les

disciplines les plus proches étaient largement minoritaires. Dès lors, la sous-section du C. N. U. qui comprend un spécialiste et uniquement des représentants de disciplines voisines de celle qui est en cause, avait non seulement le droit mais le devoir d'examiner de près le problème. Elle était en droit de penser qu'il s'agissait d'un cas typique où des « raisons extra-scientifiques » avaient pu intervenir dans les orientations des votes. Et il n'est pas étonnant que cette sous-section ait trouvée meilleurs les arguments des rapporteurs de la commission de spécialité de Strasbourg, sans doute suivis par ses propres rapporteurs et cela, autant que je sache, à

une très large majorité. Loin de mettre en cause l'indépendance et l'utilité du CNU, l'exemple invoqué montre un fonctionnement parfait de cette institution qui évite les effets néfastes d'humeurs locales, malheureusement trop fréquents.

S'il est possible, comme l'affirme Marcelle Hébrard dans le même journal, que certaines sections se comportent autrement, ce n'est pas le cas de la section d'histoire. Et s'il en est ainsi dans leur discipline, nos collègues doivent s'en prendre à leur propre façon de voter lorsqu'il s'agit d'élire leurs représentants à ce conseil. Le remplacement d'un CNU élu pour ces deux tiers par des instances nommées, aboutirait à un arbitraire beaucoup plus évident. L'expérience des « experts » nommés et non élus auprès de la direction de la recherche du Ministère de l'Éducation Nationale n'a pas encore prouvé ni son efficacité ni son objectivité. Tout le monde sait les limites des vertus de l'élection de tels conseils, mais c'est encore le seul procédé qui garantisse tant soit peu l'objectivité des décisions.

En tant que membre de la commission de spécialité de Strasbourg d'ancien membre « élu » du CNU, d'ancien vice-président de la commission d'histoire, je ne puis que m'insurger devant la prétention de deux collègues qui aiment à se dire démocrates, à contester des votes réguliers et fondés et à mettre en cause le fonctionnement d'une institution qui a largement fait ses preuves et à laquelle l'un d'entre eux a participé mais comme membre « nommé ».

ALBERT CHATELET
Professeur d'histoire de l'art à l'université des sciences humaines de Strasbourg.

Une instance d'évaluation irremplaçable

Le Monde du jeudi 13 septembre rend compte du décret du 3 septembre par lequel le gouvernement a prorogé d'un an la durée du mandat des membres du CNU. Vous assortissez cette information d'un bref commentaire sur l'urgence d'une réforme de cet organisme et reproduisez, à l'appui de cette affirmation, deux lettres de personnes qui, à divers titres, s'estiment lésées par lui. Cela m'amène à vous faire part de quelques remarques qui n'émanent pas d'un « potentiel » du CNU, mais d'un observateur attentif et aussi impartial que possible.

1) Par définition, toute instance de sélection fait de nombreux mécontents dont le témoignage est forcément entaché de partialité.

2) Il manque aux lecteurs de votre journal, comme à moi-même, les éléments du dossier permettant d'apprécier s'il y a eu réellement « népotisme et maquillage » dans la section de philosophie et ce que le titre du Monde appelle une « bavure » dans la sous-section d'histoire ancienne du CNU. On en est donc réduit au jugement de personnes directement impliquées. Tout en sachant que la confidentialité des informations les contraindrait à une certaine réserve, il serait intéressant d'avoir aussi le point de vue des instances qui ont pris les décisions contestées, car les accusations qui les visent sont d'une rare gravité.

3) Il ne suffit pas que le classement local soit remis en cause pour pouvoir affirmer qu'il y a eu abus de pouvoir du CNU. Aussi, les réactions à chaud de quelques collègues dépités – si compréhensibles soient-elles – ne doivent pas inciter à jeter le bébé avec l'eau du bain. N'affirmons pas à la légère que le CNU a la rage, certains pourraient s'en débarrasser pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la qualité du recrutement et l'équité de l'avancement.

Cela étant, des réformes sont sans doute nécessaires ; elles pourraient s'inspirer notamment des réflexions et des expériences suivantes :

– L'élection par les pairs est le seul moyen de garantir la crédibilité du CNU. La désignation d'un faible pourcentage de ses membres – selon la pratique actuelle – par le ministère se justifie tout au plus par la nécessité

d'assurer à chaque discipline une représentation géographique équilibrée. Dans tous les cas, le tirage au sort proposé par ma collègue serait ressenti comme un geste de défiance à l'égard de l'ensemble de l'institution universitaire. Il a d'ailleurs été déjà pratiqué de 1984 à 1986 avec des résultats jugés négatifs par tous.

– La limitation du nombre de mandats que pourrait briguer un universitaire n'est sans doute pas le meilleur moyen d'éviter la concentration et l'abus de pouvoir. Après tout, si un individu ou un groupe se comportent de manière partisane au sein du CNU, leurs pairs qui les ont élus ont le pouvoir de les sanctionner au plus tard lors des élections suivantes. Dans tous les cas, un système basé sur la « sécurité », est préférable à la nomination sur le CNU d'organisations diverses dont la vocation unique n'est pas la sélection et la prise en compte de qualités scientifiques.

Trop facile d'accuser

– La réaction des collègues strasbourgeois s'indignant de voir un classement local modifié par l'instance nationale est bien compréhensible. Pourtant, il faut savoir que, durant les dix dernières années, les deux formules (commission de spécialistes locale intervenant en première ou en dernière instance) ont été essayées et que l'une comme l'autre ont suscité des critiques. Selon que l'on met en avant la qualité scientifique individuelle ou le principe d'autonomie des universités, on penchera vers l'une ou l'autre des solutions.

Pour conclure, je dirai qu'il est trop facile d'accuser le CNU de tous les maux pour mieux s'en débarrasser. Les critiques les plus justifiées doivent prendre en compte qu'il est, dans la plénitude de ses attributions présentes, une instance d'évaluation irremplaçable et que sa domestication par la majorité politique du moment serait un coup bas contre l'ensemble de l'institution universitaire.

MAURICE GODÉ
Professeur de langue et littérature allemandes à l'université Paul-Valéry de Montpellier

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT - VENTE
LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE
8, rue Bréa, 75006 PARIS
(1) 43-54-43-61
CATALOGUES MENSUELS
recherche de livres d'histoire épuisés

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

DANIEL BARENBOIM:
UN TICKET POUR CHICAGO

AMBITIEUX. Loin des remous qui ont accompagné son renvoi de l'Opéra-Bastille, Daniel Barenboim poursuit à Chicago son irrésistible ascension. Un an après, il fait le point.

INDISPENSABLE. Des opéras par centaines, des concerts par milliers : que choisir ? Comme chaque année, nous avons détecté pour vous les musts de la saison.

IMMORTEL. Vingt ans après sa disparition, Samson François n'est toujours pas de ceux auxquels on bâtit des mausolées. Portrait-souvenir d'un météore de génie.

INATTENDU. Saviez-vous qu'Anthony Burgess, l'auteur sulfureux d'Orange mécanique et des Puissances des ténés, était un compositeur prolifique ? Il nous confie sa passion contrariée.

Et aussi : György Kurtág à Paris ; la renaissance du quatuor ; les pianos d'occasion : trois pianistes évoquent « leur » Schubert ; les disques de la rentrée ; les petites annonces, etc.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

CHATELET

CULTURE

Vuillard la peinture en chambre

Suite de la première page

Nabi, Vuillard l'est un peu, mais pas très longtemps. Le temps de s'essayer dans l'art du cloisonnisme et de la synthèse, et d'explorer les vertus de la tache de couleur pure, qu'il se refuse d'ailleurs à en faire, préférant à l'évidence prendre le terme de cloison au pied de la lettre, et faire de la peinture une affaire de murs, plutôt que d'ouvertures à la façon des maîtres verriers.

Le résultat : des tableaux très vifs, annonciateurs du fauvisme, réalisés parallèlement à d'autres tentatives, dans lesquelles il ne s'agit plus d'élargir le champ coloré d'un bouquet, ou de montrer des courbures appliquées à tailler dans une flaque de rouge sang, mais de peindre, par exemple, l'empire du sommeil, au travers d'une frimousse brune bien calée entre couvre-lit et oreiller angélique, et qui, baignant dans un océan de gris calme et plat, y fait figure d'un point suspendu sous le T majuscule du Temps. Le tableau célèbre du musée d'Orsay n'est pas à Lyon, mais comment ne pas rappeler cette œuvre-ci ?

Symboliste, Vuillard ? Pas vraiment. Il y a bien ce *Lit*, il y a bien les contre-jours tranchants, et les ombres envahissantes, plus noires que le noir à l'heure du dîner, qui emprisonnent les femmes occupées sous la lampe, et sème le trouble dans les intérieurs. Mais cela n'ira pas au-delà de la création d'un climat d'insécurité et de tension en milieu familial. Cela ne décollera pas dans l'imaginaire, comme chez Redon, ne s'envolera pas en grandes pompes dans le visionnaire, comme chez Moreau. Vuillard, cet indépendant, a des façons beaucoup moins évidentes d'échapper au réel : en travaillant de mémoire à des petites choses qu'il a puises dans le spectacle de la vie quotidienne. Qui n'ont rien en soi de bien extraordinaire, mais qu'il bouleverse de fond en comble, se livrant à tout un jeu de redistribution des rôles, faisant volontiers passer au premier plan ce qui d'ordinaire occupe le fond, et inversement. Organisant tout un chaos-croisé entre les objets qui encombrant la maison, le cadre et ses habitants qu'il ne peint pas simplement absorbés dans leur lecture, un travail de couture, ou un exercice au piano, mais encore littéralement absorbés dans la trame du tableau, ou, si l'on préfère, la texture de la peinture.

Un cadre étroit

A vrai dire la peinture de Vuillard est une affaire beaucoup plus compliquée qu'il n'y paraît d'abord. Compliquée car elle s'avère être très exactement tout ce qu'on en dit généralement. Et autre chose. Elle étiquette intimiste qu'on lui fait, que habituellement ne suffit pas à cerner. On alors il faut préciser dans quelle intimité Vuillard nous plonge. Celle d'une bourgeoisie haussmannienne qui se plaît dans un certain confort, aime les papiers peints fleuris, et les enfants bien mis ? Pas vraiment. D'ailleurs s'il ne s'agitait que de cela, on finirait par s'ennuyer un peu à en respirer le parfum fin de siècle. Celle du peintre et de ses petits tourments intérieurs ? Encore moins. Nul ne semble plus hostile que Vuillard à parler de sa personne, même à mots couverts.

Non, l'intimité dans laquelle Vuillard nous introduit dans les dernières années du siècle, c'est tout bonnement celle du travail de la peinture par un témoin de son temps, informé de tout, mais qui ne s'en laisse pas compter, vérifie, expérimente, met en balance et pra-

tique les idées à la mode, s'y confronte, coupe, découpe, recoupe et bâtit, comme on bâtit dans le monde de la couture, qu'il connaît depuis sa plus tendre enfance. Et nous fait part, finalement, de ses réflexions personnelles sur l'art de composer, dans son cas sans peine, et avec amusement, on se rappelle qu'« un tableau est avant tout une surface plane recouverte de couleurs en un certain ordre assemblées ».

On n'oserait citer encore une fois la définition de Maurice Denis, si souvent avancée pour évoquer l'autonomie de la peinture moderne, si Vuillard n'avait effectivement semblé prendre un malin plaisir à en contredire les termes. De la surface plane, qu'il s'emploie à mettre en évidence en recarrant figures et fonds, en remplissant tout ce qui est trou - fenêtres, portes et placards, - en aplatisant tout ce qui est volume ; jusqu'à l'idée un peu vague d'un « certain ordre » permettant de ménager, dans la plus raisonnable des constructions, quelque zone un peu folle d'indéterminé ; en passant par la couleur dont Vuillard use de toutes les façons possibles - aplats, touches, pointillés et taches - pour peindre ses tableaux.

Tout cela il le fait sans que sa peinture prenne la tournure d'une leçon bien apprise, d'un enseignement, d'une formule creuse, ou d'un exercice de style. Modestement à la recherche de lui-même dans le cadre étroit et confiné qu'il s'est fixé. Où il évolue avec grâce, en libre penseur, visiblement un rien sceptique à l'égard des valeurs nouvelles que ses amis tentent d'instaurer. Se souvenant entre deux portes et deux motifs de tissu à carreaux ou piquetés, de Charline de Vermon et des tapisseries gothiques aux mille fleurs, quand d'autres ne raisonnent plus qu'en termes de « saintes mesures » et de romantisme.

Et Vuillard, qui n'a rien d'un mystique, rien d'un théoricien, qui n'a pas l'étoffe d'un héros - et le sait - de mijoter, avec autant d'intelligence que de sensibilité, de désinvolture que de gravité, quantité de petits plats froids, savoureux comme de la grande cuisine savamment dosée. Dont la subtilité, l'aisance et la hardiesse ne cessent d'étonner.

Ce qui nous surprend, finalement, c'est que Vuillard se soit écarté de cette voie. Et qu'après avoir si bien centré sa peinture autour des débats et des recherches de son temps, il se soit peu à peu laissé prendre au jeu des valeurs traditionnelles. Pour finir, dans l'entre-deux-guerres, dans un fauteuil d'académicien. Et prisonnier de son image de grand portraitiste de la haute bourgeoisie. Un rôle qu'il tient bonnement, étrangement d'ailleurs, de l'administration devenue orfèvre, est obsédée par la finition, s'attache à décrire minutieusement tous les traits des visages, tous les objets, tout un monde d'illusions, de reflets, de richesses. On le sent mal à l'aise, comme s'il ne parvenait pas à se détacher de toute cette matérialité à laquelle il voudrait échapper en faisant affluer la lumière de tous côtés. L'ancien champion des intérieurs aux teintes sourdes et feutrées, troublants de poésie, ne trouble plus guère.

GENEVIÈVE BREERETTE

Musée des beaux-arts de Lyon, jusqu'au 19 novembre. Puis à Barcelone du 4 décembre au 27 janvier, et à Nantes, du 15 février au 20 avril. Catalogue, 238 pages, 180 F, Flammarion 84.

PARIS EN VISITES

JEUDI 4 OCTOBRE

« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon en passant par les plus grands hôtels », 14 h 15, 1, place des Vosges (E. Roman).

« L'ancien village et la vie artistique à Montmartre », 14 h 15, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris-Passif).

« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Le siège du Parti communiste, chef-d'œuvre d'Oscar Niemeyer », 14 h 30, métro Colonel-Fabien (M. Pichot).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Mystères des templiers et rois maudits, leurs influences dans le quartier », 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).

« Le couvent des Carmes et la Révolution », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Art et histoire).

« L'avenue, les dessous, les dessous du décor de l'Olympia », de 15 heures à 18 heures (départ toutes les 10 minutes), 28, boulevard des Capucines (Odéon).

« Le Musée du Priuré à Saint-Germain-Laye », 14 h 45, RER, arrêt Saint-Germain-en-Laye, au contrôle automatique des billets (Paris et son histoire).

« Rodin et Camille Claudel. Les critiques du beau chez Rodin, leurs différences avec les œuvres de Michel-Ange et Phidias », 15 heures, sortie métro Varenne (J. Houllet).

« Vieux quartiers de Paris : autour de la place Maubert », 15 heures, métro Maubert, côté rue Lagrange (Approche de l'art).

« L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Chimay », 15 h 30, 17, quai Malaquais (P.-Y. Jaslet).

CONFÉRENCES

Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « Saint-François, Dante et Giotto : l'Italie au sortir du Moyen Âge », par A. Congard (Clio - Les amis de l'histoire).

Ecole européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 18 h 30 : « L'Asie du Nord-Est, la Pacifique et l'Europe » (Institut du Pacifique).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Littérature et politique », à propos des livres le Voyage à l'Est et A l'Est, la mémoire retrouvée.

CARNET DU Monde

Décès

M. Huguet, son épouse, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice HUGUET, croix de guerre de 1914-1918, médaille militaire.

survenu à son domicile, dans sa quatre-vingt-septième année.

Service religieux et inhumation ont eu lieu à Les Milles, le 28 septembre 1990.

Unité retraite Provence III, 13290 Les Milles.

Les familles Lachgar, Labouz, Safar, Hadjadj, Soussy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Charles LACHGAR, née Germaine SACHAR.

survenue, le 29 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu, le mardi 2 octobre, dans l'intimité, au cimetière nouveau de Boulogne.

6, cours des Longs-Prés, 92100 Boulogne.

M. Ahmed LAIDI, son épouse, ont la douleur de faire part du décès de

M. Akram, survenu tragiquement, le 29 septembre 1990, à Jacksonville (Etats-Unis).

115, Cheikh-El-Ibrahimi, Alger.

NOMINATIONS

M. Jean-Daniel Lévi, directeur général du CNES

Le conseil des ministres du mercredi 3 octobre devait nommer M. Jean-Daniel Lévi au poste de directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES).

En optant pour M. Lévi, les deux ministres de tutelle du CNES, celui des postes, des télécommunications et de l'espace ainsi que celui de la recherche et de la technologie, ont finalement choisi d'installer à cette fonction convoitée un fin négociateur, un diplomate patient à l'humour très britannique plutôt qu'un spécialiste de la technique.

Sa tâche sera lourde car il va lui falloir batailler ferme et subtilement pour mener à bien les grands projets (lanceur lourd Ariane-5, navette Hermes et module habité Coléoptère) de l'Agence spatiale européenne à Rome, puis confirmés voilà trois ans à La Haye.

Mais M. Lévi connaît bien le spatial. Il fut en son temps le conseiller écouté du président de la République sur ce thème. Nul doute qu'il ne retrouve donc rapidement ses marques, d'autant qu'il succède à ce poste à M. Jean-Marie Lulon, qui, en début d'année, a été nommé à la tête de l'Agence spatiale européenne.

(Né le 30 mai 1940 à Marrakech (Maroc), M. Jean-Daniel Lévi est ancien élève de l'Ecole polytechnique (1960) et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (1965). De 1965 à 1982, il tient un rôle d'économiste à l'EDF-GDF, s'occupant notamment du service des prix et des contrats à la direction des services économiques et commerciaux de Gaz de France. En 1982, ce compagnon de route du Parti socialiste, proche, dit-on, de M. Berégovoy, devient conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, où il succède à M. Gérard Renon. En janvier 1989, il quitte cette fonction pour occuper celle de directeur de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire.)

M. Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières

M. Claude Mandil (quarante-huit ans), ingénieur en chef des mines, directeur général du BRGM (bureau de recherches géologiques et minières) depuis 1988 remplacera M. Jean-Daniel Lévi (homme directeur général du Centre national des études spatiales) au poste de directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie.

[Après avoir été conseiller technique auprès du premier ministre (1981-1982), M. Mandil a été le directeur général puis le président (qu'en 1988) de l'IDF (Institut de développement industriel), poste où il eut à traiter, entre autres, l'affaire Boussac. Auparavant, il avait occupé des fonctions à la Datar et à l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche).]

AGENDA

Agenda

Roger et Simone, Laurent-Doyennette, Roger et Francine Guillon-Laurent, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Veuve Maurice PIQUET, née Hélène Lucienne Wyts, survenue le 1^{er} octobre 1990.

Les obsèques auront lieu, à 10 h 45, le vendredi 5 octobre 1990, en l'église Sainte-Geneviève-d'Assises.

2, rue du Cardinal-Verdier, 92600 Asnières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jean-Pierre Saltiel, M^{me} Marianna Saltiel, David, Thomas, Jeremy et Mathilde, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine SALTIEL, leur mère et grand-mère, survenue, le lundi 24 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

6, rue Bosquet, 75007 Paris.

Remerciements

Très touchée de leur sympathie, la famille de

Claude BARBÉ remercie tous ceux qui participent à son deuil.

M. Lucien BARRIÈRE, et leurs enfants, profondément touchés de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de

Elisabeth et Jacques FRUJA, M. et M^{me} David Fria, M. et M^{me} Jean Dolmas, remercient tous ceux qui, par leur témoignage, ont voulu exprimer leur sympathie à l'occasion du décès de leur fille et petite-fille

Charline, à l'âge de dix semaines.

Mots Croisés

PROBLÈME N° 5361

1. Quand il n'y en a pas, on laisse tomber l'échiquier. - II. Ce qu'il faut pour commencer à fumer. - III. Chargé d'affaires. Enveloppes. - IV. La rage d'autrui. Peut compter sur ses doigts. - V. D'un auxiliaire. Quand on la pique, ça explose. - VI. Fournit du tanin. - VII. Qui auroit du mal à repartir. - VIII. Pétrole. Lieu de travail pour les garçons. - IX. Un vieux bâtiment. Un agrément. - X. Quand on y entre, on peut devenir père. - XI. N'est pas loin quand on voit une descente. Son quand il n'y a rien de cassé.

VERTICALEMENT

1. Un travail au noir. - 2. Une femme souvent suivie. Symbole. - 3. Pas atteint. Utile quand on a peur des piqures. Fut mise sur tables. - 4. Monnaie ancienne ou moderne. Est fait de plusieurs morceaux. - 5. Tranche de melon. Est parfois fichu. - 6. Ce qu'on a dans la main quand on tire une cigarette. - 7. Père de nombreuses filles. En semaine. Lie. - 8. Déesse. A deux côtés. Fonce. - 9. Chambre ardente. Seul de sa couleur.

Solution du problème N° 5360

Horizontalement

1. Hameçon. - II. Ellimées. - III. Motet. PTT. - IV. Apélate. - V. Té. Iso. Oo. - VI. Oc. Bain. - VII. Lieuse. La. - VIII. Gédimes. IX. Ascot. - X. Inter. Ide. - XI. Eue. Tuées.

Verticalement

1. Hématologie. - 2. Alopecie. Nu. - 3. Mite. Edite. - 4. Emétique. - 5. Cise. Smart. - 6. On. Lobes. - 7. Nape. Scis. - 8. Et. On. Ode. - 9. Astronautes.

GUY BROUTY

M. Alfred Richey et sa famille, M^{me} Fernande Laviry et sa famille, très touchés des marques de sympathie témoignées lors du décès de

Simone LAVIRY-RICHEY, remercient très vivement d'avoir partagé leur peine.

M^{me} André Vrnat, M. et M^{me} Alain Hélier, M. et M^{me} Jean-Claude Vrnat et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. André VRINAT, et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de bien vouloir accepter, ici, l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Il y a sept ans, le 3 octobre 1983, nous quittons subitement

Françoise BERTIN (X 55).

A. et M^{me} A. Berin, ses parents, Odile Bertin, son épouse, Nathalie et Béatrice Bertin, ses filles,

demandant une pensée amicale à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, et demeurent fidèles à son souvenir.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-34 ou 40-65-23-36

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal, 15, rue Falguère, 75018 Paris

Téléphone : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Maximum 10 lignes.

Automobile

Le véhicule de loisirs au camping

L'autre salon

Alors que le Mondial de l'automobile s'apprête, porte de Versailles, à accueillir son million de visiteurs (le Monde du 3 octobre), de l'autre côté de la capitale, au Bourget, plus discrètement, se tient jusqu'au 7 octobre le Salon des véhicules de loisirs. Caravanes, mobil-homes, camping-cars ou, plus simplement, tentes, y sont rassemblés sur les 60 000 m² d'une exposition réservée avant tout aux irréductibles amateurs de longues randonnées, sans hôtels ni pensions.

Les constructeurs de caravanes, les carrossiers de véhicules utilitaires connaissent à l'heure actuelle une certaine stagnation. Une raison principale explique les relatives difficultés de la profession : l'expansion du marché de l'occasion. Le matériel proposé a gagné d'année en année qualité et résistance, ceci expliquant cela. Il reste que ce secteur très particulier de l'industrie automobile ne se porte pas si mal : un chiffre d'affaires sur le marché français (constructeurs et importateurs) qui s'est situé en 1989 à 1 544 millions de francs, un résultat à l'exportation qui

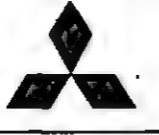
atteint 563 435 KF pour le seul secteur de la caravane.

De septembre 1989 à août 1990, 23 664 caravanes neuves et 6 035 camping-cars neufs ont été immatriculés. La région du nord de la France vient en tête dans les immatriculations, et plus de 30 % des acheteurs se classent dans la catégorie « employés ». Près de deux sur dix sont des retraités.

Le grand espoir de la profession se trouve à l'Est. En effet, l'ouverture des marchés des pays autrefois socialistes laisse envisager un « boom » de la construction des véhicules de loisirs. Pour M. François Feuillet, le président de Trigano, les pays de l'Est vont permettre en trois ans de faire passer les ventes à l'exportation de 38 % à 55 %... Pourquoi ne pas imaginer, en effet, que 330 millions de touristes venus du froid viendront, d'abord sac au dos, ensuite dans une caravane, enfin dans un mobil-home, découvrir les joies du camping occidental ?

C. L.

► Prix d'entrée : 30 F. Tarif réduit pour les enfants et militaires : 20 F.



MITSUBISHI

55, rue Marjolin • 47.39.74.0 • Ouvert le samedi matin • Métro 3615 Argenteuil.

sonauto
levaillois

VÉHICULES DE LOISIRS NEUFS ET OCCASIONNELS D'EXPORTATION (L.E.S.)

Galant Hatchback



RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » : □ Film à éviter : ● On peut voir : ■■ Ne pas manquer : ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm :
Un mariage en héritage.
D'Eric TR, avec Wendy Crewson, Paul Gross.
22.20 Téléfilm : Faux numéro.
De Marjani Valde, avec Simon Dupont, Arielle Dombasle.
0.00 Six minutes d'information.



seront mélangés et amèneront dans les creux les plus pitoyables arctiques. Les vents d'est se renforceront, atteignant 60 à 70 kilomètres/heure sur le littoral.

Le ciel se couvrira également sur les Alpes.

Aut au jour, les températures seront assez fraîches, de 0 à 5 degrés, à la moitié nord, de 4 à 9 degrés ailleurs, à l'exception de l'extrême sud-est, où la couverture nuageuse maintiendra une relative douceur (de 12 à 14 degrés).

L'après-midi, les températures resteront inférieures aux températures de saison : de 15 à 18 degrés sur la moitié nord, de 17 à 21 degrés sur la moitié sud.

LA CULTURE SE DECHAÎNE
23.20 Journal et Météo.
23.40 ► Magazines :

LA SEPT

20.50 Danse : L'Angéus de Millet.
21.00 Documentaire : The estate sly.
De Robert Stone.
22.00 Documentaire : 26 salles de bains.
De Peter Greenaway.
22.30 Cinéma : Derzou Ouzala. *******
Film soviétique d'Aleks Kurovski (1979)



18.50 Top albums.
Présenté par Marc Tiosseo.

19.20 Magazine : Nuite part ailleurs.

20.30 Cinéma : Nashville lady. ■
Film américain de Michael Apted (1980).

22.35 Flash d'Informations.

22.40 Cinéma :
Les Incorruptibles. ■■■
Film américain de Brian De Palma
(1987) (v.o.).

0.35 Cinéma :
Nostalgia à Venise. ■
Film italien d'Augusto Caminito (1987).

2.05 Télé maisons.
Les films secrets des amateursateurs.
Vidéo coquines...

LA 5

15.35 Série : Soko, brigade des stupés.

16.30 Dessins animés.

18.35 Jeu : Télé-contact.

19.00 Journal Images.

19.10 Jeu : Je compte sur toi.

19.45 Journal.

20.30 Dînée d'historiens.

20.40 Téléfilm : Secrets de femmes,
détoours amoureux.
De Noël Black. Une jeune veuve tente per
l'homosexualité.

22.25 Magazine : Reporters.
Présenté par Patrick de Cerotts.

23.50 Magazine : Equations.

0.00 Journal de minuit.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. 7^e Festival des francophonies.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communautés des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Une soirée presque ordinaire.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand auditorium : Espacio de Espejo, de Mércor) : Tiempo para espacio pour clavier et cordes, de Haefliger ; Concerto pour piano, de Fauré ; Concerto pour violon et violoncelle, de Respais ; Les deux femmes, de Falla ; Double concerto pour violon, alto et orchestre, de Haefliger, par l'Orchestre philharmonique de Rio-De-Janeiro ; Cristóbal, de Haefliger, sol : Christian Edinger, violon ; Christophe Gengoux, alto ; Elisabeth Chojnacka, clavecin.

23.05 Pousaíres d'étoiles, Jazz club, en direct du Lido des Saint-Germain à Paris : John Smith, compositeur, avec John Jones, batterie, et Nedra Page, piano.

15.05	Feuilleton :
	L'or et le papier (18 ^e épisode).
15.50	Variétés :
	Bons baisers de Francofolies.
16.05	Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30	Allo Bizzb. Zoupi ! Kimbo.
17.45	Série : La famille Fontaine.
18.15	Magazine : C'est pas juste.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	19-20 d'information.
19.15	De 19-19 : 19-20 journal de la région.
20.05	Jeux : La classe.
20.35	La dernière séance.
	1 film : L'affaire Ali Capone. ■
	Rim anglo-américain de Roger Corman (1967).
22.20	Dessins animés.
22.45	Journal et Météo.
23.05	2 film : Mais qui a tué Harry ? ■
	Film américain d'Alfred Hitchcock (1955).
0.40	Musique : Carnet de notes.
	CANAL PLUS
5.00	Magazine : 24 heures (redif.).
8.00	Cinéma :
	Attends-moi au ciel. ■
	Rim espagnol d'Antonio Mercero (1987).
	Cinéma dans les salles.
7.30	Cabots cardé.
8.00	
	<i>En clair jusqu'à 20.30</i>
8.30	Dessins animés : Ca cartoon.
	Présentés par Philippe Dang.

15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.50 Série : Magnum.
17.45 Variétés : Tungstène.
Emission présentée par Férine.
18.05 Série : Campus show.
18.30 Jeu : Zygomusic.
18.54 Six minutes d'informations.
19.00 Série : La fête à la maison.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Cinéma :
La gussete de l'autre. ■
Film français de Pierre Tchernia (1978).
Avec Michel Serrault, Jean Poiret, André
Pauvert.
22.20 Téléfilm : Sale affaire.
23.50 Six minutes d'informations.

23.55 Midnight chaud.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.30 Cours d'italien (21).
16.00 Danse :
Une soirée avec Martin Grafsm.
17.30 Musique : Claudio Abbado et Bach.
18.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (4). D'Alvaro Vallejo.
18.30 Série : Objectif amateur (4).
19.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (3).
19.55 Série : Grafic.
20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (5).
20.30 Série : Objectif amateur (5).
21.10 Opéra : Elektra.
De Richard Strauss, par l'orchestre philharmonique de Vienne dir. Claudio Abbado.
23.00 Danse : Les ratobateurs de Caillibotta.
23.10 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (10).
0.05 Série : Grafic (première partie).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Manuel de Falla. 4. Don Manuel le visionnaire.

20.30 L'espérance et la nuit ou les tribulations de l'utopie. L'uberge espagnole.

21.30 Profits perdus. Georges-Henri Rivière.

22.40 Nuits magnétiques. Une rentrée presque ordinaire.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

20.00 Aïku.

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Le corsaire, ouverture, op. 21, de Berlioz ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré majeur, op. 6, de Paganini ; Variations sur un thème de Haydn, op. 56a, et Danses hongroises, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Ivan Fischer ; sol. : Gil Shaham, violon.

23.05 Poussières d'été.

FRANCE			TOULON			LOS ANGELES		
ALCANTARA	23	16	P	N	N	29	12	D
BIARRITZ	23	15	P	N	N	29	12	D
BONDEUX	23	15	P	N	N	29	12	D
BORDEAUX	23	17	P	N	N	29	12	D
BOURGES	23	15	P	N	N	29	12	D
CAEN	23	12	P	N	N	29	12	D
CHERBOURG	23	19	P	N	N	29	12	D
CLERMONT-FERR.	23	14	P	N	N	29	12	D
DON	23	12	P	N	N	29	12	D
GRANDMONTAIGNE	23	12	P	N	N	29	12	D
LE LILLE	23	12	P	N	N	29	12	D
LYONS	23	12	P	N	N	29	12	D
MAISONVILLE-NAIR.	23	15	P	N	N	29	12	D
NANCY	23	12	P	N	N	29	12	D
NANTES	23	12	P	N	N	29	12	D
PARIS	23	12	P	N	N	29	12	D
PAU	23	12	P	N	N	29	12	D
PERIGNAN	23	12	P	N	N	29	12	D
RENNES	23	12	P	N	N	29	12	D
ST-ETIENNE	23	12	P	N	N	29	12	D
STRASBOURG	23	10	P	N	N	29	12	D
FRANCE			TOULON			LOS ANGELES		
ALCANTARA	23	16	P	N	N	29	12	D
BIARRITZ	23	15	P	N	N	29	12	D
BONDEUX	23	15	P	N	N	29	12	D
BORDEAUX	23	17	P	N	N	29	12	D
BOURGES	23	15	P	N	N	29	12	D
CAEN	23	12	P	N	N	29	12	D
CHERBOURG	23	19	P	N	N	29	12	D
CLERMONT-FERR.	23	14	P	N	N	29	12	D
DON	23	12	P	N	N	29	12	D
GRANDMONTAIGNE	23	12	P	N	N	29	12	D
LE LILLE	23	12	P	N	N	29	12	D
LYONS	23	12	P	N	N	29	12	D
MAISONVILLE-NAIR.	23	15	P	N	N	29	12	D
NANCY	23	12	P	N	N	29	12	D
NANTES	23	12	P	N	N	29	12	D
PARIS	23	12	P	N	N	29	12	D
PAU	23	12	P	N	N	29	12	D
PERIGNAN	23	12	P	N	N	29	12	D
RENNES	23	12	P	N	N	29	12	D
ST-ETIENNE	23	12	P	N	N	29	12	D
STRASBOURG	23	10	P	N	N	29	12	D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Audience TV du 2 octobre 1990 (BAROMÈTRE) **Le Monde** / SOFRES/NIelsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50,6	Roue fortune 12,7	McGyver 14,0	Acc. région. 18,3	Bande antr. 1,7	Je compte... 1,8	Fête maison 2,0
19 h 45	56,9	Roue fortune 25,4	Dolles... 8,8	19-20 info 12,0	Nuit part 3,2	Journal 2,7	Roseanne 4,3
20 h 16	67,4	Journal 27,3	Journal 16,8	La classe 9,5	Nuit part 2,9	Journal 5,0	Méd. service 4,5
20 h 55	70,1	Football 25,6	Dossiers ébran. 13,3	Spécial audit 9,7	Mac et moi 1,9	Chinatown 13,5	Prisonnières... 6,5
22 h 08	58,6	Football 24,2	Beauy 14,2	Nous sujet 4,7	Flash 0,7	Chinatown 13,2	Pompiér... 2,2
22 h 44	40,3	Pub 14,0	Pub 5,4	Bande antr. 2,2	Trop belle... 0,7	Chinatown 4,4	Pompiér... 2,4

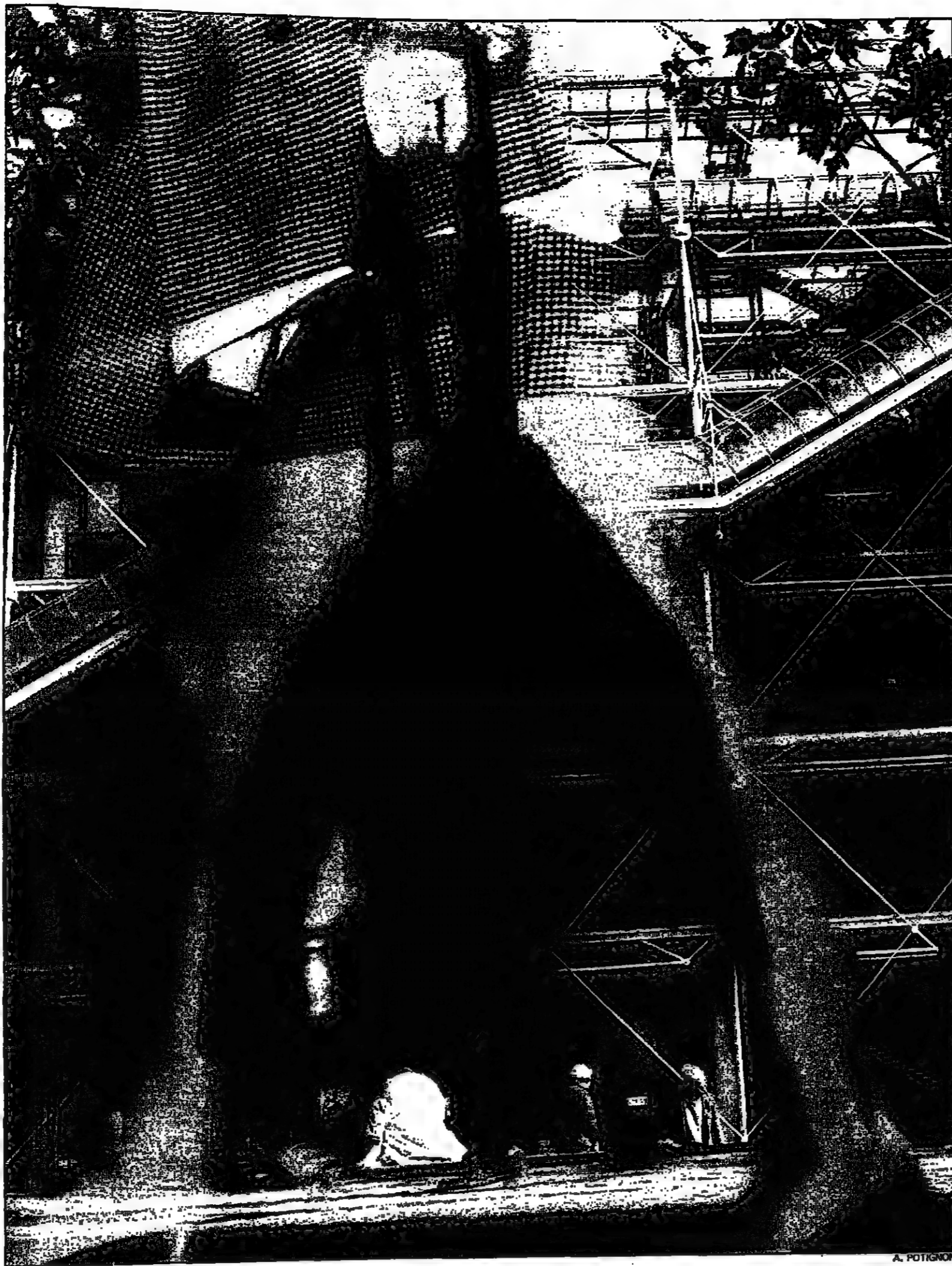
OSI 71447

SECTION B

Le Monde

... Le Monde • Jeudi 4 octobre 1990 21

ARTS • SPECTACLES



LES MUTATIONS DU CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Vivement Beaubourg!

L'A-T-ON assez brocardé, dès sa naissance? A droite, on s'indignait de la « raffinerie » qui « déshonorait » le ventre de Paris. A gauche, on ironisait sur le supermarché de la culture et la récupération officielle des avant-gardes qu'il promettait. Valéry Giscard d'Estaing avait inauguré avec une moue dubitative ce mastodonte futuriste. Il se trompait. Son succès fut immédiat. Les grandes rétrospectives organisées par Pontus Hulten - Paris/New-York, Paris/Berlin, Paris/Moscou - firent accourir des foules immenses. Les intellectuels se rallièrent vite à cette formule, point d'orgue des années 60, où la mobilité des espaces, la fluidité du personnel et la variété des publics se conjuguèrent avec la pluridisciplinarité des activités.

Mais, peu à peu, le désordre joyeux se convivialement fit place à la plus confuse des cacophonies. Cha-

cun dans son coin se mit à jouer une partition différente sous les yeux d'un chef d'orchestre impuissant. En dépit d'un budget plus que confortable (de l'ordre de 450 millions de francs), le bâtiment, mal entretenu, victime de son succès - 25 000 personnes y pénétrèrent chaque jour, - se dégradait à un rythme accéléré. Les querelles de clan se multiplièrent. L'administration se bureaucratise. Et l'espace ouvert à tous prend des allures de camp retranché.

Plus grave, les quatre grands départements qui se partagent le Centre se disputent une place qui vient à manquer. Si l'IRCAM de Pierre Boulez parvient à s'étendre, c'est aux dépens de ses voisins, qui crient misère. La Bibliothèque publique d'information, qui revendique, à juste titre, la moitié des visiteurs de Beaubourg, s'arc-boute sur ses mètres carrés tandis que le Musée national d'art moderne (MNAM) est au

bord de l'apoplexie et s'interroge sur l'avenir de ses collections.

Pour tenter de résoudre la crise, le ministre de la culture vient de confier à Dominique Bozo la direction de deux départements : celle du MNAM et celle du CCI (Centre de création industrielle). Mais, surtout, il lui demande de réfléchir à l'avenir de l'institution tout entière. Dominique Bozo la connaît de l'intérieur - il dirigea le MNAM de 1981 à 1986 - et a une double ambition : trouver de nouveaux espaces pour le Musée et reconstituer ses équipes. Il devra aussi, sans doute, rompre avec l'utopie fondatrice. « La crise du Centre n'est pas une crise de croissance, affirme son actuelle présidente, Hélène Ahrweiler. C'est une crise de mutation. » (Lire nos articles pages 22 et 23.)

EMMANUEL DE ROUX

CINÉMA

25

Costauds en stock



Exploitant le succès du *Piège de cristal*, sa suite, *58 minutes pour vivre*, reprend les mêmes ingrédients (lieu clos envahi de terroristes et bagarres à gogo). Mais l'accession de l'interprète principal, Bruce Willis, au statut de superstar l'enferme dans les stéréotypes du « gros bras ».

MUSIQUES

29

L'Éthiopie et son swing



Le Festival des musiques urbaines du monde, le MELA, s'ouvre à Bordeaux. Au menu, beaucoup de fraîcheur débusquée par des programmeurs redresseurs d'image. Zanzibar n'est pas perdue et l'Éthiopie bien vivante. Le public français connaissait Mahmoud Ahmed (*ci-dessus*), mais c'est une autre star d'Addis-Abeba, Alemahyetu Eshete, qui viendra faire tourner les têtes en Aquitaine avec son Wallias Band. Une musique étrangement verte et vigoureuse.

ARTS

31

Le « Sacre » selon Richard Serra



Richard Serra, sculpteur américain minimaliste parmi les plus considérables, a décidé, une nouvelle fois, de remettre en cause en les synthétisant ses recherches plastiques. Pour la première fois, cet habitué des œuvres monumentales dans de vastes espaces s'enferme dans la boîte du théâtre et signe à l'Opéra-Comique son premier - et dernier? - décor pour *Le Sacre du printemps*, chorégraphié par Min Tanaka.

TREIZE ANS APRÈS SA NAISSANCE, BEAUBOURG PRÉPARE SA MUTATION

La quadrature du Centre



Dominique Bozo

Le Centre Pompidou est-il une relique? Conçu à la fin des années 60 comme une super-maison de la culture, pluridisciplinaire, modulable à merci et accessible à tous, il apparaît aujourd'hui à beaucoup comme le reliquat d'une utopie dépassée, bateau ivre menacé d'ensablement ou d'explosion.

Le soir, sa carcasse futuriste illuminée fait encore illusion, mais le jour, son architecture, mal entretenue, accuse un vieillissement accéléré : les tuyaux multicolores suent la rouille, des pièces entières sont à changer, les vitrages rayés sont opaques. Il règne par endroits un air d'abandon inquiétant. Reflet du malaise ambiant, les grèves se sont multipliées ces derniers temps et, en quatre ans, Beaubourg a fait une grosse consommation de cadres. Présidents, administrateurs, directeurs et conservateurs du musée se sont succédés. Des personnalités diverses, issues des milieux culturels, mais aussi politiques, se sont récemment inquiétées de son avenir (1).

C'est pourquoi le ministre de la culture, Jack Lang, qui vient de nommer Dominique Bozo (2) à la tête du Musée national d'art moderne (MNAM) et du Centre de création industrielle (CCI), l'a également chargé d'« élaborer, en tant que besoin, des propositions de réformes institutionnelles et statutaires ». Mission délicate du fait de la complexité du Centre. Celui-ci, est, en effet, composé de quatre départements, le MNAM, le CCI, la Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (IRCAM). Ce dernier, piloté depuis le début par Pierre Boulez, est une association loi de 1901, autonome, avec son propre budget. La BPI dépend de la direction du livre, mais le président de son conseil d'administration est, de droit, celui du Centre.

Les directeurs du MNAM et du CCI sont nommés par le ministre de la culture. Ceux du MNAM sont tous, depuis la fondation du Centre, des conservateurs de musée : Pontus Hulten, de 1977 à 1981, Dominique Bozo de 1981 à 1986, Bernard Ceysson de 1986 à 1987 et Jean-Hubert Martin, associé à Pontus Hulten, depuis 1987. Soit quatre têtes en treize ans. Ce qui est beaucoup si l'on songe que depuis 1945 le Museum of Modern Art (MOMA), à New-York, et le Stedelijk, à Amsterdam, n'ont connu que trois respon-

sables chacun. Le goût du changement est plus prononcé encore au CCI, qui a vu défiler cinq directeurs depuis 1977.

Le président du Centre - aujourd'hui Hélène Ahrweiler - est, quant à lui, nommé en conseil des ministres. Ici l'exigence scientifique s'estompe. Le mérite se mesure plus à la fidélité politique qu'à la compétence. Cette tradition régalienne est d'autant plus lourde de conséquences que le président du Centre a la haute main sur le budget général (environ 450 millions de francs), ses parties communes, sa sécurité, son entretien, et siège à la commission d'acquisition du musée. Il s'appuie théoriquement sur un comité de direction composé des chefs des quatre grands départements. Mais ces grands barons défendent surtout leurs fiefs. Les alliances se font et se défont au gré des crédits à rafler et des espaces à conquérir. Ainsi, les 100 millions promis au MNAM par le gouvernement Chirac, en 1987, pour sa rénovation et son agrandissement, allèrent finalement à l'IRCAM de Pierre Boulez, sans doute meilleur tacticien que ses pairs.

Au fil du temps, la présidence s'est d'ailleurs taillée, à son tour, des domaines qui ne relèvent que d'elle. Jean Maheu, le prédécesseur d'Hélène Ahrweiler, a ainsi multiplié les micro-organismes qui profitent aujourd'hui au rez-de-chaussée, de la salle Garance aux multiples « niches pédagogiques ». Sans parler des cellules moribondes, maintes fois sous perfusion financière, comme le centre audio-visuel où quinze personnes ont à gérer, avec un résultat plus que discret, 5 millions de francs par an, tout en en-

coûtant, elles-mêmes, 6 au Centre. On le constate, le gestionnaire efficace est une denrée rare à Beaubourg où la complexité de la structure administrative est la meilleure garantie de son inertie : ses mille deux cents employés se répartissent en treize catégories de personnel que l'on tente aujourd'hui de réduire, non sans mal, à quatre.

« Le personnel du Centre, dans l'esprit de ses fondateurs, devait tourner rapidement, explique Yves Michaud, directeur de l'Ecole nationale des beaux-arts. Contre toute attente, le même personnel, mal formé, mal payé, est resté et s'est considérablement bureaucratisé. Et le système s'est balkanisé jusqu'à l'absurde. Les Cahiers du Musée d'art moderne, que je dirigeais, disposaient d'un budget correct : 800 000 F par an. Mais sa gestion échappait totalement au MNAM, bailleur des fonds. Que la revue se vende ou non, le résultat était le même

pour lui. Pour organiser le service de presse, le musée était ainsi obligé de racheter des exemplaires au Centre! »

Ce n'est un secret pour personne, Dominique Bozo, qui retrouve le MNAM après quatre ans d'absence, a posé plusieurs conditions préalables à sa nomination. Il veut pouvoir s'appuyer sur une équipe de gestionnaires compétents et cite volontiers ses collègues anglo-saxons qui peuvent se consacrer d'autant plus librement à leur mission scientifique et pédagogique qu'ils sont déchargés de leurs tâches administratives quotidiennes. L'histoire du Centre Pompidou, telle qu'il l'analyse, est celle d'un prototype dont la mise au point n'a jamais été achevée. Comme un ordinateur de la première génération, c'est une lourde machine, plus pesante qu'efficace. Les établissements de la seconde génération, type Orsay, et de la troisième, type Grand Louvre, ont su tirer partie de la leçon et mettre au point une technique de gestion et de communication qui manque toujours à Beaubourg. Le Centre en est resté au stade héroïque du bricolage post-soixante-huitard. L'idéal de pluridisciplinarité sur lequel le Centre est fondé se réalise avec plus de succès et cependant plus de discrétion, lors des conférences, des concerts et des projections d'Orsay et du Louvre.

Dominique Bozo pourra-t-il mener à bien sa mission? La condition sine qua non est d'abord une entente minimum entre le directeur du MNAM et la présidence du Centre. C'est cette mésentente qui avait provoqué la démission de Dominique Bozo en 1986, autant que le « manque de moyens » qu'il invoquait alors. Les relations entre Jean-Hubert Martin et



Hélène Ahrweiler

Hélène Ahrweiler ont toujours été, de notoriété publique, des plus mauvaises. Celle-ci, en arrivant à Beaubourg, il y a deux ans, a trouvé une situation très dégradée et des équipes atomisées. « L'institution a vieilli, constate-t-elle. On ne peut être, constamment, à la pointe de la modernité. Surtout quand on dispose d'un personnel qui, démotivé par des perspectives de carrière médiocres, s'installe dans une routine. Le bâtiment, qui était l'expression de cette modernité, subit un vieillissement accéléré, en partie à cause de son succès : jamais on n'avait pu imaginer une telle fréquentation du Centre. Et parce que les éléments de la structure, qui sont tous des prototypes, sont longs et coûteux à changer. Enfin, la transparence et la convivialité des lieux, bien vécues dans les premiers temps, se révèlent aujourd'hui des handicaps. Du coup, les équipes se sont repliées sur elles-mêmes. Et le Centre, dont les contours sont de plus en plus flous, est en passe de se liquéfier. »

UN RENOUVELLEMENT RADICAL

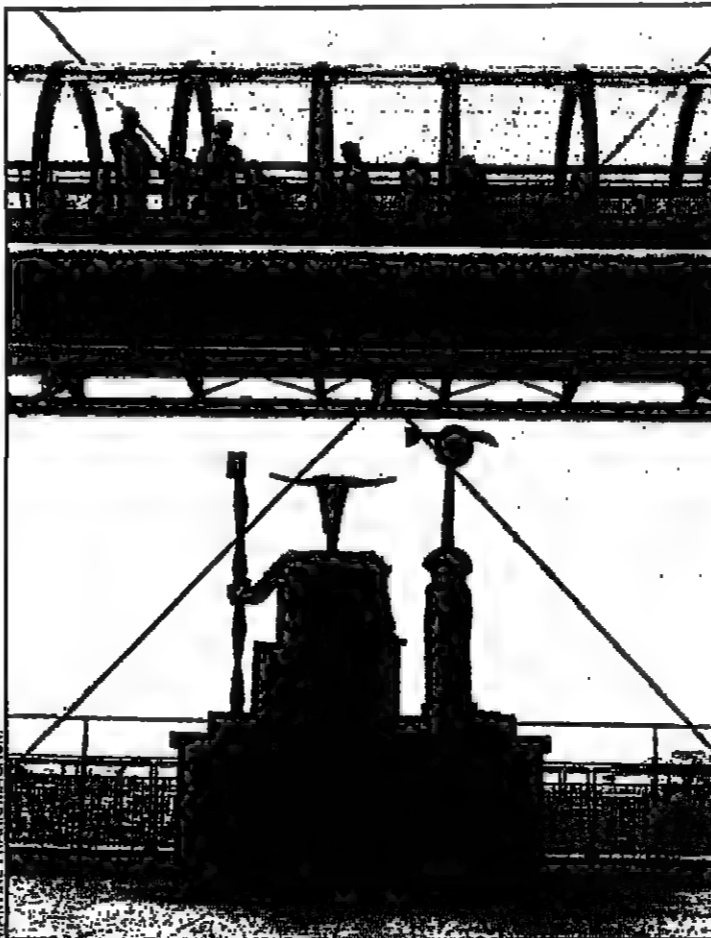
Le diagnostic de Dominique Bozo est aussi sévère. Mais leurs opinions divergent sur les conditions d'un renouveau. « Aujourd'hui, estime Hélène Ahrweiler, le Centre doit retrouver un ancrage. Il a fondé sa mythologie sur l'absence de barrière entre le public et les objets de culture. Mais cette qualité a provoqué une fâcheuse dérive. Le Centre est devenu un objet de curiosité pour un public qui ne fait que passer. Cela a amené les responsables, à l'intérieur du Centre, à tenir à distance ce public indifférent et à favoriser un certain élitisme. D'où un divorce croissant. »

Pour le nouveau directeur du MNAM, la fidélité à l'utopie fondatrice n'est plus de mise. La refonte des structures, le renouvellement radical des équipes, la remise en cause de certains privilèges, l'exigence du professionnalisme de la direction du Centre sont, à ses yeux, autant de nécessités. Le directeur du MNAM, établissement pilote du Centre, ne pourrait-il pas, par exemple, assurer la responsabilité administrative du bâtiment tout entier? « La crise du Centre n'est pas une crise de croissance, mais une crise de mutation », affirme Hélène Ahrweiler. La formule est sans doute juste. Mais encore faudrait-il savoir où doit conduire cette nécessaire mutation.

PHILIPPE DAGEN
ET EMMANUEL DE ROUX

(1) Depuis le mois d'avril 1990, le Monde a publié, pour sa part, cinq contributions émanant de responsables ou de personnalités proches du Centre Pompidou.

(2) Il remplace Jean-Hubert Martin, nommé en 1987, et dont le mandat n'a pas été renouvelé.



Le vieillissement d'une idée : la fidélité à l'utopie fondatrice n'est plus de mise.

LE SOUTH BANK POMPIDOLIEN DE LONDRES

Un bunker en réanimation

Ancien bras droit de Boulez à l'IRCAM, Nicolas Snowman a passé la Manche en 1986 pour diriger à Londres, au poste d'« art director », le South Bank, complexe culturel énorme qui prend, sous son action, des allures de plus en plus pompidoliennes. Mais l'idée Beaubourg est-elle vraiment exportable?

« L'intelligence du président Pompidou fut d'implanter Beaubourg en plein centre de Paris, dit Nicolas Snowman. Le South Bank est au contraire construit sur la rive sud de la Tamise, dans un quartier qui n'a jamais eu d'image culturelle, quelque chose comme le Belvédère londonien. Ça change tout. Beaubourg n'a eu qu'à se poser sur sa piazza pour attirer les foules. Alors qu'il revient au South Bank d'insuffler l'animation, l'ambiance, la vie, qui manquaient à ce quartier. Et comme l'architecture en est plutôt rébarbative, tous les moyens sont bons pour nous rendre attrayants :

nous avons entrepris la construction de galeries marchandes, de restaurants, de librairies.

« C'est aussi qu'on a bien besoin de vendre de la nourriture et des livres pour raffermir notre trésorerie. Certes, nous sommes un organisme financé par l'Arts Council (pour 60% environ de notre budget, l'équivalent de 10 millions de francs venant du mécénat). Le Barbican, autre complexe culturel, qui abrite une salle de concert, un cinéma, la Royal Shakespeare Company, fait partie de la City, et bénéficie d'un financement municipal : il représente un peu l'équivalent du Châtelet à Paris alors que nous serions l'Opéra-Bastille. Mais il n'existe pas en Grande-Bretagne, contrairement à la France, un volontarisme culturel d'État. Nous avons souhaité, par exemple, annexer au South Bank un IRCAM en réduction : l'espace nécessaire a été inscrit dans le développement immobilier, nous disposons de l'équipe souhaitée ; mais aucune subvention supplémentaire n'a pu être dérogée. Les prix, à Londres, ont augmenté de 11,2 % dans l'année, le taux d'inflation nationale est de 6,6 %, le budget de la culture n'a augmenté que de 3 % environ. Nous sommes très jaloux de

notre budget culturel en augmentation de 15,2 % et de notre inflation de 3,6 %.

« Je reste un fanatique de l'idée pompidolienne d'interdisciplinarité. Personnellement, j'y crois toujours. Mais c'est vrai que le thème du brassage des arts est moins dans le vent en France que dans les années 70. C'est vrai aussi que les pays britanniques sont une terre moins fertile pour ce type d'idées. En Angleterre, on est très musicien, on n'est jamais très intellectuel, c'est lié au système d'éducation plus cloisonné qu'en France. En France, la réflexion sur la correspondance entre les arts commence au lycée.

« Mais j'ai constaté à Londres les résultats bénéfiques de l'effet-Baubourg. Quand, au Théâtre national, à la Cinémathèque, au Musée s'est jointe au South Bank, après mon arrivée, la petite Bibliothèque nationale de poésie britannique, la fréquentation de cette bibliothèque, qui auparavant végétait, a quadruplé. Quand, au coup par coup, nous avons associé, en 1989, les forces, de la Cinémathèque, de la Tate Gallery, des trois salles de concert pour notre programme sur « l'esprit français d'Innovation », quand nous avons monté Béatrice et Bénédict, de Berlioz, avec deux

distributions simultanées (les dialogues de Shakespeare en anglais par la troupe du Théâtre national, les airs chantés normalement en français), quand nous montons une œuvre de théâtre musical en associant logiquement l'unité « théâtre » et l'unité « musique », ça marche, ça excite tout le monde alors même que la Cinémathèque et le Théâtre constituent des entités administratives autonomes.

« L'interdisciplinarité, au fond, c'est une affaire de dialogue et d'impulsion forte autour d'un projet. Si Beaubourg en vient à donner dans l'avenir une place prépondérante au Musée d'art moderne, au détriment d'autres départements, j'espère au moins que le dialogue se prolongera entre tous les partenaires, un dialogue artistique et non administratif.

« Et si l'on doutait encore que le concept Beaubourg pût s'exporter, sachez que j'ai fait partie cet hiver d'une délégation « très pompidolienne » chargée d'étudier, à la demande du maire de Bilbao, l'implantation d'un centre de ce type dans le nord de l'Espagne. »

Propos recueillis par
ANNE REY

A la conquête de l'espace



Plusieurs problèmes vont donc se poser simultanément à Dominique Bozo. Compte tenu du programme des Grands Travaux — achèvement du Grand Louvre et de la Cité de la musique, démarrage de la Bibliothèque de France — il est illusoire de parler sur la construction d'un nouveau musée consacré au vingtième siècle. A Beaubourg, les collections sont à l'étroit, c'est vrai. La partie « historique » et la partie « contemporaine » se partagent difficilement les cimaises. L'hypothèse d'une

Près de cent-trente expositions ont été montées à la Galerie d'actuels du CCI, l'architecture s'y taillant la part du lion - cent-huit ont été consacrées à cette discipline. On se souvient notamment du « Temps des gares » ou du panorama consacré à l'architecture de terre, toutes deux mises sur pied par Jean Dethier. Le design et la communication visuelle étaient moins bien lotis. Aujourd'hui, le CCI a besoin d'un nouveau souffle. D'abord, parce que son cheval de bataille, l'architecture, essaime dans d'autres lieux. Ensuite, parce que la nombreuse équipe qui le compose (80 personnes) a besoin d'être mieux intégrée aux autres activités du Centre Pompidou.

E de R

LE CIRQUE DU SOLEIL S'INSTALLE À PARIS Les Canadiens volants

Venue du Québec, la troupe du Cirque du Soleil, où les animaux n'ont pas droit de cité, arrive à Paris. Sur la piste du Cirque d'Hiver, où elle s'installe pour trois mois avec ses jongleurs, ses acrobates, ses clowns, ses musiciens, elle fait souffler un vent de jeunesse et de fraîcheur. Son spectacle fait la part belle au théâtre, au mime, à la danse, au music-hall. Sans oublier le cirque...

DES cirques « nouveaux », « réinventés », il y en a. Ces dernières années, ceux qui sont apparus étaient plutôt sauvages. La fureur loubarde et mécanique d'Archos, la fierté équestre et poétique des Zingaro. Mais voilà que de Québec, la Belle Province, débarque le Cirque du Soleil, et c'est tout autre chose, un sorbet de printemps, une grâce pleine d'énergie. Le cirque sans la mystique de l'effort apparent et sans les effluves ostentatoires du crottin de cheval. Le cirque conçu d'abord comme un spectacle, une comédie musicale bondissante et intime, où chaque piroquette a son mot à dire, prend sa place dans une dramaturgie sans paroles mais où s'exprime savamment l'exubérant langage des corps.

Le cirque lifté Broadway, « clean », « yuppie » a-t-on pu dire aux États-Unis, où il remporte un succès aussi considérable que surprenant au pays où règnent encore les « plus grands chapiteaux du monde » et leurs triples pistes surdimensionnées.

« J'aime mieux nourrir les gens que des éléphants. » C'est l'aphorisme fondateur de Guy Laliberté, trente et un ans, créateur du Cirque du Soleil. (On a, paraît-il, le visage qu'on mérite, et pourquoi pas le nom ?) Pas d'animaux savants donc, par un choix délibéré, dans cette troupe uniformément jeune, religieusement catholique. Tout au long de la soirée où les sons, les lumières, les gestes se répondent, un orchestre vivant dispense une musique funky, jazzy, plus proche de Dire Straits que de la fanfare traditionnelle, et accompagne les numéros.

Il y a une pyramide aléatoire de chaises décalées, un vélo cabré qui s'en va tout seul tel le chat de Kipling, un musculeux adolescent qui saute à la corde sur une corde - audacieux pléonasse, - des trapézistes heureux, des sauteurs à la planche déguisés en pingouins, affairés comme des cadres supérieurs. Boul, le contorsionniste jongleur, un peu Puck, un peu Caliban, expulse de sa bouche des balles de ping-pong au delà du raisonnable, un vrai jet d'eau vivant.

Amélie Dumay et Eric Varelas, dans leur main à main, sont aussi tendres et soudés que des siamois. De temps en temps bondit une petite fille caoutchouc. Elle est française, elle a dix ans, elle est là parce qu'elle a écrit une lettre à Montréal : « Monsieur le



Ni chapiteau géant, ni dompteurs, ni caste dominante : de l'éclat, de l'élégance.

Cirque, je veux partir avec vous... » Et Balthazar, le clown timide, tisse sa toile en philosophe, il est à la fois la mouche et l'araignée.

Tzvetomira Filipova et Youlia Moundjewa, deux divines Bulgares, flirtent avec des bouquets de rubans dont elles font des serpents subjugués et transforment un banal cerceau en hula-hoop céleste. Un spectateur est tiré de son gradin, affublé d'une cravate orange et pressé de rugir, clin d'œil à l'absence militante de fauves en cage. Si l'on excepte ce gag sans conséquences et quelques projections de mousse à raser dans le public, il n'y a jamais sur la piste la moindre tentative, la moindre tentation d'humiliation. Pas de caste dominante, la hiérarchie sacrosainte et féroce du cirque est abolie, le moindre porteur de tabouret a un habit de lumière et un rôle à tenir, Monsieur Loyal n'est plus un bonimenteur las mais il a l'élégance canaille d'un dandy sur le boulevard du Crime.

Parfois un groupe de vieux, ergotants et masqués, apparaît. Il semble sortir tout droit d'un spectacle de Jérôme Deschamps, et symbolise la foule grise, sans âge, nous en sommes ! Mais que passent un effluve de musique, une caresse de projecteur, un parfum revigorant et carnavalesque, avivé par le chatoiement des costumes somptueux, voilà que les vieux arrachent leur oripeaux de fatigue et redeviennent jeunes, beaux, comme il se doit au Cirque du Soleil.

Cet optimisme gymnique permanent, ce déploiement de talents forcément toniques, évidemment positifs, pourraient finir par lasser, par sembler esotériques, par faire regretter la misère pailletée de certains cirques de nos souvenirs, si le show ne portait en lui une volonté, un rythme, une cadence, un élan vital qui vous emporte. Tout est mis en scène, répété, éclairé, chorégraphié, orchestré, joué pour que les numéros cessent d'être des prouesses sèches, des prises de risque codifiées, mais deviennent des rêves d'apesanteur qui prennent forme, des images idylliques d'un monde qui s'envole.

« Je voudrais bien qu'on soit des conspirateurs sympathiques de l'an 2000 », dit Guy Laliberté. Et il ajoute : « On est des marchands de bonheur et c'est tout. » C'est tout et c'est beaucoup.

DANIELE HEYMANN

* Cirque d'Hiver Bouglions - 118, rue Amiel, 75011 Paris. De 90 F à 190 F. Tél. : 47-43-32-80.

Laliberté triomphe aux Etats-Unis



Le Cirque du soleil a joué son va-tout en Californie. Des contrats ont suivi, d'est en ouest.

Il y a sept ans, il était cracheur de feu sur les places publiques. Du haut d'une caserne de pompiers reconstruite en siège social, le Québécois Guy Laliberté administre aujourd'hui la seule entreprise culturelle du Canada qui se soit imposée aux États-Unis, de Los Angeles à New-York, via Washington et Chicago. C'est un cirque. Un drôle de cirque iconoclaste, dont les deux cent vingt-cinq employés ont, en moyenne, vingt-cinq ans et dont le président, qui vient de fêter son trente et unième anniversaire, continue de jouer avec le feu.

30 millions de dollars canadiens de chiffre d'affaires (136 millions de francs), Guy Laliberté et les anciens bateleurs, chômeurs ou jeunes loups risque-tout qui, depuis le vieux port de Montréal, tirent les ficelles du Cirque du soleil, ont décidé, cette année, de mettre les bouchées doubles. Une première troupe - trente-cinq artistes, sept nationalités - est partie en tournée avec un nouveau spectacle dans les métropoles nord-américaines, où le cirque sans animaux a connu, à partir de 1987, ses premiers succès. Succès confirmé par un taux d'occupation moyen de 85% de leur chapiteau itinérant de deux mille cinq cents places.

Au moment de s'installer à Paris au Cirque d'hiver, pour près d'un mois, avec une deuxième troupe, Jean David, l'un des vice-présidents du Soleil, se sent repris par le trac de ses débuts. « Au Québec, dit-il, il n'y avait pas de tradition. On n'a pas eu de règles ou de conventions à bousculer. On a donc inventé un cirque différent, avec une approche très théâtrale et musicale, qui fait son originalité sur le continent nord-américain. Le temps est venu pour nous de le présenter bien humblement de l'autre côté de l'Atlantique, où l'art du

cirque pulse ses racines. » Cette périlleuse confrontation reforme, symboliquement, une boucle, ajoute-t-il, avec un salut à ce vieux Jacques Cartier qui a, en fait, précipité la naissance du Cirque du soleil. Tout a commencé en 1984, année du quatre cent cinquantième anniversaire de la découverte du Québec par l'illustre navigateur malouin. Le Commissariat québécois mis sur pied pour organiser ces festivités disposait de 12 millions de dollars pour subventionner des projets culturels. Branle-bas de combat chez Laliberté. Il mobilise ses compagnons de la troupe théâtrale des Talons hauts (sur échasses), venus du Québec, de Belgique, de France et des États-Unis.

Miracle : son projet de spectacle sous un chapiteau est retenu avec, à la clé, un pactole de 1,5 million de dollars pour une tournée dans onze villes de la province. L'assemblage de numéros inventifs, de mieux en mieux structurés sur un son nouveau, séduit d'emblée le public.

Pourtant, l'année 1985 se solde par un déficit cumulé de 750 000 dollars. « À partir de là, sur les conseils de deux de nos admirateurs, René Lévesque, alors premier ministre du Québec, et Claude Gauthier, président d'un grand groupe d'assurances, on s'est mis sérieusement à apprendre le langage des affaires, sans renoncer à notre ambition de devenir un grand cirque », dit Jean David. Leçon bien assimilée : la tournée pan-canadienne de 1986 est bouclée avec, cette fois, un surplus de 750 000 dollars, qui double l'année suivante.

Entre-temps, Guy Laliberté et ses complices, convaincus que, pour survivre, le cirque devait percer aux États-Unis pendant les longs

mois de l'hiver canadien où les représentations sont difficiles, ont joué leur va-tout sous le soleil de la Californie. Des contrats suivent d'ouest en est, entre d'innombrables propositions de rachat ou de mise sous tutelle, toutes refusées. « Ça tourne bien », résume Jean David. Les subventions ne représentent plus que 5% des revenus, soit un peu moins que l'apport des sponsors. Société à but non lucratif, le cirque vit de ses entrées et de la vente - aux profits substantiels - de programmes, tee-shirts, gadgets, disques, cassettes et films vidéo. Une myriade de petites entreprises, bien commerciales celles-là, sont apparues sous sa coupe, pour la gestion des droits des créateurs, la commercialisation du système informatisé de billetterie, la mise au point de la production ou de la fabrication de tous les produits dérivés du cirque. Une fondation - sur le même pied juridique qu'une œuvre de charité - recueille les dons des particuliers et des entreprises (déductibles d'impôts), reversés ensuite, sous forme d'aides, à l'École nationale du cirque de Montréal ou sous forme de bourses pour ses élèves. C'est dans cette école que le cirque forme un bon quart de ses artistes ; les autres sont recrutés lors de tournées de prospection dans les meilleurs cirques européens, chinois, russes ou même cubains, grâce au protocole d'entente signé avec les agences de ces trois derniers pays.

« Les affaires et l'art peuvent dormir dans le même lit à condition qu'ils se respectent », affirment les nouveaux business-men québécois de la culture, qui ne travaillent plus financièrement sans filet.

MARTINE JACOT

051 711 41

CINÉMA

« 58 MINUTES POUR VIVRE », DE Renny Harlin, avec Bruce Willis

La finesse des gros bras



Le succès d'un film entraîne forcément une suite. Le triomphe de Die Hard (le Piège de cristal) a donc donné naissance à un film clone, juste un peu plus riche, légèrement plus fade : Die Hard 2 ou 58 minutes pour vivre. Avec, toujours, Bruce Willis.

DANS *Die Hard 2*, de Renny Harlin — en français *58 minutes pour vivre*, — Bruce Willis reprend le personnage de l'inspecteur McClane, brave flic un peu plus costaud que d'autres, mais pas vraiment malin, apparu dans *Die Hard 1*, de John McTiernan. Les ingrédients sont les mêmes, humour en moins, lourdeur en plus.

Les premières aventures de McClane entraînaient Bruce Willis à son corps défendant dans un engrenage de violence de plus en plus frénétique, à l'intérieur d'une tour moderne tout en verre. Un vrai *Piège de cristal*, c'est le titre français, parfaitement adapté à la situation. Dans l'explosion irrisée des vitres, dans le labyrinthe de couloirs, d'escaliers de secours, de terrasses, on assistait à une ahurissante poursuite, entre d'élégants terroristes européens et Bruce Willis, qui, bien entendu, en sortait vainqueur, après avoir beaucoup transpiré, roulé des yeux et gémé, car, dans le scénario même, il était beaucoup plus aidé par le hasard que par son habileté.

Piège de cristal était un film d'action bien construit, spectaculaire, plein de suspense, avec la juste distance de l'humour. Le succès a été foudroyant, Bruce Willis a mérité son cachet de star, et dans *58 minutes pour vivre* il a touché, paraît-il, celui d'une superstar. Les péripéties des deux films se ressemblent, seul le décor change : il s'agit cette fois d'un aéroport, et les terroristes sont latino-américains.

L'espace est donc plus vaste, moins claustrophobique, il est néanmoins inquiétant. L'éventuelle appréhension à s'embarquer dans les machines volantes n'est pas en cause, mais le fonctionnement de ces usines géantes, dont on ne voit jamais que la partie émergée dont les mécanismes infiniment sophistiqués demeurent inconnus. La sécurité, la vie des avions et des voyageurs en dépendent, et on est trimballé comme des moutons, bercé par les voix caressantes qui annoncent arrivées et départs. Les employés en uniformes seyant arborent des sourires imperturbables, mais qui sait ce qui se passe dans les coulisses...

Ce qui se passe est tout simplement épouvantable. Un général trafiquant de drogue, une sorte de Noriega, est attendu par les autorités américaines qui veulent l'embarquer et par les terroristes qui veulent le sauver. Ils ne reculent devant rien, coupent les communications avec la tour de contrôle, prenant en otages avions et aéroport. Heureusement, Bruce Willis, qui était venu attendre sa femme, veille. Après toutes sortes de bagarres, d'explosions formidablement spectaculaires, magnifiques dans la nuit et dans la neige (c'est un hiver très froid), après qu'il eut démasqué les traîtres et bricolé quantité de machines et d'armes, il sauve tout le monde, retrouve son épouse éperdue d'amour et d'admiration.

« Je ne veux pas que McClane soit un super-héros, j'essaie de l'interpréter comme un type vulnérable », a déclaré Bruce Willis. Mais étant confirmé dans sa fonction de star — et le scénario d'ailleurs l'y pousse, — il ne peut s'empêcher de jouer le héros invincible. Il a perdu la naïveté légèrement bornée qui, dans *Piège de cristal*, le rendait presque crédible, en tout cas sympathique. Le film en pâtit, qui aurait pu être lui aussi épatant. Pourtant, à l'exception des trois ou quatre scènes spectaculaires, il traîne. Il dure deux heures, alors que les péripéties auraient convenu pour quatre-vingt-dix minutes.

Surtout Bruce Willis joue gros et en rajoute de façon insupportable. Il ne sait pas comment remplir le vide de son personnage. L'emploi de « gros bras » exige finalement de la finesse. Tant qu'il y a des coups à donner et à recevoir, des actions à accomplir dans l'urgence d'un danger mortel, l'acteur est en quelque sorte dominé par la situation et le spectateur avec lui. Mais dès qu'il a une scène de comédie ou de drame à développer, il flotte. Le jeu des méandres psychologiques est exclu, l'humour demande une certaine audace et dépend avant tout du metteur en scène.

Ne se fiant pas au pouvoir de sa stature, Bruce Willis grimace comme un guéniol — sans doute dans l'intention de donner le côté vulnérable du personnage — et, quand il doit représenter la souffrance, c'est terrible. Finalement, si on colle sur un acteur l'étiquette « héros invincible », on doit aller jusqu'au bout. Un héros invincible ne peut pas avoir peur, ne peut pas souffrir. Tout au moins résiste-t-il à la souffrance avec un courage admirable sans rien laisser transparaître d'humain. Dans les films sur la guerre de Sécession, le soldat que l'on va amputer doit une grande rasade d'alcool, serre les dents sur une branche d'arbre, transpire horriblement, ferme les yeux, se permet un cri. C'est tout.

COLETTE GODARD

Anger le scandaleux

« Papa » du cinéma underground américain, Kenneth Anger (né en 1932) signait son premier film à quatorze ans, mais c'est le second réalisé trois ans plus tard, *Fireworks*, qui établissait sa sulfureuse réputation : images-chocs, fantasmes homosexuels et sadomasochistes, poésie provocatrice. « Il touche le vil de l'âme et c'est là chose rare », s'écrit Jean Cocteau. Confronté à la censure, se lançant dans des projets qui resteraient sans suite (notamment avec Roland Petit), il filma successivement des rêves d'un autre âge sur une musique de Vivaldi (*Eaux d'artifices*) et un hymne à la culture rock et au mythe des motards (*Scorpio Rising*). Passionné par le surréalisme, il évoque les rituels magiques de l'écrivain britannique Aleister Crowley dans *Inauguration of Pleasure Dome*. Le 26 octobre 1967, il faisait lui-même paraître son avis de décès dans le *Village Voice*. Sept ans plus tard, Anger tentait un retour au cinéma avec *Lucifer Rising*. Kenneth Anger est également l'auteur d'un des livres les plus indiscrets sur les turpitudes d'Hollywood, *Hollywood Babylon*.

J.-M. F.

★ Rétrospective Kenneth Anger, monstre sacré de l'underground. Accatone, 20, rue Cujas, 75005 Paris, jusqu'au 13 octobre.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

58 Minutes pour vivre
de Renny Harlin, avec Bruce Willis, Bonnie Bedelia, William Atherton, Reginald VelJohnson, Franco Nero, William Sadler, Américain (2 h 03).

Suite du *Piège de cristal*, une nouvelle aventure de l'inspecteur McClane : ce n'est plus un building mais tout un aéroport international qui est cette fois pris en otage par des affreux, tandis que dans le ciel tourne l'avion de l'épouse du vaillant policier. Encore plus d'action, de verre brisé et de coups de feu (lire ci-contre l'article de Colette Godard).

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-52) ; U.G.C. Normandie, 8^e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-75-75) ; VF : Rm la Grand Rex, handicapés, 2^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; George V, THX, 8^e (45-52-41-46) ; Paramount Opéra, 8^e (45-52-41-46) ; U.G.C. Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Favart, 13^e (43-31-56-56) ; Mistral, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 15^e (45-22-45-22).

46-01 : La Gambetta, THX, 20^e (46-38-10-98).

Détour
d'Edgar George Umer, avec Tom Nawl, Ann Savage, Claudia Drake, Edmund McDonald, Tim Ryan, Roger Clark, Américain, noir et blanc (1 h 08).

Inédite en France depuis quarante-cinq ans, une sombre histoire de substitution de personne et de captation d'héritage, par un des maîtres du film noir de série B de la grande époque. VO : Action Christine, 6^e (43-29-11-30).

Mado poste restante
d'Alexandre Adabachian, avec Marianne Groves, Oleg Yankovsky, Isabelle Gellinas, Bernard Frey, Jean-Pierre Darroussin, Olivier Pajot, Français (1 h 38).

Dans un univers très quotidien, un conte de fées moderne avec jeune fille abandonnée, prince charmant, etc... la poste dans le rôle de la baguette magique. Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-36) ; Reflet Médias Logos, salle Louis-Philippe, 13^e (45-22-45-22).

“.. Spectacle magique..”
PARIS MATCH

“.. Quelle réussite!..”
TELE 7 JOURS

“.. Dick Tracy, chapeau!..”
LIBERATION

DICK TRACY
WARREN BEATTY

EN AVANT-PROGRAMME ET EN EXCLUSIVITE AVEC LE FILM DICK TRACY

LE LAPIN ROUGE

ACTUELLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

CINÉMA

Le Mari de la coiffeuse
de Patrice Leconte, avec Jean Rochefort, Anna Galiena, Roland Bertin, Maurice Chevalier, Philippe Clément, Jacques Maréchal, François (1 h 20).

Depuis l'enfance, il n'a qu'un but dans l'existence : épouser une coiffeuse. Une fois son rêve réalisé, ils vivront heureux une vie paisible émaillée d'incidents loufoques ou tendrement poétiques. Mais le bonheur est-il de ce monde ?

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-40-33) ; Publicis Saint-Germain, 8- (42-22-72-80) ; U.G.C. Danton, 8- (42-25-10-30) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-69-19-08) ; Saint-Lazare-Passages, handicapés, 8- (43-87-35-45) ; U.G.C. Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-53) ; U.G.C. Coblentz, 13- (46-81-94-06) ; Gaumont Aléa, 14- (43-27-34-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-75-75) ; Gaumont Convent, 15- (45-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17- (40-68-00-16) ; Pathé Wexler II, handicapés, 18- (45-22-47-54) ; Le Gambetta, 20- (46-38-10-36).

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis
de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Ray Liotta, Joe Pesci, American (2 h 21).

Le réalisateur de *Mean Streets* retrouve la communauté italo-américaine pour une plongée dans l'univers de la Mafia au ras du bitume. A la fois thriller éblouissant et documentaire exhaustif, Scorsese s'inspire de la vie réelle du gangster, repère Henry Hill pour faire du cinéma, et du grand. L'occasion aussi de retrouver son acteur favori, Robert De Niro.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2- (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 6- (43-25-44-40) ; 14 Juillet Clichy, 6- (43-25-59-33) ; Gaumont Champs-Élysées, 6- (43-59-04-67) ; U.G.C. Biarritz, 6-



Deux visages d'enfants, une image de tendresse et d'innocence ? Non, des visages de combattants, de survivants dans l'enfer de boue et de désespoir qu'est Bouge pas, meurs, ressuscite, le film coup de poing-coup de cœur de Vitali Kanevski, une des grandes révélations du dernier Festival de Cannes.

8- (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-51) ; Escorial, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-55-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-75-75) ; U.G.C. Maillot, 17- (40-68-00-16) ; VO : Rive, 2- (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, handicapés, 8- (47-42-56-31) ; Les Nations, 12- (43-43-04-57) ; U.G.C. Coblentz, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; U.G.C. Convent, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

L'Amour
de Philippe Faucon, avec Laurence Karkettan, Julie Jopet, Nicolas Porto, Mathieu Baurer, Français (1 h 20).

Injustement passé inaperçu cet été, le très simple et très chaleureuse histoire de quelques adolescents de banlieue qui composent l'absence de vacances par les jeux de la tendresse et la découverte de la séduction. Premier film interprété par des inconnus, *L'Amour* possède la fraîcheur d'une romance sans chichis et l'acuité d'un reportage sans effets de manche.

Reflet Médias Loges, salle Louis-Jourvet, 5- (43-54-42-34).

Crimes et Délits

de Woody Allen, avec Martin Landau, Woody Allen, Anjelica Huston, Milla Farrow, Français (1 h 44).

Les histoires parallèles d'un grand médecin emporté dans un adultère, dont il sortira

par la moins avouable des méthodes, et d'un réalisateur mal dans sa peau et trop exigeant pour le monde de l'audiovisuel dans lequel il est obligé de vivre : ce pourrait être pour Woody Allen que l'occasion de démontrer une fois de plus sa sensibilité et sa maîtrise dans la mise en scène. C'est, plus encore, une fable subtile à la morale dérangeante.

VO : Reflet Logos II, handicapés, 5- (43-54-42-34).

Cyrano

de Bergerac
de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, Anne Brochet, Vincent Perez, Jacques Weber, Richard Berin, Philippe Morier-Genoud, Français (2 h 15).

De la bravade d'Hercule Savinien de Cyrano de Bergerac qui expulsa un butor de la scène de l'Hôtel de Bourgogne et vainquit en duel un fâcheux tout en le ridiculisant en vers, à sa mort sans que la moindre tache eût souillé son panache, la trépidante et bouleversante épopée du cadet de Gascogne, incarné par un Depardieu qui jamais peut-être ne fut aussi bon.

Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; U.G.C. Danton, 6- (42-25-10-30) ; La Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; Sept Parnasses, 14- (43-20-32-20).

Daddy Nostalgie

de Bertrand Tavernier, avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure, Emmanuelle Béart, Français (1 h 45).

Aux portes de la mort, le dialogue feutré et brillant d'un père, incorrigible dandy, et de sa fille à la tendresse maladroitement curieuse de cet homme qu'elle aime sans l'avoir vraiment connu : en retrait de ce frémissement duo Bogarde-Birkin, Odette Laure construit en contraste un personnage épatant de femme frileuse et abusive.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Saint-Lazare-Passages, 8- (43-87-35-43) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-53) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-75-75).

La Décalogue
de Krzysztof Kieslowski, Polonais.

Sous prétexte d'illustrer les dix commandements, le grand cinéaste polonais, une des découvertes majeures de ces dernières années, invente en dix films un univers cohérent qui, sur fond de mystère matériel et moral, tisse un subtil réseau de résistances quotidiennes à la démission du cœur et de l'esprit.

Avec seulement du noir sur sa palette, Kieslowski parvient à peindre l'espoir, sans illusion.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-56-00).

La Fille aux allumettes

de Mikael Håfström, avec Karl Olin, Elina Salo, Esko Nikkari, Vesa Vierikko, Finlandais (1 h 10).

On l'exploite, on la bat, on la trompe, on la méprise. Elle ne dit rien. Mais un jour elle décide que la coupe est pleine et décide de soigner la mort aux rats ceux qui lui empoisonnent l'existence. Entre chronique glacée et fable d'humour noir, une petite merveille tirée au cordeau par un jeune cinéaste

finlandais dont chaque film est un rendez-vous à ne pas manquer.

VO : Utopia Champollion, 5- (43-26-54-85).

Milou en mai

de Louis Malle, avec Michel Piccoli, Mimi Maki, Michel Duchaussoy, Dominique Blanc, Henriette Welter, Bruno Carotta, Français (1 h 48).

Pendant qu'au loin retentissent les farandoles et les explosions de Mai 68, une famille française repliée dans une grande maison de campagne se joue toute la tyrannie d'un psychodrame provincial. Émanée par Michel Piccoli en grande forme sous la houlette d'un Louis Malle d'humour joyeux, un conte ironique et jubilatoire. Danvers, handicapés, 14- (43-21-41-01).

S'en fait la mort

de Claire Denis, avec Isach de Bankolé, Alex Descas, Jean-Claude Brialy, Sylvie Durrant, Français (1 h 31).

Autour de combats de coqs organisés par un Africain et un Antillais dans une arrière-salle de Rungis, une méta-

phore de la condition humaine signée d'une jeune cinéaste au regard sûr et dur, qui sait trouver la beauté où on l'attend le moins et parler sans pathos de malheur et de dignité.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12).

Le Mahabharata

de Peter Brook, avec Robert Langdon Lloyd, Anant Singh-Vishwanathan, Bruce Wynn, Vittorio Mezzogiorno, Français (2 h 51).

Peter Brook semblait avoir tout à perdre et rien à gagner en portant à l'écran l'immense saga de la mythologie indienne dont il avait fait une pièce-fleuve unanimement acclamée. Mais il parvient à retrouver, dans le temps et le cadre d'un film, les magies du geste et de la lumière, des matières et des symboles qui font d'un bâton brandi une guerre universelle, d'une flaque d'eau le paradis, et d'un faux théâtre filmé un vrai moment de cinéma.

VO : Locomobile, 6- (45-44-67-34).

REPRISES

Andrei Roublev

d'Andrei Tarkovsky, avec A. Solonitzyn, N. Sergeev, N. Bourisiev, I. Lapinov, Soviétique, 1969, couleurs et noir blanc (2 h 30).

Immense fresque autour du plus grand peintre d'icônes russe, un chef-d'œuvre foisonnant qui est à la fois une ode à la terre et un chant mystique.

VO : République Cinéma, 11- (48-05-81-33) ; Danfort, handicapés, 14- (43-21-41-01).

Le Décaméron

de Pier Paolo Pasolini, avec Franco Citti, Ninetto Davoli, Angela Luca, Paola Caperrelli, Jovan Jovanovic, Gianni Rizzo, Italien, 1971 (1 h 50).

D'après les contes de Boccaccio, huit sketches volontiers lestes ou rababaisiens, dans lesquels Pasolini donne libre cours à sa manière très particulière et très inventive de reconstruire le passé : l'exotisme historique compte moins que la création d'un univers où les matières s'unissent une autre texture, les lumières une autre brillance.

VO : Le Champ - Espace Jacques-Tati, handicapés, 5- (43-54-51-60).

Easy Rider

de Dennis Hopper, avec Peter Fonda, Dennis Hopper, Jack Nicholson, Américain, 1969 (1 h 30).

Film-culte de la « génération de 68 », une odyssée à travers l'Amérique des grands espaces, des rêves immenses et des petits bleds, comme

un voyage halluciné. Et une bande-sop d'anthologie.

VO : Cinoches, handicapés, 6- (46-33-10-82).

El

de Luis Bunuel, avec Arturo de Cordova, Dolores del Río, Luis Beristain, Mexicain, 1952, noir et blanc (1 h 30).

Sous couvert d'une comédie de mœurs dans la bourgeoisie mexicaine, une des œuvres les plus intrigantes, les plus perverses d'un Luis Bunuel maniant de main de maître les ingrédients de la jalousie et du fétichisme.

VO : Latina, 4- (42-78-47-86).

L'Inclinateur de cadavres

de Juraj Herz, avec Rudolf Hrusineky, Vlasta Chramostova, Jean Salmova, Jiří Menzel, Tchécoslovaque, 1968, noir et blanc (1 h 35).

Réalisé durant le « printemps de Prague », un des films les plus étranges et les plus inventifs de la nouvelle vague tchèque, qui transforme la description de la vie très ordinaire d'un employé de pompes funèbres en fable cruelle et insolite.

VO : Accusons, 5- (48-33-88-88).

Monty Python, sacré Graal

de Terry Gilliam, Terry Jones, avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Anglais, 1975 (1 h 30).

La délirante version des aventures des Chevaliers de la Table ronde concoctée par les Monty Python (avec

un voyage halluciné. Et une bande-sop d'anthologie.

VO : Cinoches, handicapés, 6- (46-33-10-82).

El

de Luis Bunuel, avec Arturo de Cordova, Dolores del Río, Luis Beristain, Mexicain, 1952, noir et blanc (1 h 30).

Sous couvert d'une comédie de mœurs dans la bourgeoisie mexicaine, une des œuvres les plus intrigantes, les plus perverses d'un Luis Bunuel maniant de main de maître les ingrédients de la jalousie et du fétichisme.

VO : Latina, 4- (42-78-47-86).

L'Inclinateur de cadavres

de Juraj Herz, avec Rudolf Hrusineky, Vlasta Chramostova, Jean Salmova, Jiří Menzel, Tchécoslovaque, 1968, noir et blanc (1 h 35).

Réalisé durant le « printemps de Prague », un des films les plus étranges et les plus inventifs de la nouvelle vague tchèque, qui transforme la description de la vie très ordinaire d'un employé de pompes funèbres en fable cruelle et insolite.

VO : Accusons, 5- (48-33-88-88).

Monty Python, sacré Graal

de Terry Gilliam, Terry Jones, avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Anglais, 1975 (1 h 30).

La délirante version des aventures des Chevaliers de la Table ronde concoctée par les Monty Python (avec

un voyage halluciné. Et une bande-sop d'anthologie.

VO : Cinoches, handicapés, 6- (46-33-10-82).

El

de Luis Bunuel, avec Arturo de Cordova, Dolores del Río, Luis Beristain, Mexicain, 1952, noir et blanc (1 h 30).

Sous couvert d'une comédie de mœurs dans la bourgeoisie mexicaine, une des œuvres les plus intrigantes, les plus perverses d'un Luis Bunuel maniant de main de maître les ingrédients de la jalousie et du fétichisme.

VO : Latina, 4- (42-78-47-86).

L'Inclinateur de cadavres

de Juraj Herz, avec Rudolf Hrusineky, Vlasta Chramostova, Jean Salmova, Jiří Menzel, Tchécoslovaque, 1968, noir et blanc (1 h 35).

Réalisé durant le « printemps de Prague », un des films les plus étranges et les plus inventifs de la nouvelle vague tchèque, qui transforme la description de la vie très ordinaire d'un employé de pompes funèbres en fable cruelle et insolite.

VO : Accusons, 5- (48-33-88-88).

Monty Python, sacré Graal

de Terry Gilliam, Terry Jones, avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Anglais, 1975 (1 h 30).

La délirante version des aventures des Chevaliers de la Table ronde concoctée par les Monty Python (avec

La sélection cinéma a été établie par Jean-Michel Frodon

**AUJOURD'HUI...
BRUCE WILLIS**

**58
MINUTES
POUR VIVRE
DIE HARD 2**



هكذا من الأصل

051 7 11 44

THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC ROBERTO COSSA, AUTEUR DE «LA NONNA»

Le regard d'un malin

Jorge Lavelli, fidèle à sa politique d'auteurs contemporains, commence sa saison au Théâtre national de la Colline avec *la Nonna*, de l'Argentin Roberto Cossa : une farce violente, burlesque et noire, qui rappelle Eduardo de Filippo, qui parle de Buenos-Aires et de la misère universelle.

Jorge Lavelli ouvre la saison de la grande salle au Théâtre de la Colline en mettant en scène le texte d'un auteur, argentin comme lui, célèbre dans son pays et dans toute l'Amérique latine, mais pas encore connu en France, Roberto Cossa. En forme de farce virulente, *la Nonna* décrit la dégradation progressive d'une famille de la petite-bourgeoisie, littéralement bouffée par une grand-mère (la Nonna) obsédée par la bouffe et ne parlant que son italien natal. La pièce est d'une drôlerie féroce, l'auteur en est un monsieur d'allure modeste au regard très malin.

Roberto Cossa a d'abord été journaliste dans un quotidien de Buenos-Aires, l'*Opinion*. Déjà il écrivait pour le théâtre, et uniquement pour le théâtre, car, dit-il, « j'étais un acteur frustré, j'avais peur de monter sur scène ». Il se situe alors entre Tchekhov et Ibsen. C'était dans les années 60, les auteurs étaient - avec un certain retard - sous influence européenne, néoréalisme italien compris, avec en plus l'intérêt passionné des Argentins pour la psychanalyse et un élan du côté de Tennessee Williams. « O'Neill aussi, mais il est trop... Vous savez, la manière argentine, c'est la demi-teinte », dit Roberto Cossa de façon surprenante, étant donné sa pièce.

Mais, justement, *la Nonna* marque un tournant radical dans son écriture : « La première version date de 1970. Nous recevions tout juste Beckett, Ionesco, l'absurde. Le réalisme n'était plus de saison. La pièce s'arrêtait alors à la première partie. Quand est arrivée la dictature, j'ai repris le texte, en y inscrivant la violence et la mort devenues quotidiennes, sans abandonner le ton de la farce. »

QUI EST LA NONNA ? LA MORT ? LES MILITAIRES ?

La pièce est immédiatement montée, avec un énorme succès (cent mille spectateurs à Buenos-Aires), ce qui permet à Roberto Cossa d'abandonner le journalisme, devenu impossible à exercer sans risques. Il faut dire que Pepe Soriano, immense vedette comique, sorte de de Fontès argentin (il tenait le double rôle de Franco et de son sosie dans le film espagnol *Attends-moi au ciel*), a décidé de jouer le personnage de la Nonna.

A Paris, c'est Jean-Claude Dreyfus. Le travesti se justifie parce qu'il s'agit d'une centenaire monstrueuse, d'une figure mythique, très concrète cependant, inspirée à Roberto Cossa par son grand-père. Un paysan italien émigré « très gentil, très

travailleur. Le soir il arrivait si fatigué qu'il en perdait son peu d'espagnol. Comme la Nonna, il réclamait « formaggio » et tapait avec un couteau sur son verre pour qu'on lui verse du vin. Il a élevé sept enfants, il était vraiment courageux sans rien à voir avec la Nonna, et ma famille ne ressemble pas à celle de la pièce. Mais cette obsession de la bouffe, je la connais. Elle est commune aux immigrants qui se souviennent d'avoir eu tellement faim. Alors le dimanche midi, tout le monde se réunit, et on mange. Quand on a fini, on boit le maté. Après quoi, c'est l'heure de dîner.

« Quand la pièce a été créée, la mode était aux débats. A chaque fois on me demandait qui est la Nonna : la mort ? Les militaires ? L'inflation ? Non, on ne m'a jamais demandé si elle représente la mère de famille. La maman, c'est sacré. Un journaliste a même trouvé que la Nonna symbolise le comportement du capitalisme à l'égard du tiers-monde. Pour moi, je ne sais pas. Quand je commence à écrire, je n'ai pas une idée très claire du développement. Les personnages se définissent à partir des situations. Avec le metteur en scène, nous nous étions mis d'accord pour dire que la Nonna, c'est tout ce qui nous dévore ».

Jorge Lavelli a vu la pièce à Buenos-Aires, l'a lue et n'a pas osé tout de suite la monter. Il craignait un problème d'adaptation : « Je me demandais, dit-il, ce qu'elle deviendrait une fois traduite. J'ai eu peur d'une déviation xénophobe, impensable dans l'Argentine des immigrants. Je me disais qu'en France l'accent, les mots italiens prendraient un côté exotique, alors que là-bas c'est courant. J'avais pensé à une transposition pied-noir. C'était pire. J'avais presque renoncé, et, finalement, je me suis

décidé à la monter telle qu'elle est écrite. Nous avons commencé à travailler, et franchement, personne, absolument personne ne s'est posé ce genre de question. »

Roberto Cossa est venu à Paris pour la première de *la Nonna*, puis il retournera en Argentine où, « bizarrement, ce qui marche, ce sont les spectacles de luxe, les coproductions internationales, les concerts dans les stades. Les petites salles sont fermées, les institutions publiques n'ont pas d'argent, pas de projet. Le théâtre ne va pas mieux que le reste. Je travaille sur l'histoire d'un homme qui part d'Italie à cause de Mussolini, arrive dans l'Argentine de Peron, est obligé de repartir, n'a pas le temps d'apprendre l'espagnol, ne sait plus parler italien, mélange les événements politiques... L'échec de l'utopie socialiste est facile à expliquer en Europe où le capitalisme a quand même réussi. Chez nous, il a tout détruit et pourtant le socialisme s'est effondré. Mais naturellement, ça reste une pièce comique ».

C.G.

* Lire sous la rubrique « sélection Paris » page suivante les renseignements pratiques concernant la Nonna.



Roberto Cossa

SPECTACLES NOUVEAUX

La Baby-Sitter

de René de Obaldia, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Adrien, Fabrice Lucchini et Claire Nadeau.

Du brio, assurément, et les retrouvailles avec un auteur délicieusement malicieux qui croque ici la longue attente de deux époux et d'une baby-sitter qui se laisse désirer, assurément craquante.

Théâtre Rond-Point Liberté, 20, rue de la Liberté, 94000 Saint-Maur. A partir du 5 octobre. Le vendredi à 21 heures. Tél. : 48-89-99-10, 130 F et 140 F.

Emma B. Veuve Jocaste

d'Alberto Savinio, mise en scène de Pier-Luigi Pizzi, avec Adriana Asti.

Une équipe italienne de charme et de talent : un écrivain féroce de glissements de perspective, un maître de l'image absolue, et une comédienne dont on a pu découvrir la vivacité et l'intelligence chez Alfredo Arias, dans la *Locandiera*, de Goldoni.

Théâtre Renaud-Barnault, av. Franklin-Roosevelt, 8. A partir du 5 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-58-60-70. De 80 F à 150 F.

Crime et Châtiment

d'après le roman de Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Basler, Sylvie Genty, Catherine Vintier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jeanne-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Cloarec, Alain Mac May et Dominique Bernard.

Des personnages à la découverte d'eux-mêmes et du sens de leur destin. Un roman foisonnant, un maître de l'âme russe souvent adapté pour la scène, un pari ambitieux.

Théâtre 14 - Jean-Marie Sorrau, 20, av. Marc-Sangnier, 14. A partir du 5 octobre. Du lundi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 45-45-40-77, 80 F et 120 F.

Fin de partie

de Samuel Beckett, mise en scène d'Hubert Japelle, avec Bernard Fuchs, Hubert Japelle, Michel Clément et Rania Méziari.

Par l'un des magiciens français de l'art de la marionnette. Et c'est toujours, avec Beckett, un étroit rapprochement.

Théâtre de l'Usine, rue de la Papeterie, 95000 Eragny. A partir du 5 octobre. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 30-37-84-57.

Le Grand Kabuki : Higawari Zazen, Semida-Gawa

avec Nakamura Utaemon VI (acteur travesti), Komoto Shizutaya (conteur, chanteur) et Yoshimura Goroji (musicien).

Masque de fard blanc et noir de la vie des ombres, netteté des gestes, somptueuse rigueur des costumes, présence orgueilleuse et immémoriale des onnagata, avec ici un maître, Nakamura Utaemon dont Mishima disait qu'il était « l'acteur représentant notre époque ». Des retrouvailles attendues avec une compagnie fondée il y a deux siècles, qu'on a pu admirer à plusieurs reprises à Paris depuis sa toute première venue en 1966 au Théâtre des Nations. Au programme, une farce du Moyen-Age sur les rapports d'un couple dont la femme porte la culotte, et un drame dansé, une mère à la recherche de son fils.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 8 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45, 90 F et 120 F.

STUDIO CHAMPS-ÉLYSÉES
PIERRE VANECK SABINE HAUDEPIN
JACQUES BONNARTE
LA FONCTION
de JEAN-PIERRE HESSEY
Mise en scène PATRICE KERBRAT
Décor LOUIS BERCUY
Costumes PASCALE FOURNIER
LOCATION OUVERTE
Théâtre - Agences et par téléphone
47 20 05 24 36 15 Code THEA S.C.E

M 603
BUBICNY
DIDASCALIES III
A la recherche d'une conversation
Un spectacle d'Evelyne DIDI
D'après la correspondance de Marie Curie
Mis en scène, par correspondance, par Jean Jourdeuil, Walter Le Moli, Sophie Loucachesky, Lucien Rosengart, Jean-François Peyret, Jean-Pierre Vincent, Bob Wilson.
9-27 OCT 48 31 11 45

DANSE
DU 9 AU 13 OCT. 20H30
ANGELIN PRELJOCAJ
AMER AMERICA
création
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 6°

création mondiale
le **Sacre**
du printemps
9. chorégraphie Min Tanaka
10. scénographie Richard Serra
11. musique Minoru Noguchi
12. avec Min Tanaka
13. Hisako Honikawa et les danseurs Mai Juku
place octobre
Boieldieu 20 heures
75002
Paris renseignements
42 86 88 83
avec la participation de la Banque Commerciale Privée coproduction avec la Brooklyn Academy of Music

THÉÂTRE

Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-36-37. Durée : 1 h 40. De 70 F à 300 F. Dernière représentation le 7 octobre.

Le Labeur de Bohème

de Johannes von Saes, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Jean-Marc Bory, Serge Maggiani et Laurent Potiron.

Le nouveau directeur du Centre dramatique national de Reims tire de l'oubli l'un des joyaux de la littérature médiévale, un dialogue entre un pauvre laboureur et la Mort qui lui a ravi sa compagne. Le premier accuse, la seconde se défend : il faut bien, un jour, passer sur l'autre rive. Un jeune metteur en scène pétri de talent et des comédiens chevronnés non moins talentueux : on y court.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 53000 Saint-Denis. A partir du 3 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Mamie Quate en Papoïse

de Joël Jouanneau, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Alain Ailhaud et Mireille Mossé.

Tandis que les Enfants Tanneur prennent le chemin du succès, Joël Jouanneau signe ici un conte sur le voyage et l'utopie dans le monde contemporain. Une utopie serine, en compagnie d'une blanche lilliputienne et d'un géant noir.

Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. A partir du 9 octobre. Jours et horaires variables. Tél. : 39-14-33-77. De 40 F à 95 F.

Le Partage de midi

de Paul Claudel, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Nicole Garcia, Jean-Pierre Marielle, Ludo Savignat et Françoise Berleand.

De Bernanos à Claudel, n'y a-t-il qu'un pas, ou un univers ? Brigitte Jacques nous avait déjà avec Bernanos, la saison passée, au Théâtre de la Ville, mais son univers est rare, et elle sait réunir des acteurs de grand talent. On attend beaucoup de sa rencontre avec la passion claudélienne.

Atelier, 1, place Charles-Dulac, 18. A partir du 9 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-49-24. De 120 F à 240 F.

Place sans titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Lina Pesquet, avec Anne Alvaro, Redjet Mitrovic, Mehmet Ulucay, Grégoire Sternmann.



Reprise à Sartrouville de Mamie Quate en Papoïse

de Joël Jouanneau, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Alain Ailhaud et Mireille Mossé.

Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. A partir du 9 octobre. Jours et horaires variables. Tél. : 39-14-33-77. De 40 F à 95 F.

Maurice Antoni, Pierre Babilat, Damien Bonnet.

Evidemment très attendu, la première mise en scène du successeur de Giorgio Strehler. Luis Pasqual est fidèle au poète assassiné de son pays. Il nous a déjà prouvé avec le Public qu'il sait en dire avec une simplicité et une maestria de toute beauté la quête passionnée, qu'il sait en traverser les miroirs multiples où vérités et mensonges s'épousent en noces fabuleuses, où théâtre, vie et Histoire rugissent se mêlent d'un même regard prémonitoire.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. A partir du 5 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 28 F à 145 F.

Guy Bedos

Le rire comme exercice de franchise. L'irrespect salutaire d'un homme qui renoue avec la grande tradition du fou du roi et autres arlequins : celui qui peut dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas et toujours le doigt là où ça fait mal. Un florilège mordant, et un hommage aux disparus : Desproges, Coluche et Le Luron.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 9 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 110 F et 130 F.

Un jour, au début d'octobre...

d'après 4 romans avec comédie de M. Aguié, mise en scène de Chantal Morel.

Moscou 1917 : Vadim prend beaucoup de cocaïne. Moscou 1930 : un roman d'un Russe dont on ne sait rien, ou presque, fait scandale. Grenoble 1989 : l'une des jeunes femmes les plus farouches et talentueuses du théâtre d'aujourd'hui se prend d'un coup de cœur pour cette histoire de solitude et de parole rejetée tandis que change le cours de l'Histoire. Et quand on a vu les précédents spectacles de Chantal Morel, tous habités d'urgence, on ne saurait rater celui-là.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. A partir du 9 octobre. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 65 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 50. 70 F et 90 F.

SÉLECTION PARIS

Bérénice

de Jean Racine, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Nathalie Nati, Jean-François Stedier, Jean-Denis Malenfant, Agnès van Moer.

Les pleurs d'une reine, la détresse d'un empereur, amour, pouvoir, ambition, devoir : les incertitudes du moment de rupture, et les alexandrins les plus purs de Racine. Après avoir été créé avec des comédiens norvégiens, puis en français à Strasbourg, le spectacle de Jacques Lassalle est enfin à Paris.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Valère Novarina s'intéresse beaucoup au « phénomène acteur », au voyage des mots dans le corps de l'acteur, au voyage de ce corps entre la scène et le côté jardin de la scène. Et dans sa langue foisonnante, il décrit. Du corps et de l'écriture il est aussi question dans la Faim, de Knut Hamsun, que Laurence Mayor a adapté et qu'elle joue, dans le même théâtre, en alternance avec Entrée perpétuelle.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 0 h 50. 70 F et 90 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 50 F à 120 F.

de ruiner sa femme et sa fille que pourtant il recherche depuis des années. Un affreux huisserie exerce un chantage immonde, lorsque heureusement survient un ex-bégard. Inutile de chercher à raconter la pièce, Benno Besson la fait comprendre dans tous les sens, notamment dans le sens loufoque.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Jacques Weber, avec Jacques Weber, Emmanuel Béart, Roger Dumas, Hervé Bréau.

Jacques Weber, Alceste constant et fulminant. Emmanuel Béart, Célimène calme, décidée. L'affrontement toujours renouvelé de l'homme et de la femme provoque encore et encore des émotions, des réflexions, des rires. Depuis Adam et Eve et même sans doute auparavant, l'histoire ne change pas. Tant mieux.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures

MUSIQUES

→ dimanche matin, bébé de Janine Roze. L'enfant est en pleine croissance, il passe de Renaud-Barrault au Théâtre des Champs-Élysées. Les Alban Berg ont accepté d'être les premiers à déménager.

Haydn
Les Saisons
La Petite Bande,
Sigiswald Kuijken (direction).
Les Saisons sont loin d'atteindre la puissance dramatique et de l'invention sonore de la *Création*, du même Joseph Haydn. On ne peut s'y intéresser réellement qu'à travers d'une interprétation qui mette en relief des audaces orchestrales pas toujours perceptibles a priori. Un phrasé au burin, la transparence des instruments anciens, le refus du flou, flattent cet oratorio.
Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

Lundi 8 octobre

Duparc
Wolf
Strauss
Messiaen
Mélodies et lieder
Françoise Pollet (soprano),
Claude Lavoix (piano).

Françoise Pollet ne devrait plus attendre longtemps son bébé. Sa stature est donc plus imposante que jamais. Et — comme l'a prouvé le récent hommage à Liebermann, dans les conditions difficiles d'une création à hauts risques — sa voix plus solide, plus hiératique et plus homogène qu'elle ne l'a jamais été. Vive la maternité !
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.

Hommage à Régina Crespin

Martina Arroyo,
Jean-Philippe Courtis,
Simon Estros,
Svetlana Eustroeva,
Whitlomenia Fernandez,
Jerry Hadley,
Jean-Philippe Lafont,
Robert Merrill,
Leona Mitchell,
Françoise Pollet,
Florence Quivar,
Karin Riccardelli,
Giuseppe Di Stefano,
Tatiana Troyanos,
José van Dam,
Carol Vaness,
Shirley Verrett,
Ruth Welton,
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,
Marc Sussnot (direction).

La Septième symphonie, sous-titrée « Leningrad », fut-elle de la part de Chostakovitch, en 1941, une déclamation liée à l'actualité — le siège de Leningrad par les nazis — ou, comme devait le suggérer finalement le musicien dans ses Mémoires, une dénonciation rétrospective des grandes purges staliniennes ? Il n'est, dans les deux cas, pas indifférent que l'œuvre soit dirigée, à l'aube de la saison de l'Orchestre de Paris, par un chef géorgien, tout à fait inconnu, qui devait être adolescent lors de ces événements. (Les 4 et 5 octobre, salle Pleyel).

Elle a fait ses adieux à la scène, aux petits jeunes, désormais, de lui rendre hommage... essentiellement des stars de première ligne, en vérité.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 20 heures. Tél. : 40-17-34-48. De 300 F à 3 500 F.

Duparc
Wolf
Moussorgski
Rachmaninov
Mélodies
Nicolas Geddes (ténor),
Nadia Nova (piano).

Pour se consoler de ne l'avoir pas entendue dans la *Damnation de Faust* au Châtelet, la voix sublime ment rée et dominée du ténor slavo-suédois, dans l'intimité du récital.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 150 F à 350 F.



ROCK

Francis Cabrel
Dick Rivers

Ne serait-ce que parce que le générique est intitulé et la salle l'une des meilleures de Paris, on a envie de faire un tour pour entendre le rock sudiste (Alpes-Maritimes et Lot-et-Garonne) français. Du 3 au 8, Bataclan, 21 heures. Tél. : 47-00-30-12. 170 F.

Toto

Toto est au rock ce que Pasteur fut à la gastronomie. Un progrès décisif pour l'hygiène, une catastrophe pour le goût. Musiciens (enfin, techniciens) hors pair, ils ont autant de cœur, de tripe, bref d'abats qu'une escalope de dindonneau.
Les 4 et 5, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-09-60-00. Location FNAC, Virgin Megastore, 140 F.

London Girls

Des femmes qui font du rock, alternatif. On a déjà croisé les chants exorcisés d'Anna Palm et le mystère d'Ann Clark, on découvrira les Rentes et Coming Up Roses.
Le 5, Espace Ornano, 19 heures, 90 F.

Kent
Les Casse-pieds

Soit l'ancien chef de Star-shooter, récemment responsable d'un album pas transcendant mais bouffant, émouvant, drôle. Et puis les Casse-Pieds, qu'on peut voir de temps en temps dans les concours du métré, et qui donnent dans le rockabilly positif.
Le 5, Genshly, Gymnase Maurice-Thorez, 20 heures. Tél. : 49-86-07-76. De 30 F à 50 F.

Little Nemo

Groupe anglophile à tel point qu'on se croirait à New York, ce pays de New York est un des fondateurs du folk américain. Reste à découvrir ce que vaut cette légende-là un bon quart de siècle après ses derniers exploits connus.
Le 9, Dancos, 20 h 30. Tél. : 45-34-72-00.

Rambler Jack
Elliott

Une légende : disciple en ligne directe de Woodie Guthrie, frère aîné de folk de Bob Dylan, ce pays de New York est un des fondateurs du folk américain. Reste à découvrir ce que vaut cette légende-là un bon quart de siècle après ses derniers exploits connus.
Le 9, Dancos, 20 h 30. Tél. : 45-34-72-00.

Alain Bashung

Bashung fait du rock sombre et blafard que son ironie arrive à peine à percer. Une longueur de vue et un courage rares, un plaisir étrange.
Le 3, La Murelle, 20 h 45, 100 F.

Jano's Addition

Nom inquiétant, pochettes belles et bizarres, disques

DANSE

JAZZ

Louis Winsberg
New Trio

Louis Winsberg est un guitariste particulièrement repéré de la nouvelle génération. A quoi repère-t-on un guitariste ? Au son, tout d'abord. A sa différence. A ce qu'il confond avec la commu-

nauté des musiciens. A ce qui l'en sépare. A des indices enfin, la tenue en scène, une présence réclamée auprès des musiciens plus connus. A cette curiosité pour finir : que l'on croit l'avoir entendu avant de le connaître, on qu'il apporte quelque chose d'indéfini qu'on attendait.

Les 4, 5 et 6, Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-46-60.

Paris
Le Sacre
du printemps

Encore un *Sacre*, mais celui-ci ne doit rien à Stravinsky : la musique est due au compositeur japonais Minoru Noguchi, la scénographie au sculpteur Richard Serra (lire l'article de Geneviève Breuerette page 29) et la chorégraphie à Min Tanaka, que son expérience d'agriculteur a rendu proche de la nature et de ses cycles. Il interprétera lui-même cette création, avec six danseurs et sept danseuses de sa compagnie Mai Juku, plus des figurantes âgées de plus de

soixante-cinq ans qui ont accepté d'être nues.
Opéra-Comique. Du 9 au 13 octobre à 20 heures. De 20 F à 200 F. Tél. : 42-86-80-03.

Ballet
de l'Opéra de Paris
Hommage
à Serge Lifar

Serge Lifar est l'homme de deux chefs-d'œuvre : *Suite en blanc* et *les Mirages*. Cet hommage, fréquemment repris, ne saurait s'en passer. On les reverra donc avec plaisir pour y découvrir de nouveaux interprètes, le premier programme y ajoutant

Istar et Variations, le second *Jour et Roméo et Juliette*.

Palais-Garnier. Premier programme du 4 au 13 octobre; deuxième programme du 14 au 20 octobre. A 19 h 30. Matinées les 13, 14 et 20 octobre à 14 h 30. De 30 F à 320 F. Tél. : 47-42-53-71.

Elizabeth Schwartz
Jallissements
La Vie dans les pils

Une belle danseuse s'inspire d'Isadora Duncan et d'Auguste Rodin.

Café de la Danse. Du 4 au 6 octobre à 20 heures. 100 F. Tél. : 43-57-05-35.

irréfusable, et la scène ? Les paris sont ouverts et ceux qui s'attendent à voir Jane's Addiction craquer à l'épreuve du public jouent une très grosse cote.

Le 9, Elyse-Montmartre, 19 h 30, 75 F.

Younès Cotteau Twins

Après Mike Rimbaud et Tom Verlaine, voici encore une référence francophone à patates (quatre en l'occurrence puisque ces faux jumeaux font un vrai duo) qui vient rendre visite à ses sources. Une fois surmonté l'embarras légitime que suscite cette appropriation mal à propos (verrait-on un groupe français se baptiser les frères Dickinson?), force est de se rendre au charme éhéméroïde des Cotteau Twins.

Le 9 octobre à 20 heures au théâtre Sémaphore, Lille. Tél. : 20-54-95-24. Le 9 au gué de la Flandre, Nancy. Tél. : 53-22-51-51.

MUSIQUES DU MONDE

Pandit
Rhimeson Joshi

Rhimeson Joshi, très populaire en Inde, chante le khyal (imagination, en ourdou), où la forme est privilégiée au détriment du fond. Le contenu religieux, philosophique laisse la place aux performances vocales, aux effets lyriques. Le khyal est pour cela souvent comparé au bel canto occidental, le vibrato en moins.

Un art marquant, originaire d'Inde du Nord et du Pakistan.
Le 6, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 65 F.

Rainette
l'Oranais

Rainette possède une partie de la mémoire des juifs algériens. Elle chante en arabe classique la tradition arabo-andalouse, mais peut aussi distraire son public, hétéroclite, par des ritournelles légères. Sa présence en concert (souvent très longs) demeure un extraordinaire mystère. Vieille dame avengée, elle s'accompagne au luth, et Mustapha Standani, son fidèle pianiste venu spécialement d'Algérie, lui offre la ligne mélodique avec brio.

Le 6, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Yana Parin

Une très jolie voix, dans la grande tradition du jazz brésilien, et qui mériterait d'être découverte. Yana Parin, la sœur de Flora, chanteuse bien connue au Brésil, vit et travaille à Los Angeles. Elle réalise *For a Distant Love* en 1986, un excellent album, fruit de la collaboration Nord-Sud de musiciens expérimentés tels Al Jarreau et Chick Corea pour les Américains, Luis Bonfá et Aírto Moreira pour les Brésiliens. Est-ce le début d'une grande carrière ? Parviendrait-elle à s'approprier de l'écriture créatrice le classicisme jazzy ?

Le 9, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Bordeaux

Première édition du Mela, festival des musiques urbaines du monde dans la capitale aquitaine et sa périphérie. (Lire page 27 l'article de Françoise Monique).

Du 9 au 19 octobre. Bains, 55-56-70-75. Mithral : 3615 Fols.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES
16, rue Coquillière, 1^{er}
42-36-74-24.

LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA
19, rue d'Antioch, 2^e
47-42-64-92.

ARTOIS ISIDORE F/sam. midi et dim.
13, rue d'Antioch, 9^e
42-25-01-10.

RELAIS BELLMAN
37, rue François-I^{er}, 8^e
47-23-54-42.

RIVE GAUCHE

SRI RAM
15, rue Jules-Chartier (6^e)
43-25-12-84.

YUGAIAI
14, rue Dauphine (6^e)
43-26-44-91.

LA FÉLOUQUE
165, bd du Montparnasse, 6^e
43-26-23-98.

RESTAURANT THOUILLER
79, rue Saint-Dominique, 7^e
47-05-49-75.

LE RELAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES
6, place de la République, 1^{er}
47-04-44-10.

AU MOULIN VERT
34 bis, rue des Flandres, 8^e
45-39-31-31.

LE JARDIN D'ÉLÉN
46, rue Falguère, 15^e
42-79-88-55.

DE LUNDI AU VENDREDI
Tél. : 42-79-88-55. Du lundi au vendredi le midi.

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers, 1^{er} étage.

MIEUX TABLE CRÉOLE, dans un cadre raffiné, RECOMMANDÉE PAR LE BOTIN GOURMAND, FIANCO le soir ENV. 220 F. A midi 110 F. SC. F. sam. MIDI et DIM.

CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquilles St-Jacques, CONFIT, magret, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIERS en saison. Env. 230 F. OUVERT LE SAM. SOIR.

Juste à 22 h 30, Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET À L'ESTRAGON. Gibiers de jour.

J. 23 h 30, Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : Ambiance et musique indienne. M^{re} Vavin, N.-D.-des-Champs.

SPECIALITÉS INDIENNES : De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. Christian Milles (Gault-Milles).

SPECIALITÉS MAROCAINES : tagines, couscous, pastilla, méchoui et tous LES PARFUMS DE LA CUISINE DU MAGHREB.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

L'année. Pâtisseries du marché. Choucroutes. Véritable tarte flambee. Repas d'affaires.

Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, dessert, menu 165 F. VSC. midi 25/60 pers.

Nouveau restaurant dirigé par Hélène Goldenberg. Cuis. trad. et d'Europe centrale. Superbe menu 135 F (entrée, plat, from. et des.).

Mercredi, jeudi, vendredi le soir.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.l.j.
43-26-89-36

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons

CHOUCRUTES, Grillades,

POISSONS

DÉGUSTATION D'HUITRES

ET COQUILLAGES

Plaisance-Grande rue d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HUITRES

de l'ANNÉE. POISSON DU MARCHE.

Plats traditionnels - Vins à découvrir.

DECOR - Brasserie de luxe.

T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

7 OCTOBRE A 11 HEURES

QUATUOR

ALBAN BERG

HEINRICH SCHIFF

Schubert

CONCERTS

DI

DIMANCHE

MATIN

La sélection

« Musiques »

a été établie par :

Anne Ray,

Sylvie de Nessel,

« Jazz » :

François Marmont,

« Rock » :

Thomas Sotinel

« Musiques

du monde » :

Véronique Montagne

GALERIE DENISE VAL

A K A G

LES MYSTÈRES DE L'ART

GALERIE JEAN CASS

J. ANQUIL

retrace cent cinquante ans d'histoire du chemin de fer. De l'architecture à la technologie, du mouvement à la mythologie, cet engin fantasmagorique, indissociable du progrès, a été traité dans tous les styles, sous formes de relevé topographique ou d'expérimentation plastique, pour la mode ou la publicité, par une aune de photographes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, 75016-Paris. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris-1^{er}. Tél. : 40-50-51-51. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf., du 11 oct. au 29 oct., les lundis à 19 heures (sauf 24/25), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

Les Nouveaux Français solitaires

L'idée de randonnée, de balade, de déambulation, sert de prétexte à cette réunion de six photographes français. Des sous-bois et de la montagne aux flâneries provinciales, à travers une série d'instants suspendus, le récit collectif d'une expérience personnelle du paysage. Qui reflète la diversité du sentiment de la nature aujourd'hui.

Centre Georges-Pompidou, Galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 décembre.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente mètres de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Passages de l'image

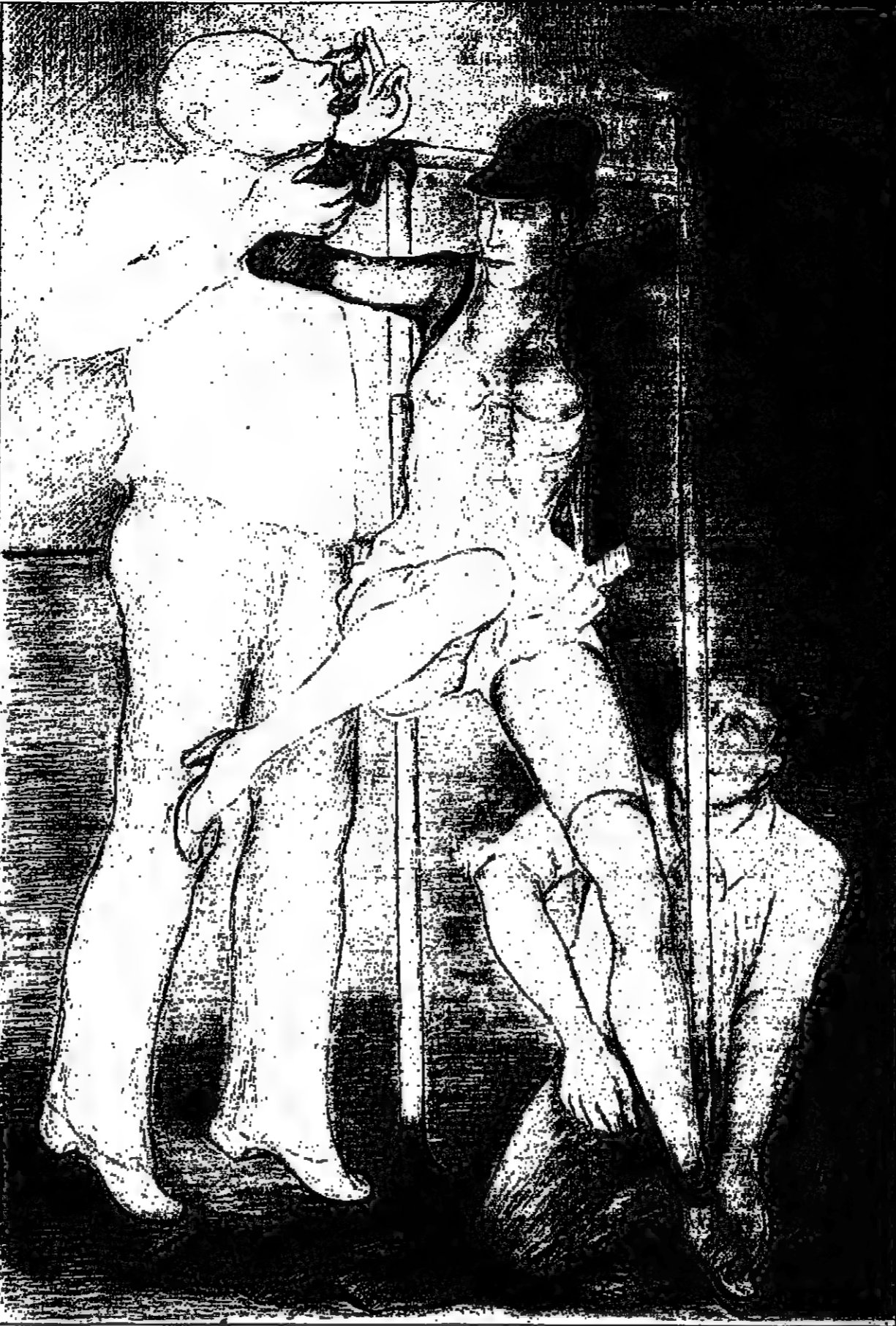
Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 novembre. 24 F.

Picasso, une nouvelle datation

Une nouvelle datation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle compose beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robbe-Grillet, sa femme, le lieu de ses fantasmes. Illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin au point que depuis les années 70 cette activité a dévoré l'autre. On n'est pas obligé d'aimer, mais force est de remarquer que l'aventure est pour le moins singulière. (Rétrospective, 11, rue Berryer).



GALERIES

Au rendez-vous des amis

Les amis en question : Alechinsky, Bram Van Velde, Max Ernst, Man Ray, Messiaen, Nicky de Saint-Phalle, Pincemin, Tinguely, et quelques autres, réunis par Pierre Hebey, avocat, écrivain et collectionneur.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. Tél. : 47-42-85-86. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 novembre.

Marc Davade

Un hommage au peintre disparu prématurément. A l'occasion de la publication de ses *Essais théoriques* (Archives des arts modernes, Ed. Minard - 2 tomes), qui furent un outil de réflexion pour bien des artistes de la génération du groupe Supports/Surfaces. En France, mais aussi en Italie ou en Espagne.

Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4^e. Tél. : 42-77-19-61. Tous les jours, sauf lundi, de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Jacobson

Les sculptures récentes d'un viking qui depuis longtemps

croise le fer, pour en tirer une calligraphie particulière nous renvoyant, peut-être, à la trame d'une ville du vingtième siècle, avec immeubles, échangeurs et ponts.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris-7^e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 octobre.

Robert Motherwell

Un choix d'œuvres récentes (27 peintures en collages) de l'un des grands témoins de l'école américaine, expressionniste et abstraite, de l'après-guerre. Qui n'a pas été exposé largement à Paris depuis la rétrospective du Musée municipal d'art moderne, en 1977.

Galerie Artcoriel, 3, av. Matignon, Paris-8^e. Tél. : 42-99-16-18. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Jules Olitski

Que la peinture s'affirme par la couleur, et rien qu'elle, tel est, depuis trente ans, l'objectif de Jules Olitski, l'un des figures principales du « Color Field » américain.

Dont la galerie Montaigne propose, pour la première fois en France, une exposition de caractère rétrospectif. Des œuvres de l'artiste sont aussi exposées à la galerie Di Meo.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris-8^e. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 octobre.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Du 1^{er} juillet au 30 septembre de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre. 20 F.

Tolks

Takis qui, en 1974, avait conçu pour la Défense un paysage de 49 *Signaux Lumineux*, y revient. Avec un nouvel ensemble de ces sculptures capteuses-diffuseuses d'énergie, qui sont installées au pied de la Grande Arche. Avec, aussi, une exposition d'œuvres récentes, dont un *Œuf de Vénus* en suspension, porté par un champ magnétique.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 novembre.

Antifas

Rétrospective Julio Gonzalez (1876-1942)

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du martelage, du repoussage et de la soudure, avant de travailler à quatre mains avec Picasso.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 1^{er} juillet au 30 septembre de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre. 20 F.

Caen

Les Vanités dans la peinture du XVI^e siècle

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de Vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à

RÉGIONS

18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 6 F.

Chambord

Le Bel Age

Supports/Surfaces entre au château - et quel château ! - Chambord, à l'occasion d'un grand événement. Ainsi l'a voulu notre ministère de la culture qui, ayant passé onze commandes à onze artistes ayant participé au mouvement, a tenu à les présenter dans un cadre prestigieux.

Château de Chambord, 41250. Tél. : 54-20-31-32. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 15 novembre.

Dijon

Claude Suter en Bourgogne, mythe et représentations

Dijon rend enfin hommage à Claude Suter, l'un des plus formidables sculpteurs de la fin du Moyen Âge. Qui travailla pour le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, au chantier de la chartreuse de Champmol. Et lui fit son tombeau.

Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 15 à 18 heures. Jusqu'au 3 décembre.

Lyon

Jean Le Moal

Vingt-cinq ans de peintures, depuis 1965. Soit un bon bout de chemin en compagnie d'un peintre de la génération des abstraits de l'après-guerre qui n'a cessé de tendre vers toujours plus de radicalité. Dans l'indifférence aux modes, solitairement.

Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échanges de Barmès, 69002. Tél. : 78-42-27-35. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 12 novembre.

Edouard Vuillard

Une grande rétrospective à l'occasion du cinquantième de la mort du peintre, que trois villes, Lyon, Bordeaux et Nantes, ont organisée. Tous les aspects de l'œuvre y sont évoqués depuis la période nabi : la peinture des intérieurs bourgeois, les scènes de rues, les portraits, les natures mortes, les dessins, les travaux pour le théâtre.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-64. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 novembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la dixième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Bagny à Jeff Wall, en passant par David Byrne, Tom Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-86-57-42. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Saint-Paul-de-Vence

Jean Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines bretonnes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans peur dans le bleu, le violet, l'indigo et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs innommables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnold Reiner, théoricien le plus direct de Schiele et de Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Vernon

L'Art allemand, de l'expressionnisme au néoréalisme

Dix, Feininger, Grosz, Heckel, Kirchner, Macke, Munch, Nolde, et quelques autres. En une bonne centaine d'estampes, de dessins et d'aquarelles venus du Musée des beaux-arts d'Oldenburg. Pour le Festival d'automne en Normandie.

Musée municipal A.-S. Poulain, 12, rue du Port, 27200. Tél. : 32-21-28-09. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 5 F.

La section « Arts » a été établie par : Geneviève Bretonne et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

Propos recueillis par
FRANÇOIS BOSTNAVARON
et **DOMINIQUE GALLOIS**

ÉCONOMIE

INDUSTRIES

Sans inquiétude sur les effets de la crise du Golfe

Les sociétés de services informatiques restent florissantes

Les sociétés françaises de services informatiques (SSI) demeurent florissantes, installées sur un marché acyclique — qui n'a donc pas à redouter les effets de la crise du Golfe — en croissance de 25 % ces quatre dernières années. C'est ce qu'a déclaré le 2 octobre M. Gérard Bauvin, le patron de la Sigos, qui fut pendant six ans président du Syntec.

Sans les citer, M. Bauvin a tenu à préciser que les petites sociétés qui ont connu des difficultés en chaîne depuis quelques mois (en fait, Forum International, Asyst...) ne faisaient pas le même métier que les membres du Syntec et qu'il ne fallait pas conclure de leurs problèmes que les SSI étaient en difficulté. En revanche, les problèmes présents ou passés rencontrés par les « vraies » SSI étaient à classer, selon son analyse, en deux grands types : des difficultés de stratégie ou de management.

Au nom du même combat contre l'amalgame, il s'est inscrit en faux contre l'idée selon laquelle les SSI françaises seraient vulnérables sur le secteur des logiciels : « Mieux vaut des analyses globales et des moyennes. C'est vrai qu'il est un domaine où les Français sont faibles, dans les logiciels utilitaires

pour les micro-ordinateurs, dominés par les Américains. » « Sur les dix premières sociétés européennes, six sont françaises », répond-il aussi à ceux qui s'interrogent sur la solidité des positions françaises en Europe.

Plus fondamentalement, M. Bauvin ne s'inquiète pas de l'impact qu'aurait un ralentissement économique induit par la crise du Golfe : « Les entreprises sacrifient d'abord leurs investissements de capacité, plutôt que ceux de production », et le service informatique relève de cette capacité. En revanche, leur demande devient de plus en plus sophistiquée. Cela les incite à s'adresser soit aux plus grosses de la profession, soit aux toutes petites hyperspécialisées, explique le patron du Syntec, l'un des observateurs les plus avisés du métier. La bipolarisation de la profession, en cours depuis plusieurs années, s'en trouvera renforcée.

Sigos, qui veut accroître de 1 milliard son chiffre d'affaires (3 milliards actuellement) d'ici à 1993, tout en restant dans ses métiers, a pris le contrôle de trois petites entreprises françaises cette année. Il vient d'acquiescer 65 % de l'italien Mesarteam (ingénierie informatique) et pourrait annoncer prochainement une opération en Espagne. Il s'est aussi mis sur les rangs pour la reprise du britannique Signet.

F. V.

A la veille de la réorganisation du groupe suédois

Départs en chaîne chez Volvo

L'accord final Renault-Volvo venait à peine d'être bouclé, jeudi 27 septembre, que le président de Volvo Amérique du Nord, M. Björn Ahlström, présentait sa démission.

STOCKHOLM
de notre correspondant

La réorganisation du groupe, qui sera effective à partir de 1991, fait perdre à M. Ahlström le contrôle direct des activités sur le marché nord-américain, particulièrement important pour Volvo, qu'il avait développé « à partir de rien ». Pendant les dix-huit ans qu'il a occupé ce poste, le chiffre d'affaires de Volvo outre-atlantique est passé de 750 millions à 26 milliards de couronnes. « Quand on a été chef de tout cela pendant aussi longtemps, ce n'est pas drôle de n'en avoir plus qu'un sixième », a expliqué M. Ahlström.

A Göteborg, fief de Volvo, on s'efforce de dramatiser sa démission. « Ce n'est guère positif qu'il s'en aille maintenant, mais il n'y avait pas d'alternative », indique M. Hans Renström, le porte-parole du groupe suédois, qui souligne que M. Björn Ahlström était en faveur de l'alliance avec Renault.

En Europe où, mais pas aux États-Unis sans doute, où les gens de Volvo, M. Ahlström le premier, redoutant que l'accord ne permette à la Régie d'utiliser le réseau de ventes du partenaire suédois en Amérique du Nord, disaient : « Nous ne vou-

lons absolument pas de Renault dans nos show rooms. » Les discussions entre M. Björn Ahlström et M. Pehr Gyllenhammar, le grand patron de Volvo, ont été serrées et les deux hommes se sont quittés « en bons termes », mais M. Ahlström sera désormais remplacé par son numéro deux jusqu'ici, un Américain, M. Albert R. Dowden. En attendant de réaliser « les idées concrites, sur ce qu'il fera à l'avenir », il continuera pour sa part de siéger dans de nombreux conseils d'administration de Volvo aux États-Unis et en Europe mais, devenu entre-temps citoyen américain, il n'a aucune intention de retourner en Suède.

La défection de M. Ahlström survient en fait juste après celle de M. Roger Holmbeck, PDG de Volvo Voitures, qui, après une quinzaine d'années passées dans le groupe à un niveau élevé, a préféré le poste de PDG de la région ouest de la Suède que lui offrait la SE-Banken du groupe Wallenberg, assorti d'un fau-tail de membre de la direction générale de la banque. Outre M. Ahlström et Holmbeck, M. Gyllenhammar doit aussi se séparer de M. Gösta Renell, vice-PDG de Volvo, qui part à la retraite après treize ans au service du groupe. Comme il avait dû au printemps accepter la démission de M. Björn Carstedt, PDG de Volvo Voitures Suède, parti en Amérique du Nord pour y diriger les activités de Iida. Une consolation cependant pour M. Gyllenhammar : les ventes des voitures Volvo aux États-Unis ont légèrement repris en septembre.

FRANÇOISE NIÉTO

Face à la menace japonaise

M. Calvet demande une renégociation de l'Acte unique européen

M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA (Peugeot et Citroën), a vivement critiqué mardi 2 octobre au Mondial de l'automobile, la politique européenne menée à l'égard des importations de voitures japonaises. « La construction européenne ressemble à une machine tournant sur sa louche (...) sans que personne ne soit bien sûr que l'impulsion initiale soit toujours de saison. Peu-on imaginer que la libéralisation des pays de l'Est, que la crise du Golfe, que l'hésitation entre une Communauté à dominante plutôt bureaucratique et une Communauté à dominante plutôt politique et démocratique, ne supposent pas un réexamen complet ? »

M. Calvet a qualifié la Grande-Bretagne de « porte-avions japonais, voire de la cinquième flotte du Japon » pour accepter les implantations d'usines nippones sur son sol.

Il faut, dit-il, marquer « une pause » dans la construction de la Communauté et, en parallèle, arrêter les discussions actuelles menées avec les constructeurs automobiles japonais.

Selon lui, une réunion des chefs d'Etat devrait adopter une « conception nouvelle de l'Europe, de sa géographie et de sa philosophie ». Elle devrait aussi « renégocier l'Acte unique » pour lui donner le volet de politique extérieure comme dont il manque.

D'ici là, le patron de PSA demande l'arrêt de l'implantation d'usines japonaises, le maintien des quotas d'importations actuels (3 % du marché en France) jusqu'en 2002, l'obligation d'un contenu local pour les usines déjà bâties et « de grands programmes communautaires d'aides à l'investissement et à la recherche dans les branches attaquées par le Japon ».

Regroupement dans l'agroalimentaire

Paribas marie Guyomarc'h et Doux pour en faire le numéro un européen du poulet

Poursuivant sa stratégie dans l'agroalimentaire français centrée notamment sur l'alimentation animale, le groupe Paribas a porté l'activité produits alimentaires à base de volaille de sa filiale Guyomarc'h à la société Doux, qui va ainsi devenir le numéro un français du poulet avec 7 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel.

En février 1990, Paribas avait racheté pour 2,8 milliards de francs la société bretonne Guyomarc'h au groupe Louis Dreyfus. Créée en 1954, Guyomarc'h, dont le siège est à Elven dans le Morbihan, emploie 6 000 personnes et réalise 7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 43 % dans les aliments pour le bétail, 30 % dans les produits alimentaires à base de volaille (sous la marque Père Dodu) et 15 % dans les aliments pour animaux de compagnie (la marque Royal Canin, qui ne sera pas vendue comme le bruit en avait couru).

La société familiale Doux, non cotée en Bourse, dirigée par deux frères, réalise 5 milliards de francs en élevage de poulets. Elle est la première société française

exportatrice dans ce secteur avec des filiales en Espagne, en Belgique, en RFA et bientôt en ex-RDA.

Pour Paribas, qui détenait 15 % de son capital, il n'était pas rationnel de jouer deux chevaux dans le même secteur à la suite de l'apport à la société Doux d'une partie des activités de Guyomarc'h, cette filiale de Paribas recueillera les 15 % de Doux possédés par sa maison-mère et portés à 20 %. Paribas va donc renforcer ainsi sa présence dans le secteur aliments — désormais au troisième rang français avec, notamment, 30 % de foie gras (Delpeyrot) et 10 % dans les légumes en conserve (Bonduelle), sans oublier le rachat à la Compagnie de navigation mixte par Bonduelle des conserves Cassegrain.

Le groupe Paribas exprime ainsi sa confiance dans la filière poulet (congelé, fumé ou cuit) et entend tirer parti de l'appétit croissant des consommateurs pour les viandes blanches. Dans ce domaine, la société Doux ainsi renforcée se hisse parmi les premiers mondiaux, juste derrière l'Américain Tyson (20 milliards de francs de chiffre d'affaires).

F. R.

Confirmation du ré déploiement du groupe japonais

Matsushita signe un accord de coopération avec Siemens

Le premier fabricant japonais de produits électriques grand public, Matsushita, a annoncé, mardi 2 octobre, la signature d'un accord de coopération avec Siemens AG pour la production d'ordinateurs personnels.

TOKYO

de notre correspondant

Cet accord confirme la volonté de Matsushita de redéployer sa production vers des secteurs que le géant japonais n'avait pas encore touchés. Matsushita fournira à Siemens des ordinateurs miniatures, compatibles avec les produits IBM, qui seront commercialisés sous la

marque Siemens tandis que ce dernier produira des ordinateurs personnels de bureau destinés à être vendus en Europe sous le label Panasonic, l'une des marques de Matsushita.

Cet accord intervient au moment où sont en cours des négociations entre Matsushita et MCA Inc., maison mère des studios Universal. L'un des grands groupes de l'industrie du divertissement américain, en vue d'une fusion-acquisition de ce dernier par la firme japonaise.

Les ordinateurs, comme les télécommunications ou les semi-conducteurs sont des secteurs prioritaires du programme de restructuration de la production poursuivie par Matsushita depuis quatre ans. Cette année, l'entreprise a dépensé 400 milliards de yens pour développer ces nouveaux produits, notamment les ordinateurs, une production que Matsushita avait abandonnée lorsque l'informatique était encore à ses débuts.

Matsushita a récemment acheté la société américaine Solbourne Computer et vient de passer un accord avec Tandy Corp. portant sur la commercialisation, sous la marque Panasonic, d'ordinateurs miniatures. Matsushita, qui était peu présent en Europe, compte y renforcer ses positions grâce à son alliance avec Siemens.

Cet accord intervient au moment où, de son côté, Sony, dont la rivalité avec Matsushita apparaît de plus en plus aigüe, est en train de négocier avec Apple Computers Inc. la production en commun d'ordinateurs miniatures de la gamme Macintosh.

Ph. P.

Sur décision du tribunal de commerce

Codex est repris par Promodès et une filiale de la SCAC

La coopérative de commerçants Codex, qui avait déposé son bilan le 8 août dernier, sera reprise par l'essentiel par Promodès et par France Distribution Système, une filiale de la SCAC (groupe Boirel).

Ainsi, a-t-on décidé, mardi 2 octobre, le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes. Pour 190 millions de francs, Promodès (enseignes Continent, Champion, Shopi) acquiert trois entrepôts (dans l'Eure, le Lot-et-Garonne, la Gironde), le crédit-bail de l'entrepôt de Thiais, dans la région parisienne, 32 magasins, 80 millions de francs de créances et les marques et enseignes Codex. Il faut y ajouter la reprise des stocks (dont le prix sera déterminé sur inventaire). L'emploi de 337 salariés sera maintenu et un reclassement sera offert à 90 autres personnes, sur un ensemble de près de 800 salariés de la maison-mère. Près de 300 commerçants sociétaires de Codex, sur 764, rejoindront Promodès, d'autres rallieront l'International et le Système U. France Distribution Système, de son côté, reprend trois entrepôts. Il lui en coûtera 28 millions de francs.

L'enseigne Codex devrait être maintenue sur les magasins de proximité, les supermarchés ayant vocation de se transformer en Champion. La décision du tribunal signifie l'éclatement d'un groupe de distribution qui pesait 15,8 milliards de francs de chiffre d'affaires et permet à Promodès (51,9 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé, 67 hypermarchés) de prendre place, aux côtés de Carrefour, de Leclerc et d'Intermarché, au tout premier rang du commerce de détail en France.

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
FORMATIONS SPÉCIALISÉES
EN STRATÉGIE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Deux cycles de formation supérieure hors temps ouvrable (le vendredi soir et le samedi matin) comprenant les cours de :
— Diagnostic financier,
— Politique et stratégie financières,
— Communication financière,
— Evaluation et opérations en capital.

Des conférences et des études de cas réels complètent des enseignements animés exclusivement par des « professionnels ».
● Formations réservées aux cadres d'entreprises titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grand diplôme). Formation et expérience professionnelle requises en gestion financière.

Durée par cycle : 62 heures. Début des cours : 9 novembre 1990.

PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE
ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Dossiers de candidature :

Chaire de fonctions financières et comptables des entreprises

2, rue Conté, 75003 PARIS
Téléphone : 42-78-96-58RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET :

- Liaison SUD III — autoroute A 13
- Enquêtes publiques concernant :
— les travaux de la mise à 2 x 2 voies de la RN 138 sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE,
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de GRAND-COURONNE,
- le classement en route express de la RN 138 du PR 9 au PR 12 + 193 G et 12 + 710 D, sur le territoire des communes de GRAND-COURONNE et OISSEL.

2^e AVIS

M. LE PRÉFET de la région de Haute-Normandie, PRÉFET de la Seine-Maritime, informe le public que, par arrêté en date du 20 août 1990, il a été prescrit l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de la mise à 2 x 2 voies de la RN 138 sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE (depuis la bretelle d'accès à l'autoroute A 13 dans le sens CAEN-ROUEN faisant partie de la concession SAFN jusqu'au PR 11 + 250 de la RN 138), suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985, pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- d'une enquête publique en vue du classement en route express de la RN 138 du PR 9 au PR 12 + 193 G et 12 + 710 D, sur le territoire des communes de GRAND-COURONNE et OISSEL,
- d'une enquête publique sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de GRAND-COURONNE.

Les dossiers se rapportant à ces enquêtes, qui se déroulent du lundi 1^{er} octobre 1990 au samedi 3 novembre 1990 inclus, sont mis à la disposition du public dans les mairies de :
— GRAND-COURONNE, de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi, et le samedi de 8 h 30 à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés),
— OISSEL, de 8 h 30 à 16 h 30, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, un dossier technique sera également déposé à titre d'information, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés), à la Préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, à ROUEN, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30.

L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquêtes recevra en personne les observations du public à la mairie de :
— OISSEL, le mercredi 31 octobre 1990, de 9 h à 12 h.

— GRAND-COURONNE, le jeudi 4 octobre et le mercredi 31 octobre 1990, de 14 h à 16 h 30, le vendredi 2 novembre 1990, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, le samedi 3 novembre 1990, de 9 h à 11 h 30.

La commission d'enquête sera présidée par :
— M. Michel CHAUMET, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, demeurant 2, allée du Valme, à LILLEBONNE 76170,

avec lequel siègeront :
— M. Michel VALLOIS, conseiller pédagogique en retraite, demeurant, 52, rue Edmond-Branly, à BIHOREL 76420,

— M. André PICARD, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, demeurant 1, sente des Gromes-Eaux, à GIVERNY 27620.

Une copie du rapport d'enquêtes dans lequel la commission d'enquêtes aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée dans les mairies de GRAND-COURONNE et OISSEL, ainsi qu'à la Préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, cité administrative, rue Saint-Servé, à ROUEN.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. LE PRÉFET de la région de Haute-Normandie, PRÉFET de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.

Sodexho va vivre sans les Wagons-lits

L'échec de l'alliance projetée avec les Wagons-lits n'a pas mis en cause la situation de Sodexho, a affirmé mardi 2 octobre M. Pierre Bellon, PDG de la première société française de restauration collective et — pour quelque temps encore — administrateur délégué des Wagons-lits (le Monde du 3 octobre), sorti d'un silence de plusieurs mois.

Sur l'exercice 1989-1990 (achevé au 31 août), le chiffre d'affaires de Sodexho (7,6 milliards de francs), est inférieur de 5,4 % à celui de 1988-1989, surtout en raison d'une réduction volontaire (« un nettoyage ») des contrats en Amérique du Nord. Le bénéfice net (151 millions de francs) a progressé de 17 % par suite de cette amélioration de la rentabilité de la restauration collective, des gains dégagés dans les « titres de service » (chèques-repas, etc.). Au cours de l'année écoulée, le groupe a obtenu de nouveaux contrats (notamment les chèques-repas pour les 45 000 salariés des chemins de fer belges), racheté Prestamax, numéro deux des « titres de service » au Mexique. Enfin, sa situation financière est bonne : l'endettement à plus d'un an est revenu de 58 % à 40 % des fonds propres. La mise en équivalence de la participation dans les Wagons-lits ne lui a coûté que 21 millions de francs sur le dernier exercice.

Aujourd'hui, M. Bellon doit renouer à ses ambitions de constituer le premier groupe mondial de restauration collective car le projet de holding HR avec Eures « ne se fera pas » (« En entrant dans les

Wagons-lits, j'ai pris un risque calculé. J'ai échoué », a-t-il reconnu). Cependant, il ne désespère pas de l'avenir : « Il ne me paraît pas très cohérent que, dans la compétition internationale, un groupe français et deux groupes français soient, chacun de son côté, avoir l'ambition d'être leader mondial ».

Réduite à ses propres forces, Sodexho reste au premier rang de la restauration collective en France et dans plusieurs pays étrangers ; dans la gestion des « bases-vie », le groupe espère profiter de la relance de l'exploration pétrolière et des grands chantiers dans certains pays. Dans les loisirs, M. Bellon veut rechercher une politique de « niches » — comme le tourisme fluvial. Au total, il table sur une croissance de 10 % du chiffre d'affaires et de 15 % du bénéfice net sur 1990-1991.

G. H.

SOCIAL

Six syndicats de fonctionnaires demandent des négociations salariales. — La CGC, la CFTC, la FGA (autonome), FO, la CFDT et la FEN ont décidé, mardi 2 octobre, de « s'adresser solennellement au gouvernement pour demander l'ouverture de négociations » dans la fonction publique « en vue de résoudre le contentieux antérieur (1988-1989) et actuel (1990) ». Dans un communiqué, les six organisations exigent « une mesure d'augmentation immédiate à valoir sur le résultat de la négociation et tenant compte des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 1988 ». Pour 1990, les fonctionnaires ont reçu pour l'instant une augmentation générale des traitements de 1,2 % au 1^{er} avril.

ECONOMIE

Deux mesures dans la politique d'aménagement du territoire

M. Chérèque annonce la création d'une zone d'entreprises à Valenciennes et le doublement de la technopole de Sophia-Antipolis

M. Jacques Chérèque a annoncé, mardi 2 octobre, que le premier ministre réunirait le 6 novembre un conseil interministériel pour définir, cinq mois après le débat à l'Assemblée nationale, les lignes directrices de la politique d'aménagement du territoire et pour prendre des mesures immédiates.

Le ministre délégué auprès de M. Roger Fauroux veut relancer la machine de l'aménagement du territoire car les résultats du recensement effectué par l'INSEE révèlent des évolutions inquiétantes. Les vieux bassins industriels de l'arc nord-est ainsi que les régions peu denses de l'Ouest et du Centre voient leur population et leurs emplois décroître ou au mieux stagner, tandis que le poids économique de l'Île-de-France recommence à s'alourdir.

Depuis dix ans, les principaux déséquilibres régionaux n'ont pas été

corrigés efficacement. En outre, selon M. Chérèque, la crise du Golfe risque d'encourager un développement à deux vitesses de la France tandis que l'ouverture politique et économique vers l'Europe orientale « va peser sur nos propres capacités de développement et d'échanges, ce qui risque d'aggraver les disparités régionales ».

Le premier ministre aura à donner son feu vert sur trois dossiers précis déjà bien avancés. Un ensemble de mesures fiscales et financières spécifiques pour le bassin de la Sambre et la région de Valenciennes (où le chômage dépasse 15 %) — comparable au dispositif des zones d'entreprises de Dunkerque, La Ciotat et La Seyne, sera mis en place avec l'accord des autorités de Bruxelles. A propos de la politique des villes, un contrat triennal va être signé avec Strasbourg et un programme de développement économique conclu avec les élus de Marseille et d'Aix. Enfin, le périmètre de la technopole de Sophia-Antipolis au nord de Nice va être doublé et un programme de logements lancé.

Le projet de budget pour l'aménagement du territoire pour 1991, en hausse de 27 % par rapport à la loi de finances initiale de 1990, est qualifié de « convenable » par M. Chérèque « après les déboires des années passées, mais il faudra obtenir une rallonge en fin d'année ». Les investissements de production de moins de 20 millions de francs qui créent quelques dizaines d'emplois dans les villages des zones rurales les plus fragiles (Massif Central, Bretagne intérieure, Morvan, Pyrénées) seront encouragés par des primes (100 millions de francs au budget) à condition que les conseils régionaux concernés fassent un effort équivalent sur leur propre budget.

Quant à l'Île-de-France, dont le ministre de l'aménagement du territoire souligne régulièrement l'hyper-trophie, M. Chérèque ne veut pas être absorbé du « grand chantier » ouvert par M. Rocard et il plaide pour l'organisation d'un espace plus large, c'est-à-dire le Bassin parisien s'étendant jusqu'à Cherbourg et

Charleville. Il vient d'écrire au préfet d'Île-de-France, M. Olivier Philip, pour lui demander, dans le cadre de la préparation du futur schéma d'aménagement, « d'établir trois scénarios de population à l'horizon 2015 : l'un à 13 millions d'habitants, l'autre à 11, le troisième intermédiaire afin d'examiner leurs conséquences en termes de répartition géographique de l'habitat, de l'emploi, de l'environnement, des équipements nouveaux à programmer et d'équilibre avec le reste du territoire national ».

Avec son franc-parler habituel, M. Chérèque n'a pas hésité à lancer une pierre dans le jardin de son collègue, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement : « Apprendre en plein été, en lisant le journal, que le gouvernement autorise la construction de 600 000 m² de bureaux supplémentaires à la Défense (le Monde du 3 août), a-t-il commenté, c'est un peu fort quand on est ministre de l'aménagement du territoire... »

FRANÇOIS GROSCHARD

COMMUNICATION

En vendant ses actions de TF 1

M. Robert Maxwell abandonne l'audiovisuel

C'est par un laconique communiqué, diffusé mardi soir 2 octobre à Londres, que M. Robert Maxwell a annoncé qu'il abandonnait le secteur de l'audiovisuel. Le patron de presse britannique a décidé de vendre ses participations dans TF 1 (12,5 %), la télévision privée britannique Central TV (20 %), la chaîne musicale par satellite Music TV (51 %) et tous ses actifs dans la télévision par câble (British Cable TV).

Décision surprise puisqu'il y a deux semaines encore, M. Maxwell affirmait devant la presse française qu'il ne songerait pas à vendre ses actions dans TF 1. Décision spectaculaire puisque l'homme d'affaires britannique renonce ainsi à bâtir un empire de communication multimédia pour se recentrer sur ses activités traditionnelles : la presse et l'édition.

Contacté mardi matin, M. Maxwell se refusait à tout commentaire. Mais il semble bien que la

première raison de ce revirement soit financière. Maxwell Communications s'est lourdement endetté en 1988 pour racheter aux États-Unis l'éditeur Macmillan pour 2,6 milliards de dollars et les Guides officiels aériens (750 millions de dollars). Même s'il a vendu de nombreux actifs dans l'imprimerie, Maxwell Communications a encore une dette à court terme d'environ 400 millions de dollars payable le 23 octobre.

C'est là qu'intervient la mécanique financière propre à l'empire de M. Maxwell. Pour soulager Maxwell Communications, groupe coté en Bourse, Pergamon Holdings, filiale à 100 % de la Fondation Maxwell au Liechtenstein, vend aujourd'hui ses participations dans l'audiovisuel et rachète certains actifs de Maxwell Communications (notamment les participations dans le fabricant de papier canadien Donahue, pour 140 millions de dollars).

Une nouvelle donne pour les chaînes privées ?

Le redressement financier s'accompagne d'un repositionnement stratégique. M. Maxwell n'est jamais parvenu à prendre des positions de premier plan dans l'audiovisuel. En Grande-Bretagne, il reste à l'écart de la grande bataille des chaînes par satellite et se méfie de la politique de M. Thatcher en matière de télévision privée. En France, l'homme d'affaires britannique n'a jamais caché qu'il n'avait aucun pouvoir au sein du conseil d'administration de TF 1 et que l'actionnaire principal, le groupe Bouygues, ne tenait aucun compte de ses critiques.

M. Maxwell vend sa participation dans la Une au moment où l'action de la chaîne est au plus bas (278,20 francs). Il peut trouver rapidement un repreneur en la personne de M. Silvio Berlusconi.

L'Italien, en position difficile sur la Cinq, détient déjà quelque 5 % de TF 1 et peut saisir cette occasion pour devenir un partenaire privilégié du groupe Bouygues au sein de la Une. Par ricochet, c'est tout le paysage télévisuel français qui serait remodelé, puisque le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui s'interroge aujourd'hui sur l'arrivée d'Hachette comme opérateur de la Cinq, deviendrait le grand arbitre de ce chassé-croisé de capitaux. Mardi matin, les responsables de TF 1 et du groupe Bouygues se refusaient à tout commentaire.

JEAN-FRANÇOIS LACAN



Banque européenne d'investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer, à Luxembourg
Capital : 28.800.000.000 d'euros

EMPRUNT 11% OCTOBRE 1990 DE F 1 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 200.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 100,16 %, soit F 5.008 par obligation

Date de jouissance et de règlement : 15 octobre 1990

Intérêt annuel : 11 % soit F 550 par titre payable le 15 octobre de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 10,97 %

Durée : 10 ans

Amortissement normal :

Les obligations seront amorties en totalité le 15 octobre 2000 par remboursement au pair. Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 4 premières années à des amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 64.000 obligations de manière à amortir : 22.000 obligations la première année, 16.400 obligations la deuxième année, 13.600 obligations la troisième année, 12.000 obligations la quatrième année.

Amortissement anticipé :

Interdit par remboursement. Autorisé par rachats en Bourse. Possibilité d'offrir publiques d'achat d'obligations.

Régime fiscal :

S'agissant d'un emprunt émis en France et, de plus, en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1986, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source. Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Cotation :

à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une fiche d'information qui a reçu le visa 90-385 du 28.09.1990 de la Commission des Opérations de Bourse a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 1.10.1990

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRETABAIL - SICOMMERCE

SITUATION AU 30 JUIN 1990

Le patrimoine locatif, après une prise en compte prudente de l'évolution du marché peut être évalué à environ 3 100 MF, comportant notamment 60 % de bureaux situés pour la plupart à Paris, Neuilly et Boulogne et 16 % de locaux commerciaux.

Les négociations de baux intervenues en 1990 sur des immeubles neufs entraînent une augmentation des loyers de l'ordre de 9 MF en année pleine.

Les chiffres caractéristiques du 1er semestre 1990 comparés à ceux du premier semestre 1989 sont les suivants :

	1989	1990	Variation
(en millions de francs)			
Patrimoine locatif :			
- immobilisations nettes	1 241	1 295	+ 4 %
- loyers	82	86	+ 5 %
Crédit-bail :			
- immobilisations nettes	1 740	1 886	+ 7 %
- redevances de crédit-bail	172	186	+ 8 %
Bénéfice net (y compris plus-values) :	112	125	+ 12 %

ARC UNION MANDATAIRE

La menace japonaise

Une renégociation unique européenne

Il faut, dit-il, marquer « l'Europe » dans la construction de la Communauté et en parallèle avec les discussions avec les automobiles japonaises.

Selon lui, une réunion de la « conception » de l'Europe de la géographie et de la planification. Elle devrait aussi « valider l'acte unique » pour la Communauté dont il manque.

D'ici là, le patron de l'industrie automobile japonaise, le ministre de l'Économie, a demandé l'arrêt de l'importation des voitures japonaises, le ministre de l'Économie, a demandé l'arrêt de l'importation des voitures japonaises, le ministre de l'Économie, a demandé l'arrêt de l'importation des voitures japonaises.

Le monde dans l'agroalimentaire

Guyomarc'h et Doux pour un européen du pôle

exportation dans ce secteur des filiales en Espagne, en Italie, en RFA et bientôt en RDA.

Pour Paris, qui détient 15 % de son capital, il faut une nouvelle fois au Conseil supérieur de l'audiovisuel l'attribution d'une fréquence hertzienne pour la diffusion de ses programmes en région parisienne. Parallèlement, la chaîne musicale, déjà présente sur le satellite TDF 1, continue à développer sa stratégie d'implantation en Europe.

En effet, alors qu'elle émettait déjà en Tchecoslovaquie depuis le premier septembre, la chaîne a signé deux nouveaux accords ces derniers semaines : le premier avec la Hongrie pour diffuser, durant le mois d'octobre, une émission hebdomadaire sur la deuxième chaîne, le second avec le groupe grec Olympic Action pour assurer dix-sept heures de programmes quotidiens sur Athènes et sa région. Euromusic vient en outre de signer avec Gosteleradio pour la fourniture de trois heures quotidiennes de programmes sur les réseaux câblés soviétiques, ce qui représente environ trois millions de téléspectateurs supplémentaires.

Le groupe Paris est aussi en conférence avec la télévision polonaise, la télévision tchèque et la télévision roumaine. Euromusic vient en outre de signer avec Gosteleradio pour la fourniture de trois heures quotidiennes de programmes sur les réseaux câblés soviétiques, ce qui représente environ trois millions de téléspectateurs supplémentaires.

La septième promotion du séminaire multimédia

L'Institut multimédia accueillera, le 29 novembre, la septième promotion de son séminaire. Ce cycle de formation haut de gamme réunit chaque année une quarantaine de décideurs des milieux de la communication et des médias ainsi que des secteurs bancaires et industriels. Une série de quatorze journées de conférences, réparties sur sept mois, couvrent les principaux aspects de la communication : technologies, droit, nouveaux marchés, création et programmation, financement et stratégies.

Le séminaire est complété, du 16 au 30 mars, par une mission d'études aux États-Unis dans une quarantaine d'entreprises, de New York à Los Angeles, en passant par

la Nouvelle-Orléans où se tiendra la convention annuelle de la télévision par câble.

Plus de deux cents professionnels ont déjà suivi le séminaire de l'Institut multi-médias qui est devenu en sept ans un lieu privilégié d'échanges et d'informations. Les travaux de l'Institut bénéficient du concours de France Télécom, la SEPT, Télédiffusion de France, le Centre national de la cinématographie et le journal Le Monde. Ils sont organisés avec le soutien de la commission télévision de la Procipec.

Renseignements et inscriptions : Institut multimédias, 1, rue Descartes, 75005 Paris (tél. : 46-34-36-38).

SOCIAL

Les salariés de l'industrie automobile ont obtenu une augmentation de 1,5 % de leur salaire. Les salariés de l'industrie automobile ont obtenu une augmentation de 1,5 % de leur salaire. Les salariés de l'industrie automobile ont obtenu une augmentation de 1,5 % de leur salaire.

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Les pouvoirs publics face à la spéculation foncière

Les maires entre la carotte et le bâton

Comment limiter la flambée des coûts fonciers et trouver des sites d'accueil pour le logement social au centre de l'agglomération parisienne, c'est-à-dire dans la capitale et dans la première couronne ? Ici, impossible de faire des zones d'aménagement différé (ZAD), comme à Sacy ou à Montesson (le Monde du 27 septembre : « Secteurs stratégiques ») : la procédure ne vaut que sur les terres agricoles. Depuis un an, l'Etat invente de nouveaux outils pour peser face aux communes.

Au début, la méthode incitative à prévaloir. Le train de « mesures d'urgence » annoncées en octobre dernier par M. Michel Rocard prévoyait que l'Etat et la Ville de Paris libéreraient 10 hectares d'emprises publiques, pour y monter des opérations comportant une large part de logements sociaux. Une liste a été établie. La direction régionale de l'équipement (DRE) assure que les terrains seront livrés à des prix raisonnables.

La formule n'est malheureusement ni simple ni rapide. Evoquant le cas de la ville, M. Didier Paillard, l'adjoint au maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), dénonce les accords signés entre des entreprises publiques comme la SNCF et la RATP et des promoteurs privés. Les premières apportent le terrain, les seconds leur cèdent en contrepartie des locaux neufs. « Ce système d'échange (procédure de dation) permet aux opérateurs publics de rentabiliser leur terrain et de participer aux bénéfices du promoteur, explique l'Etat. A l'heure où l'on demande aux entreprises publiques d'assainir leur politique, cela ne donne pas une vision claire des prix. »

A Paris, le feuillet de la caserne Duplexe a illustré en 1987-1988 la difficulté de trouver un « juste prix » dans ce genre de transactions. Le ministère de la

défense avait décidé de se défaire de 4 hectares et demi de terrains au cœur de la capitale. L'armée, ne voulant pas céder son bien à faible prix, réclamait une vente par adjudication publique. C'est finalement la Ville qui s'est portée acquéreur. Mais l'on a vu la divergence de deux logiques, celle de l'Etat et celle d'une administration, sa vassale pourtant. Même lorsque le décideur principal, à la fois chef du gouvernement et maire de Paris, semble avoir tous les atouts en main. Engagé à la même époque, l'affaire du parc de la Passy qui se voulait « exemplaire » montre par sa part que le système de dévolution des terrains « libérés » aux constructeurs (concours avec cahier des charges) doit être soigneusement réfléchi.

Le retour de Robin des bois

Egalement visées par le programme d'actions d'urgence d'octobre dernier : les communes de l'Ouest parisien. Pour échapper à la procédure de l'agencement sur la construction des bureaux « en blanc » (sans affectation), ces dernières ont la possibilité de signer des conventions avec l'Etat s'engageant à construire deux mètres carrés de logements pour un mètre carré de bureaux. Boulogne-Billancourt et Suresnes (Hauts-de-Seine) ont éternisé le système. Une quinzaine d'autres communes devraient suivre leur exemple d'ici à la fin 1990.

Las ! les cabinets ministériels ont sans doute jugé le dispositif insuffisant puisque, au milieu de l'été, M. Michel Delebarre a rendu public un grand projet d'extension de la Défense (le Monde du 26 septembre). Un programme « placé sous la responsabilité totale de l'Etat », a précisé le ministre de l'équipement, des transports, du logement et de la mer, tandis que M. Jean Tibéri (RPR), premier adjoint au maire de Paris et député, dénonçait « le mauvais coup contre les collectivités locales ».

Jusqu'ici, tout reposait encore sur le dialogue, éventuellement



dans le cadre de l'élaboration des schémas directeurs locaux (à La Plaine-Saint-Denis). La puissante Ville de Paris en reconnaît elle-même les vertus. Lorsqu'elle multiplie depuis deux ans des sortes de « conventions bilatérales » avec ses voisins — Aubervilliers ou Saint-Denis par exemple — pour résoudre des problèmes particuliers (logement des expulsés, grand stade, etc.), seule exception à la coopération, très spécifique, il est vrai : l'Etat a pris en main les destinées de l'île Seguin peu après l'annonce du départ de la région Renault, en recourant à la formule du projet d'intérêt général (PIG), déjà utilisée pour Eurodisneyland.

Le dispositif sera « bouclé » si le Parlement adopte cet automne la proposition du député socialiste des Yvelines, M. Guy Malandain. Formulée en printemps, reprise à son compte par le gouvernement au cours de l'été, cette dernière

visait à obliger les communes à se doter de « plans locaux de l'habitat », avec un programme obligatoire d'ILM. Le parlementaire suggère même de financer une partie des logements sociaux en prélevant un écot sur les autres types de construction. Le retour de Robin des bois !

De l'immobilier d'entreprise social

Au printemps dernier, alors que la spéculation faisait les gros titres de la presse, M. Pierre Bérégovoy y était allé de sa proposition, annonçant son intention de « décanter la rétention de terrains ». Reprenant un thème cher au président de la République, le ministre de l'économie et des finances brandissait l'arme fiscale contre « ceux qui font de l'argent en dormant ». Véritable serpent de mer, ce débat anime depuis longtemps les collo-

ques des professionnels. Mais qui se hasarderait dans cette aventure délicate ?

Plus récemment, à la suite d'une affaire frauduleuse de transformation de locaux d'habitation en bureaux, les pouvoirs publics ont décidé de s'attaquer à l'activité des marchands de biens, aujourd'hui peu réglementée. Un groupe de travail présidé par M. Gilbert Santel, directeur de la construction au ministère de l'équipement et ex-directeur de cabinet de M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, va prendre le dossier en main. Bouc émissaire, cri de guerre, ou phénomène réel ? Chacun a sa petite idée sur la spéculation. Une chose est sûre : elle prospère sur les marchés immobiliers dynamiques... et disparaît dès que les courbes fléchissent.

Dans deux, trois ou cinq ans, les conséquences du changement de la conjoncture auront montré leur

visage. Des observateurs annoncent déjà les premiers signes d'une stabilisation du marché, celui des immeubles d'habitation notamment. Pour autant, les zones stratégiques ne perdront pas tout leur intérêt et les logements sociaux ou intermédiaires ne vont pas jaillir du sol de la capitale.

Au contraire, le conseil économique et social de la région Ile-de-France s'alarme du retard déjà pris dans la construction de HLM en 1990. Les 17 700 logements sociaux ou intermédiaires promis par le gouvernement ne seront pas lancés dans les temps. Autre fait significatif : la direction régionale de l'équipement a commencé à plancher sur la mise au point d'un système permettant la survie des activités à caractère productif dans le bassin central, avec des loyers modérés de 500 à 600 francs le mètre carré. De l'immobilier d'entreprise social en quelque sorte.

HELENE GIRAUD

Les leçons du passé

Zones d'aménagement différé, création de villes nouvelles et intervention autoritaire de l'Etat... Le gouvernement semble découvrir peu à peu les vertus des vieilles recettes utilisées par M. Paul Delouvrier lors de l'élaboration du schéma directeur de 1965, toujours en vigueur. Les conseils de l'ancien délégué général du district de la région parisienne n'y sont peut-être pas étrangers.

« La hausse des prix du foncier en Ile-de-France, depuis deux ou trois ans, est trop violente pour qu'elle ne s'accompagne pas de spéculation », juge aujourd'hui M. Delouvrier. Puis il tire les leçons de son expérience passée. « Lorsque nous avons sorti le document en 1965, les zones constructibles représentaient bien une capacité d'accueil de 14 millions d'habitants (ramenée à

12 millions en 1976), raconte-t-il. Beaucoup de gens disaient d'ailleurs que je voyais trop grand ! Mais nous n'avons pas suffisamment additionné les plans d'occupation des sols (POS) des 300 communes de l'agglomération parisienne et vérifié leur « réceptivité ». Les maires — et c'est normal — ont eu tendance à réduire les zones habitables. Une augmentation de population laisse toujours présager de nouvelles électricités et des changements électoraux. »

« A l'époque, je pouvais avoir l'illusion que les villes nouvelles auraient des capacités suffisantes, poursuit M. Delouvrier. Mais les ministres successifs se sont ingéniérés à diminuer leurs objectifs de population. Aucun n'a eu le courage de voir clairement la situation ! »

H. G.

Un second parc naturel pourrait être créé dans la région

Riche et fragile Vexin français

Après celui de la haute vallée de Chevreuse, dans les Yvelines, créé en 1986, un deuxième parc naturel pourrait voir le jour en Ile-de-France. Le projet de classement du Vexin français, au nord-ouest de la capitale, est sur le point d'aboutir.

Faire du Vexin français un parc naturel régional, l'idée, dit-on, n'avait pas défilé aux auteurs du Livre blanc sur l'avenir de la région. En recevant tout récemment à ce sujet les présidents des conseils généraux du Val-d'Oise et des Yvelines, le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg, a donné le coup d'envoi. La procédure est désormais engagée.

Il s'agit maintenant de recueillir l'adhésion des communes, des départements et des régions éventuellement concernés. Puis le projet de charte sera soumis au préfet de région qui y ajoutera son propre avis avant de le transmettre au ministre de l'environnement, à qui il appartiendra de prononcer ou non le classement.

sement définitif. A cheval sur les départements du Val-d'Oise, de l'Oise et des Yvelines, le Vexin français s'étend sur une cinquantaine de kilomètres de long et sur une quarantaine de large. Il est délimité naturellement par les vallées de l'Oise à l'est, de la Seine au sud, de l'Epte à l'ouest (qui le sépare du Vexin normand) et, au nord, par les rivières de la Trocène et de l'Esches. Son histoire, ses paysages à vocation rurale, ses rivières et ses villages paisibles le désignent comme « un territoire à l'équilibre fragile et au patrimoine naturel riche », les deux conditions requises pour pouvoir accéder au titre de parc naturel.

Equilibre fragile car il est de plus en plus menacé par le mitage de sa campagne. Patrimoine riche puisque, sur ses 135 communes, 121 sont inscrites à l'inventaire des sites pittoresques et 80 sont incluses dans des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF). On n'y compte pas moins de 70 monuments historiques, et douze communes possèdent un site protégé. La boucle de Moisson et les falaises

de La Roche-Guyon avec la route aux Cent Corniches, la route des Crêtes et les maisons troglodytes ont été classées le 16 juillet dernier, par décret du ministre de l'environnement.

Entité géographique

Pour donner plus de poids au projet, 38 associations, dont certaines se battaient depuis près de vingt ans, se sont regroupées au mois de juin dans une Union des amis du parc naturel régional du Vexin français. Pour elles, le Vexin est avant tout une entité géographique avec des frontières plus naturelles qu'administratives. Le parc devra bien sûr englober les 75 communes du Val-d'Oise situées dans le Vexin — les plus nombreuses — mais aussi déborder dans les Yvelines autour de Limay et au sud de l'Oise (ce qui ferait intervenir, aux côtés de l'Ile-de-France, la région Picardie).

Les élus du Val-d'Oise préféreraient que les limites du parc ne soient pas du département pour éviter de trop fortes discordances entre les intérêts départementaux. Mais aussi pour pouvoir plus directement maîtriser le développement économique du Vexin, qu'ils craignent de voir brader au prix de la seule protection de la nature.

Le parc naturel régional sera en tout cas, comme le souhaite M. Jean-Philippe Lachenaut, député UDF et président du conseil général du Val-d'Oise, « un espace d'arrêt de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, qui est située aux portes du Vexin ». Un des problèmes majeurs, à ses yeux, restera toutefois de convaincre le préfet de région, qui aurait, selon lui, « la farouche volonté d'établir des zones d'aménagement différé (ZAD) en périphérie de la ville nouvelle, aux abords du Vexin ».

La ville nouvelle propose, pour sa part, d'être le partenaire du Vexin en aidant à l'implantation de petites unités industrielles. Une réponse à la crainte exprimée par certains de voir le Vexin se transformer en un simple conservatoire de la nature.

JACQUELINE MEILLON

POINT DE VUE

Objectif : le degré zéro de pollution de la Seine

par Didier Julia

Des tonnes de poissons asphyxiés en aval de Paris : la brutalité d'un gros orage, en juin dernier, a rappelé la fragilité des progrès accomplis pour rendre la Seine propre. Il faut maintenant des solutions plus radicales.

MAINTEANT que le gouvernement s'est totalement dégage financièrement de l'opération « Seine propre » en refusant de l'inscrire en 1989 dans le contrat de plan Etat-région, le conseil régional d'Ile-de-France a clairement posé ces questions à un comité d'experts de très haut niveau, conduit par le professeur Vellon. Le constat met le doigt sur un certain nombre de carences ou dysfonctionnements.

Depuis trois ans, les experts écrivent qu'en réseau unitaire, drainant à la fois eaux usées et eaux d'égout, les premières pluies d'automne et les orages d'été peuvent être assimilés à des accidents industriels majeurs entraînant une mortalité considérable de la faune (de 50 % à 70 %).

Les dysfonctionnements de la grande station d'épuration d'Achères (Yvelines) sont clairement analysés : rejet de 20 % des eaux non traitées dans la Seine, soit l'équivalent des eaux polluées de la ville de Marseille, réception d'eaux parasites par temps sec (jusqu'à 50 %), c'est-à-dire que, sur 2 000 000 de mètres cubes par jour provenant d'un mauvais entretien des égouts, d'apports intempestifs du métro souterrain et de certains programmes immobiliers récents, la station reçoit 700 000 mètres cubes d'eaux parasites ; la capacité de transport des égouts reste insuffisante à plus de 80 % ; les déversoirs à « seuil fixe » interdisent une gestion rationnelle du débit des égouts.

En secteur séparatif, où eaux d'égouts et eaux usées sont dissociées, 30 % d'eaux parasites sont reçues en temps sec du fait de

défectuosités dans les branchements.

Autre dysfonctionnement, les stations d'épuration de l'ensemble de la région doivent être arrêtées environ trente jours par an pour leur entretien, ce pendant ce temps les eaux sont rejetées directement dans les fleuves ou dans les rivières. Ce dernier dysfonctionnement vient d'un manque de décentralisation des responsabilités.

Depuis Hausemann

Des solutions existent. Pour les trouver, il apparaît nécessaire de substituer au schéma technique d'assainissement un schéma écologique du cycle de l'eau visant un degré zéro de pollution et incluant la protection des captages.

Il est donc essentiel de préparer un nouveau schéma des eaux usées et pluviales. L'agence de bassin a déjà présenté de nouvelles propositions au conseil régional visant à rééquilibrer le traitement des eaux usées entre l'est et l'ouest de Paris. Concrètement, la région Ile-de-France lance l'opération « Mame vive », notamment, la reconstruction de la station de Saint-Thibault-des-Vignes qui va passer à 300 000 mètres cubes par jour (avec zéro odeur, zéro azote, zéro nitrate et traitement des eaux de pluie), etc.

Il s'agit de réaliser en trois ans, compte tenu du gabarit de la Mame, une opération à caractère emblématique et d'y insérer le degré zéro de pollution, montrant par là clairement quel est notre objectif pour la Seine dans les années à venir. La mise en place d'un système de mesure de la qualité de l'eau est évidemment nécessaire pour contrôler les efforts des investissements, car il n'existe actuellement aucun instrument de mesure de la qualité de la Seine, en dehors de l'observation, aléatoire, de la santé des poissons.

En outre, l'opération vise à décharger et à moderniser la gigantesque station d'Achères. Il ne peut plus s'agir de « terminer » Achères par une cinquième unité qui serait la continuation des quatre premières par simple extension de procédés datant d'avant-guerre. Achères V doit traiter toute l'eau (azote, les nitrates, l'eau de pluie) sans aucun rejet pollué et sans odeurs, en intégrant les techniques de pointe. On n'a pas fait un TGV en mettant une fusée derrière une locomotive à vapeur.

Le problème de la pollution doit être cerné et traité : le plus grand flux des égouts de Paris convergeant par Clichy à l'amont du barrage de Suresnes, il convient d'agir à court terme sur les secteurs critiques (en amont de Suresnes et de Chateaufort) par un stockage périodique et un traitement des eaux de pluie. A plus long terme, prévoir les stockages à grande échelle (800 000 mètres cubes) et à grande profondeur, comme ceux réalisés à Londres, au Japon... et à une plus petite échelle à Nancy.

La mise hors pollution de la Seine, premier grand projet d'envergure depuis Hausemann concernant les égouts, serait susceptible de capter l'attention du maire de Paris dont l'intérêt exceptionnel pour une approche écologique de l'aménagement de Paris ne s'est jamais démenti.

Les coûts ont été chiffrés. L'équipe de concepteurs-réaliseurs est mobilisée (comité de bassin, SIAAP, région, présidents de syndicats, CNRS, Compagnie des eaux, etc.) et profondément solidaire.

Il restera à mobiliser les élus municipaux pour améliorer la gestion des ouvrages et coordonner les consignes de gestion au-delà même de l'agglomération parisienne, sur l'ensemble de la région.

► Didier Julia est député RPR de Seine-et-Marne, vice-président du conseil régional de l'Ile-de-France, chargé de l'aménagement rural et de l'environnement.

AGENDA

Le Festival des premiers films

Le tout jeune Festival des premiers films ouvre à nouveau ses écrans jusqu'au 30 octobre dans dix-sept salles de la région parisienne.

Cette manifestation, créée en janvier dernier, est plutôt originale : un réalisateur confirmé, et non des moindres (Roger Vadim, Claude Berri, Yves Boisset, Bertrand Tavernier, Jean-Jacques Beineix, etc.), présente son premier film et parraine le premier long métrage d'un jeune cinéaste qui, de son côté, choisit un premier court métrage. Entre

chaque projection, les réalisateurs expliquent leurs choix.

Le 6 octobre au Rex à Paris, à 19 heures : Jacques Derray (le Gigolo) présentera Marc Rivière (le Crime d'Antoine) et Raphaël Caussimon (le Minotaure).

Le 13 octobre à l'AMC à Montreuil : Roger Vadim (Un jeu brutal) présentera Régis Franc (Toutes les femmes se ressemblent) et Pascale Ferran (le Baiser).

► Pour tous renseignements, programme et filmographie : SRF 215, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008. Tél. : 45-63-98-30.

هكذا من الأصل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

GRACE

Career progression through research & development

W.R. Grace & Co. is a leading international specialty chemicals company with selected interests in energy, manufacturing and service businesses. Its core business, Grace Specialty Chemicals Co., is the world's largest specialty chemicals company. Our European operations employ over 8,000 people in 16 countries.

Key to Grace Specialty Chemicals Co's success is its depth of technological know-how applied to individual customer needs. This is supported by our European Research Centres whose task is to help convert that understanding into tangible solutions.

Cryovac, one of Grace Specialty Chemicals Co's major businesses and a leading force throughout the world in the packaging industry, has a tremendous range of expertise to call on. Its teams include industrial chemists, packaging equipment engineers, food technologists, marketing and sales professionals, all working in tandem with the customer's team. Its European Research Centre, located near Milano, is looking for

young graduates in chemistry or chemical engineering

Preferably familiar with plastic converting industries and with extrusion technology, you will be responsible for product development (definition of materials, equipment, operating procedures, and other related activities).

You will have the opportunity to apply your talents and knowledge to the search for creative problem solving ideas. As part of an international research centre, you will have to demonstrate good communication and team work skills in a multicultural environment. While your working language will be English, good command of another European language will be a particular asset.

These positions will be of particular appeal to those who, using their scientific grounding as a base, may wish later to widen their careers into sales and marketing, technical service, or production on an international basis. They will also attract those who wish to gain experience abroad before engaging into a career path in their home country.

Please address your letters of application in English with a comprehensive curriculum vitae to the Personnel Department, reference PTC, at one of the following addresses:

Grace Italiana SpA
Via Trento 7
I-20017 Passirana di Rho (Milano)
Italy
Tel. (02) 9332 384

Grace S.A.
BP 9
F-28231 Epemont Cedex
France
Tel. 37 28 94 50

W.R. Grace Ltd
Cromwell Rd., St. Neots, Huntingdon
Cambs PE19 1QN
England
Tel. (0480) 21 55 21

Grace Industrial Chemicals, Inc.
CP 780
CH-1001 Lausanne
Switzerland
Tel. (021) 619 0 325

Leader Français en Ingénierie Géologique appliquée à l'aménagement du territoire et à l'environnement, le BRGM vous propose de prendre une part active dans le développement de ses activités au sein d'une équipe de véritables professionnels.

2 INGÉNIEURS

Hydraulique Souterraine et Géotechnique.
Ecoles ou Universités.



Ingénieur spécialiste dans la pratique de la modification des écoulements ou Ingénieur spécialiste dans la mesure géotechnique in situ (sondages - essais), vous êtes mobile et disponible, motivé pour lancer et développer de nouvelles activités.

Vous parlez aussi bien français qu'espagnol (votre langue maternelle de préférence) et vous souhaitez surtout vous investir dans une entreprise qui saura vous ouvrir des portes pour mener au mieux votre gestion de carrière.

Pour ces postes à pourvoir le plus rapidement possible, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et préférences) sous référence 45-90147 au BRGM - Direction du Personnel Service Emploi Mobilité - BP 6009 - 45060 Orléans cedex 02 France

BRGM
L'ENTREPRISE AU SERVICE DE LA TERRE

Neste is a Finnish group in the oil & petrochemicals industry. The Chemicals Division of Neste Corporation is expanding rapidly. Neste Chemicals has production sites and sales companies in most European countries, Asia and the United States. Neste Chemicals International N.V. in Belgium coordinates the polyolefins - polypropylene and polyethylene - business activities. At present Neste Chemicals has 4 polyolefins plants with a turnover of about 35 billion BEF.

The Skill Centre High Density Film (PE) - located in Brussels - starting with new Technical Service and Development activities has an immediate opening for a (m/f)

TECHNICAL SUPPORT & CUSTOMER SERVICE POSITION

Reporting to the HDPE Film Skill Centre Manager.

The successful candidate is an individual with significant customer contact experience in the PE Film environment. Technical and practical skills appropriate to problem solving in a manufacturing environment are pre-requisites since on site diagnostics and adjustments are often called for.

This active and participative function requires the ability to directly deal with customers and colleagues in other departments and countries. Responsibilities are Europe-wide, and will involve teaming up with the appropriate salesperson within the national sales companies all over Europe. The position is located in Brussels. The candidate is prepared to extensive (+/-30%) travelling abroad.

Qualifications: A formal technical qualification - higher technical or university degree - appropriate to the duties above. A track record in working in the same vocational area will be appreciated. Language skills required: fluency in English - company reporting language - German and/or French.

The company offers an excellent compensation and benefits package consistent with the level of this appointment. If you would like more details, please write or telephone V. Vanvelde, Neste Chemicals International, Bazellelaan 1, 1140 Brussels. Tel: (32) 2.729.43.07

NESTE
Chemicals

Le Monde

de l'

International

Créer en Suisse le contrôle de gestion industriel

PLANT FINANCIAL CONTROLLER

DURACELL

Leader dans son activité, le Groupe DURACELL renforce son implantation européenne.

Rattaché au Directeur Général d'une filiale récente, il met en place, gère et contrôle les opérations administratives et financières de l'établissement dans un contexte évolutif.

Assisté de deux personnes, il est en relation fonctionnelle et régulière avec le contrôleur au siège social aux USA et avec la Direction Financière Europe basée à Londres.

De formation supérieure commerciale option finance ou DECS, il nous fait part d'une expérience professionnelle similaire de 5 années, en entreprise industrielle.

Autonome, s'exprimant couramment en langue anglaise, il maîtrise les règles de reporting dans un contexte international.

La création de la fonction, les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de valeur. Le poste est à pourvoir à proximité de Lausanne.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 15/3861 A à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SVEDESKA UNITED KINGDOM

Institut Universitaire Européen
Département des sciences juridiques
Le département annonce la vacance d'un poste de professeur (m/f) de

THEORIE ET PHILOSOPHIE DU DROIT

Il est particulièrement intéressé par des candidats travaillant également dans un domaine du droit positif. Le poste est au niveau A5/A6, correspondant approximativement en France à la seconde classe des Professeurs d'université. Il est à pourvoir par contrat d'une durée initiale de quatre ans, renouvelable une fois.

Les candidatures (en français ou en anglais) doivent comporter: ☐ un c.v. détaillé; ☐ une liste des publications scientifiques (et un échantillon des principales publications récentes); ☐ les noms et adresses de deux références; ☐ des indications sur les connaissances linguistiques.

Elles doivent parvenir pour le 15 novembre 1990 à l'adresse suivante: Conseiller pour les affaires académiques, Institut Universitaire Européen, C.P.2330, I-50100 FIRENZE Ferrovie (Italie).

Tél.: (55) 5092321; Téléc.: 571528 RUE;
Fax: (55) 599887; ADRESSE BITNET:
SERVAC@IUIIUE

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS INTERNATIONAUX

recherche

POUR LONGS SÉJOURS EN AFRIQUE
DES EXPERTS SENIORS EN FORMATION
ET GESTION DE RESSOURCES HUMAINES

EXPÉRIENCE REQUISE DE DIX ANNÉES AU MINIMUM,
ACQUISE DE PRÉFÉRENCE EN AFRIQUE
ANGLAIS SOUHAITÉ

Envoyer C.V. et prétentions à :

Marie-Jeanne EL REDA
LOUIS BERGER S.A.R.L.
71, rue Fondary - 75015 PARIS

EUROSEPT - GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE GROUPE EUROSEPT ASSOCIÉS

Société Française de Conseil en Organisation, spécialisée dans la conception et la mise en œuvre de systèmes de comptabilité et contrôle de gestion reposant sur des logiciels évolués au sein de grandes entreprises, recherche pour sa filiale italienne :

DIRECTEUR DE MISSION ITALIE

Il aura pour responsabilités :

- la conduite de projets importants sous leurs aspects fonctionnels et techniques
- l'encadrement de consultants de haut niveau
- les relations clients et le développement commercial

Ce poste est basé à Milan et peut comporter de fréquents déplacements en Italie.

Il s'adresse à des candidats de NATIONALITÉ ITALIENNE ou PARFAITEMENT BILINGUES, ayant 5 à 6 ans d'expérience et ayant assuré des responsabilités similaires dans le cadre d'activités de Conseil ou au sein de la Direction Financière de Sociétés importantes.

Une expérience acquise dans différents secteurs d'activité (Industrie, Tertiaire) serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à N. VETTESE,
EUROSEPT - GCF, 98 route de la Reine - 92100 BOULOGNE

SECRETAIRE COMMERCIALE

Parfaitement bilingue pour notre filiale du SUD de l'ALLEMAGNE

Nous sommes la filiale d'un puissant Groupe Américain, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de machines à commandes numériques.

Implantée également en Allemagne, nous souhaitons vous intégrer à notre équipe.

De langue maternelle Allemande ou maîtrisant totalement l'Allemand, vous avez un niveau BTS. Riche d'une expérience de plusieurs années, vous connaissez bien les outils modernes du secrétariat : PC et traitement de texte.

Forte d'une excellente présentation, dynamique, autonome, très relationnelle, vous êtes à même de prendre en charge l'ensemble du secrétariat de l'agence.

Vous souhaitez vous épanouir dans un groupe à dimension internationale ?

Alors, adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à
M. C. CAVIN - EATON LEONARD PICOT S.A.
160, rue Joliot-Curie - 69811 TASSIN Cedex FRANCE.

EATON LEONARD PICOT

051 0 11 41

Le Monde International

L'Europe: Assez de discours, batissons-la ensemble!

Dès maintenant, nous recherchons celles et ceux avec lesquels nous participerons activement à la compétition automobile européenne.

Nous souhaitons rencontrer les étudiant(e)s et jeunes diplômé(e)s des grandes écoles et universités françaises qui seraient prêts à relever le défi avec nous.

Audi vous attend à Paris, au Mondial de l'Automobile du 04 au 14 octobre (hall 1, stand 118). Ensemble, nous pourrions discuter des possibilités qui s'offrent à vous chez Audi, en Allemagne.

«Auf Wiedersehen» et à bientôt!

AUDI AG



La Technique est notre passion



Le Monde des Cadres

L'AGENDA

OFFICE DÉPARTEMENTAL DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET ADOM (22)
recrutement
RESPONSABLE MUSIQUE/DANSE
MISSION : mise en place d'enseignement musical 1991/1992, relations élus, associations culturelles. Sous l'autorité du directeur ODDC, assurer l'élaboration et la mise en œuvre de la programmation musicale et chorale.
PROFIL : bon niveau de culture générale, formation et/ou pratique musicale, connaissance monde spectacle, expérience milieu musical, habitude administration et gestion.
SALAIRE : négociable selon qualification et expérience.
Dossier (CV + lettre intentionnelle) à adresser : M. le Président conseil général Côte-d'Armor, BP 1053, 22022 ST-BRIEUC Cedex.
Cherchez COMMERCIAUX pour diffuser produits dérivés. M. BOSTON 05-00-20-77.
L'école PERCEVAL (Chenou) cherche
ENSEIGNANT
en histoire-géographie (bac + 3 ou 4) pour remplacement temporaire A. Poste complet à pourvoir sept. 91 ou avant.
Condition : être prêt à se former à la pédagogie de RUDOLF STERNER.
Tél. 33-82-16-64.

PARIS 1^{re}
Société d'investissement recherche **RESPONSABLES** chargés d'animer une équipe de correspondants.
Env. C.V. + photo à SMO, 219, r. de Valenciennes, 75001 Paris.
GROUPE SCETA
recherche pour sa division Aménagement-Parking Conception, financement, construction et exploitation de parkings publics.
UN CADRE TECHNICO-COMMERCE
Responsable promotion du développement. Ecole de commerce diplômée ou 1 à 2 années d'expérience.
Env. C.V. + photo à SCETA Parc 7, rue Pablo-Neruda, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.
Ag. 11^{re} rech. **NEGOCIATEUR (TRICE)** dynam. actif, bonne présence. 42-38-04-19.
LYCÉE HOTELIER privé, 90 km est Paris cherche
PROFESSEUR CUISINE URGENT
Qualification requise, S.T.S. Expérience professionnelle souhaitée.
Tél. 23-33-02-01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE NORD DE PARIS
cherche
UN CHEF DE SECTEUR
Aménagement et construct. Bonnes expériences professionnelles (10 ans au moins).
Ecrire sous n° 8060 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montreuil 75007 Paris.
Sté opérant avec un groupe financier renommé engage **2 CADRES DE BANQUE**
C.V. à M. LAGORCE 55, chemin de la Justice 92291 CHATILLON-MET Cedex.
DE DANSE recherche **COLLABORATEUR (TRICE) ADJONCTIF(ES) ET COMMERCIAL** de style et comptabilité indép., sal. 6 500 F net. Adress. C.V. manuscrits : CDFP, 7, rue Duméril-d'Urville, 92250 La Garenne.
secrétaires
La MJC d'Orsay cherche
SA SECRÉTAIRE
Compétence sur informatique. Goût des contacts humains.
Envoyer C.V. et références à MJC Orsay 14, rue St-Lauré, 91400 ORSAY.

Institut d'enseignement supérieur privé
« Intégrale »
prépare HEC, Sciences Po recrute
des professeurs
d'ECONOMIE de DROIT de GESTION de MATHS de LANGUES et de PHILOSOPHIE.
Envoyer C.V. à 53, av. Paul-Desormer, Paris (16^e).
automobiles
ventes
de 5 à 7 CV
FIAT TIPO 16 V IE Décembre 1989, rouge racing, 11500 km. Direct. assistée, 100 chcv, vitres et rétrov. électr., sièges AJ 2/3-1/3, rétrov. ext., pneus, 4 HP, 90 000 F. Tél. : 60-75-61-36 ap. 19 h.
deux-roues
KAWASAKI GPX 750
An. 90, mod. 87, noir, décapotant David, 35 000 km, pneus arrière + kit chaîne + plaquettes de frein avant. NEUF. 28 000 F. Tél. : 84-97-77-81.
Vos 1100 GSX/RS Suzuki modèle 84, t.b. état, 53 000 km, bleu et blanc, 16 000 F. Visible à Bne-Correa-Robert 77. Tél. : H.L. (18) 84-44-72-93.

Animaux
VENDS JOLIS CHIOTS SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES nés le 15 août 1990 A RITENUS
(16) 86-88-49-10 (après 20 heures)
Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. « Que des affaires exceptionnelles », écrit le guide Paris per cher, en substances, orfèvrerie, bijoux, etc., etc.
PERRON OPERA
Angle bid des Italiens, 4, Chaussée-d'Antin. Achat tous bijoux ou échanges. Autre magasin avec gd choix. STOLE 37, av. Victor-Hugo.
Décoration
L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 5 et 6 OCTOBRE vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2480 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur enlève : 8 900 F ou cuir de 17450 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.
Entrée du Canapé, 28, rue des 7-Arpenis Le Pré-Saint-Gervais Tél. : 49-44-63-81 Ouvert de 10 h à 19 h.

Vidéo
A VENDRE URGENT cause double emploi
LECTEUR VIDEO DISC PAL
3 mois, état neuf, 3 000 F. Laisser message sur répond. : 46-24-06-81.
Vacances
Tourisme
Loisirs
Home d'endents à la montagne 1000 m alt. près frontière suisse.
TOUSSAINT-NOEL
Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants de vacances forme XIV siècle confortablement rénovée, chère 2 ou 3 avec 4 de br. w.-c. Située au milieu des champs et forêts. Accueil volants, 15 à 15 enfants, idéal en cas 1^{er} séjours. Ambiance familiale et chaleureuse. Agrément VTT, jeux collectifs, piscine sur bois, sauna, écuries, fabrication du pain, 1 800 F sem./sept. Tél. : (18) 81-38-12-51.
A répondre : Driscoll House Motel, 200 chambres indiv., 110 livres net, par sem., bonne cuisine. Rése. : 172, New Kent Road, London SE1 4VT, G.B. 19-44-71-03-4175.
POUR VOTRE SÉJOUR à NICE louez votre appartement CITADINES GROSSO, très durables. (16) 93-44-39-00.
JURA
3 h. Paris TGV par le Médoc. Location studios pour 2, 4 et 6 pers., tv. ch. Activités : aile de remise en forme, sauna, ski à roulettes, tr. à l'air et canoë, location matériel, sur place. Encombrement de randonnée, pédicure. Tél. 16/81-49-00-72.

Franco-Tunisienne 40 ans, docteur ingénier électro, ancien ICS, quadrilingue, riche exp. Rech. poste gén. accordé en Tunisie. Ecrire sous n° 8043 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montreuil 75007 Paris.
J.F. 28 ans, Bac + 2, anglais courant, exp. gestion collég. éch. ch. emploi éducatif. Etude des propositions. Tél. : 43-81-67-69 dia 19 h.
J.F. 28 ans, licence lettres et cert. maîtrise exp. et réf. Ch. poste prof. ou surveillant sur Paris 43-72-33-86 urgent
ANGLAIS recherche emploi. Ecrire sous n° 8084 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.
INTERPRETE (F) bilingue économ. PDG, dpt, stamp, références. 46-03-11-32.

FRANCO-TUNISIENNE 40 ans, docteur ingénier électro, ancien ICS, quadrilingue, riche exp. Rech. poste gén. accordé en Tunisie. Ecrire sous n° 8043 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montreuil 75007 Paris.
J.F. 28 ans, Bac + 2, anglais courant, exp. gestion collég. éch. ch. emploi éducatif. Etude des propositions. Tél. : 43-81-67-69 dia 19 h.
J.F. 28 ans, licence lettres et cert. maîtrise exp. et réf. Ch. poste prof. ou surveillant sur Paris 43-72-33-86 urgent
ANGLAIS recherche emploi. Ecrire sous n° 8084 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.
INTERPRETE (F) bilingue économ. PDG, dpt, stamp, références. 46-03-11-32.

Médecin génér. (10 a.) + épistémologie, spécialisation en direction projets santé publique, rech. poste responsabilité en santé pub. (conseil, études, évaluation, coord. nation de projets...). Ecrire E. Condaminas 4, rue Guérin 91390 Morsang ou tél. : 69-04-53-95
J.F. 23 ans, cherche place standardiste ou hôtesse d'accueil. 3 ans exp. Niveau BEP. Libre de suite. Tél. : 43-32-14-12
J.F. 24 ans, maîtrise en droit, D.E.A. Droit des affaires, anglais, allemand, très bonne présentation, région Paris trouverait une place. Ecrire sous le n° 8057 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montreuil, Paris-7.



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

[illegible]

**Pour paraître
dans cette rubrique**

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

**Contacter : 45-55-91-82
poste 40-83.**

هكذا من الأصل

051 71144

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
4 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 89 m², 4 ^e étage	14, quai des Célestins SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	6 591 + 1 139 + 5 344	4 PIÈCES Park., 82 m², 2 ^e ét. Immeuble neuf	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL 42-66-61-05 Frais de commission	7 500 + 1 017 + 5 337	5 PIÈCES 105 m², 4 ^e étage Immeuble neuf	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 46-08-95-69 Frais de commission	8 400 + 1 583 + 5 977
7 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES Park., 72 m², rez-de-ch. Sur jardin.	50, rue de Bourgogne SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	11 455 + 1 386 + 8 992	4 PIÈCES Park., 88 m², 3 ^e étage	18, rue Lisfranc AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission	5 600 + 1 347 + 4 184	3 PIÈCES Park., 68 m² Rez-de-chaussée	SAINT-CLOUD 4, place du Moustier SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	5 400 + 493 + 3 842
9 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI 40-16-28-71	9 000 + 2 025	20 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Park., 68 m² 1 ^e étage	SÈVRES 35, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	5 200 + 790 + 4 300
11 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 826	4 PIÈCES Park., 79 m² 3 ^e étage, cave	ST-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44 Frais de commission	6 102 + 560 + 4 342	4 PIÈCES Park., 78 m² 4 ^e étage	SÈVRES 8, route des Pavillons SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	4 800 + 968 + 3 415
2 PIÈCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275	2 PIÈCES Park., 51 m² 2 ^e étage	VERSAILLES 3, promenade Venezia SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	3 050 + 560 + 2 170	94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES Park., 100 m², 4 ^e ét.	1, rue Pélée LOC INTER 47-45-19-97	8 900 + 836	3 PIÈCES Park., 114 m² Rez-de-chaussée Cave	VERSAILLES 2, promenade Venezia AGF 42-44-00-44 Frais de commission	5 670 + 1 100 + 4 034	5 PIÈCES Park., 106 m² 7 ^e étage Immeuble neuf	JOINVILLE 4, rue Hallé SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	7 800 + 835 + 5 500
12 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Parking, 52 m² 4 ^e étage, cave	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44 Frais de commission	5 490 + 424 + 3 906	6 PIÈCES Park., 116 m² 1 ^e étage	VERSAILLES 2, allée de Marival SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	7 900 + 1 041 + 5 621	3 PIÈCES Park., 71 m² 3 ^e étage	CACHAN 8, rue Guichard SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	4 300 + 584 + 3 059
4 PIÈCES Park., 80 m², 3 ^e étage, cave	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44 Frais de commission	7 200 + 648 + 5 123	91 - ESSONNE			4 PIÈCES 86 m², 4 ^e étage 2 parkings	SAINT-MANDÉ 7, rue Faÿs LOC INTER 47-45-19-97	8 033 + 859
15 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO Double living 35 m², 3 ^e étage	22, rue de Charbourg GFII 45-33-59-57	2 325 + 630	4 PIÈCES Park., 78 m² 1 ^e étage	GIF-SUR-YVETTE Résidence les Grandes- Coudraies GCI 40-16-28-70	3 800 + 790	4 PIÈCES 89 m², 5 ^e étage 2 parkings	SAINT-MANDÉ 31-33, avenue Joffre LOC INTER 47-45-19-97	6 788 + 980
3/4 PIÈCES 100 m², rez-de-ch. Poss. park. Terrasse	17-19, rue Bausset CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de loc.	7 500 + 1 700 + 5 670	92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES 98 m², 6 ^e étage Terrasse, 2 park.	SAINT-MANDÉ 5, rue Faÿs LOC INTER 47-45-19-97	8 560 + 949
17 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 50 m², 6 ^e étage sans ascenseur	23, rue des Moines CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de loc.	3 500 + 200 + 2 790	2 PIÈCES Park., 65 m², 1 ^e ét. Balcon	BOULOGNE Bâtiment Bratagna 813, av. du Général-Leclerc SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	4 300 + 658 + 3 059	3 PIÈCES Park., 73 m² 1 ^e ét., loggia	SUCY-EN-BRIE 2, rue du Lys-d'Or AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission	3 200 + 738 + 2 618
3 PIÈCES 70 m², 7 ^e étage. Chambre de service	8, rue des Dardennes GCI 40-16-28-71	7 159 + 1 223	2 PIÈCES Park., 57 m² 4 ^e étage	GARCHES 70-72, rue du Docteur-Debat CIGIMO 48-00-89-89	4 400 + 550	3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. Balcon, poss. park.	VILLEJUIF 24 bis, rue René-Hamon CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de loc.	2 815 + 950 + 2 296
2 PIÈCES 61 m², 2 ^e étage	7-9, rue Nicolas-Chauquet EPARGNE DE FRANCE 40-54-25-72	8 000 + 700	2/3 PIÈCES Park., 78 m² 1 ^e étage	GARCHES Bâtiment Saur 21, rue des Quatre-Vents SAGGEL 46-08-95-70 Frais de commission	4 195 + 1 080 + 2 985	3 PIÈCES Park., 60 m² 8 ^e étage	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER 47-45-19-97	5 750 + 700
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES Park., 77 m², 1 ^e ét. Immeuble neuf	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL 42-66-61-05 Frais de commission	6 400 + 853 + 4 554	5 PIÈCES Park., 101 m² Rez-de-chaussée	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pellétan SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 080 + 5 913	4 PIÈCES Park., 88 m² 7 ^e étage	VINCENNES 83-85, rue Defrance LOC INTER 47-45-19-97	7 517 + 870
2 PIÈCES NEUF 50 m², Park. Cave	139, rue Marlin SEFIMEG 45-65-37-02	4 080 + 445	3 PIÈCES Park., 73 m² 3 ^e étage Immeuble neuf	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 46-08-95-69 Frais de commission	5 800 + 1 097 + 4 127	4 PIÈCES Park., 91 m², 3 ^e ét. Balcon, cave	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF 48-08-78-48 Frais de commission	7 710 + 920 + 5 488
2 PIÈCES NEUF 55 m², box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG 45-65-37-02	4 720 + 497	4 PIÈCES Park., 75 m² 3 ^e étage Immeuble neuf	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-08-95-36 Frais de commission	6 350 + 950 + 4 518	95 - ENGHEN-LES-BAINS		
3 PIÈCES NEUF 63 m², box, cave	139, rue Marlin SEFIMEG 45-65-37-02	5 030 + 566	5 PIÈCES Park., 101 m² Rez-de-chaussée	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pellétan SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 080 + 5 913	2 PIÈCES Park., 58 m² 1 ^e étage	ENGHIEN-LES-BAINS 103, av. du Gal-de-Gaulle SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 591 + 3 059
3 PIÈCES NEUF 66 m², cave, box Balcon 14 m²	139, rue Marlin SEFIMEG 45-65-37-02	5 477 + 590	3 PIÈCES Park., 75 m² 3 ^e étage Immeuble neuf	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-08-95-36 Frais de commission	6 350 + 950 + 4 518	4 PIÈCES Park., 82 m², 3 ^e étage	ENGHIEN-LES-BAINS 103, av. du Gal-de-Gaulle SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	6 000 + 942 + 4 269
96 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES NEUF 88 m², cave, box Balcon 14 m²	139, rue Marlin SEFIMEG 45-65-37-02	5 477 + 590	4 PIÈCES Park., 85 m² 4 ^e étage Immeuble neuf	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 46-08-95-69 Frais de commission	7 000 + 285 + 4 981	5 PIÈCES Park., 94 m² Rez-de-chaussée	ENGHIEN-LES-BAINS 103, av. du Gal-de-Gaulle SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	7 100 + 970 + 5 052

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)
Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Lutte d'influence entre la Banque du Japon et le ministre des finances

100

1. *Staphylococcus aureus* (100%)

En Cisjordanie

Trois Palestiniens tués au cours de heurts avec l'armée israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Trois Palestiniens ont été tués, mardi 2 octobre, dans les territoires occupés. Les affrontements ont eu lieu à Jenin, dans le nord de la Cisjordanie, après que l'armée eut ouvert le feu et tué un jeune homme en fuite, recherché depuis huit mois. Dès l'annonce de sa mort, des bagarres ont opposé des résidents de Jenin aux soldats, qui ont ouvert le feu : deux autres Palestiniens ont été tués par balle. Un quatrième, âgé de quinze ans, est décédé d'une blessure par balle reçue la semaine passée.

Après les affrontements du week-end, ces incidents marquent une nette aggravation de la situation dans les territoires où, depuis six mois, les heurts avaient singulièrement diminué. La journée a aussi été marquée par la réouverture, après trois ans de fermeture, de

l'une des six universités palestiniennes, celle de Bethléem, qui accueillera un peu moins de 20 % de l'ensemble des étudiants des territoires. Les autorités veulent en faire un test avant de décider du sort des autres établissements universitaires, toujours fermés.

D'autre part, la presse annonce qu'un accord a été conclu avec les États-Unis sur l'octroi de la garantie du gouvernement américain pour un prêt bancaire de 400 millions de dollars sollicité par Israël afin de loger les juifs soviétiques. En contrepartie, le gouvernement a consenti des assurances sans précédent : pas d'installation des nouveaux immigrants dans les territoires occupés, cependant qu'Israël s'engage à fournir régulièrement des rapports écrits à Washington sur les sommes dépensées au titre des colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza.

ALAIN FRACHON

ÉTATS-UNIS

Le Sénat a confirmé la nomination du juge Souter à la Cour suprême

WASHINGTON

correspondance

Par quatre-vingt-dix voix contre neuf, le Sénat a confirmé, mardi 2 octobre, la nomination du juge David Souter, choisi par le président Bush pour remplacer à la Cour suprême le juge Brennan qui avait démissionné en juillet 1989 pour raisons de santé. L'approbation du Sénat ne faisait aucun doute après le vote quasi unanime (treize contre un) de la commission judiciaire en faveur du juge Souter. Néanmoins, huit sénateurs de l'aile gauche démocrate rejoignent leur chef de file, Ted Kennedy qui, seul, avait voté en commission contre cette nomination.

Pour éviter une répétition de l'intense bataille politique de 1987 livrée sur la nomination du juge d'appel Bork choisi par Ronald Reagan, alors président (la lutte avait pris fin par la défaite de M. Bork rejeté par le Sénat et, indirectement, sur un échec de

M. Reagan), George Bush avait choisi M. Souter, un homme relativement peu connu en dehors de son État du New-Hampshire. Ce conservateur modéré a aussi l'avantage de n'avoir laissé ni dans ses écrits ni dans ses déclarations une indication précise sur les grands problèmes du moment et plus particulièrement sur celui de l'avortement.

Au cours de sa comparution devant la commission judiciaire, les sénateurs avaient été impressionnés par sa modestie mais aussi par son habileté dans ses réponses à laisser entendre qu'il était proche des idées de son prédécesseur, M. Brennan, porte-parole éloquent des juges « libéraux », bref de la gauche de la Cour, en ce qui concerne notamment la discrimination raciale, la protection des minorités, la séparation de l'Église et de l'État, etc.

En revanche le juge Souter resta muet sur la question-clé de l'avortement en précisant seulement qu'il n'avait pas encore fait son opinion. Ce silence lui a valu l'hostilité des féministes et des organisations qui militent pour le maintien de l'arrêt « historique » de 1973 légalisant l'avortement, et qui voient dans cette nomination une nouvelle consolidation de cette majorité conservatrice de la Cour suprême, installée en grande partie par Ronald Reagan.

HENRI PIERRE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Retourner sa vareuse

Ça vous fait pas tout drôle d'endosser l'uniforme de l'ennemi d'hier ? Ben, heu... Oui... Non... Si, quand même un peu... C'était le leitmotiv d'un reportage tordant au 20 heures, mardi soir, sur A 2, dans une caserne de Berlin-Est, théâtre des opérations, pendant l'entracte, avant le grand final. Changement de costume en trois minutes chrono. S'agit de passer de la tenue gris souris de la Nationale Volksarmee au tricot vert olive de la Bundeswehr.

Le calor encore mal calé sur leur bonne bouille interloquée, les trouffions regardent la caméra comme une poule qui aurait trouvé un bouton de vareuse. Visiblement, ça les dépasse, et c'est dépassé, ces alliances, ces pactes, Varsovie, l'OTAN, et le reste. Et puis quoi, ils étaient peut-être pas si méchants que ça, les copains d'en face. On leur aurait bourré le crâne après le leur avoir rassé que ça les étonnerait pas.

Non, ce qui les chiffonne, c'est l'insécurité de l'emploi. C'est pas sur des chars, c'est dans des charrettes qu'ils vont monter, pour la plupart, si on veut limiter les effectifs de l'Allemagne unie à 370 000 mecs. D'autant qu'ils

sont déjà beaucoup plus qu'à l'Ouest et que le Commando Est, c'est son nom, ne gardera que 50 000 ex-cocos. Après une période probatoire de deux ans.

C'est surtout les officiers qui se sentent gênés aux entournures de la nouvelle tenue réglementaire. Pas évident, ces cours de recyclage accélérés. Libé décrit très drôlement, ce matin, le silence perpétuel des élèves à qui le prof balance un tableau noir des énormités du genre : Ne jamais oublier le devoir de réserve dans l'expression de ses opinions et ne donner que des ordres conformes au droit. A faute égale, un supérieur sera puni plus sévèrement qu'un simple soldat.

Supéur sur les bancs ! Un lieutenantève le doit : Je comprends pas, c'est contraire à la Constitution article 3 : Tous les hommes naissent égaux. Der, de passer l'examen d'entrée à l'école de la démocratie quand on sort d'une prépa dictature avec cours intensifs sur les devoirs du deuxième classe et les droits de l'adjudant. Pour une fois, ceux qui ont le plus de chances de réussir, c'est les tire-au-flanc. Grâce à Dieu, il y en avait des tas dans les rangs de la NVA.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Economie mixte : « Pour une Europe européenne », par Jacques Fournier ; « L'autre bloc », par Michel Jobert... 2

L'unification allemande... 3 à 5

Affrontements au Rwanda : Des réfugiés armés venus de l'Ouganda... 7

Le remaniement ministériel... 12 à 15

Le rapport de la commission de discipline sur le football : La Fédération veut poursuivre l'enquête... 16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Les mutations du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : Les difficultés du Musée d'art moderne ; à la conquête de l'espace : Le Cirque du Soleil s'installe à Paris ; Cinéma : 58 minutes pour vivre, de Renny Harlin ; Tous les spectacles nouveaux... 21 à 32

SECTION C

Dunkerque paralysé : Les dockers bloquent le port... 33

Un entretien avec le président de la Société des Bourses françaises : M. Régis Rousselle : « Il n'y a pas à la Bourse de Paris assez de produits incitatifs »... 33

Les effets de la contribution sociale généralisée : Les bas salaires seront avantagés... 33

Les progrès de l'informatique japonaise : Matsushita signe un accord avec Siemens... 34

Le budget de l'aménagement du territoire : La technopole de Sophia-Antipolis sera doublée... 35

Services

Abonnements... 10
Annonces classées... 38 à 41
Automobile... 19
Carnet... 19
Marchés financiers... 42-43
Météorologie... 20
Mots croisés... 19
Nominations... 19
Radio-Télévision... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 octobre 1990 a été tiré à 536 412 exemplaires.

BRÉSIL : le scrutin du 3 octobre

Victoire probable des candidats favorables au gouvernement

Quatre-vingt-trois millions d'électeurs brésiliens devaient désigner, mercredi 3 octobre, leurs députés et un tiers de leurs sénateurs ainsi que les gouverneurs des vingt-sept États du pays. Un peu plus de six mois après l'arrivée au pouvoir de M. Fernando Collor, élu en décembre dernier, ces élections devaient constituer un premier test politique pour les Brésiliens.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Morne campagne. Après la mobilisation spectaculaire qu'avait provoquée le deuxième tour de l'élection présidentielle en décembre dernier, les passions semblent éteintes. Certes, les candidats ont multiplié déclarations, tracts et spectacles improvisés dans les rues.

COLOMBIE

L'explosion d'un laboratoire de cocaïne fait neuf morts à Medellín

L'explosion d'un laboratoire de cocaïne, mardi 2 octobre, a soufflé un bâtiment qui jouxait une école de Medellín, tuant neuf personnes, dont quatre enfants, et endommageant plusieurs immeubles. Vingt élèves figurent parmi les cinquante-sept blessés. Selon la mairie, la déflagration a été provoquée par une charge de dynamite placée au rez-de-chaussée d'une maison qui abritait un laboratoire clandestin de traitement de la cocaïne.

Cet attentat s'inscrit sans doute dans la guerre que se livrent depuis près de deux ans les cartels de la drogue pour le contrôle du marché new-yorkais. Il y a une semaine, le cartel de Medellín, dirigé par Pablo Escobar, avait massacré dix-neuf personnes liées au cartel de Cali, à Candelaria, dans le sud-ouest du pays. (AP, AFP)

(Publicité)

Métros St-Sébastien et Durac, aux Entrepôts du Marais :

flanelle doublée
pantalon homme... 189F

Partout les prix montent sauf ici, où ils sont (presque) inchangés depuis 6 ans. Ces champions du prêt-à-porter masculin de luxe (créations Guy d'Ambert) à prix de fabrique proposent aussi des pièces pure laine woolmark à 399 F, vestes laine et cachemire 698 F, costumes tissu Noblet à partir de 990 F (ils en ont aussi en Dormeuil), smoking laine mohair 1.387 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9) et 112, rue du Cherche-Midi (8), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

TISSUS
LE
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Au conseil des ministres

M. Pierre Arpaillange est nommé premier président de la Cour des comptes

Au lendemain du remaniement ministériel, le président de la République a salué les nouveaux membres du gouvernement lors du conseil des ministres du mercredi 3 octobre, et exprimé sa reconnaissance à M. Pierre Arpaillange, ministre sortant de la justice, nommé premier président de la Cour des comptes.

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec, M. François Mitterrand a informé les ministres qu'il venait d'adresser deux télégrammes formant des vœux pour l'Allemagne d'aujourd'hui, l'un au chancelier Helmut Kohl, l'autre au président Richard von Weizsäcker.

L'essentiel des travaux du conseil a toutefois été consacré à la contribution sociale généralisée (CSG), dont le taux proposé est de 1,1 %. Deux projets de loi seront soumis au Parlement : le premier, qui institue la CSG, fera l'objet d'une lettre rectificative au projet de loi de finances de 1991 ; le

second modifie les dispositions relatives à la cotisation d'assurance, vieillesse. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, a estimé que l'institution de cette contribution constituait « une très grande réforme de justice sociale », comparable, selon lui, au rétablissement de l'impôt sur la fortune ou à la création du revenu minimum d'insertion. (Lire page 33)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, d'autre part, le mouvement préfectoral suivant :

- M. Michel Desmet, préfet des Pyrénées-Atlantiques, a été nommé préfet de Maine-et-Loire.

- M. Jacques Andrieu, préfet des Vosges, a été nommé préfet des Pyrénées-Atlantiques.

- M. Léon Saint-Prix, préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, a été nommé préfet de Seine-Saint-Denis.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans les jours de fêtes qui sont le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devise gratuite. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10) - M^r Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-12.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

JE RETIENS TOUT FACILEMENT!
MARABOUT

EN BREF

□ Deux évadés d'une prison toulonnaise retrouvés dans un conduit de cheminée. - Deux détenus, qui s'étaient évadés, samedi 29 septembre, de la prison Saint-Michel de Toulouse (Le Monde du 2 octobre), ont été retrouvés par des policiers, lundi 1^{er} octobre, chez un habitant d'une cité HLM de la ville, cachés dans un conduit de cheminée. Emmanuel Alvarez, trente-sept ans, condamné en juin 1988 à deux ans de prison pour vol, et Bruno Segarra, vingt-six ans, qui purgeait une peine d'un an d'égaleme pour vol, avaient réussi à s'évader en passant par la porte principale de la maison d'arrêt au moment où des gardiens l'ouvraient pour laisser entrer deux véhicules.

□ Décès accidentel de l'époux de la princesse Caroline de Monaco. - M. Stefano Casiraghi a trouvé la mort, mercredi 3 octobre, en fin de matinée, dans un accident d'offshore survenu pendant la deuxième manche du championnat du monde de cette discipline, au large de Monaco. Agé de trente ans, l'époux de la princesse Caroline pilotait un catamaran qui se serait retourné en abordant une vague à pleine vitesse. (AFP, UPI)

Après le remaniement ministériel

Génération écologie : le PS est un « courant de la majorité présidentielle parmi d'autres »

Génération écologie, qu'anime M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, a réagi, mardi 2 octobre, aux positions prises par le Parti socialiste lors de la réunion de son comité directeur, les 29 et 30 septembre, sur la question des alliances électorales. Pour Génération écologie, si le PS « représente le principal courant de la majorité présidentielle », il n'est qu'« un courant parmi d'autres » et « il ne décide pas pour les autres ». Les amis de M. Lalonde observent, en outre, au sujet du PCF, qu'il « ne se considère pas comme un fleuron de la majorité présidentielle ».

« Quelles que soient les élections, ajoute ce mouvement, Génération écologie soutiendra ou présentera, comme il l'a fait notamment à Châtres, Vierzon, Romans-sur-Isère ou Villeneuve-Avignon, les candidats qui lui paraissent les meilleurs défenseurs de l'environnement, de la démocratie et de la solidarité. »

Deux nouveaux députés

MM. René Bourget et Jacques Houssin remplaceront dans le délai constitutionnel d'un mois, respectivement, MM. Louis Mermaz et Bruno Durieux à l'Assemblée nationale. M. Bourget était le suppléant de M. Mermaz, député de la huitième circonscription de l'Aube, et M. Houssin, celui de M. Durieux, député de la quatrième circonscription du Nord.

[Né le 6 février 1932 à Saint-Romain-de-Surieu (Aube), M. René Bourget, chirurgien-dentiste, était le suppléant de M. Christian Nucci, député (PS) de l'Aube, de 1978 à 1982. Ce dernier, devenu haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, lui avait cédé son siège à l'Assemblée nationale. Aux élections législatives de mars 1986, M. Bourget, qui figurait en cinquième position sur la liste du PS dans l'Aube, menée par M. Mermaz, avait perdu son mandat de député. élu deuxième adjoint au maire de Péage-de-Roussillon en mars 1983, M. Bourget, suppléant de M. Mermaz depuis juin 1984, est conseiller général du canton de Roussillon depuis mars 1985.]

[Né le 27 juillet 1928 à La Bassée (Nord), M. Jacques Houssin, négociant en grains, est maire de Verlinghem, petite commune de la banlieue lilloise, depuis 1971, après être entré au conseil municipal en 1959 et y avoir été élu adjoint en 1962. Conseiller général depuis 1970, M. Houssin a été candidat, sans succès, à deux élections législatives de mars 1986 sur la liste RPR. Il était le suppléant de M. Durieux depuis juin 1983.]